



Conseil de sécurité

Distr. générale
5 mars 2019
Français
Original : anglais

Note du Président de Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution [2407 \(2018\)](#), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) de lui présenter un rapport final contenant ses conclusions et recommandations.

Le Président communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts (voir annexe).

* Nouveau tirage pour raisons techniques (12 mars 2019).



Annexe

Lettre datée du 21 février 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2407 (2018), le rapport final sur ses travaux**.

Ce rapport a été adressé le 1^{er} février 2019 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 21 février 2019.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
créé en application de la résolution 1874 (2009)
du Conseil de sécurité
(*Signé*) Hugh **Griffith**
(*Signé*) Olaf **Andrieu**
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**
Experte

(*Signé*) Maiko **Takeuchi**
Experte

(*Signé*) Jong Kwon **Youn**
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**
Expert

** Yvonne Yew, huitième membre du Groupe d'experts, a été nommée par le Secrétaire général le 18 janvier 2019 et a pris officiellement ses fonctions le 28 janvier 2019.

Pièce jointe**Lettre datée du 1^{er} février 2019, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité**

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2407 (2018), le rapport final sur ses travaux**.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
créé en application de la résolution 1874 (2009)
du Conseil de sécurité
(*Signé*) Hugh **Griffith**

(*Signé*) Olaf **Andrieu**
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**
Experte

(*Signé*) Maiko **Takeuchi**
Experte

(*Signé*) Jong Kwon **Youn**
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**
Expert

** Yvonne Yew, huitième membre du Groupe d'experts, a été nommée par le Secrétaire général le 18 janvier 2019 et a pris officiellement ses fonctions le 28 janvier 2019.

Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Résumé

Le programme nucléaire et le programme de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée restent intacts et le pays continue de passer outre les résolutions du Conseil de sécurité en multipliant les transbordements illégaux de produits pétroliers et de charbon. Ces violations rendent complètement stériles les dernières sanctions que l'Organisation des Nations Unies a prises puisque la République populaire démocratique de Corée ne respecte pas le plafond fixé pour ses importations de produits pétroliers, non plus que l'embargo sur le charbon décrété à son encontre en 2017 par le Conseil de sécurité, après les essais nucléaires et les essais de missiles balistiques d'une portée sans précédent auxquels elle s'était livrée. Outre les informations concernant des transbordements que plusieurs États Membres ont communiquées au Groupe d'experts, un État Membre a indiqué, suscitant un questionnement de la part d'un autre État Membre, que la République populaire démocratique de Corée avait déjà acquis plus de 500 000 barils de produits pétroliers raffinés en 2018. Des banques et compagnies d'assurance internationales continuent sans le savoir de faciliter des paiements ou d'assurer des navires qui sont utilisés pour des transbordements sans cesse plus importants de produits pétroliers illégaux, portant sur des montants de plusieurs millions de dollars, ainsi que pour un nombre croissant de transbordements de charbon et de tentatives de transbordements.

La République populaire démocratique de Corée continue de violer l'embargo sur les armes et essaie toujours de livrer des armes légères et de petit calibre et d'autres pièces de matériel militaire aux rebelles houthistes au Yémen, ainsi qu'à la Libye et au Soudan, en ayant recours à des intermédiaires étrangers, comme le trafiquant d'armes Hussein al-Ali dans le cas des rebelles houthistes. Le Groupe d'experts a poursuivi ses investigations concernant les entités et les personnes désignées en Asie qui ont clandestinement acquis des centrifuges pour le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée et ont essayé de vendre du matériel militaire à des groupes armés et à des gouvernements au Moyen-Orient et en Afrique. Le Groupe d'experts a enquêté pour déterminer dans quelle mesure la République populaire démocratique de Corée était impliquée dans des exploitations aurifères en République démocratique du Congo, la construction d'un camp militaire en Sierra Leone, la vente de droits de pêche dans les eaux qui entourent la République populaire démocratique de Corée, ainsi que les activités d'entités désignées et d'autres activités interdites de par le monde. Le Groupe d'experts a également enquêté sur l'acquisition par la République populaire démocratique de Corée d'articles de luxe, comme des véhicules des marques Rolls-Royce, Mercedes-Benz et Lexus. Le numéro 1 mondial du transport maritime en conteneurs a continué sans le savoir de transporter des articles interdits qui ont plus tard été saisis par des États Membres.

Les sanctions d'ordre financier restent parmi celles qui, dans le régime des sanctions, sont les moins bien appliquées et les plus contournées. Des personnes travaillant pour le compte d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée mènent des activités, apparemment en toute impunité, dans au moins cinq pays. Le Bureau général de reconnaissance a poursuivi ses transactions financières internationales en transférant des fonds depuis des comptes qui étaient clôturés dans des pays de l'Union européenne vers d'autres comptes détenus dans des

établissements financiers en Asie. Les entreprises Glocom et Malaysia-Korea Partners Group of Companies (MKP) ont poursuivi leurs activités dans le monde, bien que le Groupe d'experts ait déjà dénoncé leur caractère illicite, et elles ont toujours recours à des sociétés écran et à des personnes à l'étranger pour dissimuler leurs activités génératrices de revenu pour le compte du régime de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts a également enquêté sur des entreprises soupçonnées d'agir comme des entités de coopération ou des coentreprises, pour certaines officiellement enregistrées comme coentreprises tandis que d'autres s'efforcent de dissimuler plus activement la nature de leur collaboration avec la République populaire démocratique de Corée. Plusieurs de ces entités ont aussi violé d'autres dispositions des résolutions, notamment en entretenant des liens avec les entités désignées. Le Groupe d'experts a aussi enquêté sur les cyberattaques sophistiquées que la République populaire démocratique de Corée a lancées contre plusieurs États Membres dans le but d'échapper aux sanctions financières.

Les transbordements ont vu le recours à des tactiques de dissimulation de plus en plus sophistiquées. Le maquillage des navires grâce à des usurpations d'identité et à la transmission de fausses informations à travers le système d'identification automatique (AIS) échappent à la plupart des sociétés mondiales et régionales de négoce de produits de base, des établissements bancaires et des compagnies d'assurance, dont les efforts de due diligence sont très insuffisants. La manipulation des transmissions de l'AIS, au mépris de la réglementation de l'Organisation maritime internationale (OMI) régissant la sauvegarde de la vie humaine en mer, en vertu de laquelle l'AIS doit être en tout temps utilisé, est une constante des transbordements illégaux. Cette situation dénote un manque de surveillance de la part des États du pavillon. Par ailleurs, les compagnies d'assurance ne surveillent pas l'AIS des navires qu'elles couvrent et auxquels elles fournissent des services. Entre autres méthodes de contournement, on peut citer le maquillage des navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée, l'utilisation de petits navires non immatriculés, les changements de nom illégaux et autres fraudes à l'identité, les transbordements nocturnes et le recours à des navires supplémentaires aux fins des transbordements. En plus de chercher à échapper aux sanctions, la République populaire démocratique de Corée et sa flotte maritime violent systématiquement la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en ne respectant pas la règle qui veut qu'un navire ne batte le pavillon que d'un seul État et en offrant refuge à des navires détournés. Le Groupe d'experts a inspecté des navires saisis qui étaient impliqués dans des transactions de charbon interdites et enquêté sur les tactiques de dissimulation des documents des navires, les propriétaires des navires parvenant à tromper l'OIM et à obtenir d'elle de nouveaux numéros d'immatriculation pour éviter que les navires ne soient repérés. Le Groupe d'experts a constaté que les installations portuaires et les aéroports de la République populaire démocratique de Corée étaient souvent le théâtre d'activités constitutives de violations des résolutions, qui vont des importations et exportations illégales de pétrole à la contrebande de grandes quantités d'espèces par des nationaux de la République populaire démocratique de Corée. Par ailleurs, le Groupe d'experts a constaté que la République populaire démocratique de Corée utilisait des installations civiles, comme des aéroports, pour y assembler des missiles balistiques et procéder à des essais dans le but de se prémunir contre d'éventuelles frappes de « décapitation ».

Les diplomates de la République populaire démocratique de Corée jouent toujours un rôle central dans le contournement des sanctions. Si certains États Membres ont limité le nombre de comptes bancaires qui peuvent être détenus par les ambassades et diplomates de la République populaire démocratique de Corée en

application des résolutions pertinentes, ces derniers parviennent à contourner cette disposition puisqu'ils contrôlent des comptes dans de nombreux pays, y compris des pays dans lesquels ils n'ont pas d'accréditation. Les diplomates et représentants d'entités désignées de la République populaire démocratique de Corée se soustraient également aux mesures de gel des avoirs et à la limite imposée au nombre de comptes bancaires diplomatiques grâce à des comptes ouverts au nom de membres de leurs familles ou de sociétés écrans et à des comptes ouverts dans de nombreuses juridictions. Les diplomates de la République populaire démocratique de Corée ont continué de voyager en utilisant de fausses accréditations dans leurs passeports et ils ont également facilité les efforts déployés par leur pays pour exporter illégalement de grandes quantités de charbon en ayant recours à des transbordements afin de dissimuler l'origine des cargaisons.

Les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires sont préoccupés par le fait que, malgré les dérogations prévues dans les résolutions pertinentes et les efforts déployés à cet égard par le Comité, les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires rencontrent toujours des obstacles pour répondre aux besoins critiques des populations vulnérables en République populaire démocratique de Corée.

Le présent rapport comprend une série de recommandations concernant des désignations et d'autres mesures pratiques destinées à aider les États Membres et le Conseil de sécurité à venir à bout des difficultés rencontrées dans l'application des sanctions et à combler les lacunes existantes.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	8
II. Sanctions sectorielles et maritimes	8
III. Embargos et entités et personnes désignées	37
IV. Finances	60
V. Activités récemment menées dans le cadre du programme nucléaire et du programme de missiles balistiques.	80
VI. Effets involontaires des sanctions	82
VII. Rapports nationaux de mise en œuvre.	84
Annexes*	85

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de la résolution 2407 (2018), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de remettre au Comité un rapport final contenant ses conclusions et recommandations. Le présent rapport couvre la période allant du 2 février 2018 au 1^{er} février 2019¹.

II. Sanctions sectorielles et maritimes

2. Les transbordements de produits pétroliers par des navires battant pavillon étranger de complaisance sont une des méthodes de contournement des sanctions préférées de la République populaire démocratique de Corée. Ces transbordements sont de plus en plus nombreux, massifs et sophistiqués, plus de 50 navires et 160 entreprises associées faisant désormais l'objet d'une enquête. D'après les informations communiquées par le Japon, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique et les résultats des enquêtes du Groupe d'experts, les transbordements illégaux de produits pétroliers se sont multipliés en 2018. Le 30 mars, le Comité a désigné 27 navires et 21 entités, dans la plupart des cas au motif qu'ils étaient impliqués dans des transbordements de pétrole. Le 16 octobre, le Comité a désigné trois autres navires.

3. Le 6 juillet 2018, les États-Unis ont informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée n'avait pas respecté le plafond fixé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2397 (2017) en ce qui concerne les produits pétroliers, et ils ont indiqué qu'entre le 1^{er} janvier et le 30 mai 2018, les navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée avaient mouillé au moins à 89 reprises dans des ports de la République populaire démocratique de Corée, probablement pour y livrer des produits pétroliers raffinés obtenus illégalement dans le cadre de transbordements². Ils ont affirmé qu'il convenait « de mettre un terme aux ventes », estimant que « les quotas prévus dans la résolution 2397 du Conseil de sécurité n'[avaient] pas été respectés ». Le 30 juillet 2018, le Groupe d'experts a reçu une note verbale de la Fédération de Russie, qui demandait des éclaircissements sur les projections fournies par les États-Unis. La Fédération de Russie a également informé le Groupe d'experts que le plafond fixé n'avait pas été officiellement franchi d'après les chiffres communiqués au Comité et que par conséquent il n'y avait pas raison de suspendre les exportations de produits pétroliers raffinés à destination de la République populaire démocratique de Corée. Le 17 septembre 2018, les États-Unis ont informé le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) qu'« au moins 59 livraisons par des navires-citernes [avaient] eu lieu en République populaire démocratique de Corée entre le 1^{er} juin et le mois d'août, portant à au moins 148 le nombre total de livraisons effectuées en 2018, et qu'il s'agiss[ait] à chaque fois de livraisons, dans des ports nord-coréens, de produits pétroliers raffinés acquis dans le cadre de transbordements interdits par l'Organisation des Nations Unies ». Les États-Unis ont fourni des images (voir fig. IX) et présenté au Comité trois scénarios possibles, dont il ressortait « clairement que la République populaire démocratique de

¹ Les cyberattaques contre le Groupe d'experts ont continué d'entraver sa capacité de rendre compte de l'application des sanctions conformément à son mandat (voir S/2018/171). De plus, le Groupe d'experts note que la divulgation non autorisée des délibérations du Comité et des rapports et activités internes du Groupe d'experts est préjudiciable.

² On trouvera à l'annexe 1 un tableau dans lequel sont recensés les ports de livraison, ainsi qu'une estimation prudente des volumes livrés.

Corée a[vait] obtenu beaucoup plus que les 500 000 barils qu'elle était autorisée à acquérir en 2018 » (voir annexe 2)³. Lors d'une communication du 21 septembre au Comité, la Fédération de Russie a déclaré que « les informations parcellaires fournies par les États-Unis à l'appui des allégations de transbordements illégaux de produits pétroliers raffinés sur des navires de la République populaire démocratique de Corée ainsi que le travail de modélisation informatique effectué par les États-Unis ne justifiaient pas que le Comité décide d'arrêter complètement les exportations de pétrole raffiné à destination de la République populaire démocratique de Corée avant la fin de l'année [...]. Une enquête détaillée, au terme de laquelle le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) ferait part de ses conclusions, s'imposait » (voir annexe 3).

4. Si le Groupe d'experts n'a pas la preuve irréfutable que le plafond fixé n'a pas été respecté, il a en revanche obtenu depuis septembre 2018 des éléments probants qui lui permettent d'affirmer que les transbordements ont été plus nombreux et qu'un transbordement de produits pétroliers interdits d'un volume sans précédent, concernant à lui seul 57 623 491 barils, pour une valeur de 5 730 886 dollars, a été opéré. En enquêtant sur ce transbordement, le Groupe d'experts a pu faire la lumière sur le cas le plus sophistiqué de fraude à l'identité des navires qui ait été jamais vu en rapport à la République populaire démocratique de Corée, avec le recours à de nouvelles techniques de contournement des sanctions qui ont permis de tromper la vigilance du numéro 1 du négoce de produits de base dans la région, ainsi que celle d'établissements bancaires américains et singapouriens qui ont facilité les paiements de carburant et d'une compagnie d'assurance du Royaume-Uni ayant offert une couverture protection et indemnisation à l'un des navires impliqués. Cette affaire vient de nouveau illustrer l'indigence des activités d'information, de supervision, de surveillance et de contrôle exercées par les États du pavillon de complaisance pour les navires qui naviguent apparemment sous leur juridiction. On voit bien comment la République populaire démocratique de Corée et les réseaux criminels transnationaux avec lesquels elle travaille pénètrent sans difficulté les chaînes d'approvisionnement logistiques mondiales⁴ et comment elle a pu faire naviguer ses navires sur les eaux internationales pendant plus de huit mois sans qu'ils soient repérés alors que l'un des propriétaires des navires était visé par des mesures de gel des avoirs et une interdiction de voyager.

L'imposture Panama

5. Le 11 novembre 2018, un État Membre a signalé qu'un transbordement illégal avait peut-être eu lieu le 28 octobre 2018 entre le *Yuk Tung* (numéro OMI : 9030591)⁵,

³ En ce qui concerne les différences entre les données soumises par les États-Unis d'Amérique en juillet et en septembre dans la colonne « Delivery Volume if 33% Laden », il semble qu'elles tiennent à l'application d'une formule différente ($\div 3$ pour la soumission de juillet et $\times 0,33$ pour celle de septembre) et à la limitation des chiffres à deux décimales après la virgule.

⁴ Dans son rapport final de 2018, le Groupe d'experts avait indiqué que la République populaire démocratique de Corée bafouait déjà les dernières résolutions du Conseil en exploitant les chaînes mondiales de distribution de pétrole, la complicité de ressortissants étrangers, des sociétés offshore et le système bancaire international. À cet égard, le Groupe d'experts avait noté que du fait de l'importance des bénéfices à tirer de ces activités et de la part prééminente des sociétés offshore dans les secteurs pétrolier, maritime et financier, le secteur privé devait faire bien davantage en matière de devoir de précaution, de partage de l'information et de discipline interne (S/2018/171, résumé).

⁵ Le nom « Maika » et un faux numéro OMI avait été peint sur le *Yuk Tung*.

qui a fait l'objet d'une interdiction mondiale d'entrée dans les ports et d'un retrait de pavillon le 30 mars 2018⁶, et l'*Ocean Explorer* (numéro OMI : 9388792) (voir fig I).

Figure I

Le *Yuk Tung* et l'*Ocean Explorer*, le 28 octobre 2018



Source : État Membre.

6. Au terme de son enquête, le Groupe d'experts a déterminé que l'entreprise de mystification avait commencé le 22 mai 2018 au moins, dans la mer de Chine orientale, lorsque le *Yuk Tung* s'était présenté au moyen de son AIS comme un navire battant pavillon panaméen, le *Maika*, portant le numéro OMI 9033969, et en falsifiant son itinéraire et sa destination⁷. Pendant ce temps, un navire immatriculé légalement sous le

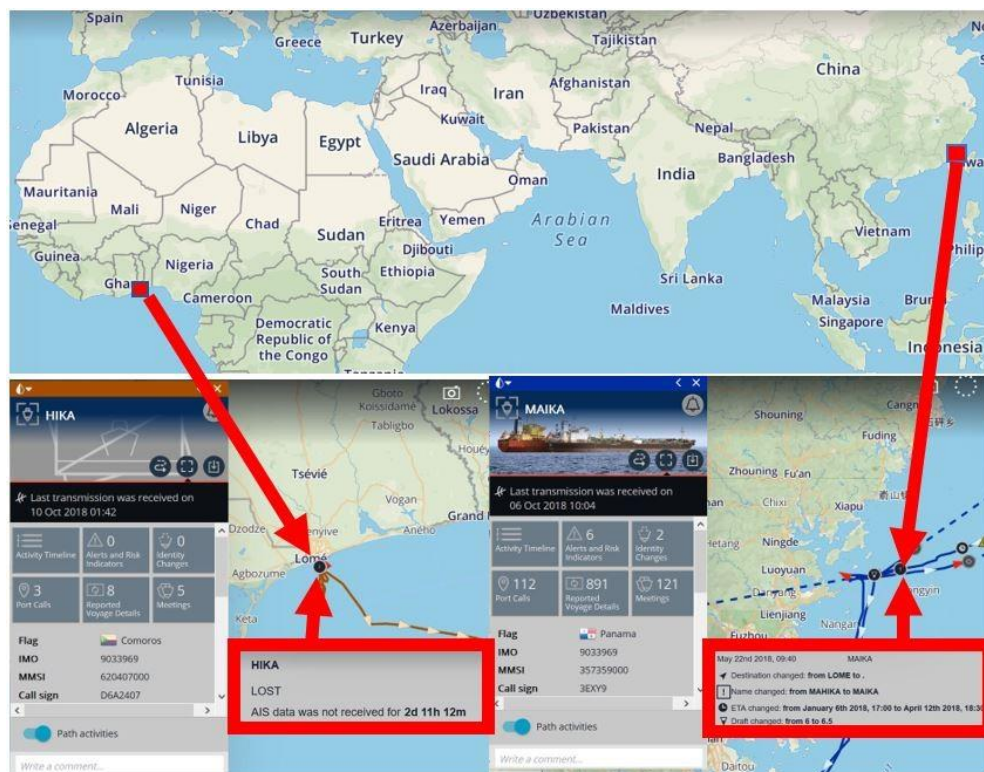
⁶ L'entreprise à laquelle appartenait le navire, la Yuk Tung Energy Pte., était également visée par des mesures de gel des avoirs et une interdiction de voyager. « Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 ajoute 22 entrées à sa liste relative aux sanctions et procède à la désignation de 27 navires », SC/13272, 30 mars 2018. Voir <https://www.un.org/press/fr2018/sc13272.doc.htm>.

⁷ Les services d'immatriculation de pavillons attribuent des numéros d'identité du service mobile maritime (MMSI). Ces numéros ne sont pas uniques et peuvent être attribués plus d'une fois. Lorsqu'un navire change de pavillon, son numéro MMSI peut être attribué à un autre navire. Cela peut donner lieu à des « mystifications », avec un ou deux navires présents en deux endroits différents en un même moment. Voir Maritime Intelligence : « Understanding AIS (Automatic Identification System) », 10 mars 2017, consultable à l'adresse suivante : <https://maritimeintelligence.informa.com/resources/product-content/understanding-the-automatic-identification-system>.

numéro OMI 9033969, le *Hika*, battant pavillon comorien, restait ancré au large de Lomé, dans le golfe de Guinée, à plus de 7 000 milles marins (voir fig. II)⁸.

Figure II

Le *Yuk Tung* (ou *Maika*) commence à usurper l'identité du *Hika* (ou *Mahika*)



Source : Windward.

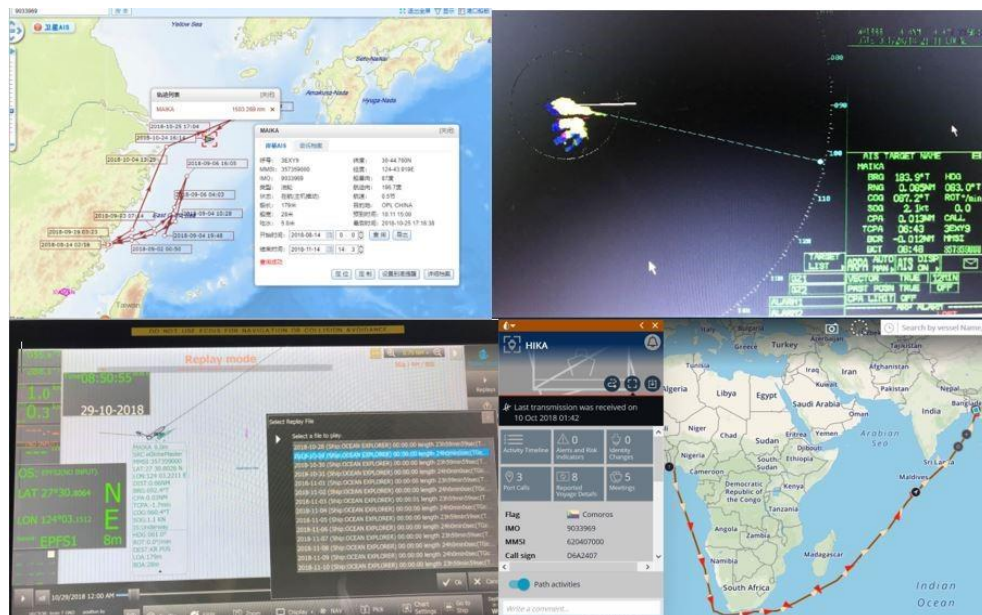
7. Au vu des plateformes de renseignements maritimes commerciaux, des radars des navires, des bases de données maritimes spécialisées et des informations concernant le démantèlement des navires, la supercherie a été entretenue du mois de juin au mois de novembre 2018. Tandis que le *Yuk Tung* opérait en diffusant un faux numéro OMI avant et pendant le transbordement du mois d'octobre, le navire pour lequel on le faisait passer, le *Hika*, effectuait un ultime voyage depuis le golfe de Guinée jusqu'aux chantiers de démolition de Chittagong au Bangladesh⁹, où il a échoué pour y être démantelé le 9 octobre 2018 (voir fig. III).

⁸ Lors de son dernier voyage, le nom du *Hika* a été changé en *Mahika* dans les transmissions de l'AIS. Pour effectuer ce changement de nom, l'équipage du *Yuk Tung* n'avait qu'une seule lettre à changer, le « h », pour faire croire le *Mahika* était devenu le « *Maika* ». Le Groupe d'experts enquête sur l'existence possible d'une collusion entre les propriétaires du *Hika* et du *Yuk Tung*, qui étaient utilisés dans des échanges commerciaux présentant des caractéristiques similaires en Afrique de l'Est et en Asie avant la désignation du *Yuk Tung*.

⁹ Voir l'annexe 8 pour plus d'information sur la démolition des navires.

Figure III

Fausses informations transmises par l'AIS du *Yuk Tung* du mois d'août au mois d'octobre ; les 28 et 29 octobre 2018 ; ultime voyage du *Hika* du 24 juillet au 9 octobre 2018 jusqu'à Chittagong (de gauche à droite dans le sens des aiguilles d'une montre)



Sources : Sea Searcher, le Groupe d'experts, Windward.

8. On peut voir sur les images ci-dessus que le *Yuk Tung* a transmis un signal AIS. Dans de précédents rapports, le Groupe d'experts a expliqué comment la désactivation de l'AIS pouvait être un indicateur de risque de transbordements illégaux et d'activités maritimes de la part de la République populaire démocratique de Corée¹⁰. Ce subterfuge plus sophistiqué a fonctionné puisque le fait que le *Yuk Tung* ait envoyé le numéro OMI du *Hika* n'a déclenché aucune alerte de la part des États du pavillon, des plateformes de renseignements maritimes commerciaux ou d'autres prestataires de services maritimes.

Maquillage et faux documents

9. Le maquillage du navire et l'utilisation de faux documents sont venus parachever la supercherie. Il apparaît que l'opération a été soigneusement planifiée puisque le *Yuk Tung* et le *Hika* étaient deux navires presque identiques. C'était des navires jumeaux construits la même année par le même fabricant, avec les mêmes spécifications de conception, et avec exactement le même profil, le même tonnage et les mêmes équipements. Après analyse des images fournies par un autre État Membre, il apparaît que le *Yuk Tung* a été maquillé après avoir été l'objet d'une désignation en mars 2018 : l'abréviation « YT », qui figurait sur un cercle peint sur la cheminée du navire, a été effacée, et le nom et le numéro OMI du navire qui étaient inscrits sur la poupe du navire

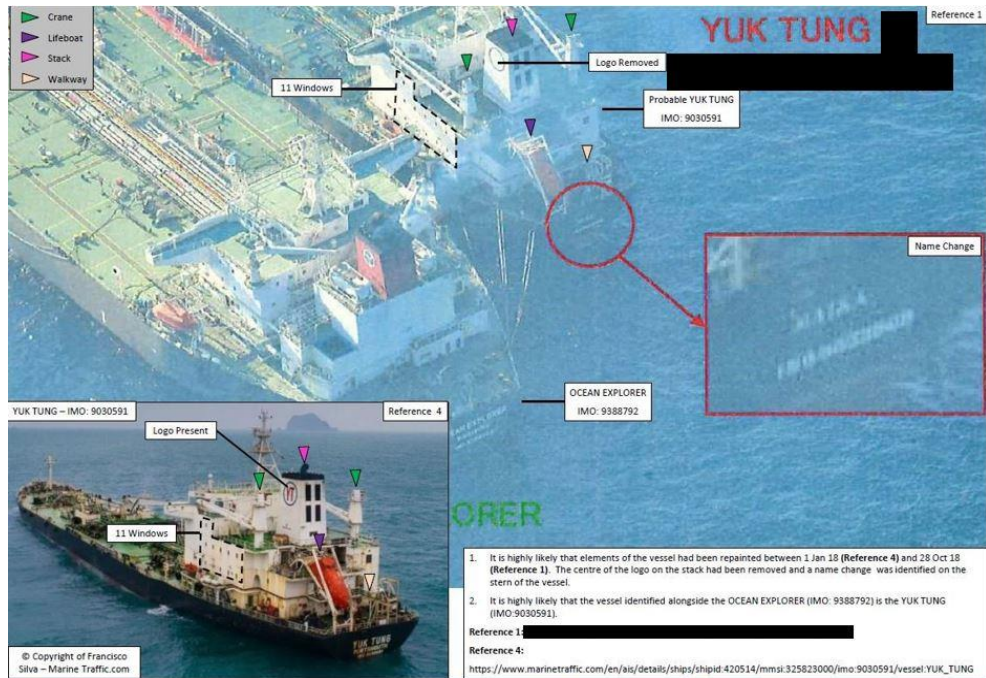
¹⁰ Un petit nombre d'entreprises commerciales internationales, dont les bureaux régionaux sont pour la plupart situés à Singapour, exigent désormais que les transmissions AIS soient ininterrompues. Ces entreprises dominent les chaînes mondiales d'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers sur les marchés de transbordement en Asie de l'Est, essentiellement dans le cadre de contrats franco à bord.

ont été remplacés par ceux du *Maika* (voir fig. IV). Le *Yuk Tung* s'est également procuré un certificat d'immatriculation de la Guinée équatoriale, qui est soit un faux, soit une contrefaçon (figure V)¹¹. Les faux documents d'immatriculation et fausses informations transmises par AIS, ajoutés au maquillage du navire, ont eu raison des rares mesures de due diligence et d'application des sanctions prises par la plupart des sociétés mondiales et régionales de négoce en produits de base¹². Ces tours de passe-passe n'ont déclenché aucune alerte de la part des banques mondiales et régionales qui ont involontairement facilité les multiples transactions financières associées à ce transbordement, non plus que de la part des assureurs et réassureurs, qui ont fourni une couverture protection et indemnisation et une assurance corps de navire.

Figure IV
Analyse des images du *Yuk Tung*

¹¹ Les agissements du pavillon de complaisance de la Guinée équatoriale en ce qui concerne la notification à l'Organisation maritime internationale (OMI) des immatriculations de navires et de leurs tonnages laissent grandement à désirer et la Guinée équatoriale n'a pas répondu aux demandes que lui adressées le Groupe d'experts pour savoir si le document avait été obtenu sous de fausses représentations ou s'il s'agissait d'une contrefaçon.

¹² À lire la fausse immatriculation en Guinée équatoriale du « *Maika* » (ou *Yuk Tung*), le navire aurait pour armateur la Virtue Base Development Ltd, sise aux Seychelles. La Virtue Base Development dispose d'une adresse « à l'attention de » à la Vanguard Shipping Safety Management, à Kaohsiung. Le 3 décembre, le Groupe d'experts a écrit à la Vanguard, en lui demandant d'expliquer le rôle qu'elle avait joué dans la constitution de la Virtue Base Development, ainsi qu'en ce qui concerne quatre autres navires battant pavillon étranger soupçonnés d'avoir participé à de multiples transbordements illégaux, dont certains remontent à 2017. La Vanguard a répondu qu'elle avait constitué la Virtue Base à la demande de « M. Lai », avec qui elle n'était plus en contact. En ce qui concerne les autres navires battant pavillon étranger ayant participé à des transbordements, la Vanguard a indiqué que dans deux cas, elle n'était que le gestionnaire nautique et n'était pas responsable de la cargaison, que dans certains cas, les documents avaient été falsifiés, que d'autres cas avaient donné lieu à des différends d'ordre juridique, et qu'un navire ayant participé à un transbordement était en fait chinois et ne battait pas pavillon de la République populaire démocratique de Corée (voir l'annexe 6).



Source : État Membre.

Figure V
Faux certificat d'immatriculation du *Maika* (ou *Yuk Tung*)

CERTIFICADO DE REGISTRO CERTIFICATE OF REGISTRY REPUBLICA DE GUINEA ECUATORIAL			
REGISTRY No. 1805318GE		OMI / IMO No. 9033969	
<p>El arquitecto Registrador Naval/Oficial de la Marina Mercante de la República de Guinea Ecuatorial/Ministerio de Transportes por este medio declara y concede al buque copia certificada de datos a continuación en el presente REGISTRO de MATRÍCULA al cual se sujeta mediante Orden No.</p> <p>The architegrical/Technical Naval Engineer/Officer of the Merchant Marine of the Republic of Equatorial Guinea/Ministry of Transport does hereby issue and deliver the Certificate of Registry to the vessel whose particulars stated here in the case having been authorized by MM (Order No. MM 2018/5240527****)</p>			
NOMBRE DEL BUQUE:	MAIKA	ARMADORES:	VIRTUE BASE DEVELOPMENT LIMITED SECOND FLOOR CAPITAL CITY INDEPENDENCE AVENUE VICTORIA, MAHE SEYCHELLES
NAME OF VESSEL:	MAHIKA	OWNERS:	
NOMBRE ANTERIOR:	MAHIKA	NACIONALIDAD PREVIA:	PANAMA
PREVIOUS NAME:		PREVIOUS NATIONALITY:	
PUERTO DE MATRÍCULA:	MALABO	TIPO DE BUQUE/MATERIAL DE CASCO:	OIL TANKER
PORT OF REGISTRY:	EQUATORIAL GUINEA	TYPE OF VESSEL/MATERIAL OF HULL:	
CONSTRUCTORES:	GENOVA ITALY	FECHA DE CONSTRUCCION:	1994
BUILDERS:		DATE OF BUILD:	
ARQUEO BRUTO:	20200	ESLORA:	168.56 M
GROSS TONNAGE:		LENGTH:	
ARQUEO NETO:	10443	MANGA:	28.03 M
NET TONNAGE:		BREADTH:	
PESO MUERTO:	36457	PUNTALES:	14.98 M
DEADWEIGHT:		DEPTH:	
CLASE Y NUMERO DE MAQUINAS:	DIESEL (1)	NUMERO DE CILINDROS:	GINE(1)
TYPE AND NUMBER OF ENGINES:		NUMBER OF CYLINDERS:	
FABRICANTES:	SULZER RTA 52	CABALLOS DE FUERZA:	910 KW
MAINT OF MANUFACTURERS:		HORSEPOWER:	
VELOCIDAD DEL BUQUE:	12 NUDOS	INDICATIVAS DE LLAMADA:	55CICK
SPEED OF THE VESSEL:	12 KNOTS	CALL SIGN:	IMO No. 631 230 255
<p>El presente Certificado de Registro puede ser revocado y el buque cancelado de la Marina Mercante Nacional de la República de Guinea Ecuatorial en caso caso que incumpla en la Ley Orgánica de la Marina Mercante Nacional las condiciones de su inscripción o sus apogios o representaciones.</p>			
EXPEDIDA EL:	05 DE MAYO DEL 2018	EN:	MALABO
ISSUED ON:	05 MAY, 2018	AT:	
FECHA EXPIRACION:	04 DE MAYO DEL 2019		
DATE OF EXPIRY:	04 MAY, 2019		
MARINA MERCANTE NACIONAL			
FIRMA DEL FUNCIONARIO:	ALBERTO NUREA NGUEMA		
NO.	2401805227		

Source : Groupe d'experts.

Les chaînes de courtage et d'approvisionnement en produits de base dans l'affaire du *Yuk Tung*

10. Les chaînes de commercialisation et de courtage de produits de base utilisées aux fins du transbordement d'une cargaison d'une valeur de 5 700 000 dollars sur le *Yuk Tung* sont similaires à celles empruntées dans des affaires portant sur des montants de plusieurs millions de dollars que le Groupe d'experts avait documentées dans ses précédents rapports¹³. Le premier négociant de pétrole et de produits pétroliers de la région, Hin Leong, a accepté de fournir des produits pétroliers à un autre client connu, Yuantai Fuel Trading, également enregistré à Singapour. Yuantai avait été approché par des individus prétendant agir pour le compte de la Golden Luxury Corporation, une entité enregistrée au Belize qui avait apparemment ses bureaux dans la Province chinoise de Taiwan¹⁴. La Golden Luxury a par la suite fourni à la Yuantai des documents sur lesquels il était indiqué que son client, pour ce transbordement, était une entité basée aux Émirats arabes unis, la Zeeshan Building Materials Trading LLC. Ces documents n'ont pas été vérifiés et il n'a pas été fourni de relevé bancaire ni d'autre document

¹³ S/2018/171, par. 71 à 73.

¹⁴ L'adresse fournie par la Golden Luxury Corporation dans sa documentation se trouverait sur le chantier naval de la CSBC Corporation, à Keelung (voir l'annexe 4). Yuantai a fourni des documents financiers dont l'authenticité pouvait être vérifiée de manière indépendante pour justifier son rôle et le caractère fondé de ses déclarations concernant la Golden Luxury Corporation.

crédible ou indépendant qui permette de vérifier quel était l'utilisation finale de la cargaison. Le Groupe d'experts a écrit à la Golden Luxury Corporation mais n'a pas reçu de réponse (annexe 5). Hin Leong et Yuantai ont depuis coopéré avec le Groupe d'experts en faisant preuve d'une transparence totale. Le 10 décembre 2018, Hin Leong a déclaré avoir mis un terme à toutes ses activités de transbordement et avoir retiré ses navires de la mer de Chine orientale ainsi que d'une autre zone touchée¹⁵.

Conséquences des sanctions sur les contrats franco à bord (FOB)

11. De tels problèmes risquent de se poser de nouveau, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, les tours de passe-passe utilisés pour le *Yuk Tung* ont mis en échec tous les mécanismes qui avaient été établis par les négociants de produits de base, ainsi que les établissements bancaires, les assureurs et les navires auxquels ils ont recours, pour appliquer les sanctions relatives à la République populaire démocratique de Corée. Deuxièmement, en essence, de par la définition juridique des contrats franco à bord sur les marchés en Asie de l'Est, la responsabilité du transbordement de la cargaison passe du vendeur à l'acheteur lorsque le produit pompé par un tuyau passe du bastingage d'un navire à l'autre. Toutefois, compte tenu des désignations, par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), de navires frappés d'interdiction mondiale d'entrée dans les ports et de radiation d'immatriculation, et des désignations de certains des propriétaires de navires, la responsabilité en ce qui concerne les transbordements illégaux ne s'éteint pas lorsque le produit franchit le bastingage, si le Comité ou les États Membres déterminent que ces transbordements constituaient une violation du régime des sanctions. De tels contrats franco à bord qui sont spécifiques au marché de l'Asie de l'Est peuvent ne plus être légaux et le concept « franco à bord » ne tient plus dès lors que la partie transbordant la cargaison est considérée comme ayant violé les mesures énoncées dans les résolutions. Par exemple, le *Yuk Tung* et ses propriétaires ont été désignés en mars 2018 à la suite d'un transbordement vers le *Rye Song Gang 1* au mois de janvier. Bien que l'entreprise Hin Leong ait démontré que son implication était involontaire lorsqu'elle a communiqué toutes les informations en sa possession dans la plus grande transparence, le Groupe d'experts note qu'elle n'a pas adopté « les meilleures pratiques » concernant la clause de vérification de l'utilisation finale recommandées par le Groupe d'experts, comme souligné dans une lettre adressée à l'entreprise le 10 mai 2018 (voir l'annexe 7). L'enquête suit son cours.

Recommandations

12. **Les États Membres et les organisations internationales compétentes doivent veiller à ce que les sociétés mondiales et régionales de négoce de produits de base et les flottes de navires-citernes opérant sous leur juridiction et dans les segments à risque du marché franco à bord et/ou effectuant des transbordements dans les eaux internationales touchées adoptent des dispositions contractuelles qui prévoient une vérification efficace de l'utilisation finale des livraisons.**

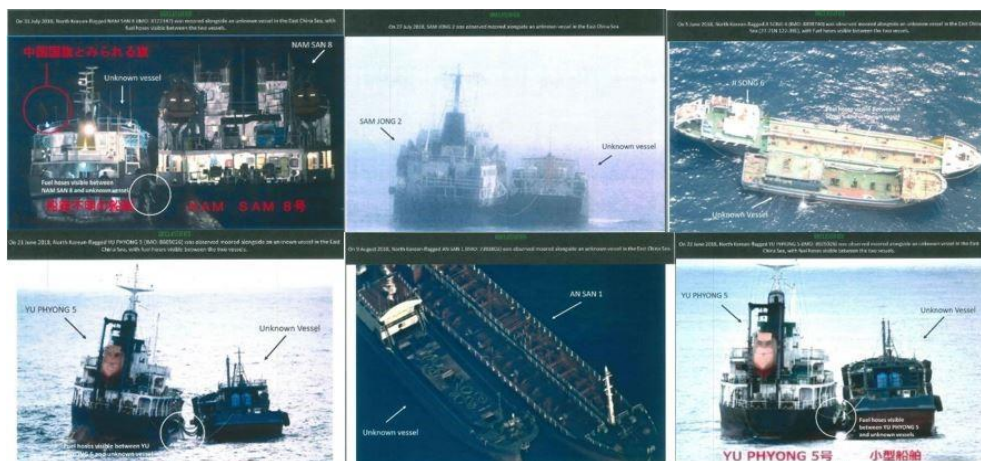
13. **Les États Membres et les organisations internationales compétentes doivent veiller à ce que les sociétés mondiales et régionales de négoce de produits de base et les flottes de navires-citernes opérant sous leur juridiction et les segments des marchés franco à bord touchés étudient l'historique de l'AIS de tous les navires qu'ils comptent approvisionner en produits interdits en vertu des résolutions.**

Fréquence des transbordements illégaux : aperçu sur 66 jours

¹⁵ Correspondance conservée dans les dossiers du Groupe d'experts.

14. Le 30 novembre 2018, un État Membre a fourni au Groupe d'experts des images prises sur une période de 66 jours (entre le 2 juin et le 9 août 2018) de transbordements entre pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et pétroliers battant pavillon étranger. On y voit également des navires qui se sont livrés à des activités illicites pendant plusieurs jours consécutifs. Ont été identifiés les navires suivants : le *Ji Song 6*, le *Myong Ryu 1*, le *An San 1*, le *Yu Phyeong 5*, le *Sam Jong 2* et le *Nam San 8*. Certains des transbordements ont été effectués en mer de Chine orientale par des navires plus petits et non identifiés (voir fig. VI).

Figure VI
Transbordements entre pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et navires non identifiés, juin à août 2018



Source : État Membre.

15. Trois des transbordements documentés concernaient des navires battant pavillon étranger, à savoir le *Shang Yuan Bao* (numéro OMI : 8126070), le *New Regent* (numéro OMI : 8312497) et le *Xing Ming Yang 888* (numéro OMI : 8410847) (voir fig. VII).

Figure VII
Transbordements entre pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et navires battant pavillon étranger



Source : État Membre.

Registres des pavillons de complaisance

16. Le Groupe d'experts s'était déjà intéressé au *Shang Yuan Bao*, à la suite d'un transbordement effectué avec dissimulation d'identité, le 18 mai 2018, avec le *Paek Ma*, pétrolier battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 13, par. 4). En août 2018, le Groupe d'experts a écrit au Panama, État du pavillon de complaisance sous lequel naviguait le *Shang Yuan Bao* lors des transbordements des 18 mai et 2 juin 2018, et le *New Regent* lors du transbordement du 7 juin 2018. Le 2 novembre 2018, les autorités panaméennes ont répondu que le *Shang Yuan Bao* avait été « retiré le 6 septembre du registre du commerce panaméen » et que le *New Regent* faisait l'objet d'une « procédure de retrait » entamée « le 4 septembre » (voir annexe 9). Le 16 août 2018, le Groupe d'experts a écrit à la Sierra Leone, État du pavillon de complaisance du *Xing Ming Yang 888*. Le Groupe d'experts n'a pas reçu de réponse aux demandes d'information qu'il a adressées à plusieurs reprises à la Sierra Leone.

Propriétaires, exploitants et gérants

17. Le Groupe d'experts a enquêté sur les propriétaires, les exploitants et les gérants des navires. En ce qui concerne le transbordement effectué le 18 mai 2018 depuis le *Shang Yuan Bao*, la Jui Zong Shipping Management Co. Ltd., une entreprise de la Province chinoise de Taiwan, a répondu qu'il s'agissait d'« un gros malentendu », puisque son navire n'avait fait que fournir de l'eau potable au moyen de tuyaux habituellement utilisés pour le transfert de produits pétroliers (voir annexe 10). Dans sa réponse du 15 octobre 2018 concernant le transbordement du 2 juin 2018, la Jui Zong n'a fourni aucun des documents qui lui avaient été demandés, se contentant d'affirmer qu'« elle était certaine que le Bureau d'enquêtes du Ministère de la justice, qui enquêt[ait] sur cette affaire, reconnaît[ait] [son] innocence » (voir annexe 11).

S'agissant du *New Regent*, ni la société d'exploitation et de gestion du navire, ni son propriétaire déclaré n'ont répondu aux demandes d'informations envoyées par le Groupe d'experts¹⁶. Pour ce qui est du *Xing Ming Yang 888*, la société Hongkong Qi Hang International Shipping Management Co. Ltd a répondu au nom du propriétaire du navire et de la société d'exploitation de celui-ci (tous deux basés à Hong Kong) et invoqué le même type de malentendu que celui décrit par la société Jui Zong Shipping Management Co. Ltd. au sujet du *Shang Yuan Bao* (voir annexe 12). Le Groupe d'experts lui a rappelé qu'en vertu de la résolution 2375 (2017), tout transbordement avec des navires de la République populaire démocratique de Corée était interdit.

Caractéristiques des navires

18. Le *Shang Yuan Bao*, le *Xing Ming Yang 888* et le *New Regent* présentent les mêmes caractéristiques que la plupart des navires battant pavillon étranger utilisés pour des transbordements ou pour des livraisons finales en République populaire démocratique de Corée : pétroliers côtiers, transporteurs de produits pétroliers ou cargos polyvalents, ils opèrent hors des ports, à moins de 600 milles marins des zones de la mer de Chine Orientale précédemment identifiées dans les rapports du Groupe d'experts¹⁷. Ils naviguent généralement sous la juridiction d'États de pavillons de complaisance qui ne s'inquiètent guère du respect des sanctions, voire pas du tout ; la République populaire démocratique de Corée a eu fréquemment recours entre 2011 et 2017 à ces pavillons de complaisance pour des navires qu'elle contrôlait. Il s'agit la plupart de temps de vieux navires qui obtiennent de piètres résultats lors des inspections de contrôle par l'État du port ou qui ont reçu des amendes pour pollution, tant de la part des autorités portuaires que de celle des États côtiers. Les compagnies de protection et d'indemnisation qui fournissent ou renouvellent les contrats d'assurance de ces navires sont enregistrées en Europe, en Amérique du Nord et en Asie de l'Est. Les pratiques du secteur maritime consistant à mettre les propriétaires réels à l'abri d'éventuelles obligations environnementales ou fiscales¹⁸ favorisent la dissimulation de l'identité des ressortissants étrangers qui ont pu tirer profit de transbordements interdits de carburant vers des navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée.

Pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, réseaux de courtage de la République populaire démocratique de Corée et navires battant pavillon étranger

19. En novembre 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée utilisait environ 23 de ses navires-citernes à des fins de transbordement interdit de produits pétroliers. Il a donné les noms de six des navires les plus actifs, responsables à eux seuls de la moitié de l'ensemble des transbordements¹⁹ : le *An San 1*, le *Chon Ma San*, le *Sam Jong 2*, le *Yu Son (Yuson)*, le *Kum Un San* et le *Saebjol (Chong Rim 2)*. Le 4 octobre 2018, dans une autre communication au Comité, l'État Membre a fourni des images sur lesquelles

¹⁶ La société d'exploitation et de gestion de ce navire est la Ocean Grow International Shipmanagement Consultant Corporation, sise dans la Province chinoise de Taiwan. Le Panama a indiqué que le propriétaire déclaré, Mega Glory Holding Ltd, était enregistré dans les Îles Vierges britanniques (voir annexe 9). La société a également été enregistrée à Hong Kong (Chine) en tant que propriétaire du *New Regent* et de trois autres navires.

¹⁷ Ces navires, relativement petits, ont une charge de 5 000 à 20 000 tonnes de port en lourd.

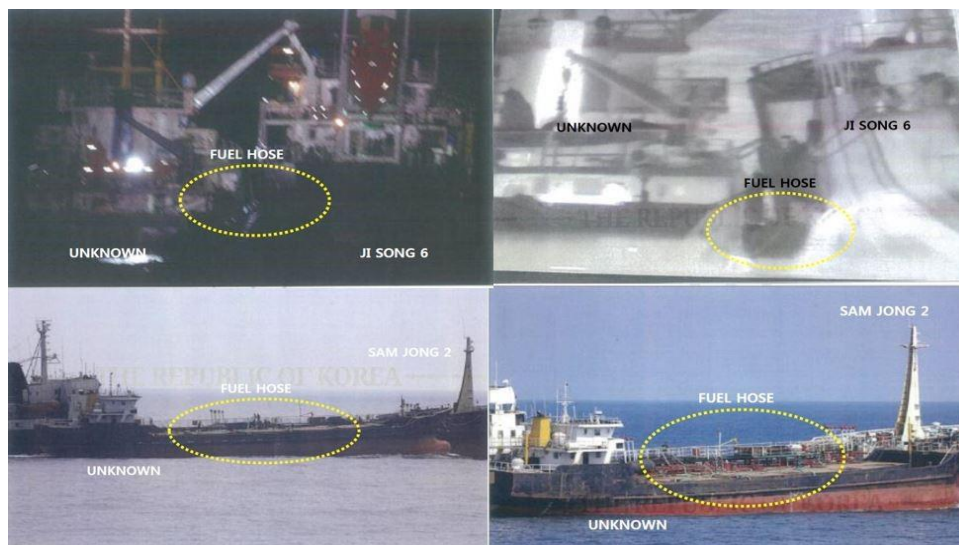
¹⁸ Ces pratiques consistent souvent à attribuer le statut de « propriétaire déclaré » d'un navire à une société écran étrangère enregistrée dans des territoires tels que le Belize, les Îles Vierges britanniques, Hong Kong, la Chine, les Îles Marshall ou les Seychelles.

¹⁹ Ce pourcentage concerne le nombre de transbordements, non le volume de carburant.

on pouvait voir deux pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, le *Sam Jong 2* et le *Ji Song 6*, procéder à des transbordements illicites depuis des navires non identifiés, le 12 septembre et le 24 mai 2018 respectivement (voir fig. VIII).

Figure VIII

Le *Ji Song 6* (en haut) et le *Sam Jong 2* (en bas) procédant à des transbordements illicites, respectivement le 12 septembre et le 24 mai 2018



Source : État Membre.

20. Le Groupe d'experts dispose d'informations sur d'autres pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée utilisés dans des transbordements, à savoir : le *Myong Ryu 1*, le *Yu Phyong 5*, le *Nam San 8* (voir par. 14 à 17 et figures VI et VII), le *Yu Jong 2*, le *Rye Song Gang 1* et le *Paek Ma* (voir annexe 13). En plus de ne pas respecter les sanctions, ces navires se livrent régulièrement à des fraudes à l'identité et à d'autres activités contraires à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ainsi qu'aux règles de l'OMI.

Réseaux de courtage de la République populaire démocratique de Corée

21. En novembre 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts que les bureaux des représentants des banques de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger organisaient des opérations de transbordements avec l'aide de courtiers venus de pays tiers. Selon cet État, l'un d'entre eux, déjà connu du Groupe d'experts, serait Ko Il Hwan²⁰ (고일환), un représentant à Shenyang (Chine) de la Korea Daesong Bank, entité désignée. Le Groupe d'experts avait déjà enquêté sur le bureau de cette banque à Shenyang²¹ – et sur les activités de Ko Il Hwan en particulier –, notamment concernant des transactions effectuées pour le compte de la Daedong Credit Bank. La Korea Daesong Bank a utilisé au moins deux faux noms pour dissimuler sa participation à des activités de transbordements :

²⁰ Date de naissance : 28 août 1967 ; numéro de passeport : PS927220424.

²¹ S/2017/150, par. 225, 227 et 230.

조선녹색산업무역 (朝鮮綠色產業貿易) et 조선신용투자회사 (朝鮮信用投資公司) ou 朝鮮信用投資會社)²².

22. L'État Membre a cité les noms de plusieurs sociétés auxquelles ces courtiers ont recours, dont la Gudzon Shipping Company LLC, basée en Fédération de Russie. Les 22 juin et 18 novembre 2018, le Groupe d'experts a écrit à cette société et à la Primorye Maritime Logistics Co. Ltd (PML Co. Ltd), entreprise apparentée, au sujet d'un transbordement de produits pétroliers effectué depuis un de leurs navires, le *Patriot*, vers le *Wan Heng II* (voir annexes 13 et 14), et de deux autres transbordements qui auraient eu lieu le 22 août 2018 vers le *Chong Rim 2* et le *Chon Ma San*, des pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée²³. Dans ses lettres, le Groupe d'experts demandait des renseignements sur les courtiers impliqués dans ces opérations (voir annexe 14). Il n'a pas encore reçu de réponse.

Méthodes de communication utilisées pour organiser les transbordements

23. Les enquêtes du Groupe d'experts ont montré que WeChat, un média social proposant des services de messagerie et de paiement par téléphone mobile, est le moyen de communication privilégié pour organiser des transbordements en mer de Chine orientale et en mer Jaune, et que cette application permet, grâce à diverses techniques, de dissimuler certaines activités. Dans au moins un des cas examinés par le Groupe d'experts, de simples coordonnées géographiques ont été communiquées en lieu et place de l'identité du navire. De même, toujours via WeChat, le navire auquel était destiné un transbordement a transmis une photographie des quatre derniers chiffres d'un billet de banque chinois à son ravitailleur pour que celui-ci puisse s'assurer qu'il était bien le destinataire du transfert de carburant. En outre, un fournisseur de pétrole étranger et propriétaire de navires qui avait participé en 2018 à une tentative de transbordement à destination de la République populaire démocratique de Corée a informé le Groupe d'experts qu'à au moins deux reprises en 2017, des courtiers lui avaient demandé sur WeChat de désactiver l'AIS de son navire. Ces courtiers agissaient pour le compte d'une flotte de navires de pêche cherchant à dissimuler les activités de pêche illégale qu'elle menait dans les zones chinoises de protection de la pêche. L'utilisation de l'application WeChat – un moyen de dissimulation parmi d'autres –, rend plus difficile la localisation des courtiers agissant pour le compte de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que la conduite d'enquêtes à leur sujet.

Les ports de la République populaire démocratique de Corée au centre des activités illégales

24. Un État Membre a fourni des images dont il ressort que certains ports de la République populaire démocratique de Corée, en particulier celui de Nampo, sont des

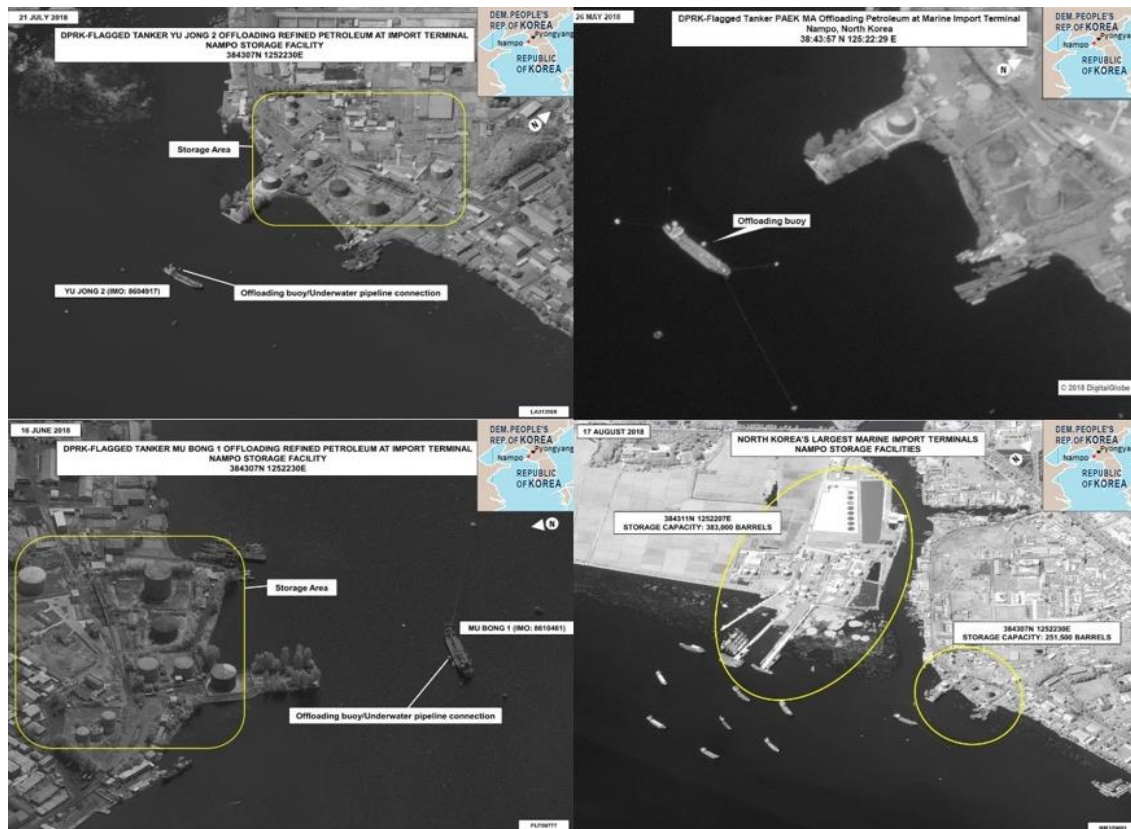
²² Voir annexe 43. Pour des informations plus détaillées sur la Korea Daesong Bank, notamment les autres noms sous lesquels elle opère, voir également l'annexe 42.

²³ Le Groupe d'experts n'a pas reçu d'images attestant l'existence de ces transbordements, dont un État Membre a signalé qu'ils avaient eu lieu à la mi-janvier 2018. Selon une communication de la Fédération de Russie en date du 28 septembre, « la propriété et l'exploitation du *Patriot* ont été transférées à la PML Co. Ltd le 5 juillet 2017, selon les termes d'un contrat standard d'affrètement coque nue. Depuis cette date, la Gudzon Company LLC n'est intervenue dans aucune des opérations d'exploitation de ce navire et n'a donc pas ordonné, en janvier 2018, le chargement de produits pétroliers et leur transbordement vers des navires de la République populaire démocratique de Corée ».

plaques tournantes des activités illégales. Outre des images mettant en évidence l'utilisation régulière du port de Nampo aux fins du chargement des exportations interdites de charbon de la République populaire démocratique de Corée (voir par. 31 à 34 et annexe 15), un État Membre a communiqué des images attestant que le terminal d'importation du port de Nampo était très souvent fréquenté par des pétroliers dont il était établi qu'ils avaient participé à des transbordements. On voit sur ces images que des pipelines immergés fixées à des bouées de déchargement sont utilisées pour transférer le carburant des navires vers les terminaux du port (voir fig. IX).

Figure IX

Le terminal d'importation du port de Nampo, véritable plaque tournante pour le déchargement des produits des transbordements



Source : État Membre ; carte : Groupe d'experts.

Visite d'étude menée à Singapour par des responsables de ports de la République populaire démocratique de Corée

25. De si flagrantes violations ne peuvent être commises qu'au vu et au su des autorités portuaires de Nampo, et avec leur pleine coopération. Le 12 octobre 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'« une violation des sanctions a[vait] probablement été commise à Singapour » dans le cadre d'un projet de formation scientifique ou technique mené conjointement par la République populaire démocratique de Corée et Singapour, au titre duquel des responsables du port de Nampo avait effectué une visite d'étude au port de Singapour. Dans une lettre

adressée à Singapour, le Groupe d'experts a indiqué que des violations systémiques des résolutions étaient commises à Nampo et rappelé que, comme il l'avait expliqué dans certains de ses précédents rapports, ce port avait également été utilisé pour l'exportation et l'importation de conteneurs renfermant des articles en provenance ou à destination de la République populaire démocratique de Corée, dont certains avaient été saisis par des États Membres, et que cela constituait une violation des dispositions des résolutions, notamment celles visant à empêcher la circulation des matières pouvant servir à la fabrication de missiles balistiques nucléaires et d'autres armes.

26. Dans sa réponse du 4 décembre 2018, Singapour a confirmé au Groupe d'experts que le Ministre du transport terrestre et maritime de la République populaire démocratique de Corée, Kang Jong Gwan, qui supervise les opérations portuaires et maritimes du pays, avait conduit une délégation à Singapour. Dans ses précédents rapports, le Groupe d'experts avait indiqué que certaines entités désignées, telles qu'Ocean Maritime Management Company, étaient placées sous le contrôle du Ministère du transport terrestre et maritime²⁴. Singapour a également déclaré « avoir vérifié que les membres de la délégation n'étaient pas désignés par l'ONU ». Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les activités menées dans les ports de la République populaire démocratique de Corée ainsi que sur les responsables de ces ports.

27. En plus d'être au commandement de navires impliqués dans des activités interdites, au moins un capitaine de navire de la République populaire démocratique de Corée aurait transporté d'importantes quantités d'espèces non déclarées, ce qui lui aurait valu d'être arrêté en octobre 2018 au débarquement de son navire (voir fig. X)²⁵. Dans sa réponse au Groupe d'experts, la Fédération de Russie a indiqué que, le 2 octobre 2018, Kim Kwang Il, un citoyen de la République populaire démocratique de Corée, était détenu au poste de douane de Pervomaisky et que les autorités « avaient saisi sur lui une importante quantité d'espèces ». Elle a indiqué qu'« une action pénale a[vait] été engagée contre cette personne pour la non-déclaration de 179 900 dollars des États-Unis en espèces, en vertu de l'article 200.1 de la section 2 a) du Code pénal russe ». Elle a précisé en outre que l'enquête se poursuivait et que « l'implication d'éventuels ressortissants de la République populaire démocratique de Corée inscrits sur la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité n'a[vait] pas été établie »²⁶.

²⁴ Voir le paragraphe 136 du rapport paru sous la cote S/2016/157, dans lequel il est indiqué que « depuis son inscription sur la Liste, le 28 juillet 2014, OMM continue de fonctionner et de s'adapter. Le Groupe d'experts a pu vérifier qu'OMM était placée sous l'autorité du Ministère des transports terrestres et maritimes de la République populaire démocratique de Corée qui en contrôlait les activités, aussi bien avant qu'après son inscription sur la Liste. Le Ministère a d'ailleurs contribué de manière essentielle au fait qu'OMM puisse contourner les sanctions ».

²⁵ Voir http://dvtu.customs.ru/index.php?option=com_content&view=article&id=24856:180-&catid=49:press-cat&Itemid=100 ; Oliver Hotham, « North Korean detained by Vladivostok customs for "large scale" cash smuggling », *NK News*, 3 octobre 2018.

²⁶ Selon certaines informations diffusées par les médias, un second ressortissant de la République populaire démocratique de Corée aurait été appréhendé à l'aéroport international de Vladivostok tandis qu'il transportait 192 300 dollars et 1 000 euros. (Sources : http://dvtu.customs.ru/index.php?option=com_content&view=article&id=25205:-200------%20&catid=49:press-cat&Itemid=100 ; « North Korean detained at Vladivostok airport for large-scale cash smuggling », *NK News*, 26 novembre 2018). Le Groupe d'experts a écrit à la Fédération de Russie le 10 décembre 2018. L'enquête se poursuit.

Figure X
Saisie d'une importante quantité d'espèces transportée par un capitaine de navire de la République populaire démocratique de Corée



Source : <http://dvtu.customs.ru>.

Marine Chain ou la technologie de la chaîne de blocs au service des transactions liées aux opérations maritimes

28. En octobre 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'« au moins un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée se cachait derrière la start-up Marine Chain, une plateforme de chaînes de blocs qui avait engagé une procédure d'enregistrement à Hong Kong »²⁷. Cet État Membre s'est dit préoccupé par le fait que « cette plateforme pourrait être utilisée par le régime pour générer des revenus et contourner les sanctions relatives aux opérations maritimes, puisqu'elle offrirait un nouveau moyen de dissimuler l'identité des propriétaires des navires ».

29. Le Groupe d'experts a enquêté sur le Président-Directeur général de Marine Chain, un Singapourien du nom de « Capitaine » Jonathan Foong, pour violation du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017). Il lui a demandé des informations au sujet d'une personne que le Groupe d'experts suspectait être un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée et qui se présentait comme un conseiller de Marine Chain.

30. Dans sa réponse, Foong a fourni des informations et des documents contradictoires qui ne satisfaisaient pas aux normes suivies par le Groupe d'experts

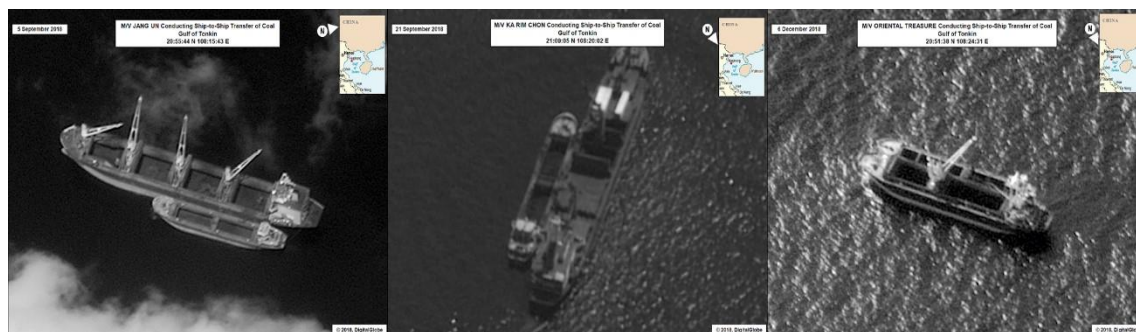
²⁷ L'État Membre a également indiqué que Marine Chain « affirmait être une plateforme de chaîne de blocs fonctionnant selon le protocole Ethereum et utilisant sa propre crypto-monnaie pour faciliter l'achat et la vente de navires dans le monde entier au moyen de la tokenisation numérique ».

en matière de preuve. Il a affirmé que Marine Chain avait fermé, en ces termes : « la boîte a fermé parce que le propriétaire et investisseur ne payait pas ses factures »²⁸. S'agissant de l'endroit où se trouvait le « propriétaire et investisseur » et des communications qu'il avait avec lui, Foong a déclaré : « j'ai demandé au propriétaire de régler toutes les factures impayées (soit près de 500 000 dollars), il n'a jamais répondu et nous avons perdu contact peu après ». On trouvera aux paragraphes 109 à 115 des informations sur la manière dont la République populaire démocratique de Corée met à profit la cyber activité pour contourner les sanctions.

Transbordements de charbon

31. La République populaire démocratique de Corée a remplacé l'essentiel de son commerce maritime de charbon par des transbordements illicites qui lui permettent de contourner les dispositions du paragraphe 8 de la résolution 2371 (2017). Ces livraisons illégales sont devenues courantes et systématiques en 2018 (voir annexe 15) : il a été avéré que certains des plus grands navires de la flotte de la République populaire démocratique de Corée continuaient de charger du charbon dans les ports du pays chaque mois, avant de procéder à des transbordements illicites ayant principalement lieu dans le golfe du Tonkin (voir fig. XI).

Figure XI
Transbordements de charbon dans le golfe du Tonkin



Source : État Membre ; carte : Groupe d'experts.

32. Dans d'autres cas, des images satellitaires montrent que des navires battant autrefois pavillon étranger, comme le *Hua Fu* (numéro OMI : 9020003), et qui étaient soumis depuis le 30 mars 2018 à une interdiction internationale d'entrée dans les ports et à un retrait de pavillon, ont continué de procéder à de nombreux transbordements aux mois d'août et de septembre 2018 (voir fig. XII).

²⁸ Marine Chain Platform Limited a été enregistrée à Hong Kong le 12 avril 2018 ; elle a cessé ses activités le 17 septembre 2018.

Figure XII
Le *Hua Fu* procédant à des transbordements illicites de charbon en août et en septembre 2018



Source : État Membre ; carte : Groupe d'experts

33. Par ailleurs, on a aussi la preuve que d'autres navires non identifiés battant pavillon étranger ainsi que des navires n'ayant plus de nationalité, tels que le *Forever Lucky* (numéro OMI : 9003653), battant autrefois pavillon panaméen, le *Lucky Star* (numéro OMI : 7942843), battant autrefois pavillon togolais, et l'*Oriental Treasure* (numéro OMI : 9115028), battant autrefois pavillon comorien (voir fig. XIII), se sont rendus complices d'opérations illicites d'exportation de charbon par la République populaire démocratique de Corée. Aucun État du pavillon, y compris la République populaire démocratique de Corée, n'a signalé de nouveaux pavillons auprès de l'OMI concernant ces navires.

Figure XIII
Le *Forever Lucky*, le *Lucky Star* et l'*Oriental Treasure* participant à des opérations illicites d'exportation de charbon



Source : État Membre ; carte : Groupe d'experts.

Navires charbonniers de la République populaire démocratique de Corée battant faux pavillon : l'exemple du *Wise Honest*

34. Les navires de la République populaire démocratique de Corée transportent d'importantes quantités de charbon et d'autres produits interdits grâce à des subterfuges comme l'utilisation d'un « double pavillon », en violation des résolutions et dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ; dépourvus de nationalité, ils se retrouvent alors soumis au droit de visite. Par exemple, le *Wise Honest* (numéro OMI : 8905490) transportait 25 500 tonnes de charbon lorsqu'il a été arrêté par les autorités indonésiennes aux alentours du 1^{er} avril 2018. Le Groupe d'experts a écrit à l'Indonésie le 14 juin, puis à nouveau le 27 août 2018, après avoir reçu des informations et des images communiquées par un État Membre (voir fig. XIV). Le 12 septembre 2018, l'Indonésie a indiqué que les documents trouvés lors de l'inspection du navire, en particulier ceux relatifs à l'immatriculation et à l'équipage, avaient révélé que le *Wise Honest* était immatriculé sous deux juridictions : la Sierra Leone et la République populaire démocratique de Corée²⁹. Comme tous les navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée utilisés dans des activités commerciales interdites et contraires aux règlements de l'OMI, ce navire aurait navigué « dans les eaux territoriales indonésiennes » alors que son « AIS était désactivé », sans qu'« aucun rapport ne soit fait à l'autorité portuaire chargée du contrôle des navires »³⁰. Le 29 novembre 2018, l'Indonésie a informé le Groupe d'experts que le capitaine du *Wise Honest* faisait l'objet d'une action en justice pour « avoir sciemment hissé un faux pavillon ».

Figure XIV

Le *Wise Honest*, navire de la République populaire démocratique de Corée, procédant à un chargement de charbon au port de Nampo le 11 mars 2018 (à gauche) et à l'installation portuaire de Balikpapan le 9 avril 2018 (à droite)

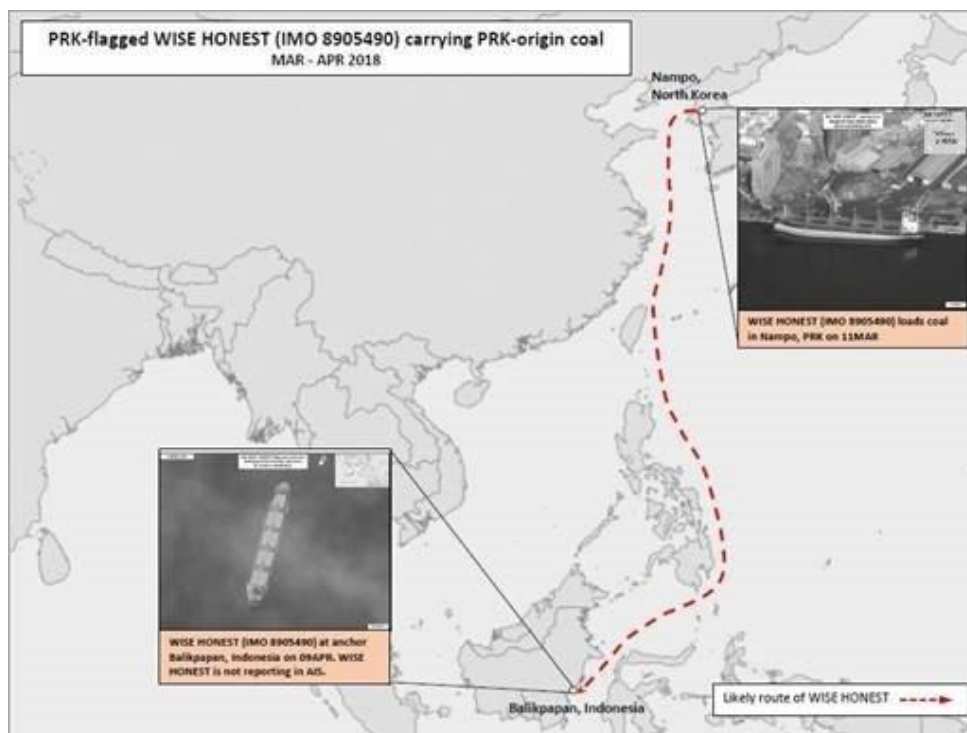


Source : État Membre.

²⁹ Voir annexe 16.

³⁰ L'Indonésie a également déclaré qu'aucun rapport n'avait été fait à l'autorité portuaire chargée du contrôle des navires.

Figure XV
Itinéraire probable du *Wise Honest*



Source : État Membre.

Charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée : courtage et chaînes d'exportation

35. Les enquêtes du Groupe d'experts sur le courtage et les chaînes d'exportation du charbon mettent en lumière les revenus considérables tirés de ces opérations par la République populaire démocratique de Corée ainsi que par les négociants en produits de base, qui y voient des opportunités de commission ou d'arbitrage. D'après le contrat de livraison du *Wise Honest*, la valeur de sa cargaison s'élevait à 2 990 000 dollars (voir annexe 17). En ce qui concerne les documents d'exportation de la cargaison et la chaîne de courtage, l'Indonésie a indiqué qu'elle avait récupéré « des documents relatifs à la cargaison et l'autorisation d'un cargo russe qui envisageait de procéder à un transbordement à proximité de Balikpapan, dans la province du Kalimantan oriental ». Le Groupe d'experts a demandé des précisions et des documents supplémentaires, qui n'ont pas été reçus à ce jour. L'Indonésie a également indiqué qu'Enermax, une société de la République de Corée, « était le destinataire final du charbon devant être transbordé à Balikpapan » (voir annexe 16). Le 3 décembre 2018, Enermax a déclaré au Groupe d'experts avoir déjà fait l'objet d'une enquête de la part des autorités de son pays et qu'il n'y avait pas eu d'opération d'importation de charbon³¹. Parmi les noms des marchands donnés dans le contrat de livraison figurait celui de la Hong Kong Nova International Trade Company, une

³¹ Enermax a déclaré « avoir simplement reçu une offre concernant du charbon d'origine indonésienne de la part de ce qui semblait être un courtier indonésien ».

société spécialisée dans la vente de machines pour la fabrication de cigarettes. Cette entreprise a informé le Groupe d'experts qu'elle « ne savait pas d'où sortait ce contrat ni pourquoi il était estampillé de son cachet » (voir annexe 18).

36. Hamid Ali, un négociant en produits de base et courtier indonésien, a été identifié par le Groupe d'experts comme étant un personnage clef des opérations de transport de charbon. Il avait l'habitude de se réunir à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Jakarta³² avec des diplomates, qui l'ont présenté en décembre 2017 à Jong Song Ho, le Président de la Jinmyong Trading Group et de la Jinmyong Joint Bank (voir annexe 19), dans le cadre de « la création d'un centre culturel coréen à Java-Ouest »³³. Ali a de nouveau rencontré Jong un mois plus tard pour discuter d'un transbordement de charbon³⁴, dont le coût s'élevait à 760 000 dollars, somme que Jong a versée sur le compte d'Ali par l'intermédiaire d'une compagnie du nom de Huitong Minerals (ibid.). À en croire Ali, un autre courtier du nom d'Eko Setyatmoko s'est ensuite greffé à l'opération. Ce dernier, qui a touché une partie au moins de la somme versée par Huitong Minerals et assuré la liaison avec l'équipage du *Wise Honest* depuis son interception en avril, n'a pas répondu aux demandes d'informations du Groupe d'experts, lequel a informé l'Indonésie, Ali et Setyatmoko que les 25 500 tonnes de charbon devaient être saisies, conformément aux résolutions, et que le courtier ne pouvait procéder à la vente du charbon. Il n'a pas encore été confirmé au Groupe d'experts que le charbon avait bien été déchargé du navire. L'enquête se poursuit.

37. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les exportations interdites de charbon effectuées en 2017 par la République populaire démocratique de Corée au moyen de transbordements³⁵ dans les ports de l'extrême-orient russe, notamment le port de Kholmok³⁶. Le 10 décembre 2018, la République de Corée a mis en accusation quatre de ses citoyens et cinq sociétés de négoce de produits de base pour avoir importé illégalement du charbon et de la fonte (voir tableau 1). Le Ministère public aurait invoqué le « bénéfice tiré de l'arbitrage, en profitant de la faiblesse des prix du charbon et d'autres matériaux de la République populaire démocratique de Corée en raison des obstacles qui en freinent le commerce international »³⁷.

³² Par l'intermédiaire de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée, M. Ali avait été présenté à un certain nombre de négociants de la République populaire démocratique de Corée transitant par la Chine, l'Indonésie et le Viet Nam (voir annexe 19).

³³ Le représentant local de Jong Song Ho en Indonésie est Kwak Chol Su (téléphone : + 62813803 00501) (voir annexe 19).

³⁴ Jong « a discuté de la possibilité de distribuer des produits provenant de République populaire démocratique de Corée, et demandé s'il [était] possible d'affréter un navire qui ne soit pas coréen (sic) pour le transbordement de cargaisons de charbon d'origine russe » (voir annexe 19).

³⁵ S/2018/171, par. 59.

³⁶ Ces cargaisons ne « [seraient] jamais passées par les douanes russes, et [auraient] été envoyées en Corée du Sud après falsification des documents attestant leur origine ». Voir Baek Kyung-Seo et Shim Kyu-Seok, « Four indicted for buying North coal », *Korea Joongang Daily* 11 décembre 2018, disponible à l'adresse : <http://koreajoongangdaily.joins.com/news/article/article.aspx?aid=3056743>.

³⁷ Joyce Lee, « South Korean prosecutors indict four for importing North Korean coal », Reuters, 10 décembre 2018, disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-southkorea-coal/south-korean-prosecutors-indict-four-for-importing-north-korean-coal-idUSKBN1O90TP>.

Tableau 1 :
Importations interdites de produits de base passibles de poursuites : type de produit, volume et valeur

<i>Produit</i>	<i>Volume (tonnes)</i>	<i>Valeur (dollars des États-Unis)</i>
Charbon	29 843	4 610 000
Briquettes de charbon	8 275 (Charbon et briquettes de charbon)	
Fonte	2 010	971 000
Valeur totale des importations interdites		5 581 000 ^a

^a Dans une réponse au Groupe d'experts en date du 7 Janvier 2019, la République de Corée a fait savoir que, d'après le Ministère public, 29 843 tonnes de charbon, 8 275 tonnes de briquettes de charbon et 2 010 tonnes de fonte, toutes en provenance de la République populaire démocratique de Corée, avaient été « importées illégalement en République de Corée », précisant que « ces chiffres [étaient] provisoires, les autorités judiciaires n'ayant pas encore rendu de jugement définitif ».

38. En septembre 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts que les cargaisons interdites consignées dans le tableau ci-dessus ne représentaient qu'une partie des nombreux échanges commerciaux de produits provenant de République populaire démocratique de Corée, auxquels participaient malgré elles des banques internationales, par l'émission de lettres de crédit profitant à un réseau plus large de commerce transnational dont les opérations étaient effectuées dans des juridictions offshore telles que les Îles Vierges britanniques et Hong Kong, entre autres. Les propriétaires des navires utilisés dans ces échanges ont tenté de les blanchir, en obtenant de nouveaux numéros OMI de manière frauduleuse. Ces navires ont ultérieurement été saisis, en vertu du paragraphe 9 de la résolution [2397 \(2017\)](#) (voir annexe 28). Les enquêtes se poursuivent.

Détournement de navire et utilisation du pavillon de la République populaire démocratique de Corée

39. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur le *Wan Heng 11* (numéro OMI : 8791667), navire qui battait à l'origine pavillon bélizien, repéré pour la première fois le 13 février 2018 en train de transborder des marchandises sur le *Rye Song Gang 1* (numéro OMI : 7389704), un pétrolier battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée. Bien que radié des registres d'immatriculation du Belize le 19 février 2018, le navire a continué de battre occasionnellement pavillon bélizien, notamment autour du 10 avril, date d'un transbordement avec le *Patriot*, un navire battant pavillon de la Fédération de Russie, et jusqu'au 21 juin 2018, date à laquelle il a pris le pavillon de la République populaire démocratique de Corée, et été rebaptisé le Kum Jin Gang.

40. Il est à noter que ce changement de pavillon a eu lieu sans que l'OMI en soit officiellement informée et sans le consentement des propriétaires légitimes du navire, la Zhejiang Wanheng Shipping Company³⁸. Cette dernière a coopéré avec le Groupe d'experts et lui a fourni la preuve que le 29 novembre 2017, elle avait signé un contrat d'affrètement coque nue avec la société Hong Kong Cosnewvi International Shipping,

³⁸ L'article 91 2) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer prévoit que les États du pavillon doivent délivrer aux navires auxquels ils accordent le droit de battre leur pavillon des documents attestant de leur inscription au registre et de leur nationalité.

représentée par Chen Chun-han, un ressortissant de la Province chinoise de Taiwan titulaire d'un permis de séjour en Chine continentale³⁹. Le contrat comprenait une clause relative au commerce illicite, qui a été activée le 19 février 2018, date à laquelle les autorités béliziennes, ayant reçu l'avis de radiation de leurs registres d'immatriculation, ont averti le propriétaire du navire que le régime de sanctions avait été violé. Objet de multiples enquêtes menées par les autorités chinoises, le propriétaire légitime a tenté de localiser et de récupérer le navire, sans succès⁴⁰. D'après le registre des entreprises, la société Hong Kong Cosnewvi International Shipping a été dissoute le 24 août 2018. Chen Chun-han n'a pas répondu aux sollicitations du Groupe.

41. Cette affaire met en lumière un risque nouvellement identifié auquel s'exposent les grands armateurs de la région qui pratiquent fréquemment l'affrètement coque nue. Elle montre que lorsque la violation a été établie et que le contrat d'affrètement est annulé en conséquence, les affréteurs qui transgressent des clauses liées aux sanctions ne rendent pas les navires à leur propriétaire. Le détournement du *Wan Heng 11*, qui dure depuis 12 mois, prouve que le pavillon et les ports de la République populaire démocratique de Corée servent désormais de refuges aux navires impliqués dans des violations des sanctions : non seulement le pays les réapprovisionne en carburant et en provisions, mais il veille également à ce que les radiations des registres d'immatriculation décidées par l'ONU ne rendent pas ces navires apatrides, et donc plus susceptibles de faire l'objet d'inspections pour activités illégales en vertu des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁴¹. En outre, l'interdiction imposée au *Wan Heng 11* et à d'autres navires soupçonnés des mêmes agissements signifie que ces navires ne sont pas autorisés à entrer dans des ports relevant de la compétence d'un tribunal de commerce ou de tout autre tribunal qui offrirait au propriétaire légitime un recours juridique.

Devoir de précaution et surveillance des systèmes d'identification automatique (AIS) par les États du pavillon, les négociants en matières premières, les assureurs et les sociétés de classification

42. S'agissant des tactiques de dissimulation susmentionnées et, en particulier, de la désactivation de l'AIS, le Groupe d'experts a mené une enquête en 2018, en écrivant à tous les États délivrant des pavillons de complaisance et aux compagnies d'assurance spécialisées dans la protection et l'indemnisation maritime qui avaient immatriculé des navires identifiés comme impliqués dans des violations des paragraphes 11 et 14 de la résolution 2375 (2017), ou leur avaient fourni des services. Dans le cadre de cette enquête, le Groupe d'experts a également écrit aux grandes entreprises commerciales et compagnies pétrolières internationales opérant dans la région, y compris celles dont les produits avaient déjà été illégalement acheminés vers la République populaire démocratique de Corée, pour leur demander des renseignements sur les mesures de précaution et d'atténuation des risques qu'elles avaient prises pour éviter que les navires et cargaisons affrétés ou assurés par leurs soins ne soient détournés vers la République populaire démocratique de Corée. Dans ses courriers, le Groupe a suggéré d'ajouter aux pratiques de référence l'introduction

³⁹ Ces deux documents sont conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

⁴⁰ Conformément au contrat d'affrètement coque nue, le propriétaire du navire n'avait fourni ni officiers ni équipage au *Wan Heng 11*, qui a désactivé son AIS à la suite de ces événements. La société a fourni la preuve qu'elle avait tenté de contacter Chen Chun-han à l'adresse de son entreprise à Taichung, exigeant des informations sur l'emplacement de son navire et sa restitution immédiate, mais ses courriers recommandés lui sont revenus.

⁴¹ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, art. 110.

d'une clause relative à la désactivation de l'AIS ainsi que de clauses contractuelles visant à garantir aux entreprises commerciales, aux compagnies pétrolières et aux exportateurs internationaux que les produits pétroliers soient bien livrés aux utilisateurs finaux ; il en a ensuite fait la promotion lors de consultations avec les représentants du secteur et les États Membres entre février et juin 2018.

43. Aucun des États délivrant des immatriculations de complaisance qui ont répondu aux lettres du Groupe ne contrôle actuellement les AIS des navires qui battent son pavillon et n'est donc en mesure de garantir que ces navires respectent les règles y relatives énoncées dans les traités internationaux pertinents comme par exemple la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. En l'absence de contrôle des AIS des navires à risque qui croisent dans les eaux internationales d'Asie du Nord-Est, ces États « complaisants » n'ont aucun moyen de détecter à l'avance les transbordements illégaux, qu'une coupure ou une manipulation de l'AIS permet de repérer. De même, aucune des mutuelles de protection et d'indemnisation et des compagnies de réassurance qui ont répondu aux courriers du Groupe n'a dit contrôler les AIS des navires dont elle assurait le chargement.

44. Plusieurs entités, notamment trois des plus grandes entreprises commerciales internationales ainsi qu'un plus petit nombre de compagnies pétrolières et de raffineries basées en Asie, ont dit avoir adopté une clause relative à la désactivation de l'AIS sous une forme ou une autre. Une seule grande entreprise commerciale internationale avait précédemment informé le Groupe d'experts qu'elle exigeait un ensemble complet de pièces justificatives attestant que les produits pétroliers avaient bien été livrés aux utilisateurs finaux dans le cas des contrats relatifs à certaines livraisons destinées à l'Asie, mais deux autres grandes entreprises ont également inséré dans leurs contrats une clause restrictive pour certaines destinations. Le fait qu'une grande entreprise commerciale internationale se soit dotée à la fois d'une clause relative à la désactivation de l'AIS et d'un mécanisme permettant de s'assurer que les produits pétroliers sont bien livrés aux utilisateurs finaux montre que le secteur privé est en mesure d'exercer une diligence raisonnable à un coût relativement modéré.

45. Une adoption plus large des mesures susmentionnées permettrait de réduire considérablement le nombre de navires affrétés qui seraient tentés de désactiver ou de manipuler de toute autre manière leur AIS à des fins de transbordement illicite. Si les États du pavillon concernés adoptaient des mesures de même nature, les capitaines de navire comprendraient peut-être que l'extinction ou la manipulation du système d'identification à des fins de transbordement illicite pourrait entraîner la radiation de l'immatriculation du navire, la perte de l'assurance et un manque à gagner en cas de résiliation des contrats d'affrètement et de transport.

46. Le Groupe d'experts a mené une autre enquête auprès de toutes les sociétés fournissant des services de classification pour des navires ayant participé à des transbordements de pétrole interdits ainsi qu'à des exportations et des transbordements de charbon prohibés par les résolutions. Dans la plupart des cas, il a constaté que les contrats correspondants avaient été résiliés et que les navires avaient été « déclassés ». Si les sociétés de classification informent parfois les États du pavillon et les propriétaires de navires en cas de déclassement, la raison de leur décision (violation des résolutions) n'est généralement pas précisée, de sorte que d'autres sociétés peuvent, à leur insu, fournir des services à un navire déclassé ou à ses propriétaires. Afin d'assurer une meilleure diffusion de l'information, les sociétés de classification chargées de la coordination devraient informer le Comité, les États du pavillon, les propriétaires de navires, les organisations internationales et

régionales compétentes et les associations commerciales des déclassements motivés par une violation des résolutions.

Activités halieutiques interdites

47. Le Groupe d'experts a constaté que la République populaire démocratique de Corée a continué de se livrer tout au long de 2018 à des transferts de ses droits de pêche, dans lesquels elle trouvait une source potentielle de revenus, bien qu'ils soient interdits aux termes de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité. En analysant deux rapports établis par des États Membres, le Groupe d'experts a noté qu'au cours de la période allant de janvier à novembre 2018, ces États avaient inspecté plus de 15 navires de pêche chinois porteurs de licences de pêche de la République populaire démocratique de Corée⁴². Les inspections et les rapports font apparaître l'existence de multiples zones d'opérations, notamment des lieux de pêche situés dans les mers entre le Japon et la Chine, la péninsule coréenne et la Fédération de Russie. Lors d'un entretien avec un État Membre, un pêcheur a déclaré qu'environ 200 bateaux de pêche chinois opéraient dans les « eaux de la Corée du Nord ». Une autre personne interrogée a indiqué que le coût mensuel d'une licence de pêche individuelle était de 50 000 yuan (environ 7 250 dollars⁴³). Parmi les preuves visuelles collectées figurent une image sur laquelle on peut observer sur les passerelles de bateaux des plaques d'immatriculation associées à des permis de pêche (voir fig. XVI) et une autre sur laquelle on peut voir un navire battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée (voir fig. XVII).

Figure XVI

Navires de pêche battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et portant des plaques d'immatriculation associées à des permis de pêche délivrés par ce pays



Source : État Membre.

⁴² Parmi les membres d'équipage interrogés par l'un des États Membres, certains travaillaient à bord des navires suivants : 福远渔 679, 福远渔 680, 合兴 88, 闽霞渔 1067 et Urongyu61006(鲁荣渔 61006).

⁴³ Taux de change au 11 décembre 2018.

48. Le Groupe d'experts a constaté que deux techniques de dissimulation étaient employées : le recours à de faux pavillons et l'utilisation par des bateaux de pêche étrangers de permis de pêche délivrés par les autorités de la République populaire démocratique de Corée. À titre d'exemple, un permis de pêche délivré par la République populaire démocratique de Corée a été retrouvé à bord d'un navire dont le capitaine était un ressortissant chinois (voir fig. XVII). Dans le cadre d'une autre affaire, le Groupe d'experts enquête sur des informations rapportées par les médias et fondées sur des images vidéo du Service des garde-côtes de la Fédération de Russie sur lesquelles on peut voir au moins un bateau de pêche chinois qui cherche à dissimuler sa nationalité en battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée (voir fig. XVII).

Figure XVII

Licence de pêche (à gauche) et pavillon de la République populaire démocratique de Corée à l'avant du navire chinois (à droite)



Sources : État Membre (gauche) et YouTube (droite).

49. Le Groupe d'experts a écrit à la Chine et à la Fédération de Russie pour leur demander des informations en rapport à ses enquêtes. La Chine a répondu au Groupe d'experts qu'« [elle] a[vait] toujours appliqué avec sérieux les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la [République populaire démocratique de Corée] », ajoutant qu'« après l'adoption de la résolution [2397 \(2017\)](#) du Conseil [...], les autorités chinoises compétentes [avaient] immédiatement publié un avis interdisant l'acquisition de droits de pêche auprès de la [République populaire démocratique de Corée] » et que « conformément à cet avis, les entités chinoises [avaient] cessé d'acheter des droits de pêche à [ce pays] ». La Chine a également déclaré que, « s'il [était] confirmé qu'un ressortissant ou un navire chinois achet[ait] illégalement des droits de pêche à la [République populaire démocratique de Corée] ou pêch[ait] illégalement dans les zones maritimes de [ce pays] sans autorisation, la Chine traitera[it] les affaires pertinentes conformément aux lois et règlements applicables ». Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de la Fédération de Russie.

Recommandations

Recommandations au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#)

50. **Désigner les navires suivants pour transfert illicite de produits pétroliers en violation du paragraphe 5 de la résolution [2397 \(2017\)](#) :**

Myong Ryu 1 ; numéro OMI : 8532413 ; pavillon de la République populaire démocratique de Corée ;

Song Won ; numéro OMI : 8613360 ; pavillon de la République populaire démocratique de Corée ;

Jin Yang 36 (金洋 36), pavillon inconnu ;

Xing Ming Yang 888 ; numéro OMI : 8410847 ; Sierra Leone

51. Intégrer les dispositions du paragraphe 11 de la résolution [2375 \(2017\)](#) dans les critères de désignation des navires ainsi que dans les listes existantes de navires désignés, le cas échéant.

52. Modifier la procédure de radiation de la Liste pour permettre aux États Membres de demander une radiation au nom d'un propriétaire de navire (on trouvera à l'annexe 20 la proposition formulée par le Groupe d'experts à cet égard).

Recommandations aux États Membres

53. Les États du pavillon devraient faire savoir au Comité et au Groupe d'experts quels sont les navires qu'ils radient des registres d'immatriculation.

54. Les États du pavillon devraient contrôler l'AIS de leurs navires pour mieux veiller à ce que les résolutions soient appliquées.

55. Les États Membres devraient envisager de mettre en place une réglementation obligeant les compagnies d'assurance et de réassurance spécialisées dans la protection et l'indemnisation maritimes à incorporer dans leurs contrats une clause relative au contrôle de l'AIS et à sa désactivation pour les navires à risque opérant dans les régions concernées.

56. Les États Membres devraient envisager de mettre en place une réglementation obligeant les sociétés se consacrant à la production, au raffinage et à la vente de produits pétroliers à incorporer dans leurs contrats des mesures permettant de s'assurer que les produits sont bien livrés aux utilisateurs finaux, des mesures de contrôle de l'AIS et une clause relative à la désactivation de l'AIS.

57. Les États membres de l'OMI devraient envisager d'adopter des mesures permettant d'améliorer le partage de l'information et de faire en sorte que les États du pavillon et les autres parties intéressées fassent mieux appliquer la réglementation maritime.

58. Les États Membres devraient envisager d'adopter des lois pour que les banques internationales et régionales opérant dans leur juridiction intègrent des clauses relatives au contrôle de l'AIS et à l'estimation des risques de non-respect du devoir de diligence par les navires dans les lettres de crédit, les prêts et autres instruments financiers destinés aux sociétés internationales et régionales spécialisées dans la vente ou le courtage de pétrole et de produits pétroliers pour les échanges franco à bord à haut risque dans les zones concernées.

59. Afin de faciliter l'exercice d'une diligence raisonnable par les États du pavillon, les autres États Membres et les industries maritimes, le Comité devrait envisager de recenser les navires désignés dans un seul document. Parmi les informations fournies devraient figurer les mesures prises en application des résolutions pertinentes, telles que le gel des avoirs, le refus d'accès aux ports, la

radiation des registres d'immatriculation et l'annulation des services aux navires. Les radiations des registres d'immatriculation signalées au Comité devraient également être consignées afin d'éviter que les navires ne soient réimmatriculés par inadvertance.

Importations et exportations de produits de base en provenance et à destination de la République populaire démocratique de Corée, selon les données commerciales

60. On trouvera à l'annexe 21 des informations détaillées sur les importations et exportations de la République populaire démocratique de Corée au cours de la période considérée.

III. Embargos et entités et personnes désignées

Algérie

61. En réponse à la lettre datée du 10 août 2017 que lui avait adressée le Groupe d'experts au sujet du Mansudae Overseas Project Group of Companies, l'Algérie a répondu en 2018 qu'« aucune société ou entité nord-coréenne figurant sur les listes relatives aux sanctions du Conseil de sécurité n'opér[ait] en Algérie ». Toutefois, l'Algérie a fait savoir qu'un dirigeant d'entreprise du nom de Choe Song Il, ressortissant de la République populaire démocratique de Corée, « disait représenter le Mansudae Overseas Project Group of Companies ». M. Choe était le gérant officiel de la société « MOP Group Algeria LLC », enregistrée le 20 août 2015 et spécialisée « dans les grands travaux publics, les projets de construction, l'exploitation minière et la fabrication de meubles ». En outre, le remplaçant de M. Choe, Kim Chol Jin, était arrivé en Algérie le 3 février 2017, le jour même du départ de son prédécesseur. Le Groupe d'experts note que, selon l'Algérie, la société a été officiellement dissoute le 8 janvier 2018. Kim Chol Jin a quitté le pays le 18 mars 2018.

Angola

62. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur une mission militaire consultative de la République populaire démocratique de Corée composée d'environ 80 personnes qui, selon un État Membre, avaient quitté l'Angola pour une destination inconnue en janvier 2017. Le 27 août 2018, l'Angola a répondu au Groupe d'experts qu'« [il] n'a[vait] connaissance d'aucun mouvement ou déplacement de conseillers militaires de l'Angola vers le Mozambique en 2017 ». L'Angola a également informé le Groupe d'experts que Jon Chol Yong, diplomate de la République populaire démocratique de Corée accrédité auprès de l'Angola et travaillant pour le compte de la Green Pine Associated Corporation⁴⁴, avait quitté le territoire angolais le 20 avril 2017. L'Angola a fait savoir en outre que les effectifs de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée avaient « considérablement diminué, passant de 12 diplomates en 2016-2017 à 6 diplomates actuellement », et fourni au Groupe d'experts des listes sur lesquelles étaient recensés les diplomates accrédités de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 22).

Botswana

63. En ce qui concerne les activités menées par le Mansudae Overseas Project Group of Companies au Botswana, le pays a coopéré en répondant dans sa lettre datée

⁴⁴ S/2017/150, par. 103 et S/2018/171, par. 85.

du 6 février 2018 que le Gouvernement avait conclu en 2004 un contrat avec le Mansudae Overseas Project Group of Companies, basé à Windhoek. La société, représentée par son Directeur général, Kang Hyo Song⁴⁵, avait conçu et construit le monument « Three Dikgozi », et deux travailleurs de la République populaire démocratique de Corée, Ri Ung Si⁴⁶ et Sin Yong⁴⁷, s'étaient rendus au Botswana au cours des dernières phases du projet. Le Botswana a également informé le Groupe d'experts qu'en 2007, Kang Hyo Song avait obtenu un permis de séjour et enregistré la société « Korean Art and Monument (Proprietary) Limited » à Gaborone, au sujet de laquelle le Groupe d'experts a entrepris d'envoyer des demandes d'information. Dans son rapport sur l'application des sanctions présenté le 27 octobre 2017⁴⁸, le Botswana a signalé que le contrat relatif au monument « Three Dikgozi » était la dernière transaction enregistrée avec la République populaire démocratique de Corée.

Cambodge

64. En réponse à une demande d'information adressée par le Groupe d'experts, le Cambodge a déclaré que Mansudae New Tech Corporation Ltd avait été constituée en société d'investissement par le Mansudae Overseas Project Group of Companies en tant que filiale auprès du Conseil pour le développement du Cambodge et du Ministère du commerce et qu'elle avait « signé un accord avec le Gouvernement royal du Cambodge aux fins de l'établissement du grand musée “Angkor Panorama Museum” dans la province de Siem Reap ». Le Cambodge a communiqué les données personnelles de 12 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui avaient travaillé pour la société (2 membres de l'équipe de direction⁴⁹ et 10 membres du personnel d'exécution), mais n'a pas encore répondu à la dernière lettre que lui avait adressée le Groupe d'experts.

Chine

Entités désignées de la République populaire démocratique de Corée impliquées dans des achats clandestins de matières nucléaires

65. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les entités désignées « Namchongang Trading Corporation » et « Namhung Trading Corporation », ainsi que sur les sociétés écrans affiliées et les représentants de celles-ci, notamment Kang Mun Kil, désigné pour avoir effectué des achats de matériels liés au nucléaire en violation de la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité. Selon un État Membre, Kang Mun Kil s'est procuré des articles utilisés dans le cadre de programmes nucléaires, notamment des transducteurs de pression, qui sont interdits en application de l'alinéa a) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006)⁵⁰. Selon les documents obtenus par l'État Membre, M. Kang s'est procuré des transducteurs de pression à au moins deux reprises auprès d'une société chinoise, Shanghai Zhen Tai Instrument Corporation Limited (上海振太仪表有限公司, ci-après dénommée « Shanghai Zhen

⁴⁵ Date de naissance : 13 octobre 1971 ; numéro de passeport : 827220297 (délivré le 3 mai 2007 et arrivé à expiration le 3 mai 2012).

⁴⁶ Ingénieur structures ; date de naissance : 28 février 1942 ; numéro de passeport : 211130196.

⁴⁷ Architecte ; date de naissance : 4 janvier 1964 ; numéro de passeport : 463130133.

⁴⁸ [S/AC.49/2017/95](#).

⁴⁹ Kim Sang Gyu ; date de naissance : 25 mars 1966 ; numéro de passeport : 563320017 ; Ri Kyong Il ; date de naissance : 3 mars 1981 ; numéro de passeport : PS836220044.

⁵⁰ On trouvera les spécifications des transducteurs de pression soumis à des restrictions dans les documents [S/2006/814](#), annexe (2006), et INFCIRC/254/Rev.8/Part 2 (2010), annexe 3.A.7.

Tai »), en 2013 et 2016⁵¹. Shanghai Zhen Tai a été présentée sur un site Web commercial comme une société d'exportation d'équipements à vide vers la République populaire démocratique de Corée. Selon l'État Membre et la documentation de référence, Kang Mun Kil a utilisé une société de Hong Kong, « Y Y Shun Limited » (億億順有限公司)⁵², pour effectuer ces achats. En septembre 2014, M. Kang avait officiellement rebaptisé « Y Shun Limited » du nom de « Shunyi Limited », appellation sous laquelle la société a fourni un compte bancaire chinois pour recevoir des virements en provenance de la République populaire démocratique de Corée. L'État Membre a informé le Groupe d'experts que le successeur de Kang Mun Kil en Chine, Chong Won Ryol, ressortissant de la République populaire démocratique de Corée et représentant commercial officiel de ce pays à Dalian, travaillait également pour le compte de la Namchongang Trading Corporation. Le Groupe d'experts a demandé à la Chine des informations sur les ventes d'équipements à vide réalisées par Shanghai Zhen Tai, les utilisateurs finaux de ces articles, la correspondance entre Y Y Shun Limited et Shanghai Zhen Tai, les catalogues des transducteurs de pression vendus par cette dernière et les documents douaniers pertinents, ainsi que des renseignements sur les entrées et sorties consignées dans les registres d'immigration et sur les visas et des informations financières⁵³. La Chine a répondu au Groupe d'experts que « les autorités compétentes [avaient] mené une enquête approfondie et sérieuse dans cette affaire » et que « Shanghai Zhen Tai Instrument Corporation Limited n'[était] pas habilitée à exporter des produits en vertu des lois et règlements chinois », ajoutant que « Zhen Tai ne s'[était] livrée directement à aucune activité d'exportation et n'a[vait] chargé aucun agent commercial d'exporter des produits pour son compte depuis sa création » et que « concernant les sociétés Y Shun Company Ltd et Shunyi Limited, basées à Hong Kong, l'enquête approfondie menée par la Chine n'a[vait] pas permis d'établir qu'elles op[éraient] [dans le pays] pour le compte de la Namchongang Trading Corporation ». La Chine a également informé le Groupe d'experts que « le compte ouvert dans une banque chinoise par les sociétés susmentionnées, basées à Hong Kong, a[vait] été fermé » et que « Kang Mun Kil a[vait] quitté la Chine en 2016 et ne se trouv[ait] plus [dans le pays] à l'heure actuelle ».

66. En complément de cette enquête, le Groupe d'experts a entrepris de consulter les fabricants mondiaux d'articles indispensables dans l'industrie nucléaire, notamment les transducteurs de pression, afin de recenser les systèmes de contrôle interne efficaces ainsi que les mécanismes permettant de veiller activement à ce que les articles soient bien livrés aux utilisateurs finaux et, à terme, de diffuser ces bonnes pratiques.

République démocratique du Congo

67. Le Groupe d'experts enquête actuellement sur l'implication de la République populaire démocratique de Corée dans des activités d'exploitation aurifère en République démocratique du Congo. Il a pris connaissance de lettres envoyées par Medrara, société d'exploitation aurifère enregistrée à Kinshasa et dirigée par un

⁵¹ Adresse : Building 1, No. 1358, Tongpu Road, Shanghai, Chine ; tél. : 021-52707750 ; fax : 021-52701844.

⁵² Adresse : Unit 04, 7/F, Bright Way Tower No. 33, Mong kok road, Kowloon, Hong Kong ; tél. : +85-2-27935511 ; fax : +85-2-35902333. Le numéro de fax 04-1183-6555 a également été utilisé. La société a été rebaptisée « Hongkong Shunyi Limited » en 2014 et dissoute en 2017. Le certificat de radiation des registres indique que son directeur était un certain Jian Ping (蔣萍) (numéro d'identification chinois : 21060419730627002X).

⁵³ Y Y Shun Limited est devenue Shunyi Limited en 2014.

citoyen libanais du nom de Fouad Dakhllallah. L'une d'elles, datée du 9 septembre 2017, était adressée à Kim Chol Su, représentant de Saeng P'il, entité désignée par l'ONU, également connue sous le nom de Green Pine Associated Corporation. Dans cette lettre, Medrara présentait un projet d'investissement dans une mine d'or lui appartenant, notant que « le terrain présent[ait] une surface de 16 000 hectares », désignant le trafiquant d'armes syrien Hussein al-Ali comme intermédiaire et déclarant que « sur approbation [de M. Kim], Hussein al-Ali, à Damas, prendra[it] toutes les dispositions en vue de l'organisation d'une réunion à Beyrouth ». La lettre, envoyée par M. Dakhllallah, comportait les coordonnées d'Hussein al-Ali. Une lettre antérieure, datée du 15 octobre 2016, était adressée à « Chong Ryong ». L'État Membre estime qu'il s'agit probablement de la Chongryong Technology Corporation, dont il a été précédemment établi qu'elle agissait pour le compte de la République populaire démocratique de Corée au Soudan, conjointement avec Hussein al-Ali. Dans cette lettre, Medrara invitait une équipe de géologues de la République populaire démocratique de Corée à se rendre dans le pays et demandait que lui soient communiqués les noms et numéros de passeport des géologues. Le Groupe d'experts a écrit à M. Dakhllallah, qui contrôle également une société forestière, la Compagnie d'exploitation de bois d'Afrique, pour lui demander des informations sur le rôle joué par la République populaire démocratique de Corée dans ses activités et dans celles d'Hussein al-Ali, dont il a été établi qu'il était son intermédiaire en Afrique, mais n'a reçu aucune réponse.

68. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur l'entraînement militaire de la Garde présidentielle de la République démocratique du Congo assuré par la République populaire démocratique de Corée, ainsi que sur les armes à feu de calibre 9 mm que ce pays a fournies à la Garde présidentielle et à des unités spéciales de police, dont certaines étaient déployées dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine⁵⁴. La République démocratique du Congo n'a pas encore donné suite aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts.

Égypte

69. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur An Jong Hyok⁵⁵, diplomate de la République populaire démocratique de Corée accrédité comme représentant général du Ministère du matériel militaire de la République populaire démocratique de Corée au Moyen-Orient et en Afrique⁵⁶ et autorisé à agir pour le compte de la Saeng Pi'l Trading Corporation, également connue sous le nom de Green Pine Associated Corporation⁵⁷. Selon un État Membre, M. An s'est rendu en Égypte en août 2016 en vue de négocier la mainlevée de l'immobilisation du navire *Jie Shun* et de sa cargaison de 30 000 roquettes, saisis par les autorités égyptiennes puis examinés par le Groupe d'experts en novembre 2016⁵⁸. L'Égypte a coopéré avec le Groupe d'experts en avril 2018 et confirmé qu'An Jong Hyok demeurait en poste à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée au Caire, où il occupait les fonctions de Troisième Secrétaire. L'Égypte a également informé le Groupe d'experts, le 13 juillet 2018, qu'An Jong Hyok « n'[était] plus accrédité auprès de l'ambassade de la [République populaire démocratique de Corée] en Égypte

⁵⁴ S/2017/742, par. 24.

⁵⁵ Date de naissance : 14 mars 1970 ; numéro de passeport : 563410155.

⁵⁶ S/2017/150, annexe 14-25.

⁵⁷ Ibid., par. 182.

⁵⁸ S/2018/171, par. 90, et S/2017/150, par. 61 à 71.

et a[vait] définitivement quitté [le pays] ». En outre, en réponse à la demande d'information que le Groupe d'experts lui avait adressée concernant les activités du Bureau égyptien de la défense à Pyongyang, dont l'existence avait été communiquée au Groupe d'experts par un État Membre, l'Égypte a déclaré qu'elle « a[vait] très clairement indiqué qu'il n'exist[ait] pas de coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée ».

Érythrée

70. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur Kim Kwang Rim, ressortissant de la République populaire démocratique de Corée ; il s'était déjà intéressé à cet individu dont il avait établi qu'il était un représentant de la Green Pine Associated Corporation en Érythrée⁵⁹. L'Érythrée n'a pas encore répondu aux demandes d'information que le Groupe d'experts lui avait adressées concernant les données personnelles de M. Kim, ses activités et l'endroit où il se trouvait. Le Groupe d'experts a également poursuivi son enquête sur la coopération militaire interdite entre la République populaire démocratique de Corée et Eritech (E-tech), entité placée sous l'autorité des Forces de défense érythréennes ou agissant sur leurs instructions, et sur les relations de cette société avec Glocom, fournisseur de matériel de transmission militaire cryptée de République populaire démocratique de Corée⁶⁰.

Allemagne

71. Le Groupe d'experts a enquêté sur Ri Yun Thaek (également orthographié « Ri Yun Taek »), diplomate de la République populaire démocratique de Corée qui aurait tenté, tandis qu'il se trouvait en poste à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Berlin, en 2012 et 2013, de se procurer un détecteur multigaz qui, selon l'Allemagne, est un article à double usage interdit pouvant servir à la fabrication d'armes chimiques. L'Allemagne a fait savoir au Groupe d'experts qu'elle avait déjoué cette tentative mais n'avait pu engager de poursuites contre M. Ri en raison de son statut diplomatique. L'Allemagne a ensuite expulsé le diplomate et informé d'autres États membres de l'Union européenne de ses activités. En conséquence, M. Ri s'est vu refuser l'accréditation auprès de la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne et de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Sofia. Selon un État Membre, M. Ri a ensuite été affecté à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Moscou. Le Groupe d'experts s'est enquis de son statut auprès de la Fédération de Russie.

République islamique d'Iran

72. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que la République islamique d'Iran était l'un des deux marchés les plus lucratifs pour ce qui était de la coopération relative au domaine militaire avec la République populaire démocratique de Corée⁶¹ et que les bureaux en République islamique d'Iran de la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID) et de la Green Pine Associated Corporation,

⁵⁹ S/2016/157, par. 95.

⁶⁰ On trouvera les informations précédemment communiquées par le Groupe d'experts sur les violations des résolutions pertinentes auxquelles s'est livré Glocom dans les documents suivants : S/2018/171 (par. 173 à 177), S/2017/150 (par. 72 à 87 et 232 à 241) et S/2017/742 (par. 52). Voir également les paragraphes 108 à 110 du présent rapport.

⁶¹ Deux membres du Groupe d'experts ont noté qu'aucune information statistique n'avait été communiquée au Groupe à ce sujet.

également connue sous le nom de Saeng Pi'l, étaient « actifs » dans ce domaine. L'État Membre a également informé le Groupe d'experts d'une tendance récemment observée consistant, pour des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée basés en République islamique d'Iran, à se rendre de Téhéran à Doubaï en avion avant de prendre un vol de retour quelques heures après leur arrivée aux Émirats arabes unis. De l'avis de l'État Membre, c'était le signe qu'il s'agissait de passeurs de fonds⁶². Le Groupe d'experts a écrit à la République islamique d'Iran pour demander que lui soient communiquées toutes les informations relatives aux activités de la République populaire démocratique de Corée dans le pays. Dans sa lettre (voir annexe 23), le Groupe d'experts a mentionné de précédents échanges de courriers avec la République islamique d'Iran remontant à 2015 et 2016 et dont il ressortait que Kim Yong Chol et Jang Jong Son, diplomates de la République populaire démocratique de Corée désignés en mars 2016 en tant que représentants de la KOMID en République islamique d'Iran, avaient pris plus de 282 vols entre Téhéran et Doubaï⁶³. Le Groupe d'experts a également rappelé les informations communiquées par les compagnies aériennes montrant que Kang Myong Chol, Président de la KOMID, s'était rendu à plusieurs reprises à Téhéran en 2013 et que Ri Hak Chol, Président de la Green Pine Associated Corporation, avait fait de même en 2014, et fourni des documents attestant que chacune des personnes désignées possédait au moins deux passeports et utilisait des noms d'emprunt. Le Groupe d'experts a rappelé en outre les informations communiquées par des États Membres selon lesquelles des personnes désignées et des représentants d'entités désignées déjà identifiés voyageaient désormais sous de faux noms ou avec d'autres passeports, et renouvelé la demande qu'il avait faite à la République islamique d'Iran en 2017 pour qu'elle lui communique les noms et les numéros de passeport de tous les diplomates de la République populaire démocratique de Corée accrédités dans le pays. Le Groupe d'experts a également demandé des copies des passeports de tous les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée inscrits auprès des autorités iraniennes ainsi que des informations sur leurs visas. Le 19 décembre 2018, la République islamique d'Iran a répondu au Groupe d'experts qu'« aucun ressortissant de la République populaire démocratique de Corée ne résid[ait] [dans le pays] en dehors de ses diplomates ». Elle a également déclaré que « les diplomates de la République populaire démocratique de Corée accrédités auprès de la République islamique d'Iran n'[avaient] jusqu'[alors] pas contrevenu aux dispositions des conventions pertinentes ou des résolutions du Conseil de sécurité sur la République populaire démocratique de Corée » (voir annexe 24).

Libye

73. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur les multiples tentatives de coopération militaire entre la République populaire démocratique de Corée et diverses autorités libyennes, ainsi que sur les entités désignées et les ressortissants étrangers travaillant pour le compte de ces entités en Libye. Selon un État Membre, le Vice-Ministre du matériel militaire de la République populaire démocratique de Corée, O Chol Su, a adressé le 23 mars 2015 une lettre à Khalifa al-Ghwail, alors chef du Conseil suprême de la défense et adjoint au Premier Ministre, dans laquelle il signalait que son pays était « en train de préparer l'accord de vente/achat relatif aux systèmes de défense et aux munitions nécessaires au maintien de la stabilité en Libye », ajoutant que « la Green Pine Association, établissement commercial

⁶² Deux membres du Groupe d'experts ont noté qu'aucune preuve ne venait étayer cette affirmation.

⁶³ S/2017/150, tableaux 8 et 9.

appartenant à [son] ministère » ferait parvenir à M. al-Ghwail le projet d'accord ainsi que des documents supplémentaires. Il était également fait mention dans cette lettre du rôle joué par le Consulting Bureau for Marketing, société appartenant à Hussein al-Ali, ressortissant syrien décrit comme un trafiquant d'armes travaillant pour la République populaire démocratique de Corée en Libye, au Soudan et au Yémen⁶⁴. Dans sa réponse en date du 5 avril 2015, Khalifa al-Ghwail a remercié O Chol Su et évoqué l'invitation faite à des équipes techniques libyennes de se rendre en République populaire démocratique de Corée. Dans un document ultérieur du Ministère libyen de la défense, en date du 20 mai 2015, le ressortissant syrien Hussein al-Ali a été officiellement autorisé à « négocier, correspondre, échanger des informations et recevoir des documents et des propositions techniques et financières pour [le compte du Ministère] en République populaire démocratique de Corée ». Le Groupe d'experts soupçonne l'existence d'un lien entre les activités prévues en 2015 et les réunions que l'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée en Libye a tenues en mars 2017 avec des représentants du Ministère libyen de la défense en vue d'engager une coopération militaire⁶⁵. Ni la Libye ni Khalifa al-Ghwail n'ont répondu aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts.

Madagascar

74. Le Groupe d'experts enquête sur les activités du Mansudae Overseas Project Group of Companies à Madagascar. Dans une lettre en date du 20 novembre 2017⁶⁶, Madagascar a répondu au Groupe d'experts qu'aucune société du nom de « Mansudae Overseas Project (MOP) Group of Companies » n'exerçait d'activités à Madagascar et qu'aucun ressortissant de la République populaire démocratique de Corée n'était enregistré dans les bases de données des services d'immigration.

Malaisie

75. Le 22 février 2018, les États-Unis ont annoncé avoir établi que « le Gouvernement de [la République populaire démocratique de Corée] a[vait] utilisé l'agent de guerre chimique VX pour assassiner Kim Jong Nam à l'aéroport de Kuala Lumpur »⁶⁷. Le 14 mars, à la quatre-vingt-septième réunion du Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, le Gouvernement malaisien a déclaré que c'était « l'utilisation de l'agent neurotoxique VX » qui avait « causé la mort de Kim Jong Nam, citoyen de [la République populaire démocratique de Corée] ». La Malaisie a également signalé que ses forces de l'ordre « poursuiv[aient]

⁶⁴ On trouvera la réponse du Soudan à l'annexe 26 et une copie du passeport à l'annexe 30.

⁶⁵ Les informations obtenues par le Groupe d'experts auprès de certains médias montrent que le Bureau de l'information du Ministère libyen de la défense a publié sur sa page Facebook un compte rendu d'une réunion tenue à Tripoli le 8 février 2017 entre des représentants de la République populaire démocratique de Corée et des agents de l'État libyen. Selon cette page Facebook, le Ministre libyen de la défense, Al-Mahdi al-Barghathi, et le nouvel Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée en Libye, Ju Jin Hyok, ont discuté des moyens de développer les relations bilatérales entre les deux pays, « en particulier dans le domaine de la coopération militaire », et « convenu de développer un plan d'action commun pour promouvoir la coopération bilatérale entre Tripoli et Pyongyang dans divers domaines, notamment la coopération technique, les technologies de l'information et les communications militaires ».

⁶⁶ La lettre originale était en français.

⁶⁷ Heather Nauert, porte-parole du Département d'État des États-Unis d'Amérique, « Imposition of Chemical and Biological Weapons Control and Warfare Elimination Act Sanctions North Korea », communiqué de presse, 6 mars 2018, disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/03/279079.htm>.

leur enquête sur les quatre suspects originaires de [la République populaire démocratique de Corée] qui [avaient] fui [le pays] le jour de l'assassinat »⁶⁸. Durant la procédure judiciaire, un enquêteur de la police malaisienne a identifié Ri Jae Nam, ressortissant de la République populaire démocratique de Corée, comme étant *Hanamori*, et les suspects Hong Song Hac et Ri Ji Hyon comme étant *Chang* et *Y*, respectivement⁶⁹, et déclaré que Ri Jae Nam était le cerveau de l'assassinat⁷⁰. Le Groupe d'experts a demandé un complément d'information à la Malaisie au sujet d'une nouvelle rapportée par les médias, à savoir que du matériel pouvant servir à fabriquer des agents neurotoxiques avait été retrouvé dans l'appartement de Ri Jong Chol⁷¹, ressortissant de la République populaire démocratique de Corée que la Malaisie avait dans un premier temps placé en détention au début de l'enquête de la police et qui avait ensuite été expulsé le 3 mars 2017.

Mozambique

76. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur six ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui travaillaient pour le compte d'entités désignées et s'étaient rendus au Mozambique. Selon une lettre du Mozambique datant de décembre 2017, ces six personnes (Kim Kwang Hyok, Kim Hyok Chan, Kim Song Chol, Ri Won Ho, Kim Sok Chol et Kim Jung Jong) se sont rendues dans le pays au cours de la période allant de 2012 à 2017. Les registres des compagnies aériennes montrent que, pendant leur séjour au Mozambique, ces personnes ont visité des aéroports civilo-militaires situés dans des zones reculées et installés à proximité de bases militaires. Le Mozambique n'a pas encore répondu aux demandes d'information adressées par le Groupe d'experts concernant les activités de ces personnes, non plus qu'à une demande de renseignements sur le statut et les déplacements de Ri Chang Su, diplomate de la République populaire démocratique de Corée affecté en Afrique du Sud mais posté au Mozambique, dont il a été établi qu'il était le représentant de la Haegeumgang Trading Corporation, société ayant mené des activités militaires interdites au Mozambique.

77. En ce qui concerne les activités de pêche interdites menées par la République populaire démocratique de Corée au Mozambique⁷², le Mozambique a fourni la preuve le 15 janvier 2018 qu'EMKIP, coentreprise de pêche établie entre les deux pays, avait été dissoute. Le 11 avril, le Mozambique a également informé le Groupe d'experts que « 22 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, membres d'équipage des navires battant pavillon de ce pays, [avaient] définitivement

⁶⁸ Pour plus d'informations sur la déclaration présentée par la Malaisie devant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) au sujet de l'attaque à l'agent neurotoxique VX, voir OIAC, document EC-87/NAT.14, consultable à l'adresse suivante : https://www.opcw.org/fileadmin/OPCW/EC/87/en/ec87nat14_e_.pdf.

⁶⁹ Radio Free Asia, « Video shows Kim murder suspect playing prank in Hanoi, Defense says », 20 mars 2018, consultable à l'adresse suivante : www.rfa.org/english/news/korea/kimjongnam-trial-03202018171630.html. Des notices rouges de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) ont été diffusées pour les trois suspects ainsi que pour O Jong Gil en mars 2017.

⁷⁰ Radio Free Asia, « Malaysia: male suspects in Kim Jong Nam murder changed clothes, appearance », 26 octobre 2017, disponible à l'adresse suivante : www.rfa.org/english/news/korea/kimjongnam-trial-10262017170212.html.

⁷¹ Alastair Gale et Tom Wright, « North Korea's secret army : how operatives abroad aid the regime », *Wall Street Journal*, 18 mai 2018, disponible à l'adresse suivante : www.wsj.com/articles/north-koreas-secret-army-how-operatives-abroad-aid-the-regime-1526652387.

⁷² S/2018/171, par. 97 et 98.

quitté le Mozambique, le 25 mars 2018, pour regagner leur pays d'origine » et fourni les billets correspondants et les informations figurant sur les passeports de ces personnes. Le Mozambique a informé le Groupe d'experts que « quatre membres d'équipage et un responsable, tous originaires de la RPDC [sic], [étaient] restés au Mozambique pour s'occuper des navires et devaient rentrer dans leur pays dès que les dispositions nécessaires aur[ai]ent été prises ». Le 24 avril 2018, le Mozambique a informé le Groupe d'experts que les deux navires de pêche conduits par des équipages de la République populaire démocratique de Corée et associés aux opérations de l'EMKIP avaient été radiés des registres d'immatriculation, battaient pavillon d'autres États Membres et étaient passés sous le contrôle d'autres compagnies.

Myanmar

78. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités interdites de la République populaire démocratique de Corée au Myanmar⁷³. En mars, le Myanmar a informé le Groupe d'experts qu'il n'y « avait eu aucune coopération entre le Myanmar et la République populaire démocratique de Corée depuis octobre 2016 » et qu'« aucun technicien du Myanmar ne se trouv[ait] actuellement en poste en République populaire démocratique de Corée »⁷⁴. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de janvier 2018 tendant à ce que lui soient communiqués les documents relatifs aux contrats liés à la coopération militaire, y compris la coopération en matière de missiles balistiques, depuis octobre 2006. Le Groupe d'experts a également demandé que lui soient communiqués des éléments attestant que tous les techniciens du Myanmar avaient quitté la République populaire démocratique de Corée et que tous les techniciens de la République populaire démocratique de Corée avaient quitté le Myanmar.

Namibie

79. En ce qui concerne les actifs du Mansudae Overseas Project Group en Namibie⁷⁵, le Gouvernement a informé le Groupe d'experts le 12 février 2018 que le Mansudae Overseas Project avait vendu tous ses véhicules et équipements lors d'une vente aux enchères privée organisée le 26 juin 2017. À titre de preuve, la Namibie a communiqué la déclaration d'une personne ayant acheté un véhicule. Le Groupe d'experts note que le paiement et le transfert d'au moins un autobus se sont produits un mois après la désignation de la société Mansudae. La Namibie a également signalé dans la même communication que quatre camions à benne basculante de Mansudae se trouvaient sur la base militaire de Suiderhof – au sujet de laquelle le Groupe d'experts a demandé des informations complémentaires –, en sus des 23 véhicules et autres engins de construction lourds appartenant à la société.

Pays-Bas

80. En 2016, les Pays-Bas ont intercepté un chargement de quatre groupes électrogènes (voir fig. XVIII) à destination de la République populaire démocratique de Corée via la Chine. L'enquête a mis en lumière le rôle joué par Kim Chol Yong, représentant diplomatique de la République populaire démocratique de Corée dans un

⁷³ S/2018/171, par. 101 à 103.

⁷⁴ Dans sa lettre adressée au Groupe d'experts, en date du 15 mars 2018, le Myanmar a également déclaré que « le Ministère de la défense a[vait] aussi réaffirmé qu'aucun technicien du Myanmar n'[était] actuellement en poste en République populaire démocratique de Corée ».

⁷⁵ S/2018/171, par. 108.

État membre de l'Union européenne (voir par. 120), lequel avait acheté les articles en déclarant à l'exportateur de l'Union européenne qu'il était de nationalité chinoise et que le chargement était destiné à la Chine⁷⁶. Le chargement intercepté était la troisième expédition de cette nature organisée par M. Kim. Des documents obtenus par les autorités douanières néerlandaises ont montré que, pour toutes ces expéditions, M. Kim s'était appuyé sur des prestataires de services logistiques chinois, dont une société commerciale située à Dalian, pour envoyer les articles – à l'insu de ces intermédiaires – à une société commerciale de la République populaire démocratique de Corée associée à une entité désignée connue sous le nom d'Office 39. L'enquête a également révélé que les paiements correspondant aux trois chargements avaient été effectués par quatre entités différentes, principalement dans l'Union européenne, lesquelles n'avaient joué aucun rôle apparent dans ces exportations. Cette affaire met en lumière le rôle que jouent des diplomates de la République populaire démocratique de Corée dans l'acquisition d'articles pour le compte d'entités agissant sur instruction d'entités désignées, ainsi que les méthodes de dissimulation consistant à utiliser un pays tiers pour expédier ces articles en République populaire démocratique de Corée.

⁷⁶ Date de naissance : 1^{er} juin 1964.

Figure XVIII
Groupes électrogènes interdits



Source : État Membre.

Nouvelle-Zélande

81. En ce qui concerne l'enquête menée par le Groupe d'experts sur les manœuvres d'un aéronef à Wonsan en 2016⁷⁷, un tribunal de district néo-zélandais a condamné le constructeur aéronautique Pacific Aerospace Ltd à des amendes d'un montant de 74 805 dollars néo-zélandais, pour avoir exporté indirectement des pièces de rechange pour aéronefs en République populaire démocratique de Corée, et de 1 000 dollars néo-zélandais, pour avoir fait une « déclaration d'exportation erronée ». Selon le jugement, Pacific Aerospace a établi une coentreprise avec la Beijing General Aviation Company, à laquelle elle a vendu l'aéronef en question en septembre 2015. Le même mois, Beijing General Aviation a informé Pacific Aerospace que l'aéronef avait été revendu à Freesky Aviation Company Limited, qui a informé Pacific Aerospace de son intention d'utiliser l'appareil à des fins touristiques en République populaire démocratique de Corée, ce qu'elle a fait sans que le titre de propriété soit modifié⁷⁸. Par un courriel au mois de janvier 2016, Beijing General Aviation a repris contact avec Pacific Aerospace concernant une pièce de rechange qui n'avait pas encore été livrée, en indiquant clairement que l'appareil se trouvait en République populaire démocratique de Corée, ce qui montre que Pacific Aerospace était au courant de la destination finale des pièces⁷⁹. Comme suite à cette affaire, Pacific Aerospace a adopté de nouvelles pratiques en matière de contrôle des exportations. Le Groupe d'experts a fait rapport à maintes reprises sur les techniques de contournement consistant à revendre des articles par l'intermédiaire de plusieurs entités afin de dissimuler leur destination finale.

Sierra Leone

82. Le Groupe d'experts a enquêté sur la participation possible de la République populaire démocratique de Corée à un projet de construction d'un camp militaire à Freetown en septembre 2018, activité interdite en application du paragraphe 9 de la

⁷⁷ S/2018/171, par. 145, et S/2017/150, par. 126 à 128.

⁷⁸ *New Zealand Customs Service c. Pacific Aerospace Ltd* [2018] NZDC 5034.

⁷⁹ S/2017/150, annexe 12-10.

résolution 2270 (2016). Selon les informations communiquées par un État membre de l'Union européenne, la carte topographique et l'étude pilote ont été réalisées par des travailleurs de la Nam Nam Cooperative General Company, également connue sous le nom de Namnamhupchochong Korea South-South Corporation (ainsi que sous les noms suivants : 조선남남협조총회사, Korea South-South Cooperation Corporation et Nam General Corporation) et désignée par le Département du trésor des États-Unis. Toujours d'après ces informations, l'entreprise guinéenne Guicopres est impliquée dans le projet. Guicopres a répondu au Groupe d'experts que « si [elle avait] commandé l'étude pilote aux Coréens, la cartographie topographique a[vait] été réalisée par des ingénieurs guinéens et français », ajoutant qu'« il n'y a[vait] donc jamais eu de collaboration ou de partenariat d'aucune sorte avec Nam Nam sur ce projet ». Toutefois, Guicopres a admis que « cette société [Nam Nam] a[vait] été rétribuée en échange d'un service ponctuel », ajoutant que « des mesures [avaient] été prises pour notifier la cessation de toute collaboration avec cette société » (voir annexe 25). Le 12 décembre 2018, le Groupe d'experts a de nouveau écrit à Guicopres pour lui demander qu'elle lui communique des informations détaillées et des documents sur ses relations avec Nam Nam et des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée. Le 20 décembre 2018, Guicopres a fourni la réponse suivante : « Nous n'avons contacté les travailleurs coréens qu'à l'occasion de la préparation du dossier de consultation pour la construction du camp de Freetown. Nous confirmons que ceux-ci [les employés de la société Nam Nam de la République populaire démocratique de Corée] n'ont travaillé avec nous que quelques jours dans le cadre des études d'avant-projet, puis nos ingénieurs géomètres et topographes ont pris le relais » (ibid.).

Afrique du Sud

83. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur l'accréditation et les déplacements de Ri Chang Su⁸⁰ et Choe Kwang Su⁸¹, ressortissants de la République populaire démocratique de Corée dont il a été signalé qu'ils participaient à une coopération militaire interdite au Mozambique et dont les passeports diplomatiques indiquent qu'ils sont accrédités auprès de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Pretoria. Choe Kwang Su, dont le passeport montre qu'il occupe les fonctions de Troisième Secrétaire à l'ambassade de Pretoria, est rentré en République populaire démocratique de Corée. Le passeport de Ri Chang Su, son successeur au Mozambique, identifie également celui-ci comme étant le Troisième Secrétaire aux affaires économiques et commerciales de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Pretoria⁸². Le Groupe d'experts a signalé dans un précédent rapport que la République populaire démocratique de Corée avait déjà eu recours à des diplomates affectés à son ambassade de Pretoria⁸³ pour mener des activités interdites dans les pays voisins au cours de la période allant de 2012 à 2014⁸⁴. En réponse à la demande du Groupe d'experts tendant à ce que lui soient communiqués les registres d'entrée et de sortie de ces personnes et les informations financières les concernant, l'Afrique du Sud a répondu que « le Ministère des relations internationales et de la coopération a[vait] examiné les archives des effectifs diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée en Afrique du Sud et souligné qu'il n'exist[ait] aucun mécanisme permettant

⁸⁰ S/2018/171, par. 94.

⁸¹ S/2017/150, par. 102.

⁸² S/2018/171, annexe 28, p. 143.

⁸³ S/2016/157, par. 173.

⁸⁴ Ibid., par. 173.

aux diplomates de la République populaire démocratique de Corée accrédités dans les pays voisins de l'être également en Afrique du Sud », ajoutant que « cela constituerait une fausse déclaration de la part de la République populaire démocratique de Corée, ce qui [était] le cas pour Chung Su Ri ». L'Afrique du Sud a également déclaré que pour ce qui était « des comptes bancaires que détiendraient en Afrique du Sud Kil Jong Hun, Kwang Yon, Ri Chang Su et Choe Kwang Su, ces informations ser[ai]ent vérifiées auprès du Financial Intelligence Centre (FIC) ». L'enquête se poursuit.

Soudan

84. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur les projets de coopération militaire entre la République populaire démocratique de Corée et le Soudan. Au cours de la période considérée, il a reçu des informations faisant état d'autres activités de coopération militaire entre les deux pays, notamment une lettre datée du 28 septembre 2016 entre Hussein al-Ali, trafiquant d'armes syrien, et la Chonryong Technology Trading Corporation⁸⁵, dans laquelle sont mentionnés de futurs transferts de technologie relatifs à des systèmes de missiles antichars Fagot et à des systèmes portables de défense antiaérienne destinés à « la fabrication militaire au Soudan »⁸⁶. Un État Membre a également informé le Groupe d'experts que la Sudan Master Technology Engineering Company, associée à la Sudan's Military Industry Corporation⁸⁷, avait eu des contacts en 2009 avec Choi Chan Han, également connu sous le nom de Solomon Choi, homme d'affaires australien travaillant pour le compte de la République populaire démocratique de Corée, qui avait été arrêté en Australie le 16 décembre 2017 pour avoir servi d'intermédiaire dans une vente de charbon et de composants de missile. Le 26 novembre 2018, le Soudan a informé le Comité que « la Military Industry Cooperation [sic] MIC (Soudan) n'a[vait] jamais traité avec une société du nom de "KOMID", mais avec une société du nom de "Future Electronic Company (FEC)" ». Le Soudan a également informé le Comité que la « Military Industry Cooperation [sic] (MIC) Soudan n'a[vait] jamais reçu de chargement de la République populaire démocratique de Corée et que tous les chargements provenaient d'autres pays ». En réponse aux informations communiquées par le Groupe d'experts concernant Kim Song Chol et Son Jong Hyok, représentants de la KOMID au Soudan, le Soudan a déclaré que « Kim Song Chol [était] entré au Soudan en 2013 et 2016 en utilisant différents noms et a[vait] quitté le pays en mai 2017 », ajoutant « qu'il n'[était] pas entré au Soudan depuis cette date en raison de l'interdiction de voyager qui lui a[vait] été imposée par les autorités compétentes ». Au sujet des activités d'Hussein al-Ali, le Soudan a informé le Comité que « [celui-ci] avait proposé ses services à la MIC (Soudan) en 2008, mais que la MIC ne l'avait pas rencontré et n'avait entretenu aucune collaboration avec lui ». Le Groupe d'experts a demandé que lui soient communiqués les noms et les informations figurant sur les passeports de tous les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et d'autres personnes employées par la Future Electronic Company au Soudan, que le Soudan dit avoir expulsées⁸⁸. Le Groupe d'experts a également demandé une copie

⁸⁵ La Chonryong Technology Corporation serait soupçonnée de s'être livrée à des transferts d'armes vers la République arabe syrienne en 2016, voir [S/2018/171](#), par. 133.

⁸⁶ Information communiquée par un État Membre.

⁸⁷ Il a été précédemment signalé que la Sudan Master Technology Engineering Company participait à des projets de coopération militaire avec la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID) portant sur des roquettes et des missiles, voir [S/2017/150](#), par. 106.

⁸⁸ Au paragraphe 4 du rapport national de mise en œuvre du 14 août 2018 ([S/AC.49/2018/98](#)) que le Soudan a transmis au Comité, le Soudan a déclaré que « le Gouvernement soudanais a[vait]

des contrats conclus entre la Future Electronic Company, la Sudan's Military Industry Corporation et la Sudan Master Technology Engineering Corporation, ainsi que des preuves de l'annulation de ces projets. Il a en outre demandé que lui soient transmis tous les documents relatifs aux entités de la République populaire démocratique de Corée désignées par l'ONU ou à d'autres entités qui auraient pu agir pour le compte de celles-ci au Soudan, notamment la KOMID, la Tanchon Commercial Bank, la Future Electronic Company, la Chongryong Technology Trading Corporation et la Chosun Keumcheong Technology General Trade Corporation, au sujet desquelles le Groupe d'experts a demandé des renseignements au Soudan entre décembre 2015 et novembre 2018 (voir annexe 26).

85. Le 2 janvier 2019, le Soudan a coopéré avec le Groupe d'experts et transmis les contrats et autres éléments de preuve demandés en précisant qu'« un seul accord-cadre a[vait] été conclu entre les sociétés SMT et FEC » et que « deux contrats d'application [avaient] ensuite été signés aux fins de la fourniture de pièces pour le projet de développement [d'armes de] 122 mm et de bombes aériennes »⁸⁹. En outre, les contrats entre la Future Electronic Company et la Sudan Master Technology Engineering Company portaient sur plusieurs autres programmes et articles « dans les domaines de la remise en état des radars orientaux, des systèmes de défense aérienne, de la communication tactique, de la maintenance, de la fourniture de pièces de rechange et de la formation » (voir annexe 27). Le Soudan a également coopéré avec le Groupe d'experts au sujet de la Future Electronic Company, société écran de la KOMID, et des représentants de cette dernière. En ce qui concerne Kim Song Chol, représentant de la KOMID, le Soudan a déclaré que « [celui-ci] s'[était] rendu [dans le pays] pour la première fois en 2013 pour suivre l'exécution des contrats relatifs au développement [d'armes] de 122 mm ». Il s'était ensuite rendu une deuxième fois au Soudan pour superviser certains groupes chargés de l'installation de radars P12 et P15. Le Soudan a ajouté que Kim Song Chol s'était ensuite « rendu au Soudan une troisième fois en 2016 sous un nom différent et avec un nouveau passeport afin de réclamer l'exécution de certaines obligations financières ». Le Soudan a fourni au Groupe d'experts des documents attestant que Kim Song Chol avait été interdit d'entrée dans le pays. En ce qui concerne la Future Electronic Company, société écran de la KOMID, les contrats montrent qu'elle était enregistrée dans un pays tiers et qu'elle était représentée par un certain Hong Man Bak, titulaire d'un passeport de la République populaire démocratique de Corée⁹⁰.

République arabe syrienne

86. Le Groupe d'experts a poursuivi ses multiples enquêtes sur les activités interdites se déroulant entre la République populaire démocratique de Corée et la République arabe syrienne, les déplacements continus de techniciens de la République populaire démocratique de Corée au départ et à destination de la République arabe syrienne, la présence dans ce pays de ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant pour le compte d'entités désignées de la République populaire démocratique de Corée et les activités de courtiers en armes syriens qui essaient de vendre du matériel militaire de la République populaire démocratique de Corée dans plusieurs États Membres d'Afrique et du Moyen-Orient.

expulsé le personnel de ladite société et lui a[vait] interdit d'entrer à nouveau au Soudan » et que « le dernier employé [était] parti le 12 août 2017 ».

⁸⁹ S/2017/150, par. 106.

⁹⁰ Passeport de la République populaire de Corée n° 836298402.

87. En 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts que des techniciens de la République populaire démocratique de Corée impliqués dans des activités interdites et travaillant pour des usines de la défense syrienne (Maamal al-Difaa) s'étaient également rendus en République arabe syrienne en 2016 et 2017. Il s'agissait notamment de trois ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ayant quitté la République arabe syrienne au printemps 2017⁹¹ (voir tableau 2).

⁹¹ La date exacte de leur départ est conservée dans le dossier.

Tableau 2
Informations sur les techniciens de la République populaire démocratique de Corée ayant visité la République arabe syrienne

<i>Nom</i>	<i>Année de naissance</i>	<i>Numéro de passeport</i>	<i>Année de délivrance</i>
Yang Kyong Song	1961	83632010	2016
Kim Jong Gil	1971	927120306	2017
Kim Thae Hyon	1966	927120305	2017

88. Selon l'État Membre, trois autres experts de la République populaire démocratique de Corée (voir tableau 3) sont arrivés en République arabe syrienne le 3 mai 2017 et ont été accueillis par le colonel Samer Haydar, membre du Département de la défense aérienne des Forces armées arabes syriennes.

Tableau 3
Informations sur les experts de la République populaire démocratique de Corée ayant visité la République arabe syrienne

<i>Nom</i>	<i>Année de naissance</i>	<i>Numéro de passeport</i>	<i>Année de délivrance</i>
Kim Yong Chol	1970	836238472	2016
Ko Jong Myong	1974	56343410	2013
Ri Song	1960	927220125	2017

89. Ces trois personnes ont obtenu un visa de trois mois auprès de l'ambassade de la République arabe syrienne à Pyongyang⁹². Leurs noms et numéros de passeport ne sont pas les mêmes que ceux des techniciens de la République populaire démocratique de Corée impliqués dans des activités liées à des missiles balistiques et d'autres activités interdites, qui s'étaient précédemment rendus en République arabe syrienne et en étaient repartis en février 2011, août 2016, novembre 2016 et mars 2017. C'est bien la preuve que la République populaire démocratique de Corée et la République arabe syrienne ont poursuivi leur coopération militaire interdite⁹³.

90. Le Groupe d'experts a également reçu des informations indiquant que des ressortissants syriens cherchaient à vendre des armes à plusieurs États d'Afrique et du Moyen-Orient pour le compte de la République populaire démocratique de Corée et auraient proposé des armes classiques et, dans certains cas, des missiles balistiques, à des groupes armés au Yémen et en Libye. D'après un État Membre, Hussein al-Ali⁹⁴, décrit comme un trafiquant d'armes syrien, se serait livré à une coopération militaire interdite au nom de la République populaire démocratique de Corée en cherchant à vendre des armes en Libye (voir par. 73), au Soudan (voir par. 84) et au Yémen (voir par. 97). Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de la part de la République arabe syrienne concernant l'ampleur des activités menées dans ces États Membres et d'autres États d'Afrique et du Moyen-Orient par M. Al-Ali et sa

⁹² Numéros de visa conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

⁹³ S/2018/171, par. 125 à 127. Les noms et les passeports de plusieurs de ces personnes sont conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

⁹⁴ Date de naissance : 1^{er} janvier 1942 ; numéro de passeport : 011095903 ; on trouvera une copie du passeport à l'annexe 30.

société « Consulting Bureau for Marketing »⁹⁵, basée à Damas. Il n'a pas non plus reçu de réponse à la demande qu'il avait adressée à M. Al-Ali tendant à ce que celui-ci rende compte en détail de ses relations passées et présentes avec le Ministère du matériel militaire de la République populaire démocratique de Corée, Saeng Pi'l, d'autres entités désignées de la République populaire démocratique de Corée ainsi que les ressortissants de ce pays agissant pour le compte de telles entités.

91. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que Ryu Jin, désigné en tant que représentant de la KOMID en République arabe syrienne, avait quitté ce pays. La République arabe syrienne n'a pas encore confirmé cette information et n'a pas précisé au Groupe d'experts si ce départ faisait suite à une expulsion au sens des paragraphes 13 ou 14 de la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que plusieurs personnes désignées et d'autres ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant pour le compte d'entités désignées, notamment Choe Jin Myong⁹⁶, résidaient toujours en République arabe syrienne.

92. En novembre 2018, le Groupe d'experts a été informé que la République arabe syrienne était l'un des deux marchés les plus lucratifs pour la République populaire démocratique de Corée pour ce qui était des biens et des services liés aux armements⁹⁷. Selon l'État Membre qui lui a communiqué ce renseignement, la République populaire démocratique de Corée poursuit sa coopération avec le Centre d'études et de recherches scientifiques et le Bureau d'approvisionnement des Forces armées. Le Directeur adjoint de la KOMID en République arabe syrienne se nomme Rim Yong Hyok, tandis que le remplaçant de Ryu Jin en tant que représentant principal en République arabe syrienne est connu sous le nom de « Kim ». Le Groupe d'experts a écrit à la République arabe syrienne (voir annexe 29) pour demander que lui soient communiqués des renseignements sur tous les ressortissants et toutes les organisations de la République populaire démocratique de Corée actifs en République arabe syrienne, en joignant à sa lettre une précédente réponse du pays (ibid.). La République arabe syrienne a répondu aux demandes qui lui avaient été précédemment adressées par le Groupe d'experts en déclarant que « les relations entre la République arabe syrienne et la République populaire démocratique de Corée [étaient] conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies », tout comme l'était la « représentation diplomatique » entre les deux pays (voir annexe 31).

Ouganda

93. Le Groupe d'experts a écrit à l'Ouganda le 10 décembre 2018 au sujet de l'article paru dans un journal, selon lequel la République populaire démocratique de Corée aurait fourni des armes légères et de petit calibre à l'Ouganda et dispensé une formation aux forces spéciales ougandaises, et la KOMID serait toujours présente dans le pays par l'intermédiaire de l'ambassade de la République populaire

⁹⁵ La dernière adresse publique connue du Consulting Bureau for Marketing est la suivante : P.O. Box 33177, Damas, République arabe syrienne ; tél. : 963-11-3325044, 3318888 ; fax : 963-11-3331000, courrier électronique : alali@net.sy.

⁹⁶ Choe Jin Myong est un représentant de longue date de la Chilsong Trading Company, qui commercialise du matériel militaire. M. Choe a collaboré avec Han Il, le représentant pour Beijing de la Daeryonggang Trading Corporation, entité désignée, en vue de négocier la vente de pièces destinées à la fabrication d'armes à une société syrienne de munitions, Yona Star International. Voir S/2018/171, par. 133.

⁹⁷ Deux membres du Groupe d'experts ont noté qu'aucune information statistique n'avait été communiquée au Groupe à ce sujet.

démocratique de Corée à Kampala. La même source indiquait en outre que des coentreprises interdites, telles que MKP, poursuivaient leurs activités dans le pays sous de nouveaux noms et que ces entités et leurs filiales entretenaient des liens à la fois avec la République populaire démocratique de Corée et avec les services de renseignement ougandais⁹⁸. Dans sa lettre du 10 décembre 2018, le Groupe d'experts a demandé que lui soient communiquées des copies de tous les contrats relatifs à la formation militaire et paramilitaire dispensée par la République populaire démocratique de Corée en Ouganda, ainsi que des preuves de la résiliation de ces contrats et du départ du personnel de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts a également demandé les noms et les informations figurant sur les passeports de tous les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée présents en Ouganda, notamment tous les conseillers militaires. L'Ouganda n'a pas encore donné suite à cette demande.

94. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur la présence et les activités de la KOMID en Ouganda. Selon un État Membre, la décision de l'Ouganda d'expulser deux représentants de la KOMID⁹⁹ « a empêché [celle-ci] de transférer hors du pays une somme substantielle en liquide dont on pense qu'elle est le produit des activités de la KOMID en Ouganda. Ri Kyong Hui, l'épouse de Yu Kyong Jin, et Jo Su Yong, celle de Jong Kuk Chol, ont tenté de faire sortir cet argent [du pays] ». L'État Membre a également informé le Groupe d'experts que « de hauts fonctionnaires du Ministère ougandais de la défense pourraient avoir été au fait des relations avec la KOMID », ajoutant que « ces fonctionnaires [étaient] impliqués de manière significative dans ces activités et que la question mérit[ait] un examen attentif ». L'Ouganda n'a pas encore donné suite à la demande de renseignements adressée par le Groupe d'experts concernant la somme saisie ou bloquée par tout autre moyen pour empêcher les représentants de la KOMID susmentionnés ou leurs épouses de transférer l'argent hors du pays, non plus qu'à la demande d'information sur les comptes bancaires utilisés.

Émirats arabes unis

95. Jusqu'en mai 2018 au moins, la Prime Okryu Art Gallery d'Abou Dhabi a présenté sur son site Web les œuvres d'artistes affiliés au Mansudae Art Studio (voir fig. XIX) et vendu des œuvres de la République populaire démocratique de Corée dans ses installations. Il était également indiqué sur le site Web que la galerie était affiliée au groupe de restaurants Okryugwan de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 32). Après que le Groupe d'experts a adressé aux Émirats arabes unis le 9 mai 2018, les pages du site du groupe de restaurants et de la galerie sont devenues inaccessibles. Le Groupe d'experts a obtenu des photographies, prises en décembre 2018, d'un écriteau placardé sur la porte de la galerie indiquant que « [celle-ci] [était] temporairement fermée pour rénovation et rouvrir[ait] bientôt ». Le 2 janvier 2019, les Émirats arabes unis ont répondu au Groupe d'experts qu'« aucun des employés de la Prime Okryu Art Gallery n'était citoyen de la RPDC [sic] » et que « le Gouvernement des Émirats arabes unis a[vait] fermé » la galerie. L'enquête se poursuit.

⁹⁸ Joe Parkinson, « Never take their photos : tracking the commandos, North Korea's secret export », *Wall Street Journal*, 9 décembre 2018, disponible à l'adresse suivante : www.wsj.com/articles/secret-workforce-funds-north-koreaand-defies-sanctions-1544379764.

⁹⁹ Dans son rapport final de 2018, le Groupe d'experts a pris note de la décision de l'Ouganda d'expulser deux diplomates de la République populaire démocratique de Corée agissant pour le compte de la KOMID. Voir S/2018/171, par. 142.

Figure XIX
Prime Okryu Gallery



Source : service Corée de la RFA, Jinkuk Kim.

République-Unie de Tanzanie

96. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités menées en République-Unie de Tanzanie par la Haegeumgang Trading Corporation (également connue sous le nom de Haegumgang) et sur la réparation et la modernisation des systèmes de missiles sol-air Pechora (S-125) et du radar tanzanien de défense aérienne P-12 entreprises par la République populaire démocratique de Corée pour un montant estimé à 10,49 millions d'euros¹⁰⁰. La République-Unie de Tanzanie n'a pas encore donné suite aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts.

Yémen

97. Le Groupe d'experts a enquêté sur les efforts déployés par le Ministère du matériel militaire de la République populaire démocratique de Corée et la KOMID pour fournir un large éventail d'armes classiques et de missiles balistiques au mouvement houthiste au Yémen par l'intermédiaire d'un mandataire connu, Hussein al-Ali, ressortissant syrien, et de sa société Consulting Bureau for Marketing, enregistrée en République arabe syrienne. Grâce à un État Membre, le Groupe d'experts a pu consulter une lettre datée du 13 juillet 2016 adressée par le dirigeant houthiste et général de division Zakaria Yahya al-Shami au Ministère du matériel militaire de la République populaire démocratique de Corée et à la Tosong Technology Trading Corporation, une filiale de la KOMID, pour les inviter à une réunion à Damas « en vue d'examiner la question du transfert de technologie et d'autres questions d'intérêt commun ». Selon l'État Membre, « un protocole de coopération entre le Yémen et la [République populaire démocratique de Corée] » a ensuite été négocié, notamment avec « Naif Ahmad Al Qanis, ambassadeur houthiste à Damas, et Hussein al-Ali, courtier en armes syrien ». Toujours selon l'État Membre, cette coopération portait sur un « large éventail de matériel militaire, notamment des Kalachnikov, des mitrailleuses PKC, des RPG-7, des RPG-29, des missiles Fagot, des missiles Igla, des chars, des systèmes de défense aérienne [et] des missiles balistiques ». Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à la demande d'information adressée au général de division Zakaria Yahya al-Shami, à Naif Ahmad al-Qanis et à Hussein al-Ali concernant le rôle qu'ils avaient joué dans ces négociations et les tentatives visant à acheminer des armes en provenance de la

¹⁰⁰ S/2018/171, par. 143.

République populaire démocratique de Corée ou pour le compte de celle-ci, ou à en orchestrer l'acheminement.

Zimbabwe

98. Le 9 juin 2018, le Zimbabwe a fourni des preuves de la radiation de la Mansudae Boka Design Company et de la fermeture de ses comptes bancaires en réponse aux demandes d'information que lui avaient adressées le Groupe d'experts concernant les activités des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et des sociétés affiliées à Mansudae au Zimbabwe¹⁰¹.

Application de l'interdiction relative aux articles de luxe

Rolls-Royce Phantom

99. Le Groupe d'experts a enquêté sur la première apparition publique d'une limousine Rolls-Royce Phantom à Pyongyang le 7 octobre 2018, en violation apparente de l'interdiction relative aux articles de luxe énoncée à l'alinéa a) iii) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) du Conseil de sécurité ainsi qu'au paragraphe 23 et à l'annexe IV de la résolution 2094 (2013), qui s'applique à la fourniture, à la vente ou au transfert directs ou indirects de véhicules de luxe à la République populaire démocratique de Corée. Dans la lettre qu'il a adressée à Rolls-Royce Motor Cars Ltd et à sa société mère, Bayerische Motoren Werke (BMW), le Groupe d'experts a relevé un certain nombre de signes distinctifs pour qu'elles puissent plus facilement déterminer de quel véhicule il s'agissait (voir fig. XX).

Figure XX

Rolls-Royce Phantom et signes distinctifs observés à Pyongyang le 7 octobre 2018



Source : Voice of America.

¹⁰¹ Ibid., par. 144.

100. Dans sa réponse, Rolls-Royce a informé le Groupe d'experts que ce véhicule était apparemment un modèle de septième génération de la série « Phantom Extended Wheelbase series II » fabriqué entre août 2012 et février 2017 dans son usine de Goodwood. Rolls-Royce a souligné que, sans le numéro d'identification du véhicule, elle était dans l'incapacité de répondre aux demandes de renseignements du Groupe d'experts. L'enquête se poursuit.

Rolls-Royce Ghost

101. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur le transfert au Bangladesh, par un diplomate de la République populaire démocratique de Corée, d'une limousine Rolls-Royce Ghost qui avait fait l'objet de fausses déclarations et avait été saisie par les Services du renseignement douanier du Bangladesh en janvier 2017¹⁰². Le Groupe d'experts a demandé au Bangladesh de l'informer du lieu où se trouvait le véhicule et de lui communiquer son rapport d'enquête sur la saisie. Le Bangladesh n'a pas encore donné suite aux multiples requêtes qui lui ont été adressées par le Groupe d'experts.

Limousines Mercedes-Benz

102. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les limousines Mercedes-Benz expédiées en République populaire démocratique de Corée, en vue notamment d'établir tous les numéros d'identification des véhicules et de déterminer si certains avaient été modifiés¹⁰³. Plusieurs de ces Mercedes-Benz ont été utilisées sans plaques d'immatriculation lors de réunions tenues à Singapour (voir fig. XXI), à Beijing (voir fig. XXII) et à Pyongyang, et ont servi au transport d'au moins un chef d'État étranger en République populaire démocratique de Corée en 2018 (voir *ibid.*). Le Groupe d'experts a écrit à Singapour et à la Chine pour demander que lui soient communiqués les registres des numéros d'identification des véhicules comme suite à ces transferts temporaires, ou les résultats des vérifications opérées par le Service de sécurité du Président de la République de Corée, dont le chef aurait été identifié comme passager de l'un des véhicules.

Figure XXI

Images de limousines Mercedes-Benz obtenues illicitement, sans plaques d'immatriculation, à Singapour, en juin 2018

¹⁰² S/2017/150, par. 125.

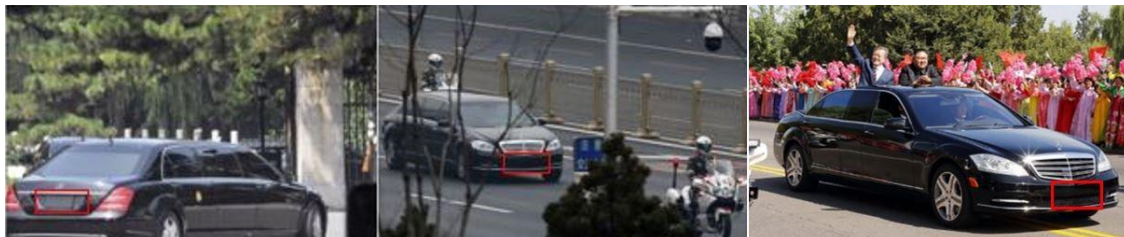
¹⁰³ Le Groupe d'experts a déterminé que plusieurs de ces Mercedes-Benz avaient été acheminées par conteneur depuis le port de Long Beach (Californie, États-Unis) jusqu'à Dalian (Chine), sur instruction de George Ma, homme d'affaires chinois dont la société, Seajet, mandataire d'Air Koryo, la compagnie aérienne de la République populaire démocratique de Corée, avait déjà participé en 2010 à l'expédition de matériel d'armement à Brazzaville. Ces véhicules ont ensuite été transférés dans des conteneurs d'expédition par la société Liaoning Danxing International Forwarding. Voir S/2016/157, par. 118 à 121, et annexes 76 à 85.



Source : YouTube.

Figure XXII

Images de limousines Mercedes-Benz obtenues illicitement, sans plaques d'immatriculation, à Beijing, en juin 2018 (à gauche) et mars 2018 (au centre), et à Pyongyang, en septembre 2018 (à droite)



Source : Reuters, Pyongyang Press Corps/Pool via Reuters.

103. Dans sa lettre du 4 décembre 2018, Singapour a informé le Groupe d'experts qu'« [elle] avait demandé que lui soient communiqués les numéros de châssis et de moteur des véhicules, mais [que] les autorités de la [République populaire démocratique de Corée] [avaient] refusé de révéler ces informations pour des raisons de sécurité nationale ».

Lexus LX 570

104. Le Groupe d'experts a enquêté sur l'apparition de plusieurs véhicules de luxe à traction intégrale Lexus LX 570 portant des plaques minéralogiques de la République populaire démocratique de Corée lors du sommet intercoréen de septembre 2018 (voir fig. XXIII), en violation manifeste de l'alinéa a) iii) du paragraphe 8 de la résolution [1718 \(2006\)](#) du Conseil de sécurité ainsi que du paragraphe 23 et de l'annexe IV de la résolution [2094 \(2013\)](#). La Toyota Motor Corporation a informé le Groupe d'experts qu'elle n'était pas en mesure d'établir le numéro d'identification du véhicule et que « Toyota appliqu[ait] les résolutions de l'ONU sur la [République populaire démocratique de Corée] et n'a[vait] nullement l'intention d'exporter ces véhicules à moteur en [République populaire démocratique de Corée] ou de les fabriquer [dans ce pays] », ajoutant qu'« [elle] ne p[ouvait] que supposer que ces véhicules [avaient] été obtenus par des voies non officielles et f[aisaient] l'objet d'échanges entre particuliers ». Toyota a également coopéré avec le Groupe d'experts en déclarant que cette génération de « LX 570 à traction intégrale a[vait] été produite de janvier 2012 à juillet 2015 ».

Figure XXIII Véhicules Lexus LX 570 observés lors du sommet intercoréen tenu à Pyongyang du 18 au 20 septembre 2018



Source : YouTube.

Vodka

105. En juillet 2018, les Pays-Bas ont informé le Groupe d'experts qu'ils avaient à titre temporaire saisi une cargaison de vodka, dont ils soupçonnaient qu'elle était acheminée vers la République populaire démocratique de Corée. Selon les Pays-Bas, la vodka (code 2208.60 du Système harmonisé) est considérée comme un « article de luxe » au sens du règlement (UE) 2017/2062 du Conseil. Les documents d'expédition accompagnant la cargaison ont montré que la vodka, fabriquée au Bélarus, était destinée à Liaoning Danxing International Forwarding, société ayant fait l'objet d'une enquête de la part du Groupe d'experts car on la soupçonnait d'avoir expédié des limousines Mercedes-Benz en République populaire démocratique de Corée. L'autre société mentionnée dans ces documents, Transit Prime International Logistics, possédait le même numéro de téléphone et la même adresse que Liaoning Danxing International Forwarding. Les Pays-Bas ont noté que la société Liaoning Danxing avait été mentionnée dans de précédents rapports du Groupe d'experts et que l'entreprise, en tant que transitaire, ne pouvait être la destinataire finale des articles. Le Groupe d'experts a écrit à Liaoning Danxing International Forwarding, dont le site Web indique qu'il s'agit d'une société de transport maritime par conteneurs acheminant des marchandises à destination de la République populaire démocratique de Corée¹⁰⁴, et demandé des informations sur la destination finale de la vodka.

106. Deux contrats relatifs à cette cargaison de vodka ont pu être obtenus par des voies séparées. Il en ressort que les produits avaient été vendus par le fabricant bélarussien à une entité géorgienne du nom de Noble House LLC, qui était donnée comme l'acquéreur dans les deux contrats. Le Groupe d'experts a écrit à Noble House pour demander que lui soit communiqué l'ensemble de la correspondance et des opérations financières entre Noble House, la Liaoning Danxing International Forwarding Company et Transit Prime International Logistics Co. Ltd. Noble House n'a fourni ni la correspondance, ni les registres des opérations financières demandés, mais a répondu que la Chine était la destination finale du fret et que la vodka devait être vendue « sur le marché du e-commerce ». La société a fourni une adresse électronique privée, un numéro de téléphone et le nom d'une personne qu'elle a présentée comme son « partenaire commercial » en Chine. Ni cette personne, ni Transit Prime International Logistics, ni Liaoning Danxing International Forwarding n'ont répondu aux demandes d'information du Groupe d'experts.

IV. Finances

107. Bien qu'elles aient été renforcées en 2017, les sanctions financières voient leur efficacité systématiquement minée par les pratiques frauduleuses de la République populaire démocratique de Corée et par l'incapacité des États Membres de reconnaître et de prévenir de telles pratiques. La République populaire démocratique de Corée bénéficie d'un accès ininterrompu au système financier international grâce à des réseaux financiers qui se sont rapidement adaptés aux dernières sanctions et utilisent des méthodes de contournement qui rendent compliquée la détection des activités illicites. Les États Membres continuent également de manquer à leur obligation d'adoption des mesures prescrites dans les résolutions du Conseil de sécurité, notamment le gel des avoirs et l'expulsion des représentants des banques de la République populaire démocratique de Corée opérant à l'étranger. Les personnes habilitées à agir en représentation des institutions financières de la République

¹⁰⁴ Le site Web de Liaoning Danxing International Forwarding a cessé de fonctionner en 2018.

populaire démocratique de Corée à l'étranger permettent au pays de se soustraire à des mesures de sanction telles que l'obligation faite aux États Membres de fermer toutes les filiales des banques de la République populaire démocratique de Corée relevant de leur juridiction. Les cyberattaques menées par la République populaire démocratique de Corée aux fins du transfert illégal de fonds sont devenues un outil important de contournement des sanctions et ont gagné en complexité et en ampleur depuis 2016.

108. Les enquêtes financières menées par le Groupe d'experts montrent également que les États Membres ne s'acquittent pas pleinement de l'obligation qui leur est faite de geler tous les avoirs contrôlés par des entités désignées ou des membres du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée qui se livrent à des activités revenant à violer ou à contourner une mesure de sanction quelle qu'elle soit. Dans plusieurs des affaires sur lesquelles le Groupe d'experts a enquêté, les États Membres ont fermé les comptes bancaires de personnes agissant au nom d'entités désignées, notamment le Bureau général de reconnaissance, mais n'ont pas gelé leurs avoirs et leur ont permis de transférer des fonds vers des banques situées dans d'autres pays. Les opérations mondiales de Glacom et de MKP se poursuivent malgré les précédents rapports du Groupe d'experts sur leurs activités illicites et les recommandations qu'il a faites au Comité et aux États Membres de désigner ces entités et de geler leurs avoirs. Si certains États Membres ont pris des mesures pour limiter le nombre de comptes que possèdent les ambassades et les diplomates de la République populaire démocratique de Corée dans leur juridiction, comme l'exigent les résolutions du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts a constaté que les diplomates contournaient ces dispositions en ouvrant et en gérant des comptes dans plusieurs pays, y compris certains dans lesquels ils n'étaient pas accrédités, dans le but de se livrer à des activités commerciales illicites. Enfin, le Groupe d'experts a enquêté sur l'existence de plus de 200 entités de coopération potentielles et entités se présentant comme des coentreprises dont les États Membres auraient dû ordonner la fermeture au plus tard le 9 janvier 2018 (c'est-à-dire dans les 120 jours suivant l'adoption de la résolution 2375 (2017) du Conseil). En outre, le Groupe d'experts a obtenu des informations indiquant que des sociétés qu'il considère comme des entités de coopération¹⁰⁵ pourraient également avoir violé d'autres dispositions des résolutions, notamment l'interdiction énoncée au paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016) du Conseil concernant l'utilisation des locaux diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée à des fins non diplomatiques. Le Groupe d'experts a également constaté qu'une société possédant des liens avec des entités désignées, notamment Mansudae et le Bureau général de reconnaissance, avait établi des coentreprises dans un autre pays et y menait des activités.

Cyberattaques

109. Le Groupe d'experts note que la République populaire démocratique de Corée a tendance à recourir à des cyberattaques pour transférer illégalement des fonds détenus dans des institutions financières et procéder à des échanges de cybermonnaie en contournant les sanctions financières. Selon un État Membre, « le cyberspace est utilisé par la [République populaire démocratique de Corée] comme un moyen

¹⁰⁵ Le Groupe d'experts a déjà examiné deux cas de collaboration dans lesquels une entité était gérée, dirigée ou détenue par au moins un non-ressortissant de la République populaire démocratique de Corée et un ressortissant ou une entité de la République populaire démocratique de Corée, en violation du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017) du Conseil de sécurité. Voir S/2018/171, par. 89 et 92.

asymétrique de mener des opérations illicites et clandestines relevant de la cybercriminalité et du contournement des sanctions. Ces opérations visent à obtenir des fonds par divers moyens afin de se soustraire aux sanctions » (voir annexe 33). Selon des informations communiquées par les États-Unis (pièces judiciaires, déclarations du Gouvernement et de fonctionnaires et autres documents), le Bureau général de reconnaissance est responsable de plusieurs cyberattaques menées par la République populaire démocratique de Corée et joue un rôle déterminant dans ces activités¹⁰⁶. En 2017, un troisième État Membre a informé le Groupe d'experts que le Bureau général de reconnaissance avait supervisé et mené des cyberattaques non seulement pour détruire des infrastructures et recueillir des renseignements, mais aussi pour obtenir des devises étrangères¹⁰⁷. En 2018, un quatrième État Membre a adressé au Groupe d'experts une lettre dans laquelle étaient mentionnées des cyberattaques imputées au Bureau général de reconnaissance. Selon les informations communiquées dans cette lettre, certains éléments donnent à penser que « des unités militaires spécialisées dans la cyberactivité sont directement chargées de générer des revenus pour le régime ».

110. Le 28 juillet 2016, la Police nationale de la République de Corée a attribué au Bureau général de reconnaissance la responsabilité d'une cyberattaque contre le centre d'achats en ligne Interpark, affirmant qu'il s'agissait d'une tentative d'« acquisition criminelle de devises étrangères » (voir annexe 35), qui aurait pu permettre de contourner le gel des avoirs. Le Groupe d'experts considère qu'il s'agit là d'une tentative de la part d'une entité désignée d'échapper aux sanctions en recourant à une cyberattaque pour transférer illégalement 2,7 millions de dollars.

111. Le 6 septembre 2018, le Gouvernement des États-Unis a mis en accusation Park Jin Hyok, pirate informatique de la République populaire démocratique de Corée et

¹⁰⁶ Voir annexe 34. En 2017, une évaluation menée par l'Office national de sécurité des États-Unis et diffusée dans les médias a permis d'établir un lien entre le logiciel rançonneur WannaCry et le Bureau général de reconnaissance sur le fondement d'adresses de protocole Internet connues pour avoir été utilisées par le Bureau. Voir Ellen Nakashima, « The NSA has linked the WannaCry computer worm to North Korea », *Washington Post*, 14 juin 2017, consultable à l'adresse suivante : <https://wapo.st/2EYAVBB> (les États-Unis et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont publié d'autres déclarations, qui sont consultables aux adresses suivantes : <https://bit.ly/2BK7qm6> et <https://bit.ly/2GPGUvn>). Voir Daniel Glaser, Secrétaire adjoint à la lutte contre le financement du terrorisme, Département du trésor des États-Unis, déclaration prononcée devant le Congrès en janvier 2015, consultable à l'adresse suivante : www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-114hrg92556/html/CHRG-114hrg92556.htm. Voir James R. Clapper, Directeur du renseignement national américain, « National intelligence, North Korea, and the national cyberdiscussion », remarques formulées lors d'une conférence internationale sur la cybersécurité en janvier 2015. Selon le Congressional Research Service des États-Unis, « la plupart des sources indiquent que les cyberopérations [de la République populaire démocratique de Corée] ont leur siège au Bureau général de reconnaissance (RGB) ». Voir <https://fas.org/sgp/crs/row/R44912.pdf>. La plainte pénale mentionnée ci-dessous, rendue publique par le Ministère de la justice des États-Unis le 6 septembre 2018 dans le cadre de l'affaire Park Jin Hyok, attribue également au Bureau général de reconnaissance la responsabilité des cyberattaques menées par la République populaire démocratique de Corée. Dans le contexte de la désignation du Bureau général de reconnaissance en réponse à l'attaque dirigée contre Sony Pictures Entertainment, le Département du trésor des États-Unis a déclaré que « nombre des grandes cyberopérations de la [République populaire démocratique de Corée] pass[ai]ent par le [Bureau général de reconnaissance] ». Voir www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/j19733.aspx.

¹⁰⁷ L'État Membre a informé le Groupe d'experts que cette conclusion reposait sur les estimations obtenues en évaluant la codification et les attributs.

membre d'une organisation connue sous le nom de « groupe Lazarus »¹⁰⁸, pour participation à un « vaste complot sur plusieurs années visant à commettre des intrusions informatiques et à mener des activités électroniques frauduleuses, organisé par des conspirateurs agissant pour le compte du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée »¹⁰⁹. Selon les États-Unis, M. Park « s'est déjà rendu en Chine par le passé et a mené des activités informatiques légitimes pour le compte de la société écran « Chosun Expo » ou de la Korean Expo Joint Venture, en sus des activités exercées pour le compte du Bureau général de reconnaissance de la [République populaire démocratique de Corée] »¹¹⁰ (voir annexe 36). Le Groupe d'experts a demandé des informations au Gouvernement chinois sur les activités de Chosun Expo et la poursuite éventuelle de son exploitation en tant que coentreprise ou entité de coopération interdite par la résolution 2375 (2017) du Conseil de sécurité. La Chine a répondu qu'« [elle] a[vait] mené une enquête sur la base des informations fournies par le Groupe d'experts » et qu'« [elle] n'a[vait] jusqu'à présent repéré aucune entreprise enregistrée sous le nom de Chosun Expo Joint Venture et ne dispos[ait] actuellement d'aucune information sur Park Jin Hyok ».

112. Selon les États-Unis, Park Jin Hyok et ses complices ont également « planifié puis exécuté le transfert frauduleux de 81 millions de dollars depuis la Bangladesh Bank [...] et se sont livrés à des intrusions informatiques et à des cyberbraquages visant de nombreux autres services financiers des États-Unis et d'autres pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud en 2015, 2016, 2017 et 2018, pour tenter de détourner des sommes dépassant largement le milliard de dollars »¹¹¹. Les 81 millions de dollars ont été soustraits avec succès du compte détenu par la Bangladesh Bank à la Banque fédérale de réserve de New York à l'aide du système SWIFT et transférés vers des comptes aux Philippines, où ils ont « ensuite été blanchis par l'intermédiaire de plusieurs comptes bancaires, d'une entreprise de transfert de fonds et de visites au casino »¹¹². Les Philippines ont fourni au Groupe d'experts des rapports d'audit interne, des extraits de la correspondance bancaire, des images de vidéosurveillance et d'autres informations concernant la recherche des fonds détournés, dont la plupart n'ont pas encore été retrouvés. Le Groupe d'experts poursuit son enquête.

113. Le Groupe d'experts a enquêté sur deux autres cyberattaques à but lucratif dans lesquelles la République populaire démocratique de Corée avait tenté de transférer illégalement plus de 20 millions de dollars. En mai 2018, une cyberattaque menée par un groupe de menaces persistantes avancées (Advanced Persistent Threat – APT) de la République populaire démocratique de Corée a permis le transfert de 10 millions

¹⁰⁸ Le Gouvernement américain désigne les cyberacteurs soutenus par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée par le nom de code « Hidden Cobra ». Voir www.us-cert.gov/HIDDEN-COBRA-North-Korean-Malicious-Cyber-Activity.

¹⁰⁹ Cour de district des États-Unis, District central de Californie, *United States of America v. PARK JIN HYOK*, affaire n° MJ18-1479, plainte pénale, 8 juin 2018, par. 6, consultable à l'adresse suivante : www.justice.gov/opa/press-release/file/1092091/download.

¹¹⁰ Les États-Unis ont déclaré que Chosun Expo était « une société écran affiliée à Lab 110, l'une des organisations de piratage du Gouvernement [de la République populaire démocratique de Corée] » et que « ce groupe de pirates [avait] été baptisé par certains chercheurs en cybersécurité privés du nom de "groupe Lazarus" ». Voir l'annexe 36, intitulée « Wanted by the FBI, PARK JIN HYOK, Conspiracy to Commit Wire Fraud ; Conspiracy to Commit Computer-Related Fraud (Computer Intrusion) ».

¹¹¹ Cour de district des États-Unis, *United States of America v. PARK JIN HYOK*, par. 8.

¹¹² *Ibid.*, par. 144. Le Groupe d'experts note qu'à l'époque, les casinos n'étaient pas considérés comme des institutions financières aux Philippines et n'étaient donc pas soumis à la loi de lutte contre le blanchiment d'argent en vigueur dans le pays.

de dollars depuis le Banco de Chile vers des comptes principalement situés à Hong Kong au moyen de transactions non autorisées effectuées à l'aide du système SWIFT. Une analyse technique de sources ouvertes fondée sur les adresses de protocole Internet et d'autres informations publiées par le Département de la justice des États-Unis a permis d'établir un lien entre les auteurs et Lab 110¹¹³ qui, selon les États-Unis, relève du Bureau général de reconnaissance¹¹⁴. En août 2018, 13,5 millions de dollars environ ont été détournés de la Cosmos Bank en Inde dans le cadre de plus de 14 000 retraits réalisés simultanément dans des guichets automatiques bancaires de 28 pays, ainsi qu'au moyen de virements supplémentaires effectués à l'aide du système SWIFT vers un compte appartenant à une société basée à Hong Kong. Le 2 octobre 2018, les États-Unis ont réagi à ces attaques de guichets automatiques en lançant une alerte « FASTCash Campaign » concernant la République populaire démocratique de Corée¹¹⁵. Ces attaques récentes montrent que les cyberattaques à des fins lucratives menées par la République populaire démocratique de Corée sont de plus en plus sophistiquées et qu'elle cherche sans cesse à faire évoluer les outils et les tactiques qu'elle utilise. L'attaque contre la Cosmos Bank était une opération complexe, bien planifiée et étroitement coordonnée qui a permis de contourner les trois principaux niveaux de défense énoncés dans les directives de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) en matière d'atténuation des attaques visant des banques et des guichets automatiques¹¹⁶. Les auteurs de l'attaque contre la Cosmos Bank ont pu compromettre non seulement le réseau SWIFT pour transférer des fonds vers d'autres comptes, mais également les processus bancaires internes de façon simultanée pour contourner les procédures de vérification des transactions et ordonner des transferts internationaux vers près de 30 pays, où les fonds ont été retirés physiquement par des particuliers dans le cadre de plus de 10 000 transactions distinctes au cours d'un week-end.

114. Le Groupe d'experts note qu'outre les attaques visant la monnaie fiduciaire, les cyberattaques dirigées contre la cybermonnaie offrent à la République populaire démocratique de Corée de nouveaux moyens de contourner les sanctions, ce type de monnaie étant plus difficile à localiser, pouvant être blanchi de nombreuses fois et n'étant pas réglementé par les pouvoirs publics. Lors de l'attaque WannaCry menée par le Bureau général de reconnaissance en 2017, la rançon a été demandée en cybermonnaie. Selon une estimation, cinq attaques visant des échanges de cybermonnaie perpétrées en Asie par la République populaire démocratique de Corée entre janvier 2017 et septembre 2018 ont été couronnées de succès, entraînant une perte totale de 571 millions de dollars¹¹⁷ (voir annexe 39).

¹¹³ Voir annexes 37 et 38.

¹¹⁴ L'État Membre a informé le Groupe d'experts que cette conclusion reposait sur les estimations obtenues en évaluant la codification et les attributs, voir aussi l'annexe 36.

¹¹⁵ États-Unis, Département de la sécurité du territoire, Alerte Hidden Cobra (TA18-275A) – FASTCash campaign, 2 octobre 2018, consultable à l'adresse suivante : www.us-cert.gov/ncas/alerts/TA18-275A.

¹¹⁶ Voir Oleg Kolesnikov, « Securonix Threat Research Report : Cosmos Bank SWIFT/ATM US\$13.5 million cyber attack detection using security analytics », 27 août 2018, consultable à l'adresse suivante : <http://bit.ly/2sgABa0>.

¹¹⁷ Group-IB, « 14 cyberattacks on crypto exchanges resulted in a loss of \$882 million », 17 octobre 2018, consultable à l'adresse suivante : www.group-ib.com/media/gib-crypto-summary/. Voir aussi l'annexe 39 et Priscilla Moriuchi, « North Korea turning to cryptos to counter economic sanctions », *The Hill*, 22 janvier 2018, consultable à l'adresse suivante : <https://thehill.com/opinion/international/370114-north-korea-turning-to-cryptos-to-counter-economic-sanctions>.

115. On trouve dans le dernier rapport final en date du Groupe d'experts des informations montrant que les agents du Bureau général de reconnaissance – et les membres de leur famille – responsables des activités financières illégales en Europe, notamment de virements importants sur des comptes situés dans des pays de l'Union européenne et d'Asie, étaient à la fois hautement qualifiés et extrêmement compétents dans le domaine informatique et que l'un deux, Kim Su Gwang, s'était vu confier d'importantes responsabilités dans la gestion des systèmes informatiques de l'organisation¹¹⁸.

Recommandations

116. Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité tienne compte, dans l'énoncé des futures mesures de sanction financière, des cyberattaques que mène la République populaire démocratique de Corée pour générer illégalement des recettes pour le pays, en contravention avec les dispositions des résolutions.

117. Les États Membres devraient renforcer leurs capacités d'échanger des informations de gouvernement à gouvernement et avec leurs propres institutions financières, sur les cyberattaques menées par la République populaire démocratique de Corée, de manière à déceler et à déjouer les tentatives de la République populaire démocratique de Corée d'employer ses cybercapacités pour contourner les sanctions.

118. Les informations relatives aux cyberattaques menées par le Bureau général de reconnaissance afin d'échapper aux sanctions financières et d'obtenir des devises étrangères devraient être consignées dans l'entrée consacrée au Bureau général de reconnaissance de la liste relative aux sanctions établie par le Comité 1718.

Activités du personnel diplomatique de la République populaire démocratique de Corée dans le domaine financier

119. Le Groupe d'experts a enquêté sur un diplomate de la République populaire démocratique de Corée, Kim Jong Chol (alias Ri Jong Chol), qui a été par le passé en poste en Malaisie. Celui-ci a mené des activités pour le compte de la Korea Ponghwa General Trading Corporation qui, selon des documents obtenus par le Groupe, est associée à la Korea Kumgang Bank¹¹⁹. Faute de place, les informations relatives à cette affaire sont données à l'annexe 40. Le fait qu'un national de la République populaire démocratique de Corée occupant un poste de diplomate à l'ambassade de Kuala Lumpur ait fait des affaires au nom d'entités de la République populaire démocratique de Corée et d'institutions financières s'inscrit dans le droit fil des méthodes déjà décrites par le Groupe d'experts.

120. Le Groupe d'experts a enquêté sur les pratiques bancaires d'un autre diplomate de la République populaire démocratique de Corée accrédité dans un pays de l'Union européenne, Kim Chol Yong, qui avait aidé à organiser l'expédition de quatre groupes

¹¹⁸ S/2018/171, annexe 46.

¹¹⁹ La Korea Kumgang Bank (금강은행, également connue sous le nom « Kumgang Export and Import Bank, 金剛銀行 »), est une banque spécialisée dans le règlement des opérations d'import-export de diverses sociétés commerciales de la République populaire démocratique de Corée, dont la Korea Ponghwa General Trading Corporation. La Korea Ponghwa General Trading Corporation relève du Comité économique extérieur du Cabinet du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et est associée à la Korea Pyongyang Trading Company.

électrogènes à destination de la République populaire démocratique de Corée via la Chine en 2016, qui ont été interceptés par les Pays-Bas (voir par. 80). Kim Chol Yong a utilisé plus d'une dizaine de comptes bancaires dans des institutions financières de l'Union européenne pour faire des affaires aux Pays-Bas et dans au moins trois autres États membres de l'Union européenne.

121. Pour ouvrir et utiliser ses comptes bancaires, Kim a eu recours à bon nombre des tactiques de contournement déjà relevées par le Groupe d'experts : ouverture de comptes sous des adresses différentes ; ouverture de comptes au nom d'une société écran ; ouverture de multiples comptes au nom de membres de sa famille, en particulier sa femme et son fils ; ouverture de comptes au nom de la mission diplomatique de la République populaire démocratique de Corée. Lors de l'ouverture de comptes bancaires, il a également donné des orthographes différentes de son nom ou de celui de ses cosignataires (par exemple, Kim Chol, Kim Chol Yong, Kim Cholyong, Chol Yong Kim). En outre, Kim et son épouse détenaient depuis longtemps des contrats d'épargne assurance-vie (appelés également « assurance-vie à valeur de rachat »), qu'ils ont pu réaliser pour un montant supérieur à un million d'euros à la fin de 2017, soit plus d'un an après l'interception de la tentative d'expédition¹²⁰.

122. Le Groupe d'experts a déjà recommandé aux États Membres d'étendre le champ d'application du paragraphe 16 de la résolution 2321 (2016) à tous les membres du personnel d'ambassade et de veiller à ce que les diplomates n'ouvrent pas de comptes bancaires supplémentaires au nom de membres de leur famille ou de sociétés écrans. Les autorités compétentes devraient également vérifier que le compte bancaire de chaque diplomate soit fermé au terme de sa mission dans le pays.

123. Le Groupe d'experts a également enquêté sur des cas de contournement de la disposition du paragraphe 16 de la résolution 2321 (2016). À la clôture de leur compte, des diplomates en transféraient le solde à des institutions financières de pays dans lesquels ils n'étaient pas accrédités. Compte tenu de ce qui précède et du fait que des diplomates de la République populaire démocratique de Corée résidant dans un pays font des affaires dans d'autres pays, le Groupe d'experts recommande que les États Membres donnent des instructions de manière à ce qu'une seule banque soit désignée comme habilitée à ouvrir des comptes pour l'ambassade et les diplomates de la République populaire démocratique de Corée et que toutes les autres soient priées de s'abstenir d'ouvrir des comptes pour les diplomates de la République populaire démocratique de Corée ou les membres de leur famille. Le Groupe d'experts rappelle qu'aux termes du paragraphe 16 de la résolution 2321 (2016), il est interdit aux diplomates de détenir plusieurs comptes dans des devises différentes.

Représentants des banques de la République populaire démocratique de Corée résidant à l'étranger

124. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête concernant plus de 30 représentants d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée menant des activités à l'étranger, dont Tanchon Commercial Bank, Korea Kumgang Bank, Foreign Trade Bank, Cheil Credit Bank, Daesong Bank, Ilsim International Bank, Bank of East Land, Daedong Credit Bank, Unification Development Bank et Ryugyong Commercial Bank. Il a constaté que ces banques opéraient par l'intermédiaire de représentants en Chine, en Libye, en Fédération de Russie, en République arabe syrienne et aux Émirats arabes unis (voir annexes 41

¹²⁰ Le solde de ce compte a été versé sur l'unique compte autorisé qu'il détient, conformément à la réglementation de l'Union européenne susmentionnée.

et 42). Il note que des méthodes de paiement qui avaient déjà été utilisées par des représentants de banques de la République populaire démocratique de Corée pour se soustraire aux sanctions ont de nouveau été employées en 2018 pour les paiements de transbordements (voir annexe 43). Il rappelle que tous les États Membres susmentionnés doivent, conformément au paragraphe 33 de la résolution 2321 (2016), expulser toutes les personnes agissant pour le compte d'une institution financière de la République populaire démocratique de Corée.

125. Dans sa réponse, la Fédération de Russie a informé le Groupe d'experts que « M. Han Jang Su [était] le Troisième Secrétaire de la Section du Conseiller commercial de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Fédération de Russie et qu'il a[vait] été officiellement accrédité par le Ministère des affaires étrangères russe. Il [était] entré dans le pays le 23 juin 2017 et y séjour[n]ait légalement. Aucune information ne fai[sait]t état d'activités incompatibles avec son statut officiel. L'agrément bancaire de la banque, Agrosoyuz, que M. Han Jang Su aurait utilisée pour mener des activités liées à la FTB [...], a[vait] été révoqué par la Banque centrale. » Le Groupe d'experts rappelle que, étant donné que Han Jang Su est désigné comme « représentant en chef de la Foreign Trade Bank » dans la résolution 2371 (2017), les États Membres sont tenus de l'expulser, conformément au paragraphe 33 de la résolution 2321 (2016). Il rappelle également que, selon les bureaux des représentants des entités juridiques étrangères du Registre des filiales accréditées du Service fédéral fiscal de la Fédération de Russie (RAFP), le directeur du siège moscovite de la Foreign Trade Bank de la République populaire démocratique de Corée est « Han Zan Su » (Хан Зан Су) (voir annexe 44)¹²¹. Cette affaire semble présenter des caractéristiques similaires à celles déjà décrites par le Groupe d'experts, dans lesquelles des diplomates de la République populaire démocratique de Corée utilisaient leur statut et leur ambassade pour contrevenir aux dispositions des résolutions¹²².

Opérations financières du Bureau général de reconnaissance

126. En ce qui concerne les activités financières et les actifs des agents du Bureau général de reconnaissance, Kim Yong Nam et Kim Su Gwang, et des membres de leur famille, le Bélarus a informé le Groupe d'experts que Kim Su Gwang avait été accrédité en sa qualité de représentant adjoint au commerce de la République populaire démocratique de Corée le 24 septembre 2015. Il avait vécu avec des membres de sa famille jusqu'à leur sortie du pays, par la frontière entre le Bélarus et l'Ukraine, le 16 décembre 2017, dans un véhicule diplomatique. Le Bélarus a indiqué que Kim avait passé l'essentiel de son temps à l'étranger et que sa femme avait acheté dans des pays voisins des articles qu'elle avait fait expédier en République populaire démocratique de Corée, en utilisant le nom d'une société chinoise ayant ses bureaux à Beijing et en transférant des fonds pour régler ces achats depuis un compte ouvert dans une banque chinoise à Shanghai, ce qui confirme les informations communiquées par le Groupe d'experts dans ses précédents rapports concernant des retraits d'espèces effectués par le Bureau général de reconnaissance à Beijing et à Shanghai sur des comptes contrôlés par Kim Su Gwang¹²³. En outre, lorsque les comptes de Kim Su Gwang et de Kim Yong Nam [et les comptes conjoints de ce dernier avec son épouse, Kim (Djang) Tcheul (Hy)] ont été clôturés par un autre État

¹²¹ Selon un document d'enregistrement officiel daté du 7 janvier 2019 (consulté le 8 janvier 2019), indiquant que les informations ont été saisies le 13 janvier 2016.

¹²² S/2018/171, par. 84, 85, 94, 103, 132 et 142 ; S/2017/150, par. 18 à 21, 25, 91, 103, 161, 162, 182, 189 et 208, et tableau 8 ; S/2017/742, par. 49 et 50.

¹²³ S/2018/171, par. 169 à 172.

Membre, les fonds qui étaient sur l'un des comptes ont été transférés sur un compte au nom de l'épouse de Kim Yong Nam dans la même agence bancaire de Shanghai. Dans sa réponse au Groupe d'experts au sujet de ce compte bancaire, la Chine a déclaré que « la Chine n'a[vait] trouvé aucun compte détenu par le [Bureau général de reconnaissance] dans les institutions financières chinoises. » Le Groupe d'experts rappelle que les États Membres sont tenus de geler les avoirs de toutes les personnes agissant pour le compte du Bureau général de reconnaissance, y compris en ce qui concerne les comptes bancaires ouverts par des agents du Bureau au nom de membres de leur famille pour contourner les sanctions.

Malaysia-Korea Partners Group of Companies

127. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur MKP, une importante coentreprise de la République populaire démocratique de Corée établie en Malaisie, dont il a déterminé qu'elle avait des liens avec le Bureau général de reconnaissance, le Mansudae Overseas Project Group of Companies et les institutions financières de la République populaire démocratique de Corée¹²⁴.

128. La Zambie a ouvert une enquête sur le réseau MKP et coopéré avec le Groupe d'experts. Il ressort des documents qu'elle lui a communiqués qu'Han Hun Il (fondateur de MKP et agent du Bureau général de reconnaissance) a effectué au moins deux voyages en Zambie en 2017 en utilisant son passeport de service, n° 8361348791 (venant à expiration le 9 mars 2021 ; voir annexe 45), en violation de l'interdiction de voyager¹²⁵. Ces voyages remettent doublement en question les déclarations faites au Groupe d'experts par MKP Malaysia, qui avait affirmé que les opérations en Zambie étaient gérées de manière indépendante¹²⁶. On trouvera davantage d'information sur les conclusions actualisées du Groupe d'experts concernant ses enquêtes sur les activités de MKP en Zambie, à l'annexe 46, en Malaisie, à l'annexe 47, et en Ouganda, aux paragraphes 155 et 156 et à l'annexe 74.

129. Une seule des 13 sociétés apparentées à MKP en Zambie, la Korea General Corporation for External Construction (alias GENCO, alias KOGEN), ne compte que des nationaux de la République populaire démocratique de Corée parmi ses directeurs. D'après les informations fournies par la Zambie et l'enquête complémentaire menée par le Groupe d'experts, il est évident que GENCO/KOGEN, comme MKP, entretient des liens avec le Mansudae Overseas Project Group¹²⁷. Les deux entreprises, GENCO/KOGEN et MKP, affirment toutes deux avoir construit plusieurs mêmes sites par le passé, en faisant appel à de la main-d'œuvre de la République populaire démocratique de Corée (voir annexes 46 à 51). De fait, le Mansudae, MKP et la GENCO/KOGEN ont tous, à divers degrés, affirmé avoir travaillé sur les mêmes projets. En outre, selon une brochure de la KOGEN, l'équipe de direction en Zambie se compose de 11 nationaux de la République populaire démocratique de Corée, outre Han Hun Il, Ho Un Ran et Yon Il, dont la Zambie affirme qu'ils sont liés à la KOGEN

¹²⁴ Le Groupe d'experts a déjà indiqué que Han Hun Il était un agent du Bureau général de reconnaissance de la République populaire démocratique de Corée (voir S/2018/171, par. 189 et 190). Pour les conclusions antérieures du Groupe d'experts sur le Malaysia-Korean Partners Group of Companies (MKP), voir S/2018/171, par. 189 à 202.

¹²⁵ En ce qui concerne les voyages effectués par des nationaux de la République populaire démocratique de Corée à destination et en provenance de la Zambie pour travailler avec des entreprises apparentées à MKP, des documents indiquent que Doubaï est l'escale la plus fréquente.

¹²⁶ Le Groupe d'experts a déjà démontré que tel n'était pas le cas. Voir S/2018/171, par. 189 à 202.

¹²⁷ En ce qui concerne les opérations de MKP pour le compte du Mansudae Overseas Project Group of Companies, voir S/2018/171, par. 189 à 202.

par l'intermédiaire de Yazid Merzouk (équipe de direction) (voir annexe 52). Les directeurs de la KOGEN en Zambie ont également enregistré une société supplémentaire, Chammae Construction Limited, en donnant les mêmes adresses physique et électroniques, les mêmes coordonnées de courrier électronique et les mêmes noms pour les directeurs, à l'exception d'un directeur supplémentaire, un homme d'affaires zambien nommé Sam Maurice Mbewe (carte nationale d'enregistrement n° 296387/74/1). La société a été constituée le même jour que la KOGEN/GENCO, le 15 juin 2012 (voir annexe 59).

130. L'analyse des comptes bancaires de la GENCO/KOGEN en Zambie, en dollars et en monnaie locale, a révélé une activité à intervalles réguliers (en liquide ou par chèque) et un nombre élevé de transactions. Les comptes présentaient des profils d'activité similaires : des dépôts de chèques, suivis de virements entrants, suivis de retraits par chèque à intervalles réguliers. C'est le même type de mouvements qui ont été observés dans le cas des comptes bancaires du MKP TMS Hospital et dans les pratiques bancaires des agents de Glocom et du Bureau général de reconnaissance en Europe et en Asie¹²⁸.

131. Les comptes bancaires détenus par l'entreprise MKP dans deux banques zambiennes ont été ouverts au nom de deux nationaux de la République populaire démocratique de Corée, Ri Kwang Song (리광송) et Han Chan Ho. D'après des informations provenant de sources publiques, une personne du nom de Kwang Song Ri a déjà exercé les fonctions de conseiller (参赞) à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Beijing en 2013 (李光先) (voir annexes 53 et 54). D'autres documents provenant de sources publiques indiquent que Kwang Song Ri a utilisé 리광송 et les alias Ri Kwang-Son et Ri Kwangson, qui ont été transcrits en coréen par 리광선 (voir annexe 53). D'autres informations provenant de sources publiques montrent qu'une personne du même nom, Ri Kwang Song (리광송), occupait un poste de diplomate à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée au Caire au moins jusqu'en novembre 2017 (voir annexes 55 et 56). Le Groupe d'experts note que la République populaire démocratique de Corée a déjà eu recours par le passé à certains de ses diplomates pour ouvrir des comptes bancaires à l'étranger.

132. L'enquête que mène le Groupe d'experts sur les activités de la GENCO/KOGEN a montré qu'outre la Zambie, l'entreprise disposait d'un vaste réseau et était bien implantée dans plusieurs pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Eurasie, où elle utilise des travailleurs, exploite des entités de coopération interdites et des coentreprises de la République populaire démocratique de Corée et génère des revenus importants. Selon un État Membre, la GENCO/KOGEN « s'est efforcée de placer des travailleurs nord-coréens au Moyen-Orient dans le but de gagner des devises fortes pour [le Gouvernement nord-coréen] »¹²⁹. Le Groupe d'experts a pu établir que la KOGEN menait des activités par le biais d'une coentreprise avec une entreprise des Émirats arabes unis. Il poursuit son enquête sur cette entreprise (voir annexes 57 et 58).

133. En Afrique, la GENCO/KOGEN est présente au Nigeria, en Côte d'Ivoire et en Guinée équatoriale. Au Nigeria, elle est enregistrée sous le nom de « Korea General

¹²⁸ Voir S/2018/171, par. 156 à 202.

¹²⁹ Département du trésor des États-Unis, « Treasury sanctions individuals and entities supporting the North Korean Government and its nuclear and weapons proliferation efforts », communiqué de presse, 2 décembre 2016. Consultable à l'adresse suivante : www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/jl0677.aspx.

Company for External Construction GENCO (Nigeria) » (voir annexe 60) et donne la « Korea General Co. for External Construction Genco » comme actionnaire majoritaire et Kim Yong Sik et Kim Yong Hwan comme actionnaires minoritaires. En Côte d'Ivoire, la « Korea General Construction SL (KOGEN GE SL) » a été enregistrée en 2012¹³⁰. Le site Web du Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine indique que KOGEN GE S.L. est un partenaire d'exécution d'un projet financé par la Guinée équatoriale, qui doit s'achever en 2019 (voir annexe 61). Il a également été signalé au Groupe d'experts que la KOGEN avait participé à la construction du stade municipal de Rebola, achevée en 2016, et il ressort de certains documents qu'elle aurait reçu environ 30,5 millions de dollars à ce titre (voir annexe 62). D'après les informations données par les médias locaux la KOGEN aurait inauguré la même année un grand siège national en Guinée équatoriale¹³¹. Le Groupe d'experts n'a pas reçu de réponse à ses questions de ces gouvernements.

134. À en croire les documents d'enregistrement, la GENCO posséderait des parts dans une entité de coopération ou coentreprise russe dans le domaine de la construction, la LLC « SAKORENMA »¹³², dont un national russe détiendrait la majorité des parts, (voir par. 150 et 151, et annexes 76 à 78). Cette entité de coopération ou coentreprise est titulaire d'un compte dans une banque russe (voir annexe 79). En outre, les adresses, les coordonnées et les actionnaires de cette entreprise sont les mêmes que ceux de trois autres entreprises, qui exercent toutes des activités liées à la construction (voir annexes 63 et 64). Aussi, les documents du registre des sociétés indiquent que la GENCO exploite deux bureaux de représentation officiels en Fédération de Russie, l'un à Vladivostok et l'autre à Khassan, qui emploient officiellement 17 ressortissants étrangers (voir annexe 65)¹³³.

135. Le Groupe d'experts a également écrit à la Fédération de Russie au sujet de quatre autres entreprises enregistrées dans le pays qui utilisent le nom GENCO en russe, « ZENKO » (en caractères cyrilliques : ЗЕНКО), c'est-à-dire le même nom que celui utilisé par les représentations officielles de GENCO en Fédération de Russie détenues par des nationaux de la République populaire démocratique de Corée (voir annexes 66 à 68) et qui ont été autorisées en 2018 à employer un total de 301 travailleurs de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 68).

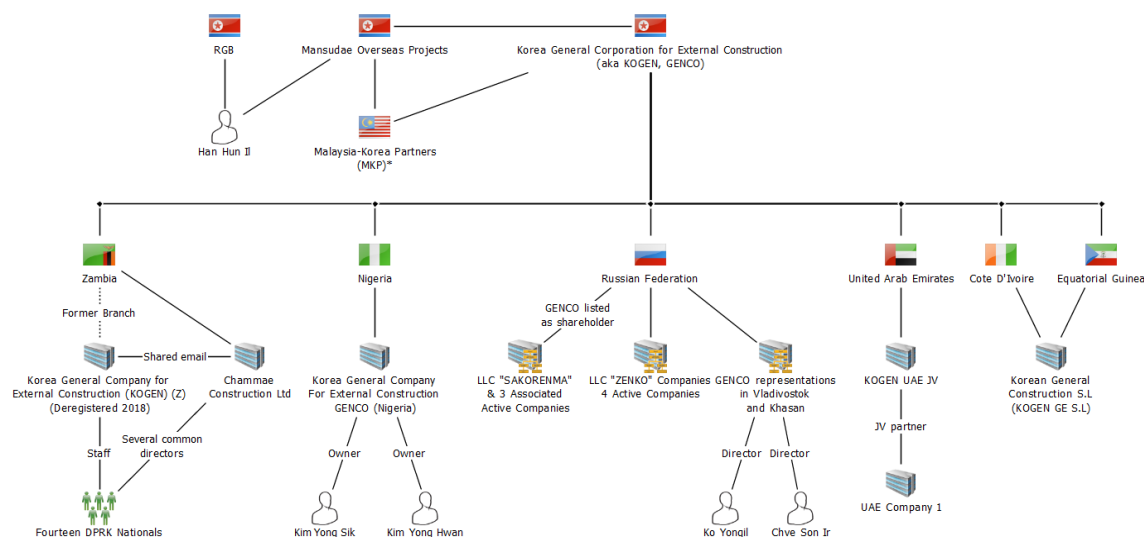
Figure XXIV
Réseau GENCO

¹³⁰ Enregistrement de la société sous le n° CIYOP-12-D-221, date de constitution 25 janvier 2012.

¹³¹ « Guinea Ecuatorial propiedad de Rusia y Corea Del Norte », *Diario Rombe*, 5 avril 2016. Consulté le 5 novembre 2018 à l'adresse suivante : <http://diariorombe.es/guinea-ecuatorial-propiedad-de-rusia-y-corea-del-norte/>.

¹³² Les documents administratifs de l'entreprise donnent la version russe de son nom, tant pour l'acronyme GENCO, « ЗЕНКО » (Zenco), que pour le nom complet (Korea General Corporation for External Construction) : « КОРЕЙСКОЕ ГЕНЕРАЛЬНОЕ ОБЩЕСТВО ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" КНДР ». (КНДР est l'équivalent de RPDC en russe). Dans d'autres champs des documents du registre des sociétés, il est indiqué que la GENCO est enregistrée et sise en République populaire démocratique de Corée. Voir annexe 76.

¹³³ Dans le champ « nombre de ressortissants étrangers employés par l'agence ou le bureau étranger » des documents d'enregistrement des bureaux de représentation de la GENCO, il est indiqué 12 pour le bureau de Vladivostok et 5 pour le bureau de Khassan. Les initiales du nom du directeur du bureau de la GENCO à Vladivostok, selon les documents administratifs de l'entreprise (Ko Yongil), sont inscrites dans le champ concernant le chef du bureau de représentation de GENCO dans des documents de justice russes (voir annexe 65).



Source : Groupe d'experts.

136. Le Groupe d'experts réitère sa recommandation tendant à la désignation de Han Hun Il (Edward Han) et recommande également la désignation de Yong Kok Yeap et de Yazid Merzouk de MKP Malaysia et de MKP Zambia.

Opérations financières de Glocom

137. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur Glocom, qui a eu recours à un vaste réseau de personnes, d'entreprises et de comptes bancaires à l'étranger pour acheter, mettre sur le marché et vendre des armements et des matériels connexes pour le compte de la République populaire démocratique de Corée, y compris en Chine, en Indonésie, en Malaisie, à Singapour et au Moyen-Orient, notamment dans le cadre d'une tentative d'expédition de matériel militaire en Érythrée en 2016¹³⁴. Contrairement à la plupart des sociétés écrans de la République populaire démocratique de Corée, qui généralement ferment et réapparaissent sous une nouvelle forme dès lors qu'elles font l'objet d'une enquête publique, Glocom a continué d'utiliser activement sa marque malgré les recommandations antérieures du Groupe d'experts tendant à ce que les États Membres gèlent les comptes bancaires et autres avoirs détenus par toutes les personnes et entités agissant pour le compte de Pan Systems ou de Glocom. À la connaissance du Groupe d'experts, aucune mesure de cet ordre n'a été prise.

138. En 2018, Glocom a renforcé sa présence en ligne en créant un nouveau site Web, sur lequel on peut trouver des descriptions de toute une gamme de nouveaux produits. Glocom se veut être une entreprise axée sur la technologie, qui se consacre à la recherche et au développement et à la fabrication et à l'entretien de matériel et de

¹³⁴ Le Groupe d'experts a, en particulier, montré comment Pan Systems Pyongyang a effectué des transferts réguliers en faveur de divers facilitateurs, portant des noms chinois, coréens et étrangers ou des noms de code, qui travaillaient en Chine, en Indonésie, en Malaisie et au Moyen-Orient, et comment une série d'opérations faites par Glocom ont été lancées par des entreprises enregistrées à Hong Kong (Chine) et approuvées par plusieurs correspondants bancaires des États-Unis à New York. Voir S/2018/171, par. 173 à 177 ; S/2017/150, par. 72 à 87 et 232 à 241 ; S/2017/742, par. 52.

systèmes de communications militaires¹³⁵. Glocom a téléchargé une nouvelle série de vidéos marketing sur YouTube en 2018 et s'est servi des médias sociaux, en ouvrant et tenant à jour des comptes sur des plateformes telles que Pinterest (voir annexe 70), LinkedIn et Instagram¹³⁶. Sur Twitter, Glocom (@GlocomSupport) fait de la publicité pour de multiples produits, au sujet desquels l'entreprise a publié des messages jusqu'au moment de l'établissement du présent rapport, ainsi que pour divers progiciels ayant des applications militaires (voir annexe 69). De même, en 2018, Glocom a dévoilé une application compatible avec le système Android à l'intention de ses clients¹³⁷. Glocom affirme disposer d'une capacité de production de 10 000 unités par an en ce qui concerne les postes radio portatifs sécurisés et de 6 000 unités par an pour les postes radio portables à dos d'homme. L'existence d'un lien entre l'adresse IP de Glocom et des restaurants de la République populaire démocratique de Corée au Viet Nam, par l'intermédiaire d'une deuxième société écran spécialisée dans la haute technologie, a été établie dans un rapport de source publique, publié en août 2018¹³⁸. En outre, à la mi-2018, Glocom a cherché à élargir son marché en nouant des relations avec des entreprises de distribution de technologies de radiocommunication en Malaisie et en Indonésie. Parfois, les produits présentés par ces entités portaient le nom d'autres marques, dont la marque « FACOM »¹³⁹.

139. Bien que ses activités soient interdites par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité portant sur la République populaire démocratique de Corée et que ses opérations à Pyongyang soient dirigées par une agente du Bureau général de reconnaissance (Ryang Su Nyo), l'entreprise Glocom n'a pas fait l'objet d'une désignation, comme l'avait pourtant recommandé le Groupe d'experts. **Le Groupe d'experts réitère donc les recommandations qu'il a formulées dans ses précédents rapports tendant à ce que soient désignés Pan Systems¹⁴⁰ ainsi que toutes ses sociétés écrans (y compris Glocom, International Golden Services et International Global System), qui sont d'autres noms sous lesquels l'entreprise est connue, pour leur participation au financement et à la vente d'armements et de matériels connexes.**

¹³⁵ Une adresse physique en Malaisie était donnée sur l'ancienne page Web de Glocom, alors qu'aucune adresse n'est donnée sur le nouveau site Web.

¹³⁶ En 2018, Glocom a utilisé un compte YouTube (« Support Glocom ») différent de celui utilisé en 2017 pour télécharger des vidéos, avant qu'il ne soit supprimé après septembre 2018 suite à une plainte en justice.

¹³⁷ L'application peut être téléchargée sur le site Web de Glocom.

¹³⁸ Jason Arterburn, *Dispatched : Mapping overseas forced labor in North Korea's proliferation finance system* (C4ADS, 2018).

¹³⁹ Toutefois, la marque Glocom restait clairement visible sur plusieurs des produits.

¹⁴⁰ Voir S/2017/742, par. 62, et S/2018/171, recommandation 1.

Nom : Pan Systems Pte Ltd (Pyongyang branch)

Autre(s) nom(s) connu(s) : Wonbang Trading Co., Glocom, International Golden Services, International Global System

Adresse : Room 818, Pothonggang Hotel, Ansan-Dong, Pyongchon district, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

Directrice : Ryang Su Nyo

Employés : Pyon Won Gun, Pae Won Chol, Ri Sin Song, Kim Sung Su, Kim Chang Hyok et Kim Pyong Chol

Téléphone : +850-218-111 (ext. 8636)

140. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités des institutions financières désignées, notamment la Korea Daesong Bank, la Daedong Credit Bank (DCB) et la DCB Finance Limited. Il a déjà fait rapport sur Li Zhengang (李振刚), un national chinois qui détient une participation étrangère de 70 % dans DCB depuis 2011, les 30 % restants appartenant à la Korea Daesong Bank, une banque désignée¹⁴¹. Dans son rapport à mi-parcours de 2017 (S/2017/742), le Groupe d'experts a également mentionné Dandong Zhongrui Petrochemical Co., Ltd (丹东中瑞石油化工有限公司) comme étant l'une des deux entreprises contrôlées par Li Zhengang (李振刚) et par un membre de sa famille, Li Shengda (李胜达)¹⁴². Depuis lors, le Groupe d'experts a obtenu de nouvelles informations de sources publiques, selon lesquelles l'entreprise de Li Zhengang, Dandong Zhongrui Petrochemical Co., Ltd, fait partie d'un vaste réseau d'entreprises chinoises en activité, connues pour faire du commerce avec la République populaire démocratique de Corée et pour lesquelles les coordonnées, bâtiments, bureaux (c'est-à-dire la même pièce), employés et personnes à contacter sont les mêmes.

141. En particulier, l'enquête du Groupe d'experts a révélé que l'entreprise de Li Zhengang, Dandong Zhongrui Petrochemical Co., Ltd., avait des adresses en commun avec une personne et une entité déjà identifiées par le Groupe comme étant associées aux activités maritimes menées par la République populaire démocratique de Corée en violation des dispositions des résolutions (voir annexe 71). Il s'agit de Pan Weichao (潘衛朝), précédemment identifié par le Groupe d'experts dans un rapport comme étant associé aux activités maritimes menées par la République populaire démocratique de Corée en violation des résolutions pour avoir servi de personne à contacter en cas d'urgence pour K-Brothers, l'exploitant du *Jie Shun* basé aux Îles Marshall (numéro OMI : 8518780). Une autre entité désignée partage la même adresse que l'entreprise de Pan Weichao, la Chang An Shipping & Technology Ltd, basée à Hong Kong (長安海運技術有限公司). En réponse aux questions du Groupe d'experts sur Li Zhengang (李振刚) et sur ses liens avec les entités et les personnes susmentionnées, la Chine a déclaré qu'elle « a[vait] mené une enquête approfondie sur cette affaire. Grâce à une enquête menée sur place, la Chine a[vait] constaté que Dandong Zhongrui Petrochemical Co. Ltd. était une très petite entreprise, qui n'a[vait] que quatre employés et qui a[vait] réalisé un volume d'affaires de 300 000 dollars des États-Unis au cours des deux dernières années. Li Zhengang a[vait] cessé de faire des affaires avec la République populaire démocratique de Corée depuis 2018. La Chine

¹⁴¹ Voir S/2017/742, par. 56.

¹⁴² Ibid., annexes 24 et 25.

ne dispos[ait] pas d'informations pertinentes sur le lien existant entre Dandong Zhongrui Co. Ltd et les trois autres entreprises mentionnées dans la lettre – Dandong Jing'ao Trading Co. Ltd, Jing'ao Dalin Trading Co. Ltd, entreprise enregistrée à Hong Kong, et Chang An Shipping and Technology Co. Ltd ».

OCN Singapore et T Specialist Singapore

142. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les activités financières des sociétés OCN (Singapore) Pte Ltd et T Specialist International (Singapore) Pte Ltd¹⁴³. Le 19 juillet 2018, un tribunal singapourien a retenu contre le directeur de ces sociétés, Ng « Leo » Kheng Wah, 80 chefs d'accusation relatifs aux sanctions ainsi que 80 chefs d'accusation d'escroquerie et de complot, lui reprochant notamment d'avoir escroqué des banques à hauteur de plus de 95 millions de dollars et fourni à la République populaire démocratique de Corée des articles de luxe d'une valeur d'environ 6 millions de dollars. En particulier, Ng était accusé d'avoir, avec Wang Zhi Guo (王志国) et T Specialist International, « participé à un complot » consistant à falsifier des factures relatives à plusieurs prêts de financement d'opérations commerciales, ce qui avait conduit des banques singapouriennes et malaisiennes à effectuer des versements à Pinnacle Offshore Trading, la société de Wang Zhi Guo. Le procès a cependant été reporté à quatre reprises.

143. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur ces sociétés (voir annexe 72). Un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée du nom de Li Ik (également connu sous le nom de Ri Ik), avait travaillé pour OCN (Singapore) jusqu'à ce que son visa de travail soit révoqué en janvier 2018. Wang Zhi Guo, résident singapourien de nationalité chinoise dont le passeport chinois a été confisqué, vit toujours à Singapour (voir annexe 73). Les relevés téléphoniques de Li Ik ont révélé l'existence d'un vaste réseau international s'étendant sur quatre continents ainsi que l'utilisation par Li Ik de stratégies de contournement dans ses communications. Disposant de trois numéros de téléphone associés à deux comptes, celui-ci a effectué, entre le 15 février 2014 et le 19 avril 2016, 1 840 appels vers 72 numéros différents en Australie, en Chine, au Congo, en Espagne, au Libéria, en Malaisie, en Namibie, au Pakistan, en République populaire démocratique de Corée, au Royaume-Uni, à Singapour et en Suisse. Un de ses téléphones a servi à passer pas moins de 76 appels vers le numéro de la Foreign Trade Bank en République populaire démocratique de Corée ainsi que vers celui de la Bank of East Land. Les factures de téléphone de Li Ik ont été payées au moyen de cartes de crédit assorties d'une limite de crédit d'un million de dollars singapouriens (soit 729 927 dollars des États-Unis) et délivrées par une grande banque singapourienne sous la condition que le client dispose d'un revenu annuel de 500 000 dollars singapouriens ou d'avoirs sous contrôle placés dans la banque d'une valeur minimum de 3 millions de dollars singapouriens. Le fait qu'un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée participant à de telles activités ait en sa possession plusieurs cartes de crédit de ce type, dont la délivrance est conditionnée à des critères de revenus et de détention d'actifs importants, constitue un contournement des sanctions financières. On trouvera à l'annexe 72 un résumé des autres conclusions que le Groupe d'experts a établies concernant cette affaire depuis son dernier rapport final (S/2018/171).

Ryugyong Commercial Bank et Koryo Commercial Bank

¹⁴³ Le Groupe d'experts fait référence aux deux sociétés de manière interchangeable, puisqu'elles ont la même adresse et le même directeur, « Leo » Ng Kheng Wah. Voir S/2018/171, annexes 49 et 55.

144. Bien qu'elle ait affirmé au Groupe d'experts n'avoir aucune participation dans Ryugyong Commercial Bank ou dans Koryo Commercial Bank, la société OCN (Singapour) a reconnu que Ri Ik, qu'elle employait depuis longtemps, était habilitée à conclure des accords pour vendre Ryugyong Commercial Bank et qu'à cette fin, il avait reçu trois virements de 499 970 dollars chacun, effectués par Pinnacle International sur le compte de T Specialist à Singapour, la société de Wang Zhi Guo, auxquels s'était ajouté un virement de 499 935 dollars en provenance de Mars Rock International (soit un total de 1 999 845 dollars) pour l'achat de parts de la Ryugyong Commercial Bank. OCN a également reconnu avoir connaissance de l'opération de promotion menée pour Ryugyong Commercial Bank dans les magasins Bugsae à Pyongyang, dans le cadre de laquelle le logo d'OCN avait été utilisé (Ri Ik avait imprimé les affiches promotionnelles à Singapour). La Chine a indiqué que Wang Zhi Guo avait quitté la Chine pour la dernière fois en 2017 et Singapour a confirmé qu'il était résident permanent à Singapour.

145. Le Groupe d'experts recommande de nouveau que Ri Ik (Li Ik), Wang Zhi Guo et Ri Ho Nam fassent l'objet de désignations¹⁴⁴.

Entités de coopération et coentreprises

146. Le Groupe d'experts a enquêté sur des sociétés qui pourraient s'avérer être des entités de coopération ou des coentreprises en Argentine, en Australie, au Cambodge, en Chine, en Fédération de Russie, au Japon, en Malaisie, à Malte, en Ouganda, en Pologne, à Singapour, en Thaïlande, en République démocratique populaire lao, au Viet Nam et en Zambie¹⁴⁵. Il a transmis à tous les pays susmentionnés des listes contenant des informations sur ces éventuelles entités de coopération et coentreprises relevant de leur juridiction et demandé des renseignements à leur sujet. Parmi les États Membres susmentionnés, l'Argentine, le Japon et Singapour ont pu établir que les entités visées par l'enquête n'existaient pas, n'étaient pas opérationnelles ou n'avaient aucun lien avec la République populaire démocratique de Corée. Des réponses concernant ces entités et les mesures prises à leur égard ont été communiquées par les États Membres suivants : l'Argentine, l'Australie, la Chine, la Fédération de Russie, le Japon, l'Ouganda, la Pologne, la République démocratique populaire lao, Singapour, la Thaïlande, le Viet Nam et la Zambie. Le Cambodge, la Malaisie et Malte n'ont pas répondu aux demandes du Groupe d'experts (voir annexe 74).

Australie

147. L'Australie a fourni des informations détaillées en réponse à la demande d'information du Groupe d'experts concernant la société Sonbong Kost J.V. Company (également connue sous les noms de Samhung Kost J.V. Company et de Sam Hung KOAST Joint Venture Pyongyang, 선봉코스트합영회사)¹⁴⁶.

Chine

¹⁴⁴ S/2018/171, Recommandation 1.

¹⁴⁵ Pour enquêter sur ces entités, le Groupe d'experts s'est appuyé sur de nombreuses sources ; peu d'entre elles, cependant, ont satisfait aux normes appliquées par le Groupe d'experts en matière de preuve.

¹⁴⁶ Sa société partenaire est Australia Kost/Koast Group, installée en Australie. Son Président est Chun Yong-su, également connu sous le nom de Yong Soo Chon. Les orthographes « Koast » et « Kost » semblent être toutes deux utilisées par les sociétés en question.

148. La Chine a fait part au Groupe d'experts des éléments d'information ci-après : « Le Ministère du commerce et l'ancienne Administration d'État pour l'industrie et le commerce ont publié une annonce le 28 septembre 2017 afin d'exiger la fermeture des coentreprises et des entités de coopération associant la Chine et la République populaire démocratique de Corée, conformément aux dispositions de la résolution du Conseil de sécurité. À ce jour, ont été fermées toutes les entités de coopération installées en République populaire démocratique de Corée dans lesquelles la Chine avait investi et qui avaient été approuvées et inscrites sur les registres par les autorités compétentes chinoises. Toutes les entreprises enregistrées en Chine dans lesquelles la République populaire démocratique de Corée possédait des capitaux ont définitivement fermé et cessé leurs activités. Toute coentreprise ou entité de coopération associant la Chine et la République populaire démocratique de Corée actuellement en activité se rend coupable de violation de l'annonce publiée par les autorités chinoises ».

Pologne

149. La Pologne a répondu au Groupe d'experts que la société Shipping Co. Ltd (Chopol), qui associait la Pologne et la République populaire démocratique de Corée, avait été fermée le 19 juin 2018. S'agissant de Wonye Ltd, la Pologne a confirmé que les deux principaux actionnaires ainsi que certains membres du conseil d'administration étaient des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, dont l'un avait quitté le pays. Neuf ressortissants de la République populaire démocratique de Corée avaient obtenu un permis de séjour et un permis de travail temporaires, valides jusqu'au 31 août 2019. Lors d'une inspection menée à Wonye Ltd en 2018, les inspecteurs ont constaté plusieurs irrégularités, dont l'utilisation de contrats de droit civil au lieu de contrats de travail et un manquement à l'obligation d'autorisation à laquelle sont normalement soumises les agences de recrutement. Concernant la société Redshield Ltd, la Pologne a confirmé qu'elle comptait deux ressortissants de la République populaire démocratique de Corée parmi ses principaux actionnaires et membres du conseil d'administration. Une inspection effectuée en 2018 a révélé que Redshield employait 42 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, dont 20 bénéficiaient du statut de résident de longue durée de l'Union européenne et 20 avaient obtenu le statut de résident ainsi que le droit de travailler en Pologne. Il y a violation du paragraphe 18 de la résolution [2375 \(2017\)](#) pour au moins une des entités susmentionnées.

Fédération de Russie

150. La Fédération de Russie a fait savoir au Groupe d'experts que « les entreprises russes dont le fondateur unique [était] un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée n'[étaient] enregistrées qu'en tant que sociétés russes à responsabilité limitée, et non en tant que coentreprises ou entités de coopération, ce qui [faisait] d'elles des personnes morales russes, avec tous les effets juridiques que cela engendre. Ces sociétés n'[étaient] pas considérées comme soumises aux restrictions imposées à la République populaire démocratique de Corée en vertu du paragraphe 18 de la résolution [2375 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité ou de la législation russe en vigueur » (voir annexe 74). Le 21 janvier 2019, la Fédération de Russie a également informé le Groupe d'experts qu'« eu égard aux coentreprises, cette forme de personne morale n'exist[ait] pas en droit russe ». Les enquêtes menées par le Groupe d'experts pendant la période considérée ont montré que pour les États Membres accueillant des entités de coopération, il y a non seulement violation de l'interdiction énoncée au paragraphe 18 de la résolution [2375 \(2017\)](#) concernant ces

entités, mais encore probablement violation d'autres dispositions des résolutions. Le 13 août 2018, le Groupe d'experts a écrit à la Fédération de Russie pour lui demander des informations sur une société qui avait indiqué sur le registre officiel russe des entreprises que son propriétaire était un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée, et son directeur, un citoyen russe¹⁴⁷. D'après le registre, cette entité a la même adresse que le Consulat général de la République populaire démocratique de Corée à Vladivostok¹⁴⁸, installé dans la ville depuis avril 2016¹⁴⁹. Selon certains documents commerciaux officiels, elle mènerait des activités économiques diverses, notamment « la location et l'exploitation de biens immobiliers non résidentiels propres ou loués ; la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels ; l'exploitation de restaurants et de bars à bord de trains et de navires » (voir annexe 75). Le Groupe d'experts considère que cette collaboration avec la République populaire démocratique de Corée est interdite au titre du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017). Ces activités constituent également une violation du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016), à moins que la société n'ait quitté le pays avant l'adoption de ladite résolution. Le Groupe d'experts poursuit son enquête.

151. En ce qui concerne les liens entretenus par les entités de coopération et les éventuelles coentreprises avec des entités désignées, les enquêtes du Groupe d'experts ont également montré que Korea General Corporation for External Construction (GENCO ou KOGEN), une société de construction de la République populaire démocratique de Corée ayant des liens avec le Mansudae et Han Hun Il (un agent du Bureau général de reconnaissance) en Zambie (voir par. 126 à 135), est copropriétaire (avec un ressortissant russe) d'une coentreprise de construction du nom de « SAKORENMA » (ООО « САКОРЕНМА »)¹⁵⁰, une société à responsabilité limitée située dans la région de Sakhaline en Fédération de Russie (voir annexes 76 à 79). D'après des documents officiels russes, la Korea General Corporation for External Construction a répondu à des appels d'offre en juin 2018 et emporté des contrats d'approvisionnement avec des organismes publics russes (voir annexe 78)¹⁵¹.

152. D'après les documents d'enregistrement officiels de la société, celle-ci a obtenu des marchés publics au cours de l'année écoulée. Une autre coentreprise, appartenant à deux ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, dirigée par un citoyen russe et située à Krasnoïarsk, est enregistrée sous le nom russe de GENCO et mène des activités dans le même domaine, à savoir la construction¹⁵². La plupart

¹⁴⁷ Le 21 janvier 2019, la Fédération de Russie a répondu qu'elle était en mesure d'affirmer que « les enquêtes [avaient] révélé que les informations enregistrées en septembre 2015 dans la base de données du Registre national unifié des personnes morales concernant l'emplacement de Pioneer LLC n'[étaient] pas fiables. Aucune violation du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016) du Conseil de sécurité n'[avaient] été constatée à cet égard ».

¹⁴⁸ 12A Nevskaya ul. Vladivostok, Russie, 690018.

¹⁴⁹ Voir <https://primamedia.ru/news/500981/>.

¹⁵⁰ Numéro d'identification fiscale : 6501104474. Le Groupe d'experts note que jusqu'au 29 juin 2018, la société à responsabilité limitée « SAKORENMA » était une coentreprise associant la Fédération de Russie et la République populaire démocratique de Corée et connue sous le nom de « SAKO RENMA » (en russe : ООО СОВМЕСТНОЕ РОССИЙСКО-КОРЕЙСКОЕ ПРЕДПРИЯТИЕ « САКО РЕНМА ») (voir annexe 77).

¹⁵¹ Des informations sur les marchés publics sont disponibles dans au moins deux bases de données offrant en accès libre des données officielles du registre du commerce de la Fédération de Russie : voir www.rusprofile.ru/gz/2893948 et www.kartoteka.ru/card/6503378623b837e00e8ff4b9bc1f9b27/#path_Main_Html.

¹⁵² Selon les informations du registre officiel concernant GENCO, le nom russe de cette société de la République populaire démocratique de Corée se lit comme suit : Корейское генеральное

des sociétés considérées par le Groupe d'experts comme étant des entités de coopération présentes en Fédération de Russie ont pour propriétaires ou copropriétaires des nationaux de la République populaire démocratique de Corée (avec également des russes comme copropriétaires et/ou des directeurs dans leurs statuts) mais les sociétés et institutions de la République populaire démocratique de Corée (outre GENCO) énumérées ci-après sont propriétaires d'entités de coopération présentes sur le territoire de la Fédération de Russie, ce qui est une violation du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017) : Korea Kumgang General Corporation, Ministère des forêts de la République populaire démocratique de Corée, Academy of Medical Sciences de la République populaire démocratique de Corée, Pugang Pharmaceutical Company, « Eighth of March » Korean Trading Company, Korea Aprokgang Technology Company et Korea Paekma Trading Corporation.

153. Le Groupe d'experts recommande que tous les États Membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que les biens de la République populaire démocratique de Corée ne soient plus utilisés à des fins interdites par le paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016), que les enregistrements ou baux connexes soient annulés et que toutes les entités de coopération ou coentreprises auxquelles participent des ressortissants ou des entités de la République populaire démocratique de Corée soient dissoutes, en application du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017). Compte tenu de ses conclusions concernant les opérations menées par GENCO dans de nombreux pays répartis sur plusieurs continents, le Groupe d'experts recommande aux États Membres d'inviter leurs sociétés prestataires de services à faire preuve de vigilance afin que de telles entreprises ne puissent opérer dans d'autres pays, en violation des résolutions.

Thaïlande

154. Dans sa réponse à la lettre du Groupe d'experts au sujet de cinq coentreprises, la Thaïlande a indiqué que ses autorités cherchaient à obtenir des informations supplémentaires sur Pyongyang Haemaji Restaurant et Mokran Korean Restaurant. Elle a également informé le Groupe d'experts que Pyongyang Okryu Restaurant était géré par la société « Golden Pioneer Entertainment Company Limited », qui « appart[enait] intégralement à des citoyens thaïlandais » (voir annexe 74).

Ouganda

155. Le Gouvernement ougandais a répondu le 6 juillet 2018 au Groupe d'experts, qui lui avait demandé de plus amples informations sur les opérations du MKP en Ouganda. Il a reconnu avoir créé NH-MKP Builders Limited, une coentreprise associant la National Housing and Construction Company et MKP Builders SDN BHD. Dans le cadre d'un seul projet, National Housing and Construction Company a versé un acompte d'un montant de 3 627 762 dollars à MKP Builders. L'Ouganda affirme que cette relation d'affaires a pris fin au début de 2014, lorsqu'il est devenu manifeste que MKP Builders SDN BHD ne pourrait honorer pleinement son contrat de construction. Depuis, l'État est partie à une série d'actions en justice contre MKP et ses assureurs pour récupérer son argent, et souligne qu'il ne peut dissoudre ni MKP Builders SDN BHD ni MKP Capital Berhad tant que le litige n'est pas réglé.

156. L'Ouganda a également joint à sa réponse des informations sur Vidas Engineering Services Company Limited, société à laquelle il a reconnu avoir fait

общество по строительству за рубежом « ЗЕНКО » (Koreyskoye Generalnoye Obshestvo po Stroitelstvu za Rubezhom « ZENKO »). Voir annexes 65 et 76.

appel dans le cadre de plusieurs projets financés par le Gouvernement. Toutefois, il a fermement nié l'existence d'une relation entre celle-ci et le MKP, invoquant à cet égard les documents relatifs à la constitution en société de Vidas. L'Ouganda et Vidas n'ont pas fourni d'explication sur le fait que l'adresse postale, l'adresse du siège social, l'adresse électronique et le nom de la société figurent dans les documents d'inscription de MKP Capital et de MKP Builders au registre du commerce de l'Ouganda. Le Groupe d'experts note qu'afin de masquer tout lien avec la République populaire démocratique de Corée, les sociétés de la République populaire démocratique de Corée ont l'habitude de recourir à des facilitateurs étrangers pour éviter que les noms de leurs ressortissants apparaissent sur les documents relatifs à leur constitution en société, d'utiliser leurs relations d'affaires pour établir leur présence dans les pays étrangers et de s'incorporer dans les entreprises étrangères. L'Ouganda n'a pas répondu aux demandes du Groupe d'experts concernant l'appel à investissements étrangers que le pays avait récemment lancé pour financer un projet coûteux de MKP Holdings relatif à la mine de marbre de Moroto (ibid.).

Viet Nam

157. En décembre 2017, le Viet Nam a répondu au Groupe d'experts que pour ce qui était des entités – entreprises et restaurants – de la République populaire démocratique de Corée opérant au Viet Nam, trois entités et deux restaurants se trouvaient à Hanoï, dont Binh Nhuong Restaurant et un Koryo Restaurant. Sept entités et un Koryo Restaurant (anciennement appelé Ryu Gong Restaurant) se trouvaient à Hô Chi Minh-Ville. La ville d'Haiphong comptait une entité.

Zambie

158. Des informations sur les entités de coopération et les coentreprises présentes en Zambie sont disponibles à l'annexe 46.

Recommandations

Recommandations au Comité

159. **Le Groupe d'experts recommande que soient désignés Han Hun Il (Edward Han), Yong Kok Yeap (MKP Malaysia) et Yazid Merzouk (MKP Zambia), ainsi que Pan Systems¹⁵³ et toutes ses sociétés écrans (y compris Glocom, International Golden Services et International Global System).**

160. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité précise la définition des coentreprises et des entités coopératives visées au paragraphe 18 de la résolution [2375 \(2017\)](#).**

Recommandations aux États Membres

161. **Compte tenu de l'utilisation généralisée de comptes bancaires ouverts aux noms de membres de la famille aux fins de contournement des sanctions, le Groupe d'experts recommande que les gouvernements fournissent à leurs institutions financières une liste non seulement des diplomates accrédités, mais également des membres de leur famille, de manière à empêcher les diplomates d'ouvrir d'autres comptes bancaires à leur nom.**

¹⁵³ [S/2017/742](#), par. 62; [S/2018/171](#), Recommandation 1.

162. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres donnent des instructions de manière à ce qu'une seule banque soit désignée comme habilitée à ouvrir des comptes pour l'ambassade et les diplomates de la République populaire démocratique de Corée et que toutes les autres soient priées de s'abstenir d'ouvrir des comptes pour les diplomates de la République populaire démocratique de Corée ou les membres de leur famille.

163. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres demandent à leurs institutions financières de ne pas ouvrir de comptes pour les diplomates de la République populaire démocratique de Corée qui ne sont pas accrédités dans leur pays et d'échanger des informations sur les activités financières des diplomates de la République populaire démocratique de Corée avec d'autres États Membres lorsqu'il est avéré qu'une activité financière a eu lieu, afin d'éviter les contournements transfrontières des sanctions.

164. Les États Membres devraient faire savoir à leurs institutions financières que la seule clôture des comptes bancaires (par opposition au gel) ne répond pas aux obligations énoncées dans les résolutions, dans lesquelles il est stipulé que les institutions financières doivent geler tous les avoirs contrôlés par des personnes ou des entités désignées et par celles qui agissent pour leur compte, ainsi que les avoirs de tous les membres du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée impliqués dans la violation des dispositions des résolutions et le contournement des sanctions qui y sont énoncées.

165. Les États Membres devraient fournir une assistance technique à ceux, qui parmi eux, ont besoin de renforcer leurs cadres juridiques et mécanismes connexes pour appliquer les dispositions financières des résolutions, selon qu'il convient et comme prévu à l'Article 49 de la Charte des Nations Unies.

166. Dans le cadre de l'application du paragraphe 18 de la résolution [2375 \(2017\)](#), les États Membres devraient demander aux autorités concernées d'extraire de leurs registres du commerce les informations concernant toutes les entreprises dont le directeur national ou les actionnaires sont des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, compte tenu du fait que l'enregistrement de ces entreprises peut de fait constituer une violation de l'interdiction.

167. Étant donné que pour certaines coentreprises, il y a violation d'autres dispositions des résolutions que celles énoncées au paragraphe 18 de la résolution [2375 \(2017\)](#), les noms des directeurs et des actionnaires devraient être communiqués aux services d'enquête, aux cellules de renseignement financier et aux institutions financières.

168. Le Groupe d'experts recommande aux États Membres d'expliquer clairement à leurs organismes nationaux que les compagnies d'assurances sont des institutions financières et qu'à ce titre, elles sont soumises à l'ensemble des dispositions financières des résolutions, y compris l'obligation de gel des avoirs.

V. Activités récemment menées dans le cadre du programme nucléaire et du programme de missiles balistiques

Nucléaire

169. Le complexe nucléaire de Yongbyon est demeuré actif. Le réacteur de 5 MWe fonctionne depuis décembre 2015 et, selon un État Membre, bien que les opérations aient été suspendues pendant quelques jours en février, en mars et en avril 2018, ces périodes d'interruption n'étaient pas suffisamment longues pour correspondre à un

déchargement et s'expliquent sans doute par des opérations de maintenance. En novembre 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts que le réacteur n'avait pas fonctionné de septembre à octobre 2018 et qu'il était possible que le déchargement de barres de combustible irradié ait eu lieu à ce moment-là. On peut voir sur les images satellites obtenues de février à novembre 2018 que des travaux de construction de canaux d'évacuation ont eu lieu. On peut également y voir qu'un bâtiment a été construit près des installations d'évacuation des eaux du réacteur. Un État Membre a observé que de l'eau avait été déversée au moyen de la nouvelle structure à la mi-juin 2018. Le Groupe d'experts a également observé la présence d'un nouveau bâtiment à l'ouest du réacteur à eau légère (voir annexe 80).

170. L'analyse des images satellites laisse à penser que le laboratoire de radiochimie et sa centrale à vapeur ont pu être en activité. Les volutes de fumée et les volumes fluctuants de charbon observés entre le 27 avril et le 8 mai 2018 (voir annexe 81) étaient probablement liés à des travaux d'entretien. En novembre 2018, un État Membre a indiqué au Groupe d'experts avoir relevé une variation du niveau de chaleur à l'intérieur du bâtiment.

171. Le 24 mai 2018, la République populaire démocratique de Corée a organisé une cérémonie à l'occasion du démantèlement du site d'essais nucléaires de Punggye-ri, qui a été suivie d'une déclaration prononcée par l'Institut des armes nucléaires¹⁵⁴. Il ressort de l'imagerie satellitaire que l'infrastructure de surface a subi des modifications, causées par le « démantèlement » du mois de mai. Le Groupe d'experts a observé que des matériaux déblayés avaient été retirés en novembre 2018 (voir annexe 82).

172. Le Groupe d'experts continue de surveiller les usines de concentration du minerai d'uranium et les sites d'extraction d'uranium. Il a observé que des amas de déblais avaient été retirés de Pyongsan en 2018, signe possible d'exploitation minière (voir annexe 83). Pendant la période considérée, le Groupe d'experts n'a constaté aucun changement notable dans l'installation que l'on suppose être destinée à l'enrichissement d'uranium de Kangson, à l'exception de mouvements intermittents de camions de grande taille.

Utilisation des infrastructures civiles aux fins de l'assemblage et du lancement de missiles balistiques

173. En avril 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée avait utilisé à plusieurs reprises des usines civiles ainsi que d'autres installations non militaires dans le cadre d'une stratégie visant à éviter que le petit nombre de sites identifiés de production et d'assemblage de missiles nucléaires et balistiques soient la cible d'éventuelles frappes de « décapitation ». L'État Membre a fait observer que ces sites disposaient de toutes les voies ferrées, routes et autres infrastructures nécessaires au transport, à l'assemblage et la conduite d'essais des systèmes d'armes. Le Groupe d'experts a par exemple été informé de l'assemblage du missile balistique intercontinental Hwasong-15 à l'usine de production de camions de Pyongsong, également connue sous le nom d'usine automobile du 16 mars (voir fig. XXV), et du site de lancement consécutif. En novembre 2018, un État Membre a informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée poursuivait le développement des bases de lancement de missiles balistiques intercontinentaux à proximité de sa frontière septentrionale.

¹⁵⁴ « Déclaration de l'Institut des armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée », Agence centrale de presse coréenne, 24 mai 2018.

Figure XXV

Exemple fourni par un État Membre de l'utilisation d'installations civiles aux fins de l'assemblage de missiles balistiques (à gauche) ; Visite du Président Kim Jong Un à l'usine de production de camions trois semaines avant le lancement (4 novembre 2017) (à droite)



Sources : État Membre, Agence centrale de presse coréenne.

174. Le Groupe d'experts a examiné, confirmé et signalé l'existence de sites d'activité liée aux missiles balistiques, et il a réuni des éléments prouvant que la République populaire démocratique de Corée a entrepris de disperser ses lieux d'assemblage, de stockage et d'essai. Il a constaté que la République populaire démocratique de Corée utilisait comme sites de lancement, non seulement des installations civiles, mais aussi des sites militaro-industriels inactifs ou très étendus situés à proximité – à moins de dix kilomètres de distance – des sites d'assemblage ou de stockage. À titre d'exemple, on peut citer les sites qui ont été utilisés le 4 juillet 2017 (usine de construction aéronautique de Panghyon) et le 28 juillet 2017 (Mupyong-ni) pour les lancements du missile intercontinental Hwasong-14. L'aéroport international de Pyongyang-Sunan, le plus important des aéroports civilo-militaires du pays, a été utilisé les 29 août et 15 septembre 2017 pour les lancements de missiles à portée intermédiaire Hwasong-12. On trouvera à l'annexe 84 des images satellitaires et des photos relatives aux missiles balistiques.

VI. Effets involontaires des sanctions

175. Afin de renforcer le mécanisme de dérogation pour raison humanitaire, le Comité a adopté le 6 août 2018 la notice n° 7 d'aide à l'application : « Orientations relatives à l'obtention de dérogations aux fins de l'acheminement de l'aide humanitaire en République populaire démocratique de Corée »¹⁵⁵. De janvier 2018 à janvier 2019, le Comité a reçu 25 demandes de dérogation pour raison humanitaire de la part d'États Membres, d'entités des Nations Unies et d'organisations

¹⁵⁵ En outre, dans sa « notice n° 2 d'aide à l'application : indications relatives à l'établissement et à la soumission des rapports nationaux de mise en œuvre », actualisée le 24 avril 2018, le Comité a encouragé les États à expliquer, s'il y avait lieu, dans leurs rapports de mise en œuvre, les lois et autres dispositions pertinentes adoptées pour procéder à des dérogations aux mesures imposées par les résolutions. Voir www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/1718/implementation-notice.

humanitaires¹⁵⁶. Au moment de l'établissement du présent rapport, le Comité avait accordé 16 dérogations, et sept demandes étaient toujours en cours d'examen (deux demandes avaient été retirées)¹⁵⁷.

176. Les États Membres, les entités des Nations Unies et les organisations humanitaires se sont dits préoccupés par le fait que, malgré les clauses dérogatoires et les efforts du Comité, les entités des Nations Unies et les organisations humanitaires continuent de faire face aux effets involontaires qu'ont les sanctions sur leurs programmes humanitaires, de sorte qu'il leur est impossible de conduire normalement leurs activités en République populaire démocratique de Corée. Les six principaux sujets de préoccupation qu'ils ont communiqués au Groupe d'experts sont les suivants : les retards dans la réception des dérogations ; l'effondrement des circuits bancaires ; les retards accusés dans la procédure de dédouanement ; la diminution du nombre de fournisseurs étrangers disposés à participer à l'aide humanitaire ; la hausse du coût des articles et opérations humanitaires ; la baisse du financement des opérations (voir annexes 85 à 87). Ces facteurs nuisent à leur capacité d'exécuter des programmes humanitaires. En particulier, les sanctions sectorielles pèsent sur la fourniture d'un certain nombre d'articles nécessaires sur le plan humanitaire (ibid.). On trouvera à l'annexe 85 une évaluation, par le Groupe d'experts, des conséquences négatives des sanctions, sur le plan humanitaire, pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée.

Recommandations

177. Le Groupe d'experts recommande que les délibérations du Comité concernant les demandes de dérogation pour raison humanitaire soit limitées dans le temps et que les groupes de discussion du Comité se réunissent régulièrement pour examiner les questions humanitaires en vue d'accélérer le traitement des demandes de dérogation.

178. Pour réduire la charge qui pèse inutilement sur les États Membres, les entités des Nations Unies et les organisations humanitaires, le Comité devrait publier une liste blanche des articles non sensibles utilisés dans les opérations humanitaires relevant des grandes catégories d'articles visés par les sanctions sectorielles du paragraphe 7 de la résolution 2397 (2017), et dont l'envoi en République populaire démocratique de Corée nécessite l'obtention d'une dérogation pour raison humanitaire.

179. Le Comité devrait continuer de demander aux États Membres, aux entités des Nations Unies et aux organisations humanitaires qui font des demandes de dérogations en suivant la notice 7 d'aide à l'application de lui faire part de leurs observations, et s'employer à rationaliser et à simplifier, dans la mesure du possible, la procédure de demande, y compris en faisant preuve de davantage de souplesse pour ce qui est des caractéristiques techniques des envois programmés, des parties concernées et de la fréquence des demandes.

¹⁵⁶ Le Groupe d'experts note que certaines demandes de dérogation contiennent des éléments ne figurant pas dans l'aide-mémoire.

¹⁵⁷ Les informations concernant les dérogations approuvées par le Comité sont publiées sur le site Web du Conseil de sécurité, à l'adresse suivante : www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/1718/exemptions-measures/humanitarian-exemption-requests.

180. Le Secrétaire général devrait demander au Secrétariat de procéder à une évaluation des conséquences humanitaires qu'ont les sanctions en République populaire démocratique de Corée.

VII. Rapports nationaux de mise en œuvre

181. En janvier 2019, 68 États Membres avaient présenté des rapports sur la mise en œuvre de la résolution [2397 \(2017\)](#) ; 83, sur celle de la résolution [2375 \(2017\)](#) ; 84, sur celle de la résolution [2371 \(2017\)](#) ; 102, sur celle de la résolution [2321 \(2016\)](#), et 111, sur celle de la résolution [2270 \(2016\)](#)¹⁵⁸. Malgré l'augmentation du nombre de rapports présentés, le Groupe d'experts note que de nombreux États (124, dont 6 étaient des membres non permanents du Conseil de sécurité en 2018) n'ont pas encore présenté de rapport sur la mise en œuvre de la résolution [2397 \(2017\)](#) (voir annexe 88).

182. Le Groupe d'experts rappelle que les États Membres doivent présenter leurs rapports en temps voulu, conformément au paragraphe 17 de la résolution [2397 \(2017\)](#).

183. Voir l'annexe 89 pour une liste récapitulative des recommandations.

¹⁵⁸ Voir www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/1718/implementation-reports, consulté le 30 novembre 2018.

Annex 1: Information provided to the Panel by the United States, 6 July 2018

The United States stated that if each of the below 89 port calls delivered only one third of each vessel's capacity, the associated volume would exceed the annual cap for 2018 by 30 May 2018. Fully loaded, the DPRK tankers could have exceeded the cap nearly three times over with an estimated total of 1,367,628 barrels (figure 1).

Figure 1

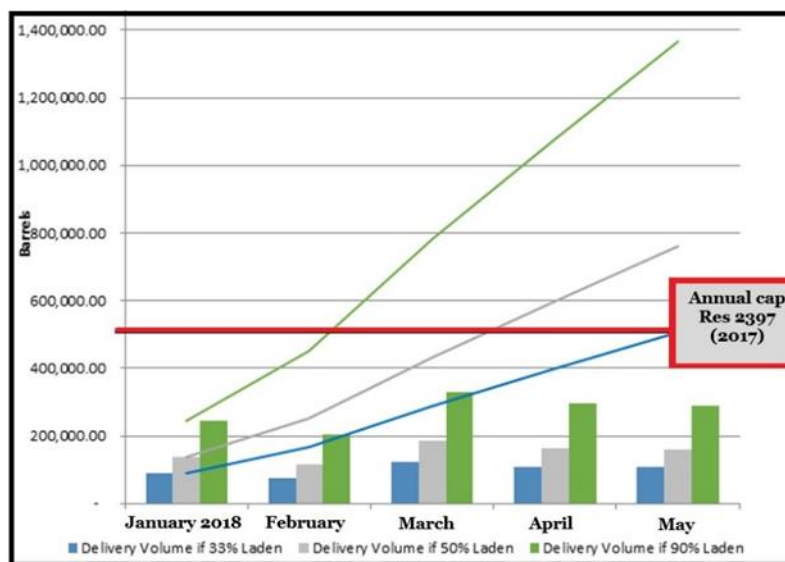


Figure 2: DPRK tanker deliveries to DPRK ports

Port	Ship Name *Designated	Dead Weight Tonnage	Arrival Month 2018	Delivery Volume 33% Laden	Delivery Volume 50% Laden	Delivery Volume 90% Laden
Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1,250.00	January	416.67	625.00	1,125.00
Nampo	<i>Sam Jong 1*</i>	1,665.00	January	555.00	832.50	1,498.50
Nampo	<i>Kum Un San 3</i>	3,279.00	January	1,093.00	1,639.50	2,951.10
Nampo	<i>An San 1*</i>	3,003.00	January	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Najin	<i>Kum Un San</i>	2,070.00	January	690.00	1,035.00	1,863.00
Nampo	<i>Yu Phyeong 5*</i>	1,966.00	January	655.33	983.00	1,769.40
Nampo	<i>Yu Son (Y Chun)*</i>	3,398.00	January	1,132.67	1,699.00	3,058.20
Nampo	<i>Chon Ma San*</i>	2,750.00	January	916.67	1,375.00	2,475.00
Nampo	<i>Paek Ma*</i>	2,250.00	January	750.00	1,125.00	2,025.00
Nampo	<i>Saebjol (Chong Rim 2)*</i>	1,150.00	January	383.33	575.00	1,035.00
Nampo	<i>Sam Jong 2*</i>	2,507.00	January	835.67	1,253.50	2,256.30
Wonsan	<i>Kum Un San 3</i>	3,279.00	January	1,093.00	1,639.50	2,951.10
Nampo	<i>Rye Song Gang 1</i>	3,003.00	January	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Najin	<i>Kum Un San</i>	2,070.00	January	690.00	1,035.00	1,863.00
Wonsan	<i>Sam Ma 2*</i>	1,731.00	January	577.00	865.50	1,557.90

Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1,250.00	February	416.67	625.00	1,125.00
Nampo	<i>Sam Jong 1*</i>	1,665.00	February	555.00	832.50	1,498.50
Wonsan	<i>Kum Un San</i>	2,070.00	February	690.00	1,035.00	1,863.00
Wonsan	<i>Kum Un San 3</i>	3,279.00	February	1,093.00	1,639.50	2,951.10
Nampo	<i>Chon Ma San*</i>	2,750.00	February	916.67	1,375.00	2,475.00
Nampo	<i>Yu Phyong 5*</i>	1,966.00	February	655.33	983.00	1,769.40
Nampo	<i>Saebjol (Chong Rim 2)*</i>	1,150.00	February	383.33	575.00	1,035.00
Nampo	<i>An San 1*</i>	3,003.00	February	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	<i>Sam Jong 2*</i>	2,507.00	February	835.67	1,253.50	2,256.30
Nampo	<i>Rye Song Gang 1</i>	3,003.00	February	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	<i>Sam Jong 1*</i>	1,665.00	February	555.00	832.50	1,498.50
Nampo	<i>Yu Son (Y Chun)*</i>	3,398.00	February	1,132.67	1,699.00	3,058.20
Nampo	<i>Yu Phyong 5*</i>	1,966.00	February	655.33	983.00	1,769.40
Nampo	<i>Yu Jong 2*</i>	1,206.00	March	402.00	603.00	1,085.40
Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1,250.00	March	416.67	625.00	1,125.00
Nampo	<i>Sam Jong 2*</i>	2,507.00	March	835.67	1,253.50	2,256.30
Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1,250.00	March	416.67	625.00	1,125.00
Chongjin	<i>Un Pha 2, ex Kum Gang 3</i>	1,205.00	March	401.67	602.50	1,084.50
Nampo	<i>An San 1*</i>	3,003.00	March	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	<i>Paek Ma*</i>	2,250.00	March	750.00	1,125.00	2,025.00
Nampo	<i>Rye Song Gang 1</i>	3,003.00	March	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	<i>Sam Jong 1*</i>	1,665.00	March	555.00	832.50	1,498.50
Nampo	<i>Saebjol (Chong Rim 2)*</i>	1,150.00	March	383.33	575.00	1,035.00
Nampo	<i>Kum Un San 3</i>	3,279.00	March	1,093.00	1,639.50	2,951.10
Nampo	<i>Yu Son (Y Chun)*</i>	3,398.00	March	1,132.67	1,699.00	3,058.20
Nampo	<i>Wan Heng 11*</i>	4,983.00	March	1,661.00	2,491.50	4,484.70
Nampo	<i>Sam Jong 2*</i>	2,507.00	March	835.67	1,253.50	2,256.30
Hamhung	<i>Sam Ma 2*</i>	1,731.00	March	577.00	865.50	1,557.90
Nampo	<i>Chon Ma San*</i>	2,750.00	March	916.67	1,375.00	2,475.00
Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1,250.00	March	416.67	625.00	1,125.00
Nampo	<i>Yu Jong 2*</i>	1,206.00	March	402.00	603.00	1,085.40
Nampo	<i>Kum Un San</i>	2,070.00	March	690.00	1,035.00	1,863.00
Nampo	<i>Saebjol (Chong Rim 2)*</i>	1,150.00	March	383.33	575.00	1,035.00
Nampo	<i>An San 1*</i>	3,003.00	March	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	<i>Yu Phyong 5*</i>	1,966.00	March	655.33	983.00	1,769.40
Nampo	<i>Chon Ma San*</i>	2,750.00	April	916.67	1,375.00	2,475.00
Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1,250.00	April	416.67	625.00	1,125.00
Nampo	<i>Kum Pit 1</i>	1,091.00	April	363.67	545.50	981.90
Nampo	<i>Kum Un San 3</i>	3,279.00	April	1,093.00	1,639.50	2,951.10
Nampo	<i>Paek Ma*</i>	2,250.00	April	750.00	1,125.00	2,025.00
Chongjin	<i>Sam Ma 2*</i>	1,731.00	April	577.00	865.50	1,557.90
Nampo	<i>Nam San 8*</i>	3,150.00	April	1,050.00	1,575.00	2,835.00
Nampo	<i>Yu Son (Y Chun)*</i>	3,398.00	April	1,132.67	1,699.00	3,058.20
Nampo	<i>Wan Heng 11*</i>	4,983.00	April	1,661.00	2,491.50	4,484.70

Nampo	<i>Chon Ma San*</i>	2,750.00	April	916.67	1,375.00	2,475.00
Nampo	<i>Sam Jong 2*</i>	2,507.00	April	835.67	1,253.50	2,256.30
Hamhung	<i>Sam Ma 2*</i>	1,731.00	April	577.00	865.50	1,557.90
Wonsan	<i>Ma Du San</i>	949.00	April	316.33	474.50	854.10
Chongji	<i>Sam Ma 2*</i>	1731.00	April	577.00	865.50	1,557.90
Najin	<i>Song Won</i>	2101.00	April	700.33	1,050.50	1,890.90
Wonsan	<i>Kum Un San</i>	2070.00	April	690.00	1,035.00	1,863.00
Nampo	<i>An San 1*</i>	3003.00	April	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	<i>Kum Jin Gang 2</i>	2100.00	April	700.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	<i>Paek Ma*</i>	2250.00	May	750.00	1,125.00	2,025.00
Chongjin	<i>Sam Ma 2*</i>	1731.00	May	577.00	865.50	1,557.90
Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1250.00	May	416.67	625.00	1,125.00
Nampo	<i>Yu Phyong 5*</i>	1966.00	May	655.33	983.00	1,769.40
Nampo	<i>Sam Jong 2*</i>	2507.00	May	835.67	1,253.50	2,256.30
Wonsan	<i>Chon Myong 1*</i>	2750.00	May	916.67	1,375.00	2,475.00
Nampo	<i>Myong Ryu 1</i>	900.00	May	300.00	450.00	810.00
Nampo	<i>Sam Jong 1*</i>	1665.00	May	555.00	832.50	1,498.50
Wonsan	<i>Kum Un San</i>	2070.00	May	690.00	1,035.00	1,863.00
Nampo	<i>Saebiyol (Chong Rim 2)*</i>	1150.00	May	383.33	575.00	1,035.00
Nampo	<i>Nam San 8*</i>	3150.00	May	1,050.00	1,575.00	2,835.00
Nampo	<i>An San 1*</i>	3003.00	May	1,001.00	1,501.50	2,702.70
Hamhung	<i>Sam Ma 2*</i>	1731.00	May	577.00	865.50	1,557.90
Nampo	<i>Yu Jong 2*</i>	1206.00	May	402.00	603.00	1,085.40
Nampo	<i>Yu Phyong 5*</i>	1966.00	May	655.33	983.00	1,769.40
Nampo	<i>Yu Son*</i>	3398.00	May	1,132.67	1,699.00	3,058.20
Nampo	<i>Kum Jin Gang 2</i>	2100.00	May	700.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	<i>Ji Song 6*</i>	1250.00	May	416.67	625.00	1,125.00
Nampo	<i>Paek Ma*</i>	2250.00	May	750.00	1,125.00	2,025.00
Nampo	<i>Sam Jong 2*</i>	2507.00	May	835.67	1,253.50	2,256.30
Nampo	<i>Myong Ryu 1</i>	900.00	May	300.00	450.00	810.00
Percent Laden				33%	50%	90%
Total (Metric Tons)				65,782.99	98,674.50	177,614.10
Total (Barrels)				506,529.05	759,793.65	1,367,628.57

Source: Member State

Annex 2: United States submission to the Committee of 17 September 2018**UNITED STATES NON-PAPER TO THE UN 1718 DPRK SANCTIONS COMMITTEE:
NORTH KOREA'S BREACH OF UNSCR 2397 REFINED PETROLEUM CAP**

- UNSCR 2397 operative paragraph 5 limits the DPRK's import of refined petroleum products to 500,000 barrels per year beginning in 2018 if those transfers are a) fully reported to the Committee within 30 days, b) do not involve any individual or entity associated with the DPRK's nuclear, ballistic missile, or other prohibited activities, and c) are used to exclusively meet the livelihood needs of DPRK nationals and not used to generate revenue for the DPRK's nuclear, ballistic missile, or other prohibited activities.
- UNSCR 2375 operative paragraph 11 prohibits ship-to-ship (STS) transfers with DPRK-flagged, owned, or operated vessels. UNSCR 2094 further makes clear that any individual or entity assisting in the evasion of sanctions are also liable for 1718 sanctions.
- These STS transfers are of great concern to the United States and in our view represent the most urgent area in need of more rigorous UN member state implementation.
- Since the United States last provided the UN 1718 Committee with a report on oil tanker deliveries to the DPRK on July 12, we have information revealing that these deliveries continue. The continuing arrival of these tankers in DPRK ports confirm that the DPRK maintains its imports of illicitly sourced refined petroleum products that expand the degree to which the DPRK is violating UNSCR 2397's annual limitation on refined product imports. Further, the 1718 Committee has not received any reporting from the DPRK or other member states about these transfers in contravention of UNSCR 2397.
- We are providing updated information showing data on each of these port calls to supplement our previous reporting and to emphasize that this problem continues due to the inaction of the 1718 Committee and the objections raised by Russia and China.
- The table provided in Tab 1 lists each of the port calls by date and associated delivery volume scenarios from 1 January 2018 to 18 August 2018, which have grown substantially since our previous submission and, in aggregation, exceed the UNSCR 2397 annual quota for refined petroleum products.
- Since our last report in July summarizing transactions observed in January through May, at least an additional 59 tanker deliveries to the DPRK have occurred from June 1 through August 18, bringing the 2018 total to at least 148 deliveries, all of which involved deliveries to North Korean ports to unload refined petroleum products procured through UN-prohibited STS transfers.
- If each of these tankers was fully laden when it made its delivery, the DPRK has imported almost six times the allowable amount under UNSCR 2397. Even if these tankers were not fully laden upon delivery, the figure found in Tab 2 show the three scenarios for how much refined petroleum products the DPRK procured in 2018 from 1 January to 18 August. All three scenarios make clear that the DPRK has obtained far more than the 500,000 barrels it is authorized to procure in 2018.

- All further transfers of refined petroleum products must be halted, period, to prevent the DPRK from procuring any additional products in violation of UNSCR 2397.
- To further underscore our confidence in the updated data on tanker deliveries, we are also providing three images—one from each of the past three months in Tabs 3 through 5—that document several of these deliveries into a DPRK port outfitted with oil unloading and storage infrastructure as well as an image of the port infrastructure more broadly in Tab 6.
- The images of these tanker ships depict DPRK-flagged vessels that are outfitted for the transport of refined petroleum products and used exclusively for that purpose when moored—or anchored—at a single point offshore mooring system. The single point mooring system consists of mooring buoys, which keep the tankers anchored in place, and an offloading buoy that connects to an underwater pipeline allowing for the physical transfer of the refined petroleum products from the tankers to onshore infrastructure.
- Specifically, this pipeline transfers the refined petroleum products to the associated onshore infrastructure including refined petroleum storage tanks, pumping equipment, a rail transfer point, and tanker truck filling station, all of which are outfitted to facilitate the unloading, storage, and transporting of the refined products to areas where the products are consumed throughout North Korea, including by the regime and military.
 - The first image in Tab 3 highlights this process by showing both marine import terminals in Nampo that are configured to import, store, and transport refined petroleum products through an offloading pier and single point mooring systems. As can be seen in the image, various DPRK tankers are at anchorage to cycle through offloading infrastructure to make individual deliveries of refined petroleum products before departing the port in search of additional, illicit STS transfer transactions.
 - The second image in Tab 4 shows the DPRK-flagged M/T MU BONG 1 anchored at an offloading buoy at the Nampo port facility in the Taedong River on June 16, 2018. The vessel is fully loaded and is in the process of delivering refined petroleum products procured via an illicit STS transfer.
 - The third image in Tab 5 shows the DPRK-flagged M/T YU JONG 2 anchored at an offloading buoy at the Nampo port facility in the Taedong River on July 21, 2018. The vessel is fully loaded and is in the process of delivering refined petroleum products procured via an illicit STS transfer.
 - The fourth image in Tab 6 shows the DPRK-flagged M/T AN SAN 1 anchored at an offloading buoy at the Nampo port facility in the Taedong River on August 17, 2018. The vessel is fully loaded and is in the process of delivering refined petroleum products procured via an illicit STS transfer.
- We are supplementing this imagery with three storyboards that demonstrate the entire process by which North Korean tankers depart North Korean ports, rendezvous with a foreign “feeder vessel” to engage in an illicit STS transfer, and return to a North Korean port to deliver refined petroleum products.

- The first storyboard in Tab 7 shows the entire process in which the North Korea-flagged MYONG RYU 1 conducted an STS transfer with the Panama-flagged SHANG YUAN BAO.
 - The second storyboard in Tab 8 shows the entire process in which the North Korea-flagged PAEK MA conducted an STS transfer with the Panama-flagged SHANG YUAN BAO.
 - The third storyboard in Tab 9 shows the entire process in which the North Korea-flagged MU BONG 1 conducted an STS transfer with the Sierra Leone-flagged XING MING YANG 888.
- The United States has now provided two tables documenting 148 deliveries of refined petroleum products to the DPRK and 10 images and storyboards clearly demonstrating the process by which this occurs to the 1718 Committee. This body of evidence should remove any remaining doubts that the DPRK has seriously violated the refined petroleum cap and that the Committee must urgently act to halt all refined petroleum product exports to the DPRK.

ATTACHMENTS

Tab 1: Table of DPRK tanker deliveries of refined petroleum products to DPRK ports

Tab 2: Figure of estimated volumes of refined petroleum product deliveries to DPRK

Tab 3: Image of Nampo Port marine import terminals for refined petroleum products

Tab 4: M/T Mu Bong 1 delivery at Nampo Port

Tab 5: M/T Mu Bong 1 delivery at Nampo Port

Tab 6: M/T Mu Bong 1 delivery at Nampo Port

Tab 7: Storyboard of Myong Ryu 1 STS transfer with Shang Yuan Bao

Tab 8: Storyboard of Paek Ma STS transfer with Shang Yuan Bao

Tab 9: Storyboard of Mu Bong 1 STS transfer with Xing Ming Yang 888

**OBSERVED REFINED PETROLEUM DELIVERIES TO NORT KOREAN
PORTS: JANUARY 1 – AUGUST 18, 2018**

Port	Ship Name	Dead Weight Tonnage	Arrival Date	Delivery Volume if 33% Laden	Delivery Volume if 50% Laden	Delivery Volume if 90% Laden
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	1-Jan-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Sam Jong 1	1,665.00	4-Jan-18	549.45	832.50	1,498.50
Nampo	Kum Un San 3	3,279.00	8-Jan-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	An San 1	3,003.00	10-Jan-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Najin	Kum Un San	2,070.00	10-Jan-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Nampo	Yu Phyeong 5	1,966.00	14-Jan-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Yu Son (Y Chun)	3,398.00	15-Jan-18	1,121.34	1,699.00	3,058.20
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	18-Jan-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Paek Ma	2,250.00	18-Jan-18	742.50	1,125.00	2,025.00
Nampo	Saebyol (Chong Rim 2)	1,150.00	19-Jan-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	25-Jan-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Wonsan	Kum Un San 3	3,279.00	26-Jan-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Rye Song Gang 1	3,003.00	27-Jan-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Najin	Kum Un San	2,070.00	28-Jan-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Wonsan	Sam Ma 2	1,731.00	30-Jan-18	571.23	865.50	1,557.90
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	2-Feb-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Sam Jong 1	1,665.00	2-Feb-18	549.45	832.50	1,498.50
Wonsan	Kum Un San	2,070.00	3-Feb-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Wonsan	Kum Un San 3	3,279.00	8-Feb-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	11-Feb-18			

				907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Yu Ph Yong 5	1,966.00	12-Feb-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Saeb yoi (Chong Rim 2)	1,150.00	16-Feb-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	An San 1	3,003.00	17-Feb-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	17-Feb-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Nampo	Rye Song Gang 1	3,003.00	19-Feb-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Sam Jong 1	1,665.00	22-Feb-18	549.45	832.50	1,498.50
Nampo	Yu Son (Y Chun)	3,398.00	24-Feb-18	1,121.34	1,699.00	3,058.20
Nampo	Yu Ph Yong 5	1,966.00	28-Feb-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Yu Jong 2	1,206.00	3-Mar-18	397.98	603.00	1,085.40
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	5-Mar-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	8-Mar-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	10-Mar-18	412.50	625.00	1,125.00
Chongjin	Kum Gang 3	1,205.00	10-Mar-18	397.65	602.50	1,084.50
Nampo	An San 1	3,003.00	13-Mar-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Paek Ma	2,250.00	13-Mar-18	742.50	1,125.00	2,025.00
Nampo	Rye Song Gang 1	3,003.00	13-Mar-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Sam Jong 1	1,665.00	13-Mar-18	549.45	832.50	1,498.50
Nampo	Saeb yoi (Chong Rim 2)	1,150.00	15-Mar-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	Kum Un San 3	3,279.00	16-Mar-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Yu Son (Y Chun)	3,398.00	16-Mar-18	1,121.34	1,699.00	3,058.20
Nampo	Wan Heng 11	4,983.00	19-Mar-18	1,644.39	2,491.50	4,484.70
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	21-Mar-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Hamhung	Sam Ma 2	1,731.00	21-Mar-18	571.23	865.50	1,557.90

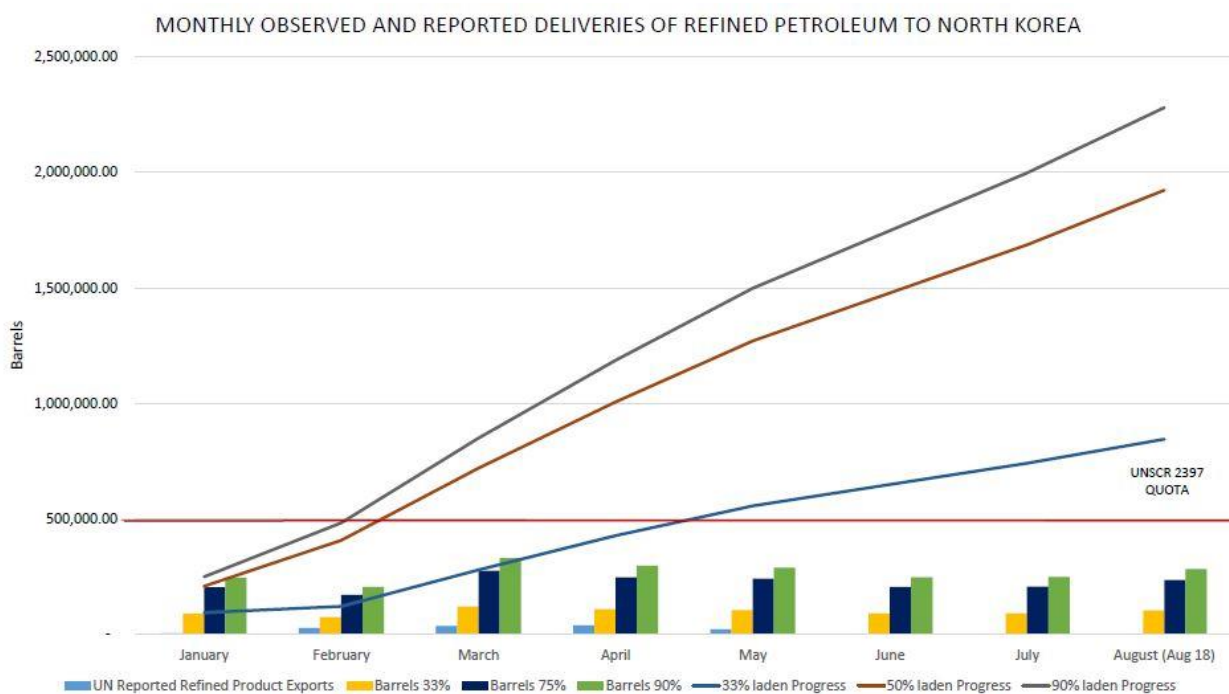
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	22-Mar-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	24-Mar-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Yu Jong 2	1,206.00	26-Mar-18	397.98	603.00	1,085.40
Nampo	Kum Un San	2,070.00	27-Mar-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Nampo	SaebyoI (Chong Rim 2)	1,150.00	29-Mar-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	An San 1	3,003.00	30-Mar-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Yu Phyeong 5	1,966.00	31-Mar-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	3-Apr-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	3-Apr-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Kum Pit 1	1,091.00	3-Apr-18	360.03	545.50	981.90
Nampo	Kum Un San 3	3,279.00	4-Apr-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Paek Ma	2,250.00	6-Apr-18	742.50	1,125.00	2,025.00
Chongjin	Sam Ma 2	1,731.00	12-Apr-18	571.23	865.50	1,557.90
Nampo	Nam San 8	3,150.00	13-Apr-18	1,039.50	1,575.00	2,835.00
Nampo	Yu Son (Y Chun)	3,398.00	13-Apr-18	1,121.34	1,699.00	3,058.20
Nampo	Wan Heng 11	4,983.00	14-Apr-18	1,644.39	2,491.50	4,484.70
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	15-Apr-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	21-Apr-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Hamhung	Sam Ma 2	1,731.00	24-Apr-18	571.23	865.50	1,557.90
Wonsan	Ma Du San	949.00	26-Apr-18	313.17	474.50	854.10
Chongjin	Sam Ma 2	1,731.00	27-Apr-18	571.23	865.50	1,557.90
Najin	Song Won	2,101.00	29-Apr-18	693.33	1,050.50	1,890.90
Wonsan	Kum Un San	2,070.00	30-Apr-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Nampo	An San 1	3,003.00	30-Apr-18			

				990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Kum Jin Gang 2	2,100.00	30-Apr-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Paek Ma	2,250.00	3-May-18	742.50	1,125.00	2,025.00
Chongjin	Sam Ma 2	1,731.00	5-May-18	571.23	865.50	1,557.90
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	5-May-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Yu Ph Yong 5	1,966.00	7-May-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	8-May-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Wonsan	Chon Myong 1	2,750.00	8-May-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Myong Ryu 1	900.00	9-May-18	297.00	450.00	810.00
Nampo	Sam Jong 1	1,665.00	9-May-18	549.45	832.50	1,498.50
Wonsan	Kum Un San	2,070.00	13-May-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Nampo	Saeb Yol	1,150.00	15-May-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	Nam San 8	3,150.00	17-May-18	1,039.50	1,575.00	2,835.00
Nampo	An San 1	3,003.00	17-May-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Hamhung	Sam Ma 2	1,731.00	19-May-18	571.23	865.50	1,557.90
Nampo	Yu Jong 2	1,206.00	21-May-18	397.98	603.00	1,085.40
Nampo	Yu Ph Yong 5	1,966.00	22-May-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Yu Son	3,398.00	22-May-18	1,121.34	1,699.00	3,058.20
Nampo	Kum Jin Gang 2	2,100.00	24-May-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	26-May-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Paek Ma	2,250.00	26-May-18	742.50	1,125.00	2,025.00
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	28-May-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Nampo	Myong Ryu 1	900.00	30-May-18	297.00	450.00	810.00
Nampo	Saeb Yol	1,150.00	4-Jun-18	379.50	575.00	1,035.00

Chongjin	Sam Ma 2	1,731.00	6-Jun-18	571.23	865.50	1,557.90
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	7-Jun-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Kum Un San 3	3,279.00	8-Jun-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	9-Jun-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Mu Bong 1 (Ryong Bong 1)	2,100.00	15-Jun-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Kum Un San	2,070.00	18-Jun-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Nampo	Kum Un San 3	3,279.00	18-Jun-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Nam San 8	3,150.00	19-Jun-18	1,039.50	1,575.00	2,835.00
Kimchaek	Yu Son	3,398.00	21-Jun-18	1,121.34	1,699.00	3,058.20
Chongjin	Wan Heng 11	4,983.00	24-Jun-18	1,644.39	2,491.50	4,484.70
Nampo	Saebiyol	1,150.00	25-Jun-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	Yu Jong 2	1,206.00	27-Jun-18	397.98	603.00	1,085.40
Nampo	Yu Phyong 5	1,966.00	28-Jun-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Paek Ma	2,250.00	30-Jun-18	742.50	1,125.00	2,025.00
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	2-Jul-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	An San 1	3,003.00	3-Jul-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Mu Bong 1 (Ryong Bong 1)	2,100.00	3-Jul-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Chongjin	Golden	1,977.00	3-Jul-18	652.41	988.50	1,779.30
Nampo	Kum Jin Gang 2	2,100.00	4-Jul-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	6-Jul-18	412.50	625.00	1,125.00
Chongjin	Wan Heng 11	4,983.00	9-Jul-18	1,644.39	2,491.50	4,484.70
Wonsan	Kum Un San	2,070.00	13-Jul-18	683.10	1,035.00	1,863.00
Nampo	Mu Bong 1	2,100.00	14-Jul-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	15-Jul-18			

				412.50	625.00	1,125.00
Chongjin	Golden	1,977.00	16-Jul-18	652.41	988.50	1,779.30
Songnim	Kum Jin Gang 2	2,100.00	20-Jul-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Kum Un San 3	3,279.00	20-Jul-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Myong Ryu 1	900.00	20-Jul-18	297.00	450.00	810.00
Nampo	Yu Jong 2	1,206.00	20-Jul-18	397.98	603.00	1,085.40
Nampo	Myong Ryu 1	900.00	21-Jul-18	297.00	450.00	810.00
Najin	Song Won	2,101.00	22-Jul-18	693.33	1,050.50	1,890.90
Nampo	Chon Ma San	2,750.00	23-Jul-18	907.50	1,375.00	2,475.00
Nampo	Nam San 8	3,150.00	23-Jul-18	1,039.50	1,575.00	2,835.00
Nampo	Yu Phyoung 5	1,966.00	23-Jul-18	648.78	983.00	1,769.40
Nampo	Saebjol	1,150.00	25-Jul-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	Tong Hung 5	600.00	25-Jul-18	198.00	300.00	540.00
Nampo	Yu Son	3,398.00	26-Jul-18	1,121.34	1,699.00	3,058.20
Nampo	Kum Jin Gang 2	2,100.00	27-Jul-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	28-Jul-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Sam Jong 1	1,665.00	30-Jul-18	549.45	832.50	1,498.50
Nampo	Myong Ryu 1	900.00	2-Aug-18	297.00	450.00	810.00
Nampo	Paek Ma	2,250.00	2-Aug-18	742.50	1,125.00	2,025.00
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	2-Aug-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Chongjin	Wan Heng 11	4,983.00	2-Aug-18	1,644.39	2,491.50	4,484.70
Chongjin	Rye Song Gang 1	3,003.00	4-Aug-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Chongjin	Sam Ma 2	1,731.00	7-Aug-18	571.23	865.50	1,557.90
Nampo	Nam San 8	3,150.00	8-Aug-18	1,039.50	1,575.00	2,835.00

Nampo	Kum Un San 3	3,279.00	9-Aug-18	1,082.07	1,639.50	2,951.10
Nampo	Saebyol	1,150.00	9-Aug-18	379.50	575.00	1,035.00
Nampo	Mu Bong 1	2,100.00	10-Aug-18	693.00	1,050.00	1,890.00
Najin	Song Won	2,101.00	12-Aug-18	693.33	1,050.50	1,890.90
Nampo	An San 1	3,003.00	15-Aug-18	990.99	1,501.50	2,702.70
Nampo	Myong Ryu 1	900.00	15-Aug-18	297.00	450.00	810.00
Nampo	Ji Song 6	1,250.00	16-Aug-18	412.50	625.00	1,125.00
Nampo	Nam San 8	3,150.00	16-Aug-18	1,039.50	1,575.00	2,835.00
Nampo	Sam Jong 1	1,665.00	16-Aug-18	549.45	832.50	1,498.50
Nampo	Sam Jong 2	2,507.00	15-Aug-18	827.31	1,253.50	2,256.30
Nampo	Yu Jong 2	1,206.00	18-Aug-18	397.98	603.00	1,085.40
Percent Laden				33%	50%	90%
Total (Metric Tons)				108,230.43	163,985.50	295,173.90
Total (Barrels)				833,374.31	1,262,688.35	2,272,839.03



Source: Member State

Annex 3: Communication of the Russian Federation to the Committee of 21 September 2018

From: Alexey Boguslavskiy [REDACTED]
Sent: Friday, September 21, 2018 10:17 PM
To: Sc-1718-Committee
Cc: To: [REDACTED]

Subject: Re: For Action: NOP – US letter petroleum cap, draft press release and note verbal (NOTE.276)

Dear Chair, colleagues,

Russia strictly complies with the provisions of the Security Council resolutions on the DPRK and the information that is reflected in the official notifications of the 1718 Committee, including on the issue of deliveries of refined petroleum products to this country.

According to paragraph 5 of resolution 2397, the Committee notifies all Member States when an aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK of 75, 90 and 95 per cent of the aggregate yearly amounts of 500 000 barrels have been reached, and only in the latter case (95 per cent), such notification is accompanied by an information about the requirement to immediately cease further deliveries of refined petroleum products to the DPRK for the remainder of the year.

In the absence of the aforementioned notification of the Committee, the continued export of refined petroleum products to the DPRK is fully in line with the requirements of the DPRK sanctions regime.

The fragmentary information provided by the US regarding the cases of alleged illegal ship-to-ship transfers of refined petroleum products to the DPRK vessels, as well as the results of the US computer modeling, are insufficient for the Committee's decision to completely cease refined petroleum export to the DPRK before the end of this year.

To take such a decision, which could have severe social, economic and humanitarian consequences for the DPRK, a full investigation and corresponding conclusions of the Panel of

Experts of the Committee of 1718 are required. Such an investigation is fully in line with the mandate of the Panel.

In this regard, we suggest that the US provide the experts with appropriate information regarding reported cases of ship-to-ship transfers and the proposed methodology of petroleum calculations for them to study it thoroughly and impartially.

Upon receiving the results of such a study we are ready to return to the consideration in the Committee of the US request with a view to eventually making an objective decision.

In the meantime Russia would like to put the US request on hold.

Best regards,

Alexey

Source: Member State

Annex 4: Address location provided by Golden Luxury Corporation to Yuantai



Source: The Panel

Annex 5: Panel letter to Golden Luxury Corporation and their associates

United Nations Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017
TEL.: +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: S/AC.49/2018/PE/OC.382

YOUR REFERENCE

10 December 2018

Dear Messrs. Wang Wei-Kwang, Mr. Lee Chun Hun, Mr. Lee Chun Hun and Ms. Chen Su Mei,

I am writing to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

According to paragraph 11 of resolution 2375 (2017), "all Member States shall prohibit their nationals, persons subject to their jurisdiction, entities incorporated in their territory or subject to their jurisdiction, and vessels flying their flag, from facilitating or engaging in ship-to-ship transfers to or from DPRK-flagged vessels of any goods or items that are being supplied, sold, or transferred to or from the DPRK". In paragraph 14 of the same resolution, the Security Council also decided that "all Member States shall prohibit the direct or indirect supply, sale or transfer to the DPRK, through their territories or by their nationals, or using their flag vessels or aircraft, and whether or not originating in their territories, of all refined petroleum products" (subject to exemptions).

In this regard, the Panel is investigating possible cases of sanctions evasion involving the vessel *Ocean Explorer* (IMO:9388792) which, according to information and photographs supplied by a Member State, conducted a ship-to-ship transfer with the tanker *Yuk Tung* on 28 October 2018 (see Annex 1). The *Yuk Tung* has been designated by the Security Council 1718 Committee for de-flagging and a global port entry ban for repeatedly engaging in illegal ship-to-ship transfers with DPRK tankers and the Member State has reason to believe that the transfer to the *Yuk Tung* was ultimately destined for the DPRK, in violation of the resolutions. Furthermore, the *Yuk Tung* is listed by the United Nations and registered by the International Maritime Organization (IMO) as being controlled by a UN designated entity.¹

Mr. Jiang Xi Hai Lian, Mr. Wang Wei-Kwang (aka Wang Wi Jung), Mr. Lee Chun Hung and Ms. Chen Su Mei, et al.
Golden Luxury Corporation (GLC)
Email: bestgo.ship@msa.hinet.net
Fax +88624621059

¹ See "Security Council 1718 Sanctions Committee Adds 22 Entries to Its Sanctions List, Designates 27 Vessels" UN Security Council press release, 30 March 2018 <https://www.un.org/press/en/2018/sc13272.doc.htm>

The Panel notes that your Belize-registered company was directly involved in this incident and in contact with individuals acting on behalf of the *Yuk Tung* also known to you as the vessel *Maika*. The Panel would be grateful for the assistance of you, your company and all your associates in providing the following information relating to the above-mentioned ship-to-ship transfer:

- 1) Copies of all correspondence and contracts associated with the above incident, including brokering, trading, financial transfer and vessel-related information;
- 2) The identity and contact details of all persons arranging for the transfer at sea with the *Yuk Tung/Maika*;
- 3) Any information at your disposal regarding the destination of the cargo aboard the *Yuk Tung/Maika*, in particular its end user destination including dates, times and location, as well as GPS coordinates;
- 4) An email address, mobile phone number through which you may be contacted;
- 5) The full name, nationality and copies of the seaman identity card, national identity card and passport of the Master of the *Yuk Tung/Maika*;
- 6) The crew list of the *Yuk Tung/Maika*;
- 7) The AIS/GPS of the *Yuk Tung/Maika*, showing its movements from 27 October 2018 until now;
- 8) The names, addresses, emails, mobile phone numbers, and all bank account numbers of the entities and individuals listed in Annex 2;
- 9) Please inform the entities and the individuals listed in Annex 2 that they may be named in the Panel's next report to the Security Council and to contact the Panel forthwith so that the Panel may consider reflecting their views in its report.

Paragraph 5 of the Security Council resolution 2407 (2018) urges all Member States and other interested parties to cooperate fully with the Panel of Experts, in particular by supplying any information at their disposal.

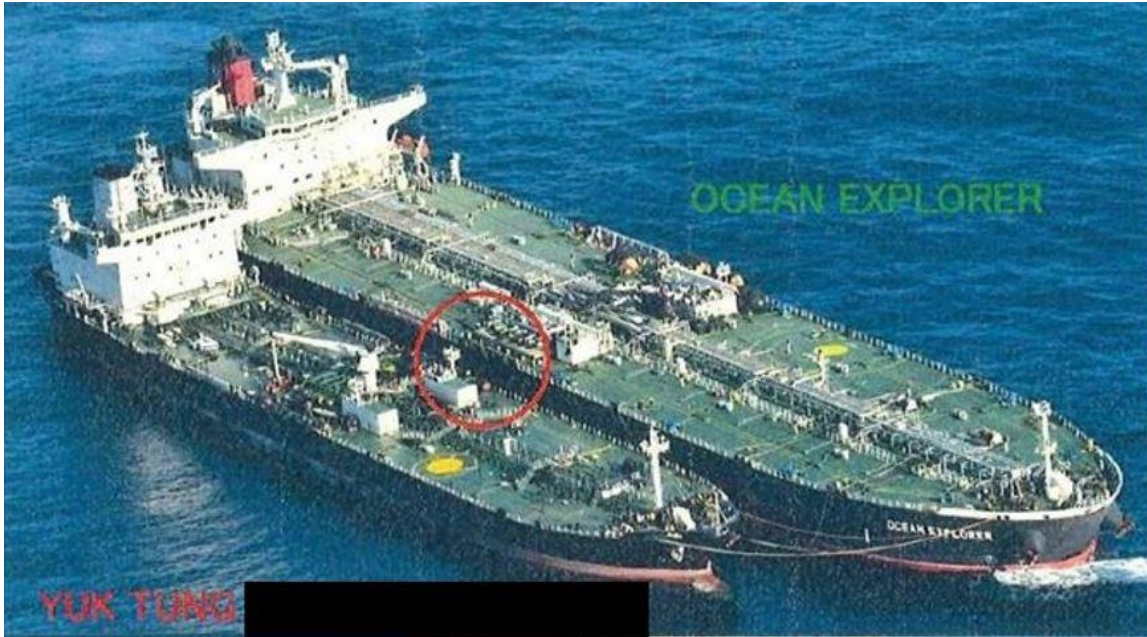
As the Panel intends to report on this case in its next report to the Security Council, we would be most grateful for any information to be supplied within two weeks of the date of this letter. The Panel may name Golden Luxury Corporation, your employees and any of their associates or associated individuals in our reporting and would therefore appreciate a reply from you in order to consider reflecting your views in our next report. Should you or your designated representative wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Hugh Griffiths [REDACTED] Mr. Jong Kwon Youn [REDACTED]

Yours faithfully,



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex I. Images showing the Ocean Explorer conducting a ship-to-ship transfer with a UN designated vessel controlled by UN designated entity



Source: Member State

Annex 2. "Documentation"



金豪有限公司
GOLDEN LUXURY CORP.

Registered address: 69 MARKET SQUARE, P.O. BOX 164, BELIZE CITY, BELIZE
 Taiwan Office: NO.224, HE 1ST RD., ZHONGZHENG DIST.,
 KEELUNG CITY 203, TAIWAN
 TEL:+886-2-24620759 FAX:+886-2-24621059 Email:bsugo.ship@ms.hinet.net

INVOICE NO: A181030-41
 INVOICE DATE: 10/30/2018
 LOCATION: NORTH PACIFIC OCEAN
 PROJECT: SUPPLY BUNKER TO FISHING BOATS
 MESSERS: ZEESHAN BASHIR BUILDING MATERIALS TRADING LLC
 BH GALADHARI PLAZA AL RIGGA DEIRA
 DUBAI UAE, DUBAI, UAE

INVOICE

DESCRIPTION	QUANTITY	UNIT PRICE	AMOUNT
MARINE GASOIL	51070.90 BBL	US\$100.054	US\$5,109,848.00
TOTAL			US\$5,109,848.00

PLEASE REMIT BY T/T REMITTANCE IMMEDIATELY FOR FULL
 INVOICE VALUE WITHOUT DEDUCTION

For and on behalf of
 GOLDEN LUXURY CORP



日期	数量	地点	备注
24/1/18	570	27°N/102°30'	连云港1 (6687)
"	550	27°N/124°30'	连云港2 (55008)
"	680	27°N/122°30'	连云港3 (7726)
17/1/18	200	31°00'/104°20'	连云港4 (3508)
"	2250	6°50'/126°20'	MKS (11257)
"	1050	6°50'/124°50'	MARINA (7245)
12/1/18	1800	6°50'/124°50'	MKS (5502)
17/1/18	410	31°30'/104°20'	连云港1 (7717)
13/1/18	300	26°50'/124°30'	连云港2 (7828)

Source: The Panel

江西海联石油化工有限公司

To: 金蒙有限公司

本公司委托ZEESHAN BASHIR BUILDING MATERIALS TRADING LLC及
GRACE WAY GENERAL TRADING LLC两家公司代支付货款给贵公司, 请知悉!

江西海联石油化工有限公司

12/10/2018



¹⁵⁹ One Panel Member objected to the disclosure of the Panel’s letter without an accompanying reply due to the sensitivity of the information. The Coordinator notes that it is standard practice to provide evidence of the Panel’s activities and the evidence obtained in the annexes.

Annex 6: Vanguard correspondence

From: vanguard [REDACTED]
Sent: Wednesday, December 12, 2018 2:08 PM
To: Hugh Griffiths
Cc: 'van.guard'
Subject: RE: Outgoing Communication # 367 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Vanguard

Dear Mr.Hugh Griffiths,

Good day.

We have to affirm that Vanguard Shipping Safety Management Consultant Co. Ltd never involved in the owner's cargo operation and finance. our company only responsible for the regulation of International Convention for the Safety of Life at Sea (SOLAS 1974) Appendix IX and Chapter X1-2 issued by International Maritime Organization (IMO).

Our company is not responsible for the management of trade operation and crew management of this Virtue Base Developments Limited (IMO No.5893594), nor involved in matters such as ownership and chartering of the ship to which this company belongs and trade operation and crew management.

So we don't know the following information from Virtue Base Developments Limited (IMO No.5893594).

names, addresses, email addresses, fax numbers and other records for the individuals responsible for Virtue Base Developments.

Our company was entrusted by Mr.Lai (phone number +886978882693) at the end of May 2017, by our employee Penny to assist the applicant company IMO number, but soon after, We also cannot contact this Mr.Lai.

Hope above mention will help your investigation.

Best Regards.

汎德船舶安全管理顧問有限公司

VANGUARD SHIPPING SAFETY MANAGEMENT CONSULTANT COMPANY LIMITED.

From: Hugh Griffiths [REDACTED]
Sent: Monday, December 10, 2018 8:27 PM
To: van.guard
Subject: Re: Outgoing Communication # 367 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Vanguard

Dear Vanguard,

Thank you for your email.

Is this Penny Lee 李沛瑀(Ms.) that is replying to the United Nations?

Or another employee?

I would be grateful if you could identify yourself and provide information on an important case.

Virtue Base Developments (see attachment)

This is an entity registered in the Seychelles for which you submitted an IMO number request in 2017.

Please supply the names, addresses, email addresses, fax numbers and other records for the individuals responsible for Virtue Base Developments.

I am basing this request on the attached Equatorial Guinea registry certificate.

Virtue Base Developments are shielding their identity.

However, your company, Vanguard is named as a "care of" address with a UN international organisation for Virtue Base Developments.

Please provide us with the information on the individuals behind Virtue Base Development within 24 hours.

Best regards,

Hugh Griffiths

From: van.guard [REDACTED]
Sent: Monday, December 10, 2018 9:56 AM
To: DPA-POE1874
Cc: "Vanguard(汎德公司)"; Hugh Griffiths
Subject: RE: Outgoing Communication # 367 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Vanguard

Dear Mr.HUGH GRIFFITHS,

Good day.

At beginning, we have to affirm that Vanguard Shipping Safety Management Consultant Co. Ltd never involved in the owner's cargo operation and finance. We only pay attention to ship's safety. It's most management company done at Kaohsiung. Besides, we have never received the Panel's previous notice S/AC.49/2017/PE/OC.1151 of 19 December 2017, only received S/AC.49/2018/PE/OC.367 on 7 December 2018.

You said our company was associated with 5 ships engaged in prohibited ship-to-ship transfers. We would like to clarify as following:

1. Lighthouse Winmore (IMO number: 9635987) — She belongs to Mr. Hsih-Shien Chen, which was never under our management. If she holds our company's DOC, then it must be a fake certificate and please provide your evidence in hand. It's easy to find out from her SMC.
2. Billions No. 18 (IMO number: 8711021) — She also belongs to Mr. Hsih-Shien Chen. It changes ship's name to "SUN CROWN". And then it was sold to other people.
3. Jin Hye (IMO number: 8518572) — In December 2017, we were informed by Investigation Bureau about the vessel was involved with illegal transfers. Then we broke the agreement with the owner immediately and accepted Investigation Bureau and prosecutor's investigation. You may check with them. The owner was in litigation now and we are clear from the investigation. After breaking the agreement, we have delivered the deletion certificate to the owner from Flag State. The ship has left us and we didn't get further information from her.
4. Wan Heng 11 (IMO number: 8688717) — This vessel was never under our management. Please provide the evidence for us to report to Investigation Bureau.
5. Heng Xing (IMO number: 8669589) on 7 May 2018 — Please check your Annex 2 and amplify stern part of the small ship, you will clearly indicate port registration of two Chinese words "舟山"(ZHOU SHAN) that is a Chinese ship. (Please see the red column)

Source: The Panel

Annex 7: Panel letter to Hin Leong 10 May 2018

United Nations  Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017
TEL.: +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: S/AC.49/2018/PE/OC.78

YOUR REFERENCE

10 May 2018

Dear Mr. Evan Lim,

I am writing with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

In its 2018 final report to the UN Security Council the Panel noted the following:

“The Panel’s latest investigations show that the Democratic People’s Republic of Korea is already flouting the most recent resolutions by exploiting global oil supply chains, complicit foreign nationals, offshore company registries and the international banking system. The Panel investigated illicit ship-to-ship transfers of petroleum comprising a multi-million-dollar business that is driving an international network of brokers and ship charterers as well as unwitting global commodity trading companies and oil suppliers.... At the same time, the heightened sanctions have created lucrative markets for Democratic People’s Republic of Korea-backed traders seeking to procure petroleum while exporting the country’s natural resources. The profit margins involved, coupled with the offshore nature of much of the affected oil, maritime and finance sectors, necessitate *far greater private sector due diligence, information-sharing and self-policing* [emphasis added].” (Executive Summary, pg. 4)¹

Mr. Evan Lim
Project Director
Hin Leong Trading
Singapore

Email: bd@hinleong.com.sg; evanlim@hinleong.com.sg

Cc. Meng Wong See, wongseemeng@hinleong.com.sg
Seng Serene, sereneseng@hinleong.com.sg

Cc. Permanent Mission of Singapore to the United Nations

¹ The Panel’s 2018 final report to the Security Council, [S/2018/171](#), 5 March 2018, available at: https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718/panel_experts/reports.

In preparation for its midterm report to the Security Council due on 3 August 2018, the Panel is gathering information from companies trading in oil and petroleum products, as well as their suppliers and producers in the affected supply chains and regions² to ascertain what risk-mitigation measures, if any, such companies are taking in view of the Panel's findings.

In this regard, the Panel would be grateful for your assistance in providing the following information:

- What contractual obligations have your company or your partners considered to mitigate the risk that specific Far Eastern Free On Board (FOB) deliveries are not ultimately diverted to DPRK-controlled vessels in violation of paragraphs 11 and 14 of resolution [2375 \(2017\)](#)?
- Do such risk mitigation measures include an "automatic information system (AIS) switch-off clause" to ensure that the performing vessel shall not switch off its AIS at any point whilst the cargo (or any part thereof) is on board the vessel?³
- Do such risk mitigation measures include the presentation of supporting documentation to provide evidence of full and complete delivery to the stated destination or vessel within a set number of days of delivery?

For companies still considering optimal risk mitigation measures, please find in the Annex, for your consideration, "Best Practice" contractual clauses that may be used to safeguard the integrity of global oil and petroleum product supply chains by allowing the affected sector to (a) monitor the vessels transporting their products through an "AIS switch-off clause" that guards against clandestine and prohibited ship-to-ship transfers in violation of paragraphs 11 and 14 of resolution [2375 \(2017\)](#); (b) ensure the security of the supply chain through the submission of supporting documentation to evidence actual delivery to the stated end-user or customer.

Paragraph 5 of resolution [2407 \(2018\)](#) urges all Member States and other interested parties to cooperate fully with the Panel of Experts, in particular by supplying any information at their disposal.

The Panel would welcome any other information that you might consider relevant to its work as mandated by the Security Council. In addition, the Panel would like to assure you that any information you may consider confidential can be handled accordingly and used solely for the information of the Security Council and the 1718 Committee.

² The Panel has identified a variety of affected companies, Member States and supply chains. A smaller number of these may be found in paras. 61-73, [S/2018/171](#).

³ In all cases of prohibited ship-to-ship transfer identified by the Panel, the foreign-flagged vessel switched off its AIS prior to the illicit supply to the DPRK tanker.

Given the importance the Panel attaches to this investigation, we would be most grateful for any information to be supplied within one month of the date of this letter. Should you wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Hugh Griffiths and Mr. Neil Watts

[REDACTED]

[REDACTED]

Yours sincerely,



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex: "Best practice" contractual clauses

Annex: “Best practice” contractual clauses**Additional conditions for Specific Far East Free on Board (FOB) deliveries**

In respect of Specific Far East FOB deliveries, the Buyer undertakes to the seller that in respect of each cargo delivered by the seller to the Buyer, the Buyer shall fulfill the following obligations:

- A) The performing vessel for that cargo shall at all times ensure that the performing vessel does not switch off its Automatic Identification System (AIS) at any point whilst that cargo (or any part thereof) is on board the performing vessel.

- B) The Buyer shall provide to the Seller within seven (7) days of completion of discharge of the Cargo from the Buyer’s performing vessel, complete supporting documents evidenced to the Seller’s satisfaction (in Seller’s reasonable discretion) a full reconciliation of the discharged quantities of such Cargo by the Buyer’s performing vessel (including, without limitation, full details of the dates of discharge (and in each case the quantity discharged) to either receiving shore facilities and/or vessels (including details of the vessel name, flag and registered owners, as applicable) against the quantities delivered by the Seller to the Buyer.

- C) Where a discharge port is specified on the bill of lading issued with respect to a Cargo, the Buyer shall provide to the seller within seven (7) days of completion of discharge of such Cargo, documentary evidence that the Cargo was delivered by the performing vessel at the specified discharge port.

Hin Leong responses to best practice clauses and Panel letter

Serene Seng

From: Serene Seng
Sent: Tuesday, 7 August, 2018 6:16 PM
To: 'Tammy Xie'
Cc: Nathanael Lin; Freddy Tan Jie Ren; Chee Li Li
Subject: RE: UN Clause

Hi Tammy,

Apologies but we really cannot accept these clauses.

Regards,
Serene

From: Tammy Xie [mailto:Tammy.Xie@trafigura.com]
Sent: Tuesday, 7 August, 2018 5:14 PM
To: Serene Seng
Cc: Tammy Xie
Subject: UN Clause

Hi Serene,

I would call you to explain this.

Evan Lim

From: Evan Lim
Sent: Thursday, July 19, 2018 11:42 AM
To: [REDACTED]
Cc: Serene Seng; Wong See Meng; Nathanael Lin
Subject: RE: Outgoing Communication #78 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Hin Leong

Dear Sirs,

We refer to your emails of 10 May 2018 and 6 July 2018.

Having taken the time to review our contractual position, we are afraid that confidentiality requirements preclude us from providing the feedback sought by the Panel. We trust that the Panel will appreciate the position that we have been placed in.

Regards,

evan
 [REDACTED]

From: DPA-POE1874 [REDACTED]
Sent: Friday, 6 July, 2018 12:29 AM
To: BD; Evan Lim; Wong See Meng; Serene Seng
Subject: FW: Outgoing Communication #78 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Hin Leong

Dear Mr. Evan Lim,

Grateful if you can provide us a feedback on the aforementioned Outgoing Communication. We are trying to consolidate the replies on our log and we could not find any from your end. Please do not hesitate to call us or resend to us the reply if this request has already been addressed.

Thank you very much.

Best regards,
 [REDACTED]



From: [REDACTED]
Sent: Thursday, 10 May, 2018 3:34 PM
To: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Subject: Outgoing Communication #78 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Hin Leong

Dear Mr. Evan Lim,

Source: The Panel

Annex 8: Hika scrapping documentation

Total Tonnage		82,718		
CHITTAGONG - Port Position as of October 12, 2018				
No.	VESSEL NAME	LDT	TYPE	STATUS
1	Al Anbariah	15,933	Tanker	Beached October 11
2	Danum 156	2,650	Container	Beached October 09
3	Dawn Kanchipuram (Under Tow)	9,756	Tanker	Beached October 10
4	Giant	24,491	Crane Ship	Beached October 08
5	Hika	7,211	Tanker	Beached October 09
6	ISA Winter	2,878	General Cargo	Arrived October 09
7	Nir	6,043	Tanker	Beached October 08
8	Ocean Pride	7,639	Bulk Carrier	Arrived June 13
9	PTAP One (Under Tow)	7,548	Floating Storage	Beached October 11
10	Rongdhonu	680	Hospital Ship	Arrived September 14
11	Touyou Gou	3,549	Conveyor Reclaimer	Beached October 09
Total Tonnage		88,378		
GADANI - Port Position as of October 12, 2018				
No.	VESSEL NAME	LDT	TYPE	STATUS
No new vessels reported this week.				

VESSELS DUE AT OUTER ANCHORAGE:
DATED: 02/10/2018:



THE CHITTAGONG PORT AUTHORITY
MARINE DEPARTMENT
LIST OF VESSELS AS PER DECLARATION MADE BY LOCAL AGENT:

www.cpa.gov.bd

SL. NO.	NAME OF VESSELS	LENGTH	DRAFT	DATE OF ARRIVAL	L.PORT CALL	FLAG	LOCAL AGENT	LINE BELONG TO	CARGO CARRIED	TYPE OF CARGO	LOADING PORTS	
27	AMITY(IMO 9497517)	-	-	176.20	UREA	FUJE	LIBE	SSL	26/09 AT 1400	A 9.8	27500(8000CTG)	
28	TAN BINH 236(IMO 9198379)	-	-	150.00	FELDSPAR	P.KEL	PANA	AMBL	26/09 AT 1206	B 9.7	22000	
29	ATLANTIC MONTEREY(IMO 9782226)	-	-	189.99	SOYABEAN	CONV	SING	USL	26/09 AT 1312	A 10.5	60162	
30	TRON LEGACY(IMO 9619515)	-	-	189.99	C.CLINK	SING	MARSH	ASLL	26/09 AT 1330	A 11.31	54230	
31	CROWN VICTORY(IMO 9077252)	-	-	190.00	LIMESTONE	SING	BD	CMSS	26/09 AT 1530	A 11.5	43900	
32	DENSA TIGER(IMO 9432476)	-	-	189.90	SLAG	SING	MALY	ZEBRA	25/09 AT 1340	A 10.9	41825	
33	HOKY FUTURE(IMO 9583835)	-	-	189.99	C.CLINK	CAMPA	HONGS	LITMOND	27/09 AT 1613	B 11.5	54160	
34	BULK PATAGONIA(IMO 9503184)	-	-	197.00	WHEAT	P.SAID	PANA	SEACOM	26/09 AT 0142	A 11.4	56270	
35	HEILAN JOURNEY(IMO 9696778)	-	-	189.99	SLAG	COCHI	PANA	BASHUND	26/09 AT 1435	A 11.2	26400(26000MONG)	
36	OCEAN ROSE(IMO 9351125)	-	-	189.99	C.CLINK	KRABI	MARSH	USL	26/09 AT 1616	A 10.5	54800	
37	PIONEER(IMO 9225509)	-	-	99.90	COAL	MALA	TIVA	FMS	29/09 AT 0050	C 7.3	7500	
38	AGERU(IMO 958874)	-	-	189.95	WHEAT	P.SAID	LIBE	BASHUND	29/09 AT 1630	A 11.3	54400	
39	WESTERN CALLAO(IMO 9594717)	-	-	177.85	MOP	KLAIP	SING	SULTAN	30/09 AT 0412	A 11.4	35300(21300MONG)	
40	YTB BRAVE(IMO 9554676)	-	-	105.00	BALL CLAY	P.KEL	PANA	FMS	26/09 AT 0145	C 9.5	8000	
41	ARIADNE(IMO 9554676)	-	-	189.99	STONE	MMA	LIBE	RADIANT	30/09 AT 0505	A 10.1	36600	
42	DENSA EAGLE(IMO 9432488)	-	-	189.90	COAL	RICH	MALY	UML	30/09 AT 1620	A 12.52	31625	
43	MERIDIAN EXPRESS(IMO 9598272)	-	-	183.00	CORO	S.LORE	PANA	USL	01/10 AT 0400	A 10.6	41671	
44	CROWN VIRTUE(IMO 9216678)	-	-	189.99	C.CLINK	CAMPA	BD	CMSS	30/09 AT 1642	A 12.15	50100	
45	OCEAN RAHBAR(IMO 9293105)	-	-	189.94	C.CLINK	KRABI	PANA	SSL	30/09 AT 1817	A 11.8	52200	
46	FOUR EMERALD(IMO 9416458)	-	-	186.00	TSP	FUJE	MALY	ASCO	01/10 AT 1136	-	8.8	26250(7000CTG)
47	RICHARDS CALLAN(IMO 9390922)	-	-	192.90	P.CARGO	CHENN	MARSH	HSS	01/10 AT 1430	A 8.7	2100	
48	EM CORAL(IMO 9586788)	-	-	189.99	COAL	SING	PANA	UNIOCEAN	01/10 AT 1830	A 11.5	55000(25000MONG)	
49	BASHUNDHARA 8(IMO 9119971)	-	-	189.99	C.CLINK	KARACI	BD	BASHUND	01/10 AT 1936	A 11.85	26000(15450MONG)	
50	HAI DUONG 26(IMO 9317042)	-	-	121.10	WOOD PULP	FUTON	PANA	USL	01/10 AT 2330	C 7.8	7165	
51	NAVROS YLSESSES(IMO 9317494)	-	-	189.99	AGGREGATE	FUJIA	MALY	UNIOCEAN	02/10 AT 0718	A 11.27	54000	
52	ALFAD ALFAD	-	-	162.71	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	05/10 AT 0800	-	4.8	4700 BEACHING
53	DORWOOD 04(IMO 9009798)	-	-	44.4	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	10/10 AT 0800	-	1.0	300
54	DORWOOD 05(IMO 9009798)	-	-	44.4	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	10/10 AT 0800	-	1.0	300
55	DORWOOD 06(IMO 9009798)	-	-	44.4	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	10/10 AT 0800	-	1.0	300
56	DORWOOD 07(IMO 9009798)	-	-	44.4	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	10/10 AT 0800	-	1.0	300
57	DORWOOD 08(IMO 9009798)	-	-	44.4	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	10/10 AT 0800	-	1.0	300
58	DORWOOD 09(IMO 9009798)	-	-	44.4	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	10/10 AT 0800	-	1.0	300
59	DORWOOD 10(IMO 9009798)	-	-	44.4	SCRAPPING	YARD	BD	DOMA	10/10 AT 0800	-	1.0	300
60	HIFA(IMO 9033989)	-	-	186.72	SCRAPPING	FUJIA	IND	PAET	01/10 AT 1428	C 8.6	300	

80	HIFA(IMO 9033989)	-	-	186.72	SCRAPPING	FUJIA	IND	PAET	01/10 AT 1428	C 8.6	300
----	-------------------	---	---	--------	-----------	-------	-----	------	---------------	-------	-----

Source: The Panel

Annex 9: Panama's reply to the Panel



MISIÓN PERMANENTE
DE PANAMÁ ANTE LA ONU
NUEVA YORK, USA

MPP NY 1288/18

La Misión Permanente de la República de Panamá saluda atentamente a la Secretaría del Comité del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas establecido en virtud de la Resolución 1718 (2006), y tiene el honor de informar las medidas adoptadas por la República de Panamá en respuesta a las notas No. S/AC.49/2018/PE/OC.147 de 18 de junio de 2018 y notas No. S/AC.49/2018/PE/OC.223 de 16 de agosto de 2018.

La Misión Permanente de la República de Panamá, a solicitud de autoridad superior, remite al Panel de Expertos el informe nacional que la Secretaría Ejecutiva del Consejo de Seguridad Nacional en coordinación con la Autoridad Marítima de Panamá comunicó al Ministerio de Relaciones Exteriores, en los casos relativos a las naves Shang Yuan Bao y New Regent, respectivamente.

La Misión Permanente de la República de Panamá aprovecha la ocasión para reiterar a la Secretaría del Comité del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas establecido en virtud de la Resolución 1718 (2006), las seguridades de su distinguida consideración.

02 de noviembre de 2018

Al Comité del Consejo de Seguridad
En virtud de la Resolución 1718 (2006)
Naciones Unidas
Nueva York



CONFIDENCIAL

República Dominicana, por la cantidad de \$619.25. Recibo de Impuestos y Tasas Anuales del 04 enero de 2017 a través del propietario Jui Chen Shipping Co., Limited, Nápoles Italia, por la cantidad de \$3,968.06.

- **Detalles sobre los accionistas:** Según nuestras constancias la embarcación era operada por una sociedad que no está constituida en la jurisdicción panameña, por lo que dicha información no constan en registros.
- **Copia de la más reciente tripulación:** No consta. Una vez que es cancelada una nave del Registro Mercante Panameño, no se tiene acceso a la más reciente lista de tripulación ya que la relación entre Estado de Pabellón y la nave desapareció una vez fue cancelada.

NEW REGENT

IMO: 8312497 y Distintivo de Llamada 3F CR5, año de construcción 1983, tonelaje bruto 2,998.00, tonelaje neto 1,600.00, eslora 104 mts., manga 119 X 30 mts.

- **CANCELACIÓN:** Tanquero con registro oficial N°46483-15. El proceso de cancelación del Registro Mercante Panameño se inició el 4 de septiembre con un pliego de cargos por denuncia presentada a la Administración de la Autoridad Marítima de Panamá, consistente que la misma estaba incurriendo en actividades que violan las Resoluciones emanadas del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas emitidas en contra de la República Popular Democrática de Corea del Norte. Sin embargo, la cancelación fue efectiva con posterioridad al inicio del proceso, a solicitud de parte interesada.
- **Propietario Registrado:** Mega Glory Holding Limited, dirección 2nd floor, Abbott Road Town, tortola British Virgin Islands, teléfono 88-7-2696301, Fascimile 86-7-2696313, correo electrónico lcn.crewing@gmail.co.
- **Operador Registrado:** Ocean Grow International Shipmanagement Consultant Corporation, Company IMO 5096871; dirección 4F-1, No.380, Ming Quan 2nd RD, Quianzhen Dist., Kaoshiung City 806. Taiwan; teléfono 886-7-9659989, facsimile 886-7-9660366, correo ogisco@oceangrow.com.tw, telex 051-94074828.
- **Persona de contacto responsable para responder a requerimientos de Autoridad:** Sung, Chao-Chen, Ocean Grow International Shipmanagement Consultant Corporation; 4F-1, No.380, Ming Quan 2nd RD, Quianzhen Dist., Kaoshiung City 806 Taiwan; teléfono 886-7-9659989, facsimile 886-7-9660366, correo ogisco@oceangrow.com.tw, telex 051-94074828.
- **Compañía Aseguradora para Cobertura de Daños:** Maritime Mutual, Blue Card No.3149 15A, a partir del 15 de julio de 2015 al 14 de julio de 2016, responsable Maritime Pacific R&I Services Ltd.
Arsenal Insurance Company, Policy Reference 18/PII12/000487, con fecha de 18 de julio de 2018, responsable Yury Makhovoy, Head of Marine Insurance Department.
- **Historial de Pagos para Registro:** pago por abanderamiento (adjunto), pago efectuado por los propietarios No. Recibo10127030A, mediante cheque No.REC-138184/14-12-2017, banco Ofic. Del Reg. Aux en Tokio, fecha 26 de abril de 2018, por la cantidad de \$3,708.00. Recibo No.1218407 efectuado por Ocean Grow International Shipmanagement Consultant Corporation, en el consulado de Tokyo,

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

en 03 de agosto de 2017, por la cantidad de \$1,500.00. Recibo No10089959A, efectuado por los propietarios, cheque No.REC.125295/24/12/2015, en la Embajada de Panamá en Taipei, el 20 de abril de 2016 por la cantidad de \$3,708.00.

- **Detalles sobre los accionistas:** Según nuestras constancias la embarcación era operada por una sociedad que no está constituida en la jurisdicción panameña, por lo que dicha información no constan en registros.
- **Copia de la más reciente tripulación:** No consta. Una vez que es cancelada una nave del Registro Mercante Panameño, no se tiene acceso a la más reciente lista de tripulación.

Acciones Preventivas tomadas a nivel nacional en torno a estas embarcaciones

Con motivo de las acciones preventivas y de protección del sistema financiero nacional, el registro mercante panameño y de las actividades relacionadas el Estado panameño adoptó las siguientes acciones en torno a estas embarcaciones:

- Se informó a los sujetos obligados financieros y no financieros acerca de los riesgos para el sistema financiero nacional representan las personas y empresas relacionadas;
- Se dio curso al congelamiento Preventivo de activos;
- Se hizo la búsqueda en la base de datos de inteligencia financiera;
- Notificó a los países interesados, sobre la medida tomada por Panamá respecto a las naves.
- De conformidad al párrafo cuarto del Artículo 51 de la Ley No. 57 de 6 de agosto de 2008 "General de Marina Mercante", una vez es iniciado el proceso de cancelación se suspende la Patente de Navegación de Servicio Internacional y por tanto, no se autorizarán prórrogas a dicho documento hasta que culmine el mencionado proceso.
- Se suspendió la emisión y/o la renovación de Certificados Técnicos, a favor de las naves SHANG YUAN BAO y NEW REGENT.
- Se notificó a los agentes residentes y a la Organización Reconocida ¹que ha efectuado los reconocimientos o ha emitido los correspondientes Certificados Técnicos, para que se abstengan de prestar tales servicios.
- A través de la Autoridad Marítima de Panamá se está trabajando en una serie de acciones que involucran el desarrollo e implementación de capacidades para el seguimiento y monitoreo de las naves que se crean pueden estar realizando actividades violatorias de las Resoluciones de la ONU.

Estás acciones incluyen:

¹De acuerdo a la Resolución J.D. 019-2005 de 24 de noviembre de 2005, Organizaciones Reconocidas son todas aquellas organizaciones nacionales e internacionales debidamente reconocidas por la Dirección General de Marina Mercante de la Autoridad Marítima de Panamá para hacer reconocimientos y expedir certificados estatutarios a las naves de la Marina Mercante Nacional, de acuerdo a las leyes nacionales y a los convenios internacionales ratificados por Panamá.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

- La revisión en el Sistema PurpleTRAC, de todas las naves que soliciten la inscripción en el Registro Mercante Panameño, así como, naves a las cuales se les tenga que emitir un certificado técnico, lo que permite observar cuando la nave mantiene algún tipo de restricción impuesta por un tercer Estado o por el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.
- A través del equipo en el cual está programado el Sistema de Identificación y Seguimiento de Largo Alcance (LIRIT por sus siglas en inglés) que portan las naves de bandera panameña, administrado, por la compañía Pole Star, la cual lo adquirió luego de una licitación pública, se establecerá un polígono de vigilancia sobre las zonas que se consideren de mayor riesgo según la información que ha proporcionado previamente un tercer Estado.
- La Autoridad Marítima de Panamá, como medida preventiva el nombre del operador fue incluido en los procesos de cancelación para que el mismo sea del conocimiento de los funcionarios y agentes residentes, a fin de activar las alertas correspondientes y evitar la ejecución de actos que afecten los intereses nacionales y de la comunidad internacional.

CONFIDENCIAL

Annex 10: Jui Zong's reply to the Panel



DATE : 6TH, July, 2018
TO : United Nations and the Security Council Panel of Experts
established pursuant to resolution 1874(2009)
ATTN : Hugh Griffiths
TEL : +1 212 963 1055
FAX : +1 212 963 2013
FROM : Jui Zong Ship Management Co., Ltd.

SUBJECT :

Re: Reference : S/AC.49/2018/PE/OC.147 , Panama-flagged Shang Yuan Bao (IMO number: 8126070)
involved in a ship-to-ship transfer with the DPRK vessel Paek Ma (IMO number: 9066978).

Dear Mr. Hugh Griffiths,

We are the ship's agency 'Jui Zong Ship Management Co., Ltd.' of the Panama-flagged Shang Yuan Bao (IMO number: 8126070). We received a letter from you on 19th-June-2018, regarding sanctions measures imposed in relation to the DPRK in resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017).

We have contact with the ship owner 'Jui Cheng Shipping Co., Ltd.' for reply the Panel's problem. The owner indicates the vessel *Shang Yuan Bao* is too old to operation, therefore they decided to sell the vessel several months ago, and they are looking for the buyer until now. *Shang Yuan Bao* was drifting at sea and waiting for the owner's instruction because the potential buyer would like to visit the vessel. However, the DPRK vessel Paek Ma (IMO number: 9066978) seemed to took *Shang Yuan Bao* for oil supplier and closed to *Shang Yuan Bao*, that was a big misunderstanding. The DPRK vessel Paek Ma realized she had misunderstood but still asks *Shang Yuan Bao* could provide fresh water to them based on humanitarian aid, and *Shang Yuan Bao* agreed.

As above-mentioned, the vessel *Shang Yuan Bao* did not transfer bunker to the DPRK vessel Paek Ma, therefore we can not provide the information that you need.

Sincerely yours

Sophia Huang
Sophia Huang

JUI ZONG SHIP MANAGEMENT CO., LTD.



Source: The Panel

Annex 11: Jui Zong correspondence to the Panel

From: [REDACTED]
Sent: Monday, October 15, 2018 10:22 PM
To: Hugh Griffiths
Cc: [REDACTED]
[REDACTED]
Subject: Re: Outgoing Communication #147 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Jui Pang Shipping

Dear Mr. Hugh Griffiths,

Please note the Ministry of Justice Investigation Bureau is investigating this case, we believe they shall give back our innocence, thank you.

BRGDS

Jui Zong Ship Management Co., Ltd.

----- Original Message -----

From: [REDACTED]
To: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
[REDACTED]
Sent: Monday, October 15, 2018 11:51 PM
Subject: RE: Outgoing Communication #147 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Jui Pang Shipping

Dear Sir/Madame,

I would ask that you please identify yourself for the purposes of our report. Please give your name, position and affiliation.

I would note for the record that you have provided no documentation to substantiate your claims that the prohibited ship to ship transfers "was a big misunderstanding"

Nor have you provided the contact details – email, telephone numbers, names and addresses of the entities you refer to both in your letter of 6 July 2018 nor in your email of Monday 15 October.

Your level of involvement with the Panama-flagged Shang Yuan Bao is clear. Your excuse that the ship was transferring fresh water to the Paek Ma is not credible. Even if it were true, all ship to ship transfers are prohibited under the resolutions.

I take this opportunity to inform you that should documentation and information from you and your company are not forthcoming in the coming days, it is likely that the Panel may recommend you and your company for an assets freeze and travel ban in our next report to the Security Council.

Sincerely,

Hugh Griffiths

Coordinator, Panel of Experts

Established pursuant to UNSCR 1874

From: shipping <[REDACTED]>

Sent: Monday, 15 October, 2018 2:02 AM

To: Hugh Griffiths <[REDACTED]>

Subject: RE: Outgoing Communication #147 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to Jui Pang Shipping

Dear Mr. Hugh Griffiths,

Good day. We are sorry to reply you so lately because we missed this e-mail and noted this e-mail when Ministry of Justice Investigation Bureau came to our office last week.

Please note we are just a port agent at Kaohsiung port, not the actual operator or shipowner. We should not suffer any unrighted wrong.

The Ministry of Justice Investigation Bureau is investigating the illegal action to the vessel, we believe we are innocence, thank you.

B RGDS

Jui Zong Ship Management Co., Ltd.

Source: The Panel

Annex 12: Qihang International Shipping Management's reply to the Panel

Dear Mr.Hugh Griffiths & Mr.Jong Kwon Youn :

We received your message. We Hongkong Qi Hang International Shipping Management Co., Ltd as a ISM Management company attaches great importance to the matter. And we inquired the owner in no time, gotten the details as follows:

The registered owner of Sierra Leone's flag vessel "XING MING YANG 888" is Xing Ming Yang Hong Kong Shipping Company Co., they rented the vessel to XIAGANG HONG KONG MARITIME CO., LIMITED. And the vessel "XING MING YANG 888" is actually operated by XIAGANG HONG KONG MARITIME CO..

At early morning 11 Jun 2018, "XING MING YANG 888" was on the way to port of NingDe for repairing by the order of the charterer, and she had no any cargo on board. The duty officer received a calling on VHF Ch16 from a nearby vessel which you call vessel "MU BONG 1", they claimed to be rescued because they were no food and fresh water any more on board, and our duty officer reported to the captain immediately. Our captain considered the sake of humanitarian and in accordance with the provisions of Article 98 of the United Nations Convention on the Oceans on the obligation of rescue, so our captain allowed the vessel keeping alongside our vessel for supplying some food and fresh water in half an hour. Our captain claimed that all operations were no illegal activities, and all supplies during the period were lifesaving and humanitarian requirement.

All the above facts were confirmed by the owner and our crew. We request you to check all the facts in kindly, and give our vessel an unprejudiced treatment.

Best regards !

HK QIHANG INTERNATIONAL SHIPPING MANAGEMENT

For and on behalf of 2018.8.23
HK QIHANG INT'L SHIPPING MANAGEMENT LIMITED
香港啟航國際船舶管理有限公司

Qihang
Authorized Signature(s)

Source: The Panel

Annex 13: Ship-to-ship transfers and coal vessels

1. Unsurprisingly, the transfers have continued to occur in international waters where there is weak or nonexistent monitoring by flag states, insurers and most traders. In the context of these transfers, the Panel notes the use of increasingly sophisticated evasion in addition to AIS manipulation which remains an overarching feature of the transfers. Other methods of evasion include physical disguise of DPRK tankers, the use of small, un-registered vessels, illegal name-changing and other forms of identity fraud, night transfers and use of other vessels for transshipment. The below text and figures show examples of each type of evasion.

2. The DPRK has been disguising tankers as cargo ships through the construction of fake cargo hatches¹⁶⁰ (see figure I) and the false reporting of these ships as cargo ships when AIS is switched on.

Figure I: Fake cargo hatches



Source: Member State

3. The below figures show the use of small, nondescript vessels not requiring an IMO number, making nationality and identity more difficult to determine, especially when the vessels obscure or paint false names (see figure II -IV for examples).

Figure II: Small ship transfer to tanker *Yu Phyang 5* of 19 June 2018



Source: Member State

Figure III: Small ship transfer to *Ji Song* of 19 May 2018



Source: Member State

¹⁶⁰ Made of wood and lashed with canvas.

Figure IV: Small ship transfer to *Yu Jong 2* of 16 February 2018

Source: Member State

Vessel identity fraud

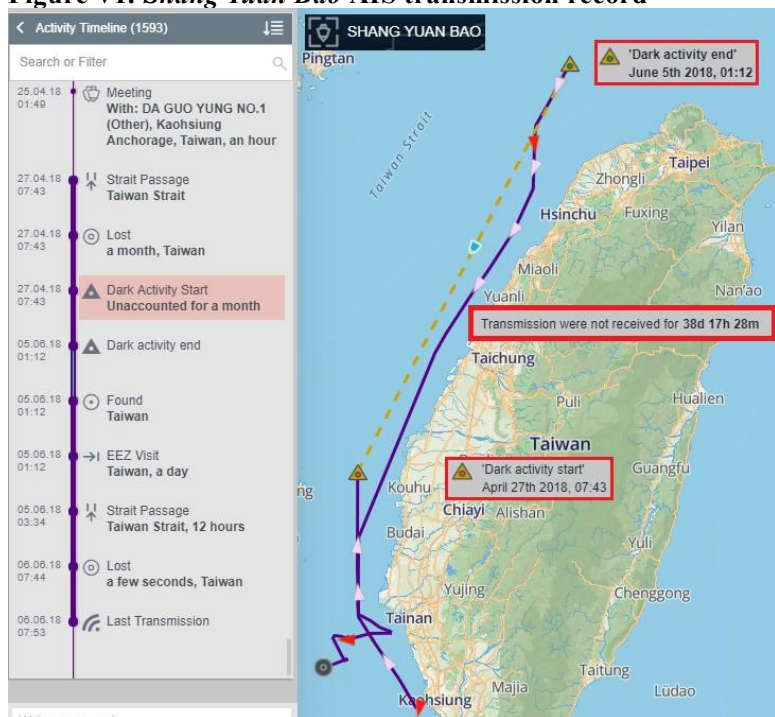
4. Larger, internationally-registered, foreign-flagged vessels are also engaging in name falsification and other forms of identity fraud along with their DPRK counterparts. On 18 May 2018, the Panama-flagged *Shang Yuan Bao* (IMO number: 8126070) obscured the name on its bow and stern before engaging in a ship-to-ship transfer with the designated DPRK tanker *Paek Ma* (IMO number: 9066978) as the “*Puma*” which was painted on the vessel’s bow. (see figure V). The vessel also engaged in the now-common practice of switching off its AIS. ¹⁶¹ (figure VI)

Figure V: *Shang Yuan Bao* ship-to-ship transfer and disguise of name

Source: Member State

¹⁶¹ The vessel’s operator, Jui Zong Ship Management Co., Ltd., in Taiwan Province of China, claimed to the Panel that the vessels did not “transfer bunker to the DPRK vessel” and that DPRK tanker had requested “fresh water to them based on humanitarian aid”. See annex 10.

Figure VI: *Shang Yuan Bao* AIS transmission record



Source: Windward

5. Taking advantage of the lack of monitoring, oversight and regulation by flag of convenience states, DPRK vessels have falsified their ports of registry and name to give the impression of being under a non-DPRK jurisdiction. This was seen when on 29 June the DPRK tanker *An San 1* disguised itself as the “*Hope Sea*”, of Freetown, Sierra Leone (figure VII).

Figure VII: *An San 1* disguised as “*Hope Sea*” during 29 June illicit transfer



Source: Member State

6. In a new technique involving only non-DPRK-flagged vessels, one of which was later used to deliver petroleum to the DPRK, the former Belize-registered designated tanker *Wan Heng 11* (IMO

number: 8791667)¹⁶² conducted a daytime ship-to-ship transfer on 10 April with the *Patriot* (IMO number: 9003550) a Russian Federation-flagged vessel.

Figure VIII: Ship-to-ship transfer between *Wan Heng 11* and *Patriot*



Source: Member State

7. Both vessels' AIS transponders appeared to be switched off at the time of the transfer although the *Patriot*'s AIS appeared later that day, registering a draft change which indicated that a cargo had been discharged. (see figure IX)

Figure IX: *Patriot* AIS transmission record



Source: Windward

¹⁶² The *Wan Heng 11* had already been designated (for de-flagging pursuant to paragraph 12 of resolution 2321 (2016) and prohibited from port entry pursuant to paragraph 6 of resolution 2371 (2017) on 30 March 2018 after it was observed engaging in a ship to ship transfer with the DPRK tanker *Rye Song Gang 1* on 13 February.

8. While the *Wan Heng 11* kept its AIS transponder off following the transfer, the vessel was observed delivering cargo to Nampo, DPRK, on 15 April (figure X).

Figure X: Wan Heng 11 in Nampo, 15 April



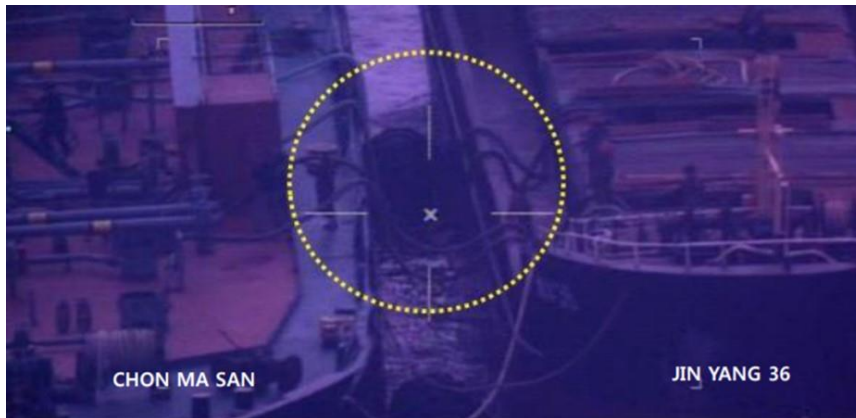
Source: Member State, Map: Panel

9. The Panel notes that while the *Wan Heng 11* violated paragraph 5 of resolution 2397 (2017), the *Patriot* did not violate either this provision or paragraph 11 of resolution 2375 (2017). The *Wan Heng 11* was designated for de-registration and a port call ban (and not for ship-to-ship transfer). In this context, **the Panel recommends that the Committee incorporate paragraph 11 of resolution 2375 (2017) to the designation list in order to prohibit designated vessels from conducting ship-to-ship transfers with other foreign-flagged vessels.**

10. Since 30 May 2018, Member States have continued to report further transfers. For example, a Member State reported that the designated DPRK vessel *Chon Ma San* (IMO 8660313)¹⁶³ engaged in ship-to-ship transfers with and received fuel from the *Myong Ryu 1* and the *Jin Yang 36* (金洋 36) (figure II), both of unknown nationality, on 4 June and 25 June 2018, respectively. On 29 June, the designated *An San 1* received product from another tanker of unknown nationality in the same area.

¹⁶³ Designated on 30 March 2018. The Panel previously reported that this tanker attempted to disguise its identity as the “Whale”.

Figure XI: *Jin Yang 36* transfer to the *Chon Ma San* on 25 June 2018



Source: Member State

Coal vessel identity fraud and AIS manipulation

11. In 2018, the DPRK continued to violate the ban on coal exports through vessel identity fraud in order to deliver coal to Chinese ports as well as numerous, large-scale transfers of coal in international waters to small, unidentified vessels. These new strategies seem to be a response to the relatively successful curbing of the sale of coal by China and Vietnam following the adoption of resolution 2371 (2017).

12. The DPRK vessel *Kal Ma* (IMO number: 8503228) loaded coal at Nampo on 19 May and eight days later loitered off the Chinese port of Xiongyuo where it discharged its cargo before returning empty to Nampo on 9 June (figure I).

FigureXII: Kal Ma observed through satellite imagery May-June 2018

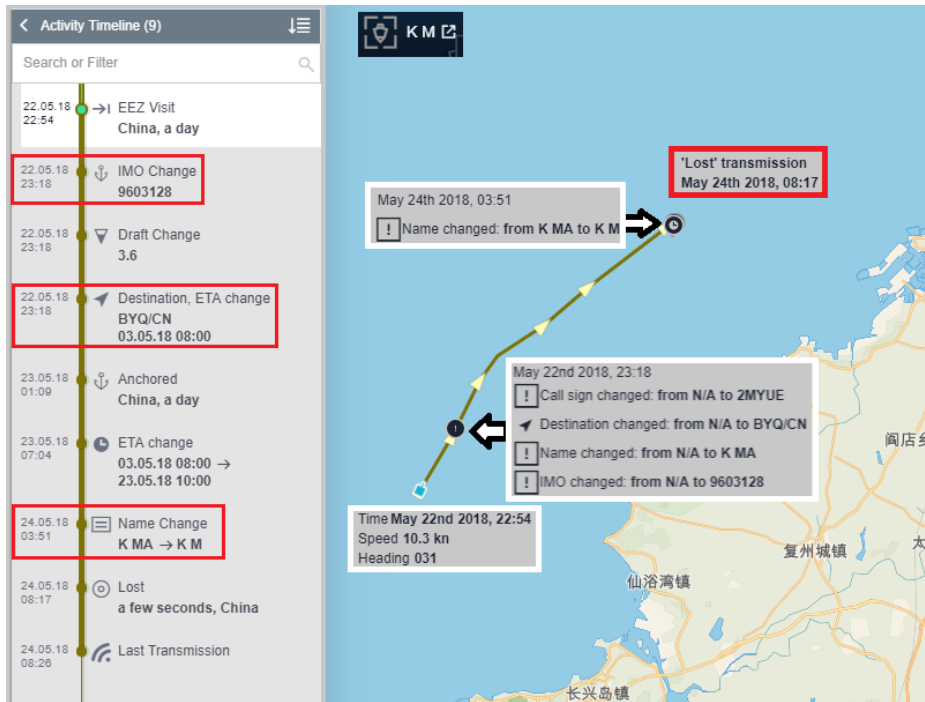


Source: Member State, Map: Panel

13. In so doing the *Kal Ma* concealed its identity and manipulated its AIS to portray itself as the “*K Ma*” and later the “*KM*”¹⁶⁴ both falsely broadcast as Cambodia registered. Under its false identity the *Kal Ma* indicated that its final destination was the port of Bayuquan, China, before it diverted to Xiongyuo (figures II and III). China informed the Panel that “based on the disguised name KM and the fictitious IMO number 9603128 of the vessel indicted by the Panel, the Chinese authority cannot find the record data of the vessel as well as any information showing the vessel discharging cargoes in the relevant sea area in China between 27 May and 1 June 2018. China also stated that the “Chinese Customs authority has not found any entry or exit border information for this vessel after 1 January 2018 or any record information on the vessel with the disguised IMO number. China will closely monitor the vessel *Kal Ma*, and prevent the vessel from conducting activities violating the Security Council resolutions in China.”

¹⁶⁴ The *Kal Ma*'s AIS transponder provided a fictitious IMO number 9603128 while broadcasting as the *KM*.

Figure XIII: Kal Ma reports false identity in AIS transmission on entering Chinese waters



Source: Windward

Annex 14: Panel letters to Primorye/Gudzon

United Nations  Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017

TEL.: +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: S/AC.49/2018/PE/OC.357

YOUR REFERENCE

28 November 2018

Dear Mr. Voitenko,

I am writing to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

The Panel would like to follow up on its letter dated 22 June 2018 (ref. S/AC.49/2018/PE/OC.162) (see Annex 1), to which the Panel has not received a response to date. As Primorye Maritime Logistics is described publicly as a subsidiary of Gudzon Shipping by IHS Maritime and was registered for an International Maritime Organization (IMO) company number in June 2017 by Gudzon Shipping staff, who described Primorye Maritime Logistics as “an affiliated company” of Gudzon. As Gudzon senior management were assigned responsibilities for the departments of both companies¹, the Panel is continuing to send correspondence to the Gudzon email addresses associated with Primorye Maritime Logistics concerning the vessel *Patriot*.

The Panel kindly requests answers to questions 1 – 8 in our previous correspondence regarding the ship-to-ship transfers involving the *Patriot* and the vessel *Wan Heng 11* in order to reflect the reply of Primorye/Gudzon in the Panel's forthcoming report to the Security Council.

Mr. Alexey V. Voitenko
Director General and other responsible parties
Primorye Maritime Logistics Co Ltd (PML Co Ltd)
ul Ovchinnikova 12, Vladivostok, Primorskiy kray, 690048, Russian Federation
Emails: operator@sk-gudzon.ru; agshipping@mail.ru; logistika@sk-gudzon.ru; fleet@sk-gudzon.ru

cc: Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations

¹ Confidential correspondence held on file by the Panel.

In addition, according to a Member State (see Annex 2), the *Patriot* engaged in two ship-to-ship transfers with DPRK tankers in early January 2018. The Panel is conducting an independent investigation into this matter.

According to AIS data viewed on a commercial maritime platform, the *Patriot* did not transmit AIS for the period 7-8 January and 11-16 January 2018 (see Annex 3). The Panel has noted in previous reports that vessels engaging in ship-to-ship transfers switch off their AIS prior to such transfers. In the case of the documented *Patriot* ship-to-ship transfer with the *Wan Heng 11*, annex 5 of the Panel's 22 June 2018 letter noted an AIS switch off by the *Patriot* for this ship-to-ship transfer.

In particular, the Panel would be grateful for your response to:

- (a) the statement of the Member State (see Annex 2) and;
- (b) your explanation for the AIS switch-off for the time periods 7-8 January and 11-16 January 2018 (see Annex 3).

In addition, another Member State informed the Panel that Gudzon/Primorye is among the companies known and used by brokers who are operating outside of the DPRK and who are themselves aware of the nature and legal status of ship-to-ship transfers to DPRK-controlled vessels with whom they assist.²

In light of the above, the Panel would be grateful for any information on the measures your company has taken regarding vigilance, due diligence and risk assessment regarding the *Patriot* or any other vessels it owns, operates, manages or controls directly or through subsidiary or affiliated companies in matters relating to the United Nations Security Council's resolutions pertaining to DPRK-related ship-to-ship transfers.

In this regard, the Panel would like to also draw your attention to certain "best practice clauses" already sent to many global and regional commodity trading companies, brokers and refiners to assist them in reducing the risk that vessels under their control may wittingly or unwittingly engage in ship-to-ship transfers with vessels controlled by the DPRK (see Annex 4).

If Gudzon/Primorye decides to adapt and adopt the most relevant measures pertinent to your company, as a transporter of petroleum products, such as an AIS "switch off" undertaking, we would be grateful to receive information on this matter. Vessels that maintain their AIS at all times are statistically less likely to engage in ship-to-ship transfers with DPRK-controlled vessels, wittingly or unwittingly. In addition, such measures are simple to verify as the AIS of many vessels is being monitored by the Panel.

² Information held on file by the Panel.

As the Panel intends to provide its findings in its next final report to the Security Council, your timely response is important to ensure that your reply can be taken into consideration. In the absence of any response on your part, the Panel will publish its findings based on available evidence to the Panel.

Given the importance the Panel attaches to this investigation, we would be most grateful for any information to be supplied within one month of the date of this letter. Should you or your designated representative wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Hugh Griffiths (email: [REDACTED] and Mr. Jong Kwon Youn [REDACTED])

Yours sincerely,



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annexes

1. Panel letter dated 22 June 2018 (ref: S/AC.49/2018/PE/OC.162)
2. Extract from United States Department of Treasury statement, 21 August 2018
3. *Patriot* AIS data viewed through specialized maritime database for the period January 2018
4. Examples of “best practice” clauses provided to many leading global and regional commodity traders, brokers and insurers in May – June 2018

Annex 1. Panel letter dated 22 June 2018 (ref: S/AC.49/2018/PE/OC.162)

United Nations  Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017

TEL.: +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: S/AC.49/2018/PE/OC.162

YOUR REFERENCE

22 June 2018

Dear Sir/Madame,

I am writing to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

According to paragraph 11 of resolution 2375 (2017), "all Member States shall prohibit their nationals, persons subject to their jurisdiction, entities incorporated in their territory or subject to their jurisdiction, and vessels flying their flag, from facilitating or engaging in ship-to-ship transfers to or from DPRK-flagged vessels of any goods or items that are being supplied, sold, or transferred to or from the DPRK". In paragraph 14 of the same resolution, the Security Council also decided that "all Member States shall prohibit the direct or indirect supply, sale or transfer to the DPRK, through their territories or by their nationals, or using their flag vessels or aircraft, and whether or not originating in their territories, of all refined petroleum products" (subject to exemptions).

According to specialized maritime databases, your company, **Primorye Maritime Logistics Co Ltd (PML Co Ltd)**, a subsidiary of Gudzon shipping Co. Ltd., is the owner and operator for the Russian-flagged *Patriot* (IMO number: 9003550) which conducted a ship-to-ship transfer at sea with the designated tanker *Wan Heng 11* (IMO number: 8791667) on 10 April 2018, which then transhipped the refined petroleum to the DPRK (Annex 1).

Director General
Primorye Maritime Logistics Co Ltd (PML Co Ltd)
ul Tigrovaya 20A, Vladivostok, Primorskiy kray, 690091
Russian Federation
Email: office@sk-gudzon.ru; operator@sk-gudzon.ru
CC: Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations

The *Wan Heng 11* had previously been involved in prohibited ship-to-ship transfer at sea of petroleum products to the designated DPRK-flagged tanker *Rye Song Gang 1* (IMO number: 7389704) in the East China Sea on 13 February 2018.³ After departing the port of Nampo, DPRK, on 31 March 2018 (Annex 2), the tanker subsequently conducted a ship-to-ship transfer with the *Patriot* on 10 April 2018 (Annex 3). The *Wan Heng 11* then returned to Nampo on 15 April 2018 (Annex 4). Specialized maritime tracking data shows that both tankers had switched off their AIS to hide the transfer but the *Patriot* later transmitted a draft change indicating a discharge had taken place on 10 April 2018 (Annex 5).

In its efforts to monitor the implementation of the relevant provisions of resolutions 2321 (2016) and 2371 (2017), and in order to gather reliable and verifiable information in this regard, the Panel would be grateful for the assistance of your company in providing the following information in connection with *Patriot*:

- 1) Explanation as to why there was a ship-to-ship transfer at sea between the *Patriot* and the designated tanker *Wan Heng 11*;
- 2) The type and amount of petroleum product transferred to the DPRK vessel *Wan Heng 11* on 10 April 2018;
- 3) Copies of the bills of lading and certificates of origin for the petroleum product carried aboard the *Patriot* prior to the transfer to the *Wan Heng 11*;
- 4) The identity and contact details of the point of contact or persons acting on their behalf to arrange the transfer to the *Wan Heng 11*;
- 5) Copies of the documents, emails and/or screenshots of mobile messages related to the transfer and its transfer confirmation sent to the buyer;
- 6) Copies of the invoices, remittances and bank account details for the payment for the transaction; and
- 7) Details of the means of communication with the *Wan Heng 11*; and
- 8) A copy of the crew list.

Paragraph 5 of the Security Council resolution 2407 (2018) urges all Member States and other interested parties to cooperate fully with the Panel of Experts, in particular by supplying any information at their disposal.

In addition to the information above related to the ongoing investigation, the Panel would be grateful for any information on the measures your company has taken regarding vigilance, due diligence and risk assessment regarding involvement of the *Patriot* or any other vessels that it owns in violations of relevant Security Council resolutions.

As the Panel intends to provide its findings in its next mid-term report to the Security Council, your timely response is important to ensure that your reply can be taken into consideration. In the absence of any response on your part, the Panel will publish its findings based on available evidence to the Panel. The Panel would like to assure you that

³ The formerly Belize-flagged *Wan Heng 11* was subsequently designated pursuant to paragraphs 12 of resolution 2321 (2016), 6 of resolution 2371 (2017) and 6 of resolution 2375 (2017) on 30 March 2018.

any information that you may consider confidential can be handled accordingly and used solely for the information of the Security Council and the Committee.

Given the importance the Panel attaches to this investigation, we would be most grateful for any information to be supplied within one month of the date of this letter. Should you or your designated representative wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Neil Watts (email: [REDACTED]) or Mr. Hugh Griffiths (email: [REDACTED]).

Yours sincerely,



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annexes

1. *Patriot's* registration details
2. Images showing the tanker *Wan Heng 11* in the port of Nampo on 31 March 2018
3. Image showing the tanker *Patriot* conducting a ship-to-ship transfer to the *Wan Heng 11* on 10 April 2018 in the East China Sea
4. Images showing the tanker *Wan Heng 11* returning to the port of Nampo on 15 April 2018
5. Extract from a specialized maritime database showing that the *Patriot* switched off its AIS during transfer but later transmitted a draft change indicating a discharge on 10 April 2018

Annex 15: Vessels documented through imagery as loading and transporting DPRK coal

#	Date	Location	Vessel	Status
1	10 December 2017	Taeon, DPRK	<i>Forever Lucky</i> IMO: 9003653 Current flag: unknown Former flag: Panama until 11 December 2017	Loading coal
2	30 September 2018	Gulf of Tonkin	<i>Forever Lucky</i> IMO: 9003653 Current flag: unknown Former flag: Panama until 11 December 2017	At anchor
3	1 February 2018	Near Qinzhou, China	<i>Hua Fu</i> IMO: 9020003 Current flag: unknown Former flag: Panama until May 2017	At pier
4	22 August 2018	Gulf of Tonkin	<i>Hua Fu</i> IMO: 9020003 Current flag: unknown Former flag: Panama until May 2017	Conducting STS transfer of coal
5	24 April 2018	Nampo, DPRK	<i>Jang Un</i> IMO: 8822260 Current flag: DPRK	Loading coal
6	22 May 2018	Gulf of Tonkin	<i>Jang Un</i> IMO: 8822260 Current flag: DPRK	Conducting STS transfer of coal
7	24 July 2018	Nampo, DPRK	<i>Jang Un</i> IMO: 8822260 Current flag: DPRK	Loading coal
8	5 September 2018	Gulf of Tonkin	<i>Jang Un</i> IMO: 8822260 Current flag: DPRK	Conducting STS transfer of coal
9	15 August 2018	Nampo, DPRK	<i>Ka Rim Chon</i> IMO: 8314811 Current flag: DPRK	Loading coal
10	21 September 2018	Gulf of Tonkin	<i>Ka Rim Chon</i> IMO: 8314811 Current flag: DPRK	Conducting STS transfer of coal
11	21 September 2018	Gulf of Tonkin	<i>Pho Phyong</i> IMO: 8314811 Current flag: DPRK	Conducting STS transfer of coal
12	25 May 2018	Nampo, DPRK	<i>Nam Dae Chon</i> IMO:9138680 Current flag: DPRK	Loading coal
13	10 June 2018	Gulf of Tonkin	<i>Nam Dae Chon</i> IMO:9138680 Current flag: DPRK	Conducting STS transfer of coal
14	24 July 2018	Nampo, DPRK	<i>Nam Dae Chon</i> IMO:9138680 Current flag: DPRK	Loading coal
15	2 August 2018	Posan Ni, DPRK	<i>Paek Yang San</i> IMO: 9020534 Current flag: DPRK	Loading bagged coal

16	5 September 2018	Gulf of Tonkin	<i>Hua Fu</i> IMO: 9020003 Current flag: unknown	<i>Paek Yang San</i> IMO: 9020534 Current flag: DPRK	Conducting STS transfer of coal
17	27 October 2018	Songnim, DPRK	<i>Lucky Star</i> (formerly <i>Asia Bridge 3</i>) IMO: 9015278 Flag: Togo		Loading coal
18	20 November 2018	Near Dao Bach Long Vi Island, Vietnam	<i>Lucky Star</i> (formerly <i>Asia Bridge 3</i>) IMO: 9015278 Flag: Togo		At anchor
19	16 December 2017	Nampo, DPRK	<i>Oriental Treasure</i> (renamed <i>Dong Pang</i>) IMO: 9115028 Current flag: unknown / Former flag: Comoros		Loading coal
20	6 December 2018	Gulf of Tonkin	<i>Oriental Treasure</i> (renamed <i>Dong Pang</i>) IMO: 9115028 Current flag: unknown / Former flag: Comoros		Conducting STS transfer of coal
21	27 March 2018	Nampo, DPRK	<i>Tae Yang</i> IMO: 9115028 Current flag: DPRK		Loading coal
22	18 April 2018	Gulf of Tonkin	<i>Tae Yang</i> IMO: 9115028 Current flag: DPRK		Conducting STS transfer of coal
23	27 August 2018	Songnim, DPRK	<i>Tae Yang</i> IMO: 9115028 Current flag: DPRK		Loading coal
24	25 October 2018	Gulf of Tonkin	<i>Tae Yang</i> IMO: 9115028 Current flag: DPRK		Conducting STS transfer of coal
25	6 December 2018	Gulf of Tonkin	<i>Ho Chon Gang</i> IMO: 8415287 Current flag: DPRK		At anchor

Source: Member State

Annex 16: Indonesia's reply to the Panel

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF INDONESIA
TO THE UNITED NATIONS
NEW YORK

No. 633/POL-202/IX/18

The Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations presents its compliments to the United Nations Security Council Panel of Experts Established Pursuant to Resolution 1718 (2006) and has the honor to inform the investigation and legal process conducted by the Government of Indonesia on the shipment of DPRK cargo vessel *Wise Honest* (see Annex).

The Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the United Nations Security Council Panel of Experts Established Pursuant to Resolution 1718 (2006) the assurances of its highest consideration.

New York, 12 September 2018



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel Experts
Established Pursuant to Resolution 1718 (2006)
New York

325 East 38th Street, New York, NY 10016 • Tel.: (212) 972-8333 • Fax: (212) 972-9780
www.indonesiamission-ny.org • email: ptri@indonesiamission-ny.org

**Investigation and Legal Process for DPRK Ship Wise Honest
Pursuant to relevant UNSC Resolutions and National Laws and Regulations
of the Republic of Indonesia**

Background

1. The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Indonesia has received initial informal information regarding the possible movement of DPRK flagged ship towards Indonesian waters on 31 March 2018. The ship was identified as Wise Honest (WH) with IMO number 8905490. The Ministry took coordinated steps to verify the information received with related government institutions on 1 April 2018.

Measures Taken

2. Verification measures were taken in Balikpapan as a response to the aforesaid coordination and the Government of the Republic of Indonesia has managed to gather information as follows:

- The Automatic Identification System (AIS) of WH was turned off during the ship's journey into Indonesian territorial waters and no report was made to the destined port authority for proper ship clearance;
- During the initial identification process, the ship was noted to be sailing without hoisting the ship's nationality flag. The ship was initially reported as Sierra Leone flagged ship manned by 25 crew members of DPRK nationality;

Note: during the further detailed inspection, Indonesian authorities found 2 documents of ship particular and crew list with different nationality, namely: Sierra Leone and DPRK.

- WH was loaded with approximately 26.500 MT of coal with cargo documents and port clearance received from a ship-to-ship transfer (STS) from a Russian cargo ship intending to conduct STS transfer around Balikpapan waters in East Kalimantan, Indonesia, was identified to be without proper export/import documents;
- Based on information received from another member state, the final destination/recipient of the coal upon the STS transfer in Balikpapan is to a company called Enermax, based in Goyang, South Korea;
- Indonesian Navy decided to detain the aforesaid ship along with its crews and cargo off the Port of Semayang, Balikpapan, East Kalimantan, Indonesia, on 4 April 2018 to this date for further legal process according to relevant national laws and regulations.

Recent Developments

3. During the detainment and inspection process, on 21 July 2018 a crew member of the ship passed away due to existing pre-conditions (heart failure due to diabetic related complications) and his remains is currently attended at the local hospital morgue in Balikpapan. On 28 July 2018, a crew member is being referred by doctor in Balikpapan for treatment in a hospital in Jakarta due to loss of eye sight (traumatic optic neuropathy) and is accompanied by another crew member under the consular care of the DPRK Embassy in Jakarta. Three other crews of the ship have been deported due to acute health problems (brain tumor). Currently there are a total of 19 crew members still detained on the ship, excluding the two in Jakarta.

4. On 20 July 2018, the Government of the Republic of Indonesia received a request for Mutual Legal Assistance in Criminal Matters (MLA) from the Embassy of United States of America in Jakarta. The request is currently being processed, including the requirement to submit a list of documents as stipulated in Article 28 of Law No.1 (2006) on MLA.
5. Based on the abovementioned measures, the Government of the Republic of Indonesia reiterates its continued commitment to the implementation of relevant UNSC resolutions on DPRK. The ship Wise Honest is currently still detained in Balikpapan for further thorough investigation and judicial process in accordance to relevant national laws and regulations, namely Law No. 17 (2008) on Sea Voyage, particularly related to sea worthiness due to ambiguous legal status of ship's nationality.

Jakarta, 5 September 2018

Annex 17: Contract for coal aboard the *Wise Honest*

CONTRACT

Contract No. : EK-AC-A-180301

Date of Issue : March 15, 2018.

The Buyers : ENERMAXKOREA CO., LTD.

Add: [REDACTED]
[REDACTED] Gyeonggi-do, Korea

TEL: + [REDACTED] FAX: [REDACTED]

The Sellers : Hong Kong Nova International Trade Co., Limited

Add.: Rooms UNIT A9 , 9/F SILVERCJRP INTERNATIONAL TOWER, 707-713
NATHAN ROAD, MONGKOK, HONG KONG

TEL: +852-96669759

Bank Name : Hang Seng Bank Limited

Account Name. : Hong Kong Nova International Trade Co., Limited

Account Number : 788-496925-883

Beneficiary Bank Address : 83 Des Voeux Road Central, HK

Beneficiary Bank Code : 024

Swift Code : HASEHKHH

The Buyer agrees to buy and The Seller agrees to sell the under mentioned goods subject to the terms and conditions stated below:

I. Description of Commodity, Specifications and technical demand:

(1) Commodity : Anthracite Coal

(2) Quality and Chemistry (Refer to the under-mentioned sample typical data):

- Size: 0 - 30mm, MAX 30mm
- Volatile Matter 5.50% MAX (Dry Basis)
- Ash 12.00% MAX (Dry Basis)
- Fixed Carbon 80.00% MIN (Dry Basis)
- Total Sulfur 0.5% MAX (Dry Basis)
- Total Moisture 8.00% MAX (As Received Basis)

(3) Packing : IN BULK

On behalf of
Hong Kong Nova International Trade Co., Limited
香港 Nova 國際貿易有限公司



2. Total Weight : 26,000 MT \pm 10%
3. Unit Price : CIF/POHANG PORT, KOREA 115.00 USD/MT
4. Total value : 2,990,000 USD
5. Shipment time : Before April 10, 2018.
6. Port of loading : EAST KALIMANTAN PORT, INDONESIA
7. Port of discharging : POHANG PORT, KOREA
8. Terms of payment : T/T Remittance

- (1) When the custom clearance is completed, the Buyer shall pay the goods for the weight of 5,000MT immediately.
- (2) Within 7 days after the custom clearance is completed, the Buyer shall pay the goods for the weight of 5,000MT.
- (3) Within 25 days, the Buyer shall pay the goods for the weight of 16,000MT and the Buyer shall try to pay quickly as soon as possible.

9. Loading Terms :

(1) Within 3 working days after shipment, the seller shall notify the buyer by emailname of the commodity, quantity, the shipment date and expected date of arrival of the goods at the port of destination.

(2) Partial shipment : Not Allowed

10. Price Adjustment of Anthracite Coal (Ash) :

At the rate of \$1.00/MT for each 1% in excess of 12%(Ash) the excess shall be deducted from the total price of goods after the report of SGS is issued.

11. Force Majeure: Either party shall not be held responsible for failure or delay to perform all or any part of this agreement due to flood, fire, earthquake, draught, war or any other events which could not be predicted, controlled, avoided or overcome by the relative party. However, the party affected by the event of Force Majeure shall inform the other party of its occurrence in writing as soon as possible and thereafter send a certificate of the event issued by the relevant authorities to the other party within 15 days after its occurrence.

For and on behalf of
Hany Kong Nova International Trade Co., Limited
恒諾高瓦國際貿易有限公司

Authorized Signature



12. **Arbitration:** All disputes arising from the execution of this agreement shall be settled through friendly consultations. In case no settlement can be reached, the case in dispute shall then be submitted to the Korea Commercial Arbitration Board for arbitration in accordance with its Provisional Rules of Procedure. The decision made by this commission shall be regarded as final and binding upon both parties. Arbitration fees shall be borne by the losing party, unless otherwise awarded. The arbitration is to be held in Korea.

13. **Liability for breach of contract:** Should all or part of the contract and its appendices be unable to be fulfilled owing to the fault of one party, the party in breach shall bear the liability therefore. Should it be the fault of both parties, they shall bear their respective liabilities according to actual situations.

14. **Others:** The contract is made out in English, one for each party, both versions being equally authentic. Contract signed via facsimile is valid.

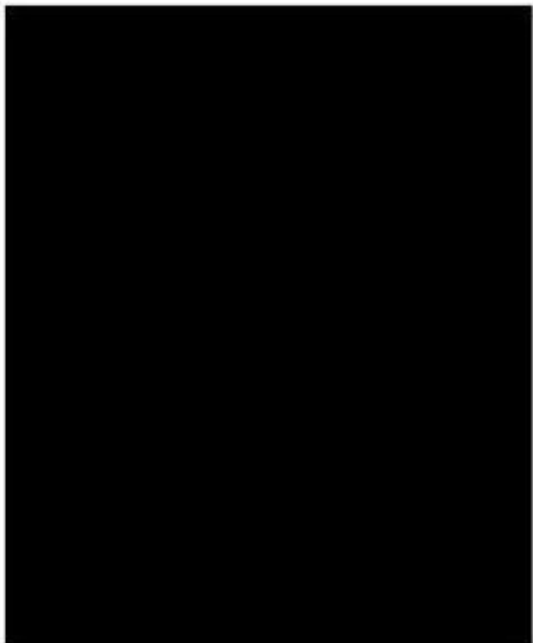
THE SELLERS

THE BUYERS

Hong Kong Nova
International Trade Co., Limited

For and on behalf of
Hong Kong Nova International Trade Co., Limited
香港諾瓦國際貿易有限公司

.....
(Authorized Signature)



Source: The Panel

Annex 18: Correspondence with Novatobacco

On 12/20/2018 00:00, [REDACTED] wrote:

Dear Sir,

That is an interesting way of looking at things.

The problem with your hypothesis about someone else "stealing your bank account information is as follows:

If they deposit money in your bank account, that is your bank account. So it becomes your money.

So please explain to me why anyone would wish to have money sent to your bank account unless you were going to pass it on to them?

Sincerely,

Hugh Griffiths

From: novatobacco [REDACTED]

Sent: Wednesday, December 19, 2018 1:58 PM

To: Hugh Griffiths

Cc: NOVATOBACCO

Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Sir

When we make commercial offer and payment forms for customers, we will write down the bank account information of our company, so I think someone has stolen the information of our company and passed to mentioned company.

Liu ChaoFeng



novatobacco

邮箱: [REDACTED]

Signature is customized by [Netscape Mail Master](#)

On 12/19/2018 20:24, [REDACTED] wrote:

Dear Sir,

Thank you for your email.

Why does the contract list your bank account number?

Sincerely,

Hugh Griffiths

From: NOVATOBACCO [REDACTED]

Sent: Wednesday, December 19, 2018 10:56 AM

To: Hugh Griffiths

Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Hugh Griffith,

Thank you for your email and the notice.

We have no idea where this contract came from, nor why it has our company's seal.

The company's legal person signature does not conform to the signature on the contract.

The signature in the formal trade contract is as follows
Please see the attachment for details of the company's legal person signature.
Attached contract has not been covered by the official seal of the unit.
Upon enquiry, our company has never had any dealings with the company mentioned in the contract.
We will further protect our own interests through legal channels.
If there is any follow-up, please keep in touch, thank you.
Liu ChaoFeng General manager
Hong Kong Nova International Trade Co., Ltd

HK Nova International Trade Co. limited

Mobile: [REDACTED]

Skype: [REDACTED]

Viber: +8615810777861

Сайт: www.novatobacco.com

At 2018-12-18 18:54:48, "Hugh Griffiths" [REDACTED] wrote:

Dear Hong Kong Nova International Trade,

My name is Hugh Griffiths and I am Coordinator of the United Nations Panel of Experts monitoring the sanctions on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

Attached is a contract that bears your company's name.

The signature on the contract appears identical to the signature that appears on your website (please see the second attachment for example).

This contract was for 25,500 (MT) tonnes of DPRK origin coal that has been seized by a Member State.

Please explain why your company with your bank account is named in this documentation.

Please provide correspondence and documentation to substantiate any response you may give, including:

- 1) Email correspondence and contracts to substantiate why your company is named in this contract;
- 2) Email correspondence and contracts to substantiate who were the other parties involved;
- 3) Bank account records relating to the above and to this contract.
- 4) Any additional background you wish to provide.

Please note that the Panel may name your company in its next report to the Security Council. We therefore invite you to provide your views so that we may consider them for inclusion in our next report to the Security Council.

Please reply within 14 days.

Sincerely,

Hugh Griffiths

О КОМПАНИИ

HONG KONG NOVA INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED

Мы являемся высокотехнологичным предприятием, занимающимся разработкой, производством и реализацией оборудования для табачной промышленности.

Техническое оборудование в первую очередь предназначено для маленьких и средних табачных предприятий. "Малые габариты, некая цена и высокая квалификация" - вот наши основные преимущества. А благодаря своим богатым ресурсам, опыту и высокому интеллектуу персонала в работе мы поставили маленькие и средние табачные предприятия перейти на новый уровень, осуществили качественный технологический и информационный переход, а также качественный поиск и подбор вспомогательных материалов и сырья, необходимых в данной отрасли.

Наша продукция - это сотрудничество с клиентами, взаимовыгодное сотрудничество, перерастающее в дружбу. Ведь мы считаем, что только так люди, которые занимаются, будут приносить не только прибыль, но и удовольствие!

Подпись: [Handwritten Signature]

THE BUYERS : ENERMAXKOREA CO., LTD
Add.: Room 1014 Yuguk Tower, 200 Jangbaek-ro, Eundang-gu, Goyang-si, Gyeonggi-do, Korea
TEL: +82-31-901-5414, FAX: +82-31-902-5416

The Sellers : Hong Kong Nova International Trade Co., Limited
Add.: Rooms UNIT A9, 9/F SILVERCRIP INTERNATIONAL TOWER, 707-713, NATHAN ROAD, MONGKOK, HONG KONG
TEL: +852-96669759

Bank Name : Hang Seng Bank Limited
Account Name : Hong Kong Nova International Trade Co., Limited
Account Number : 788-496925-883
Beneficiary Bank Address : 83 Des Voeux Road Central, HK
Beneficiary Bank Code : 024
Swift Code : HASEBK111

THE SELLERS
Hong Kong Nova International Trade Co., Limited
[Handwritten Signature]

THE BUYERS
ENERMAXKOREA CO., LTD
[Redacted]

Source: The Panel

Annex 19: Panel correspondence with Hamid Ali

From: [REDACTED]
Sent: Sunday, December 23, 2018 1:59 AM
To: Hugh Griffiths
Subject: RE: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr. Griffiths,

Thanks for your today email.

Regret to inform we have never did any communications with Huitong Company sothat we do not have the PIC/CEO, office/email address or other company dsta"s .Mr Jong arrange for the TT of funds which we did received only part of the agreed amount for the transshipment cost.

Best regards,

Hamid Ali

Sent from my Samsung Galaxy smartphone.

----- Original message -----

From: Hugh Griffiths [REDACTED]
Date: 12/23/18 2:15 AM (GMT+07:00)
To: Ery Riza [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED]
Subject: RE: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr. Hamid Ali,

Thank you for this information.

Please forward any correspondence you may have had with Huitong Minerals.

Please also provide an email address and the name of someone at Huitong Minerals, together with their physical address.

Best regards,

Hugh

Hugh Griffiths

Coordinator, Panel of Experts

Established pursuant to UNSCR 1874

Mob [REDACTED]

Tel [REDACTED]

From: Ery Riza [REDACTED]
Sent: Friday, 21 December, 2018 9:20 PM
To: Hugh Griffiths [REDACTED]
Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Yes, Huitong was the only company sending funds for the transjipment process

Best regards,

Hamid Ali

On Fri, Dec 21, 2018, 10:34 PM Hugh Griffiths [REDACTED] wrote:

Dear Mr. Hamid Ali,

Thank you for the documentation, it is much appreciated.

From the banking documentation you have provided to us, it appears that an account in the name of "Huitong Minerals" made the payments to you in connection with the Wise Honest?

Please confirm if this was the only company.

Best regards,

Hugh

From: Ery Riza [REDACTED]
Sent: Friday, December 21, 2018 8:12 AM
To: Hugh Griffiths
Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr. Griffiths,

Following our yesterday conversation and email exchange :

1. Mr. Eko Setyatmoko

He reconfirmed email : [REDACTED]

He informed being many discussion with Mr.Jong without our present and currently

follow by Mr. Park station in China but traveling regularly to Vietnam and now to Indonesia.

2. US Dollar transfer

Attached are copy of TT of received at our Bank which we have passed to Mr.Eko for his further activities.

3. Mr.Jong

Company Name : Korea Yin Myong Trading Company

ph : 850 218111 / 3818161

Representative (?) of Mr Jong in Indonesia is :

Mr. Kwak Chol Su, Hp : + [REDACTED]

Regret we do not other data like address etc.

We do hope these info will be useful if you need more data kindly advise me at your earliest convenience time.

Thank you

Kind regards,

Hamid Ali

On Thu, Dec 20, 2018 at 6:41 PM eryriza <[REDACTED]> wrote:

OK, will check with thr right one.

Brgds

Sent from my Samsung Galaxy smartphone.

----- Original message -----

From: Hugh Griffiths <[REDACTED]>

Date: 12/20/18 6:21 PM (GMT+07:00)

To: Ery Riza <[REDACTED]>

██████████ ██████████

Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Sir,

You provided an email address for Mr. Eko Setyatmoko: esetiatmoko@yahoo.com in your earlier email today

This email address does not work. Please provide the correct email address.

Sincerely,

Hugh Griffiths

From: Ery Riza ██████████
Sent: Thursday, December 20, 2018 9:48 AM
To: Hugh Griffiths
██████████

Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr.Griffiths ,

Your email of today refers :

1. Mr. Eko email : ██████████
2. Mr. Jong ; we never have email exchange nor phone contact from our side to him ,

also not receiving email. We will try to locate address and phone/email as you requested will take time as getting info most difficult.

Thank you.

Kind regards ,

Hamid Ali

From: Ery Riza <eryriza@gmail.com>
Sent: Thursday, December 20, 2018 11:06 AM
To: Hugh Griffiths

Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr Griffiths,

As per your email request :

1. I will check with Mr Eko the current person in charge who being follow up for MV Wise Honest issue.
2. Funds was transfer by Telegrafic Transfer/TT to Mandiri Bank in Jakarta
3. We are more than happy to receive the latest info of product which are subject for sanction, however our main activities are worldwide exporting of Processed Palm Oil product like Oleochemicals etc., to DPRK limited to only Consumer Items like Detetrgent, Soap & Cooking Oil.

Hope this info will usefull for your further activities.

Thank you

Best regards,

Hamid Ali

On Thu, Dec 20, 2018 at 5:17 PM Hugh Griffiths [REDACTED] wrote:

Dear Sir,

Thank you for your telephone call earlier. Unfortunately the connection was not so good and I did not hear all of what you were saying.

I'd be grateful if you can write an email providing the important information.

- 1) Information on the subordinate of Mr. Jong, the North Korean gentleman who you said travels and may be based in China?
- 2) Information on how the North Koreans transferred the 760,000 USD to you by TT - you said TT was short for "telegram transfer"?
- 3) As to your regular meetings with a gentleman from the DPRK Embassy in Jakarta, this is your own private affair, however, there are now many business activities involving North Korea that are not allowed according to the United Nations Security Council resolutions. The Panel is happy to provide you with more information on this, should you be interested.

Best regards,

Hugh Griffiths

From: Hugh Griffiths
Sent: Thursday, December 20, 2018 9:51 AM
To: Ery Riza
[REDACTED]
Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Sir,

Thank you for the email address.

We understand your difficulties in contacting Mr. Jong. Do you normally go through the DPRK Embassy to send messages to him?

Best regards,

Hugh Griffiths

On Thu, Dec 20, 2018 at 4:31 PM Hugh Griffiths [REDACTED] wrote:

Dear Sir,

Thank you for your email.

- 1) Please provide an email address for Mr. Eko Setyatmoko.
- 2) We understand that you may not have Mr. Jong's passport but please provide additional information on the DPRK entity "Yingmyong", such as telephone and fax numbers, scanned copy of business card, email address, physical address, company logo etc.

Sincerely,

Hugh Griffiths

From: Ery Riza [REDACTED]
Sent: Thursday, December 20, 2018 8:35 AM
To: Hugh Griffiths
[REDACTED]
Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr. Griffiths,

Thanks for your email 20/12, below are our response for your few questions :

1. Mr. Jong Song Ho,

As informed previously we were introduce by Embassy who informed that Mr. Jong through the company Yinmyong are running big activities and representative biz in DPRK which we have never been in touch with this gentleman. As you might aware most Korean DPRK are very close and confidential among each other which never inform their Identity and nor their biz in details and impossible that we could have their personal profile/ name card or passport whatsoever

2. Mr. Eko Setyatmoko + [REDACTED]

We introduce to Mr. Jong which therefore we are not aware about the progress.

Company name ; PT. Bara Makmur Sadayana

Website not available.

3. Funds were transfer to Mr. Eko through cash /TT via Bank Mandiri

For further information of Mr. Eko kindly contact Mr. Eko directly as to overcome we make some mistake on his bis/private activities.

However if you need more info kindly contact me at your earliest convenience time

Looking forward for your favourable response we remain.

Thank you.

Best regards,

A.Hamid Ali

On Thu, Dec 20, 2018 at 12:47 AM Hugh Griffiths [REDACTED] wrote:

Dear A. Hamid Ali,

Thank you for your email and the explanations contained therein.

We have a few questions to ask you to further clarify matters:

1. On the gentleman that you met at the DPRK Embassy in Indonesia, Mr. Jong Song Ho. What government agency or business company did Mr. Jong Song Ho say he was working for? Please provide all this gentleman's contact details – phone numbers, email addresses, mobile number and please scan and send us a copy of his business card. If you have a copy of his passport, please send that too.
2. Did you introduce Mr. Eko Setyatmoko to Mr. Jong?
3. Please provide us with all contact details for Mr. Eko Setyatmoko together with the name of his company and its website.
4. Regarding the payment of USD 760,000, please provide us with more information. To which person and bank account did you make this payment?

Best regards,

Hugh Griffiths

Coordinator, Panel of Experts

Established pursuant to UNSCR 1874

Mob: + [REDACTED]

Tel: +1 [REDACTED]

From: Ery Riza [REDACTED]
Sent: Wednesday, 19 December, 2018 1:37 AM
To: Hugh Griffiths [REDACTED]

Subject: Re: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr. Hugh Griffiths,

Your both email of Dec 18, 2018 are well received and noted, thanks for the information stated on your email.

First of all I would inform that we are not involved as a broker nor trade of the Coal being available in MV. Wise Honest.

Let me clearly inform the chronological of MV. Wise Honest calling Indonesian Territory:

1. In December 2017 we are approach by Embassy of DPRK to meet Delegation from DPRK named Mr. Jong Song Ho claim representing a famous and well established companies in many lines of Business. Their aim of visit is to explore business opportunities in Indonesia and first activity to open Korean Culture Centre in Tanjung Lesung , West Java.
2. For short term biz they offer Old Vessel to be scrapped and sell the scrapped Iron In Jakarta. The biz will be followed after Mr Jong back to DPRK and will bring all data and all vessel condition and terms during his 2nd visit to Jakarta soonest.
3. In January/February 2018 Mr. Jong was again visiting Jakarta however he was not ready for the vessel to be scrapped instead he discussed of the possibility to distribute DPRK products, he asked whether is possible to charter Vessel for Transhipment of Cargo which Coal from Russian Origin not using Korean Vessel. We agreed to find out the possibility as we are not and never involved in Vessel chartering.
4. Mr Jong were back in Jakarta in March 2018 and we have introduce Mr Eko Setyatmoko as the person who might be able to arrange for transhipment and agreed for the cost involved of this transhipment. Mr.Jong start to TT for payment of the transhipment total USD 760,000.-
5. Without any sales contract nor transhipment agreement and without prior notice MV. Wise Honest has entering Indonesian Territory. The Vessel was hold by Indonesian Navy because of license nor notice to Indonesian Authorities.
6. Mr Eko is working to release the Vessel and Cargo and he is working very hard, upon court decision Coal Cargo were belong and responsibility of Mr. EKO.
7. During this process we were called by South Korean person, Mr. Jaewon Jeon from Enermax Company who claim he has bought and paid this coal which they asked our assistancy to do quickly the transhipment and send the Vessel to Pohang Port, South Korea.

We are not involved and do not know this buyer as the transaction were done by the owner of Coal not in Indonesia.

As matter of fact we are not Broker of the previous sales to Pohang Port and we are not selling this cargo to whatever party, this cargo due to court decision is belong to Mr Eko.

For your information most of the KOREAN never have Contract with us and exchange information all are done through face to face meeting.

However if you need more data and info please do not hesitate to contact me at your earliest convenience.

You could freely call me through my mobile + XXXXXXXXXX

Looking forward for your favourable response we remain.

Thank you.

Best regards,

A.Hamid Ali

On Tue, Dec 18, 2018 at 6:14 PM Hugh Griffiths [REDACTED] wrote:

Dear Sirs, Mr. Ali,

Further to my earlier email, I should stress again that the coal aboard the vessel Wise Honest cannot be sold and that it should be seized.

The Panel will be naming your company, PT Nur Kencana Lestari Inti in our next report to the Security Council.

I would advise you to reply quickly to the email below.

My colleague Jong Kwon Youn may provide advice on what the Security Council resolutions say about prohibited goods, such as DPRK coal, and their seizure.

Sincerely,

Hugh Griffiths

From: Hugh Griffiths

Sent: Tuesday, December 18, 2018 11:01 AM

To: [REDACTED]

Subject: Questions from the United Nations Panel monitoring the sanctions on North Korea

Dear Mr. Ali,

My name is Hugh Griffiths and I am Coordinator of the United Nations Panel of Experts monitoring the sanctions on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

You have been named as the broker responsible for organizing a trade of 25,500 (MT) tonnes of DPRK origin coal that has been seized by Indonesia aboard the vessel Wise Honest in April 2018.

Please explain how you became involved in this prohibited trade.

Please provide correspondence and documentation to substantiate any response you may give, including:

- 1) Email correspondence and contracts to substantiate your role and the role of others;
- 2) Email correspondence and contracts to substantiate who were the other parties involved;
- 3) Bank account records relating to the above and to this contract.
- 4) Any additional background you wish to provide on previous trades with the parties concerned.

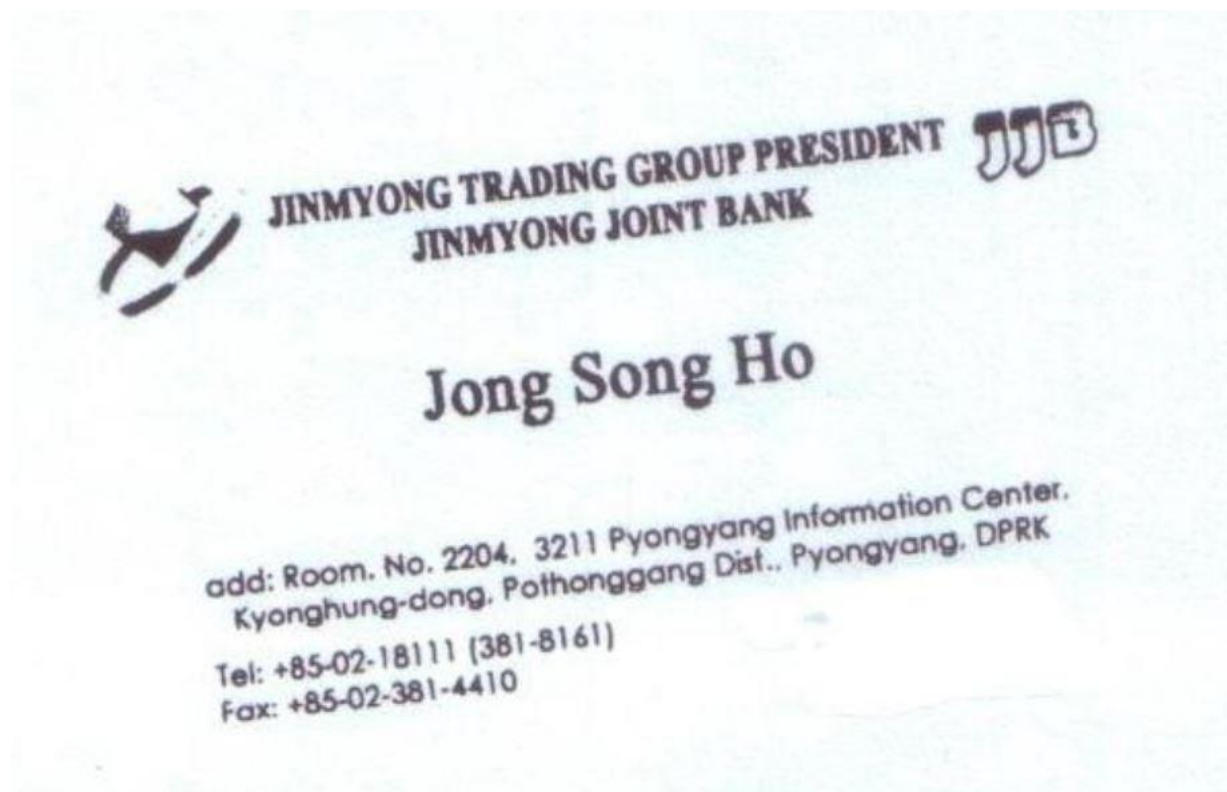
Please note that the Panel may name you and your company in its next report to the Security Council. We therefore invite you to provide your views so that we may consider them for inclusion in our next report to the Security Council.

Please reply within 14 days.

Sincerely,

Hugh Griffiths

Email attachment provided by Mr. Hamid Ali



Source: The Panel

Email attachment provided by Mr. Hamid Ali

h



**Rekening Koran
(Account Statement)**

Periode : From 01 March 2018
 To 31 March 2018
 Account No : 1260007369969 - ARBAA ENERGY RESOURC
 Currency : USD
 Branch : KCP Jkt Permata
 Opening Balance : 972.79

Date & Time	Value Date	Description	Reference No.	Debit	Credit	Balance
				0.00	149,958.00	150,930.79
27/03/2018 14:44:29	27/03/2018	SWIFT CODE. BMRIIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTDJP MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		0.00	159,958.00	310,888.79
28/03/2018 15:58:28	28/03/2018	SWIFT CODE. BMRIIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTDJP MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		5.00	0.00	310,883.79
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Biaya Adm		0.00	3.82	310,887.61
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Bunga		0.76	0.00	310,886.85
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Pajak		0.44	0.00	310,886.41
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Biaya Meteral				
No of Credit			3			
Total Amount Credited			309,919.82			
No of Debit			3			
Total Amount Debited			6.20			
Closing Balance			310,886.41			



Rekening Koran (Account Statement)

Periode : From 01 April 2018
To 30 April 2018
Account No : 1260007369969 - ARBAA ENERGY RESOURC
Currency : USD
Branch : KCP Jkt Permata
Opening Balance : 310,886.41

Date & Time	Value Date	Description	Reference No	Debit	Credit	Balance
02/04/2018 10:30:18	02/04/2018	BG 383751- Transfer 20383751		50,000.00	0.00	260,886.41
03/04/2018 08:28:34	03/04/2018	SWIFT CODE BMRIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTD,P MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		0.00	219,958.00	480,844.41
06/04/2018 11:12:05	06/04/2018	BG 383752- Transfer 20383752		10,000.00	0.00	470,844.41
10/04/2018 12:11:52	10/04/2018	BG 383754- Transfer 20383754		30,000.00	0.00	440,844.41
10/04/2018 12:13:30	10/04/2018	BG 383755- Transfer 20383753		20,000.00	0.00	420,844.41
12/04/2018 12:19:54	12/04/2018	BG 383756- Transfer 20383756		90,000.00	0.00	330,844.41
12/04/2018 12:22:59	12/04/2018	BG 383755- Transfer 20383755 KE ERY THURSINA		30,000.00	0.00	300,844.41
12/04/2018 19:58:23	12/04/2018	RFBST13011804120222 Debit InTTSusp HUANG HE MINERALS (HONG KONG) CO STANDARD CHARTERED BANK		0.00	119,409.36	420,253.77
13/04/2018 10:32:31	13/04/2018	PAYMENTS FOR GOODS Debit Nostro TRADE PIONEER LIMITEDFIRST COMMERCIAL BANK		0.00	74,585.00	494,838.77
13/04/2018 11:19:42	13/04/2018	BG 383756- Transfer 20383758		100,000.00	0.00	394,838.77
13/04/2018 16:14:23	13/04/2018	RFBST13011804130288 Debit InTTSusp HUANG HE MINERALS CO., LIMITEDSTANDARD CHARTERED BANK		0.00	39,391.63	434,230.60
16/04/2018 10:15:21	16/04/2018	BG 383757- Transfer 20383757		150,000.00	0.00	284,230.60
17/04/2018 11:18:15	17/04/2018	BG 383759- Transfer 20383759		60,000.00	0.00	224,230.60
18/04/2018 11:10:46	18/04/2018	SWIFT CODE BMRIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTD,P MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		0.00	4,814.00	229,044.60
27/04/2018 10:06:47	27/04/2018	BG 383760-PAYMENT INV NO QGS- 180424-1 Transfer TT 20383760 QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED		20,054.00	0.00	208,990.60
27/04/2018 11:00:32	27/04/2018	BG 383761- Transfer 20383761		40,000.00	0.00	168,990.60
30/04/2018 23:59:00	30/04/2018	Biaya Adm		5.00	0.00	168,985.60
30/04/2018 23:59:00	30/04/2018	Bunga		0.00	26.80	169,012.20
30/04/2018 23:59:00	30/04/2018	Pajak		5.32	0.00	169,006.88

Source: The Panel

Annex 20: The Panel's proposal for an amended delisting procedure for vessels

Paragraph 9 of resolution 2397 (2017) encourages Member States to consult with the flag States of relevant vessels once they are seized, inspected, and frozen (impounded). Six months after such vessels were frozen (impounded), the Committee may decide upon request of a flag State to release the vessel if adequate arrangements have been made to prevent the vessel from contributing to future violations of the resolutions. However, once the vessel has been de-registered by a flag State in compliance with the resolutions (and therefore no longer under its jurisdiction), and since it would be a violation for flag States to re-register any such vessel that has been de-registered by another Member State, it is unlikely that a flag State will submit a request to the Committee to re-register the vessel and then submit a request for a seized or impounded vessel to be released.

To resolve this conundrum and to lessen the burden on Member States seizing or impounding a vessel in compliance with the resolutions, the Panel recommends that the Committee introduce a procedure whereby:

- 1) After a six-month period the vessel owner¹⁶⁵ may be permitted to make representation to the Committee for approval to have the vessel de-listed and released, provided that:
 - a) proof of ownership of the vessel is provided; and
 - b) adequate arrangements have been made to prevent the vessel from contributing to future violations of the resolutions.
- 2) If approved, the vessel is then de-listed from the Committee's list of designated vessels and the re-registration of the vessel approved.¹⁶⁶
- 3) Once a period of six months has elapsed and no request for de-listing has been tendered within 31 days from that date, the Member State may approach the Committee for approval to submit the vessel for public auction to defray costs incurred.

In addition, this procedure should be published on the Committee's website under "Procedures for delisting" at <https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718/materials>.

¹⁶⁵ A vessel's beneficial owner is in the best position to ensure that adequate arrangements have been made to prevent the vessel from contributing to future violations of the resolutions since they are directly impacted by loss of trade.

¹⁶⁶ The Committee's website should not remove the vessel's name, but rather indicate the date that the vessel has been de-listed in order to provide verification for flag States and companies providing vessel services.

Annex 21: Imports from and exports to the DPRK of commodities according to trade data

Table 1
States importing zinc and articles thereof and zinc ores and concentrates (HS codes 79 and 26) from the Democratic People's Republic of Korea, October 2017 to March 2018

(United States dollars)

<i>Importing State</i>	<i>October 2017</i>	<i>November 2017</i>	<i>December 2017</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
India	20 950	7 901					28 851
Total	20 950	7 901					28 851

Source: Global Trade Atlas.

1. The Democratic People's Republic of Korea exported a total of \$28,851 in zinc and articles thereof and zinc ores and concentrates (HS codes 79 and 26) to India in October and November 2017. All exports constituted violations of paragraph 28 of resolution [2321 \(2016\)](#).

Imports from the DPRK of commodities with exemption provisions (iron and steel and articles of iron and steel, textiles, food and agricultural products, machinery, electrical equipment, earth and stone including magnesite and magnesia, and wood)

Table 2
States importing iron and steel and articles of iron and steel (HS codes 72 and 73) from the Democratic People's Republic of Korea, October 2017 to March 2018

(United States dollars)

<i>Importing State</i>	<i>October 2017</i>	<i>November 2017</i>	<i>December 2017</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China	1 796 752	2 411 042	2 725 465	2 393 996	1 839 505	1 846 788	13 013 548
El Salvador			7 507	18 994			26 501
Ghana	20 868		9 532	283 146			313 546
India	65 189	3 194					68 383
Nicaragua	12 405	64 873	38 890	8 611	107 920	47 250	279 949
Serbia	3 186	29 981					33 167
Thailand				25 143	9 083		34 226
Total	1 898 400	2 509 090	2 781 394	2 729 890	1 956 508	1 894 038	13 769 320

Source: Global Trade Atlas.

2. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People's Republic of Korea violated paragraph 8 of resolution [2371 \(2017\)](#) by exporting a total of \$13,769,320 in iron and steel and articles of iron and steel (HS codes 72 and 73) to China, El Salvador, Ghana, India, Nicaragua, Serbia and Thailand from October 2017 to March 2018. China replied to the Panel that the "relevant data don't indicate the commodities under the items of HS code 7201", and that, under Chinese law and regulations, only items with HS codes 7201 are considered as constituting iron and steel and articles of iron and steel prohibited by the relevant resolutions.

Table 3
States importing textiles (HS codes 50–63) from the Democratic People’s Republic of Korea,
October 2017 to March 2018

(United States dollars)

Importing State	October 2017	November 2017	December 2017	January 2018	February 2018	Total
China ^a	47 105 525	40 825 592	12 780 948	16 799		100 728 864
Ghana		14 173	85 040	64 985		164 198
India	234 163	15 497	5 929			255 589
Mexico		15 438				15 438
Russian Federation ^b		76 537	11 815			88 352
Thailand		26 617			3 486	30 103
Total	47 339 688	40 973 854	12 883 732	81 784	3 486	101 282 544

Source: Global Trade Atlas.

^a In a note verbale to the Committee dated 12 January 2018, China stipulated that the total value of its imports from the Democratic People’s Republic of Korea of textiles from 11 September 2017 to 10 December 2017 was \$5,139,300.

^b In a note verbale to the Committee dated 6 December 2017, the Russian Federation stated that, on 18 October 2017, 14,340 items of men’s apparel were imported from the Democratic People’s Republic of Korea in fulfilment of two contracts.

3. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People’s Republic of Korea violated the textiles import ban stipulated in paragraph 16 of resolution 2375 (2017) by exporting a total of \$101,282,544 in textiles (HS codes 50–63) to China, Ghana, India, Mexico and Thailand. from October 2017 to February 2018. Only China and the Russian Federation reported to the Committee pursuant to paragraph 16 of resolution 2375 (2017). With regard to China, the figure reported by China to the Committee of its imports from the Democratic People’s Republic of Korea is lower than indicated in Global Trade Atlas trade data, by \$95,589,564. In order to benefit from the reporting exemption in paragraph 16 of resolution 2375 (2017), these two figures should have been comparable. In addition to its reporting of \$5,139,300 worth of textiles imported during the period, China further replied to the Panel that all its imports “went through the customs formalities within 90 days” from the adoption of resolution 2375 (2017). With regard to the Russian Federation, the Panel notes that the unit of measurement (items of textile) is different from that reflected in table 3 (United States dollars) and **recommends that future Security Council resolutions stipulate the unit of measurement to be used by Member States in their reporting to the Committee.**

Table 4
States importing food and agricultural products (HS codes 07, 08 and 12) from the Democratic People’s Republic of Korea, January to March 2018

(United States dollars)

Importing State	January 2018	February 2018	March 2018	Total
China ^a	10 158 965			10 158 965
Total	10 158 965			10 158 965

Source: Global Trade Atlas.

^a In a note verbale to the Committee dated 5 February 2018, China stipulated that the value of its imports from the Democratic People’s Republic of Korea of food and agricultural products from 22 December 2017 to 21 January 2018 was \$16,872,600 (14,900 tons).

4. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People's Republic of Korea exported a total of \$10,158,965 in food and agricultural products (HS codes 07, 08 and 12) to China in January 2018. China further replied to the Panel that all of its imports "went through the customs formalities within 30 days" from the adoption of resolution [2397 \(2017\)](#).

Table 5
States importing machinery (HS code 84) from the Democratic People's Republic of Korea, January to March 2018

(United States dollars)

<i>Importing State</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
Bolivia (Plurinational State of)	11 736	1 296		13 032
China ^a	29 395			29 395
Costa Rica	21 053	5 017		26 070
El Salvador	73 711	1 444		75 155
India	12 961			12 961
Malaysia ^c	16 387			16 387
Total	165 243	7 757		173 000

Source: Global Trade Atlas.

^a In its note verbale to the Committee dated 5 February 2018, China stipulated that the value of its imports of machinery from the Democratic People's Republic of Korea from 22 December 2017 to 21 January 2018 was \$43,000.

^b Malaysia replied to the Panel that "based on the statistics from Department of Statistics Malaysia (DOSM), there is no product under the HS codes of 84–85 being imported by Malaysia from the Democratic People's Republic of Korea from January 2018 to February 2018".

5. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People's Republic of Korea exported a total of \$173,000 in machinery (HS code 84) to Bolivia (Plurinational State of), China, Costa Rica, El Salvador, India and Malaysia in January and February 2018. All exports by the Democratic People's Republic of Korea after 21 January 2018 without notification to the Committee of those imports by 5 February 2018 violated paragraph 6 of resolution [2397 \(2017\)](#). Of the above-mentioned Member States, only China provided notification to the Committee, and China further replied to the Panel that all of its imports "went through the customs formalities within 30 days" from the adoption of resolution [2397 \(2017\)](#).

Table 6
States importing electrical equipment (HS code 85) from the Democratic People's Republic of Korea, January to March 2018

(United States dollars)

<i>Importing State</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
Bolivia (Plurinational State of)	5 045	6 489		11 534
China ^a	990 919			990 919
Thailand	17 584	7 596		25 180
Total	1 013 548	14 085		1 027 633

Source: Global Trade Atlas.

^a In its note verbale to the Committee dated 5 February 2018, China stipulated that the value of its imports from the Democratic People's Republic of Korea of electrical equipment from 22 December 2017 to 21 January 2018 was \$1,346,300.

6. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People's Republic of Korea exported a total of \$1,027,633 in electrical equipment (HS code 85) to the Plurinational State of Bolivia, China and Thailand in January and February 2018. All exports after 21 January 2018 without notification to the Committee of those imports by 5 February 2018 violated paragraph 6 of resolution [2397 \(2017\)](#). Of the above-mentioned Member States, only China provided notification to the Committee in accordance with paragraph 6 of resolution [2397 \(2017\)](#).

Table 7

States importing earth and stone including magnesite and magnesia (HS code 25) from the Democratic People's Republic of Korea, January to March 2018

(United States dollars)

<i>Importing State</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China ^a	10 070 444			10 070 444
Total	10 070 444			10 070 444

Source: Global Trade Atlas.

^a In its note verbale to the Committee dated 5 February 2018, China stipulated that the value of its imports from the Democratic People's Republic of Korea of earth and stone including magnesite and magnesia from 22 December 2017 to 21 January 2018 was \$10,434,800 (106,700 tons).

7. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People's Republic of Korea exported a total of \$10,070,444 in earth and stone including magnesite and magnesia (HS code 25) to China in January 2018. China provided notification to the Committee pursuant to paragraph 6 of resolution [2397 \(2017\)](#), and further replied to the Panel that all of its imports "went through the customs formalities within 30 days" of the adoption of resolution [2397 \(2017\)](#).

Table 8

States importing wood (HS code 44) from the Democratic People's Republic of Korea, January to March 2018

(United States dollars)

<i>Importing State</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China ^a	2 405 718			2 405 718
Total	2 405 718			2 405 718

Source: Global Trade Atlas.

^a In its note verbale to the Committee dated 5 February 2018, China stipulated that the value of its imports from the Democratic People's Republic of Korea of wood from 22 December 2017 to 21 January 2018 was \$2,858,500 (16,200 tons).

8. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People's Republic of Korea exported a total of \$2,405,718 in wood (HS code 44) to China in January 2018. China provided notification to the Committee pursuant to paragraph 6 of resolution [2397 \(2017\)](#), and further replied to the Panel that all of its imports "went through the customs formalities within 30 days" from the adoption of resolution [2397 \(2017\)](#).

Table 9
States exporting iron, steel and other metals (HS codes 72–83) to the Democratic People’s Republic of Korea, January to March 2018

(United States dollars)

<i>Exporting State</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China ^a	1 889 683	28 791		1 918 474
Honduras		11 461		11 461
Malaysia	93 407			93 407
Total	1 983 090	40 252		2 023 342

Source: Global Trade Atlas.

^a China replied to the Panel that, while all of its exports in iron, steel and other metals, all industrial machinery and transportation vehicles had been processed and released before 6 January 2018, for technical reasons relating to its customs system, the clearance operations were completed when “means of transport actually left the Chinese territory”. China also replied that all exports after the date are “self-use materials for diplomatic mission in the DPRK or humanitarian aids to the DPRK”, for which their “export formalities are completed and in line with the requirement” of the relevant resolutions.

9. According to Global Trade Atlas data, China, Honduras and Malaysia exported a total of \$2,023,342 in iron, steel and other metals (HS codes 72–83) in January and February 2018 to the Democratic People’s Republic of Korea which violated paragraph 7 of resolution 2397 (2017). China replied to the Panel on the precise nature of the exports during this period (see table 9, footnote a).

Table 10
States exporting all industrial machinery (HS codes 84 and 85) to the Democratic People’s Republic of Korea, January–March 2018

(United States dollars)

<i>Exporting State</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China ^a	14 215 799	218 602	28 674	14 463 075
Honduras	38 254	16 322		54 576
India	19 412			19 412
Total	14 273 465	234 924	28 674	14 537 063

Source: Global Trade Atlas.

^a See table 9, footnote a.

10. According to Global Trade Atlas data, China, Honduras and India exported a total of \$14,537,063 in all industrial machinery (HS codes 84 and 85) from January to March 2018 to the Democratic People’s Republic of Korea which violated paragraph 7 of resolution 2397 (2017). China replied to the Panel on the precise nature of the exports in this period (see table 9, footnote a).

Table 11
States exporting transportation vehicles (HS codes 86–89) to the Democratic People’s Republic of Korea, January to March 2018
 (United States dollars)

<i>Exporting State</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China ^a	1 803 351		55 094	1 858 445
Thailand			9 176	9 176
Total	1 803 351		64 270	867 621

Source: Global Trade Atlas.

^a See table 9, footnote a.

11. According to Global Trade Atlas data, China and Thailand exported a total of \$1,867,621 in transportation vehicles (HS codes 86–89) between January and February 2018 to the Democratic People’s Republic of Korea which violated paragraph 7 of resolution [2397 \(2017\)](#). China replied to the Panel on the precise nature of the exports for the period (see table 9, footnote a).

Exports of commodities to the Democratic People’s Republic of Korea with exemptions (refined petroleum products and crude oil)

Table 12
States exporting petroleum (HS code 2710) to the Democratic People’s Republic of Korea, October 2017 to March 2018
 (United States dollars)

<i>Exporting State</i>	<i>October 2017</i>	<i>November 2017</i>	<i>December 2017</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China ^a	245 279	484 206	480 382	115 553	261 210	473 979	2 060 609
India	16 513 783						16 513 783
Russian Federation ^b	238 173	220 632	447 774	584 783			1 491 362
South Africa			275 639	66 852	138 306		480 797
Total	16 997 235	704 838	1 203 795	767 188	399 516	473 979	20 546 551

Source: Global Trade Atlas collated as of June 2018.

^a In five notes verbales from 2 January to 30 April 2018, China notified the Committee of the transfer of 2,165.1 tons of refined petroleum products to the Democratic People’s Republic of Korea for October 2017; 497.6 tons for November 2017; 463.214 tons for December 2017; and the further transfer of 4,032.72 tons of such products from January to March 2018. The corresponding values in United States dollars of the transfers made each month have been reported as: 1,188,000 (October 2017), 527,000 (November 2017), 490,000 (December 2017), 130,300 (January 2018), 835,800 (February 2018), and 1,592,400 (March 2018).

^b In three notes verbales from 27 December 2017 to 31 May 2018, the Russian Federation notified the Committee of its exports of 212.54 tons of petroleum products to the Democratic People’s Republic of Korea for November 2017; 589.664 tons for December 2017; and 4,148.381 tons from January to March 2018.

Table 13
**States exporting other petroleum (HS codes 2711–2713)^a to the Democratic People’s Republic of Korea,
 October 2017 to March 2018**

(United States dollars)

<i>Exporting State</i>	<i>October 2017</i>	<i>November 2017</i>	<i>December 2017</i>	<i>January 2018</i>	<i>February 2018</i>	<i>March 2018</i>	<i>Total</i>
China ^b	1 174 266	453 852	228 645	672 618	814 742	1 318 450	4 662 573
Russian Federation ^c			184 286	216 129			400 415
Total	1 174 266	453 852	412 931	888 747	814 742	1 318 450	5 062 988

Source: Global Trade Atlas.

^a China informed the Panel that it uses HS Codes 2710, 2712 and 2713 as HS Codes for refined petroleum products. China also informed the Panel that its Ministry of Commerce considers HS Code 2711.11 as “liquefied natural gas”, whereas the Panel uses HS Code 2711 as a part of “condensates and natural gas liquids”, prohibited by paragraph 13 of resolution 2375 (2017). The Panel has previously recommended that all Security Council resolutions on sectoral sanctions specify the HS codes (see S/2018/171, paras. 31 and 74).

^b See table 12, footnote a.

^c See table 12, footnote b.

12. Based upon the International Trade Centre (ITC) Trade Map, the Panel sent letters to South Africa (March-June 2018) and Turkey (March-July 2018) regarding the reported export of petroleum products (HS 2710) of 322,000 USD and 2.29 million USD respectively. Turkey clarified with supporting documentation to show that the export was made to the Republic of Korea. South Africa informed the Panel that “the letter has been forwarded to Pretoria for action.”

13. The Panel sent a letter to the Republic of Korea regarding August media reports of a transfer of petroleum products to Kaesong for a planned inter-Korean liaison office. The ROK replied, “in the process of carrying out the [inter-Korean] projects, the ROK personnel used the petroleum products exclusively for the implementation of the projects, while ensuring that no transfer of economic values to the DPRK occurs.” The ROK explained that “among 338,737 kg of petroleum products used for the implementation of the joint projects from January 2018 to November 2018, 4,039 kg were unused and brought back to the ROK.” The Panel notes that the specific language of paragraph 5 of resolution 2397 (2017) requiring Member States to notify the Committee of any transfer to the DPRK of refined petroleum products is by territory as opposed to possession and does not differentiate between temporary and permanent transfers, or under whose control the items will be after transfer.

14. According to Global Trade Atlas data, the Democratic People’s Republic of Korea imported \$20,946,917 of refined petroleum products during the last three months of 2017. Starting from 2018, pursuant to paragraph 5 of resolution 2397 (2017), all Member States are prohibited from supplying, selling or transferring refined petroleum products to the Democratic People’s Republic of Korea over 500,000 barrels in total. Since January 2018, China and the Russian Federation have notified to the Committee on their supply, sale or transfer of refined petroleum products to the Democratic People’s Republic of Korea. Although in paragraph 5 of resolution 2397 (2017) the cap was set using barrels as the unit of measurement, the unit to be used by Member States in their required notifications was not stipulated. The figures in table 14 from China after April are based solely on Member State reporting to the Committee.¹⁶⁷

¹⁶⁷ According to the General Administration of Customs database centre, China Customs ceased reporting trade data on individual countries as from 1 April 2018 and Chinese Customs information web pages issued three web announcements on 23 May, 20 June and 20 July, each stating that the publication of customs statistics for [each month] has been temporarily suspended owing to technical reasons. See <http://haiguan.info/noted395.aspx>, <http://haiguan.info/noted396.aspx> and <http://haiguan.info/noted397.aspx>. See also <http://english.customs.gov.cn/newsroom/statistics> (accessed 30 July 2018).

Table 14
Data from Member States' notifications to the Committee pursuant to paragraph 5 (a) of resolution 2397 (2017)

(Tons)

<i>Month in 2018</i>	<i>China</i>	<i>Russian Federation</i>	<i>Total</i>
January	201.380	368.240	569.620
February	1 392.350	1 882.562	3 274.912
March	2 438.990	1 897.579	4 336.569
April	437.460	4 293.472	4 730.932
May	1 451.410	1 286.138	2 737.548
June	1 507.900	1 570.444	3 078.344
July	903.870	576.126	1 479.996
August	2 725.810	1 369.497	4 095.307
September	1 814.600	1 859.283	3 673.883
October	1 886.890	3 777.731	5 664.621
November	2 928.870	3 377.243	6 306.113
December	1 510.870	-	1 510.870
Total	19 200.400	22 258.315	41 458.715

Source: <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/supply-sale-or-transfer-of-all-refined-petroleum>,

Crude oil

16. In Paragraph 4 of resolution 2397 (2017), the Security Council decided that all Member States should prohibit the direct or indirect supply, sale or transfer of crude oil to the Democratic People's Republic of Korea exceeding 4 million barrels or 525,000 tons, unless the Committee approves in advance on a case-by-case basis for a 12-month period after the date of adoption of the resolution, 22 December 2017. Pursuant to the reporting clause contained therein, the Russian Federation reported that there were no declarations or exports of crude oil to the Democratic People's Republic of Korea from January to June 2018, and China reported that the amount of the supply of crude oil by China to the Democratic People's Republic of Korea was 150,500 tons from December 2017 to February 2018; 147,900 tons from March to May 2018; 108,500 tons from June to August 2018; and 118,100 tons from September to November 2018.

Recommendation

17. **The Panel recommends that the Committee agree upon a single conversion rate between tons and barrels for all refined petroleum products and specify the ton measurement referred to in the resolutions.**

Annex 22: Angola's reply to the Panel



**Permanent Mission of
The Republic of Angola to the United Nations**

820 Second Avenue, 12th Floor, New York, NY 10017
Tel: (212) 861-5656 / Fax: (212) 861-9295

Ref. No. 8/2018-159

The Permanent Mission of the Republic of Angola to the United Nations presents its compliments to the Coordinator of the Panel of Experts established pursuant to Resolution 1874 (2009) and has the honor to submit herewith the additional information to the Republic of Angola's report on the implementation of United Nations Security Council Resolution on Democratic People's of Korea (DPRK).

The Permanent Mission of the Republic of Angola to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'A' or similar character.

New York, 27 August 2018



Mr. HUGH GRIFFITHS
COORDINATOR
PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED PURSUANT
TO RESOLUTION 1874 (2009)

NEW YORK

Republic of Angola
Ministry of External Relations
Office of the Minister

**ADDITIONAL INFORMATION TO THE REPUBLIC OF ANGOLA'S REPORT ON
THE IMPLEMENTATION OF UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL
RESOLUTIONS ON NORTH KOREA**

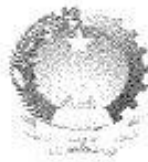
- 1) This presentation aims to provide additional information to the Republic of Angola's October 2017 report on the 'Implementation of Security Council Resolutions 2321 (2016); 2356 (2017); 2371 (2017) and 2375 (2017), monitored by the Panel of Experts of the 1718 Sanctions Committee.
- 2) We recall that the President of the Security Council Sanctions Committee established pursuant to resolution 1718 (2006) acknowledged reception of the aforementioned report through N.V. Ref. S/AC.49/2017/OC.278 of 26 December 2017, addressed to the Permanent Mission of the Republic of Angola.
- 3) Regarding the additional information requested, we would like to put forward the following observations:
 - a) Regarding the additional information requested by the United Nations Security Council's Panel of Experts on the situation of the DPRK diplomat, Mr. JON YONG CHOL, Third Secretary at the Embassy of the Democratic Popular Republic of Korea Embassy, we inform that he left the Angolan territory on April 20 2017 on an Emirates Airlines flight EK792 (See in Annex).
 - b) Regarding the reduction of diplomatic and administrative staff at the DPRK Embassy in Angola, we would like to inform that the staff was drastically reduced from 12 diplomats in 2016–2017 to 6 diplomats currently.
 - c) Administrative and technical staff was reduced from 13 in 2016–2017 to 3 members of staff currently (See the list from the State Protocol Directorate in Annex).
 - d) Regarding the supposed delegation of military advisers composed by 80 advisers from the DPRK which traveled from Angola to Mozambique, we are not aware of any movement or travel by military advisers from the DPRK from Angola to Mozambique in 2017.

- e) As notified in Angola's report on the implementation of resolutions to 2321(2016); 2356(2017); 2371(2017); and 2375(2018), a total of 152 citizens from the DPRK left the Angolan territory on November 18, 2017, among whom were the Board of Directors, cadres and employees of the Mansudae Overseas Project Group of Companies—the latter under sanctions imposed by the UN and listed in Annex II of Resolution 2371(2017).

It should be mentioned that the Republic of Angola has rigorously fulfilled its responsibility regarding the exit of DPRK citizens from national territory. In this context, the responsibility of the Angolan authorities in relation to foreign nationals ends the moment they leave national territory.

We are certain that the answers presented will help enlighten the Security Council Sanctions Committee's Panel of Experts on the DPRK about any pending questions from Angola's second report on the implementation of Resolutions 2321(2016); 2356(2017); 2371(2017) and 2375(2018), submitted on 21 December 2017. Angola defends the importance of maintaining Peace, Security, Stability and Prosperity in the Korean Peninsula region and has strictly abided the decisions and resolutions adopted by the United Nations Security Council on the matter.

MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS, Luanda, August 16, 2018.



**REPÚBLICA DE ANGOLA
MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES
DIRECÇÃO GERAL DO PROTOCOLO DO ESTADO**

**LISTA ACTUALIZADA DOS AGENTES DIPLOMÁTICOS E
FUNCIONÁRIOS ADMINISTRATIVOS, CONJUGES E FILHOS DA
EMBAIXADA DA R. P. D. DA COREIA ACREDITADA EM
ANGOLA.**

**DE: DIRECÇÃO GERAL DO PROTOCOLO DO ESTADO
CADASTRO**

1. KIM HYON IL -EMBAIXADOR.
2. KANG MYONG OK -EMBAIXATRIZ.
3. KIM CHOL SU -CONSELHEIRO.
4. KIM SUN YONG – ESPOSA DO CONSELHEIRO.
5. KIM JUNG HYON – FILHO DO CONSELHEIRO.
6. KIM JUNG GYONG – FILHO DO CONSELHEIRO.
7. MA KYONG HO – CONSELHEIRO.
8. KIM CHUN HYE – ESPOSA DO CONSELHEIRO.
9. MA JU MYONG – FILHO DO CONSELHEIRO.
10. RI KWANG CHAE - 1º SECRETÁRIO.
11. RI OK -ESPOSA DO 1º SECRETÁRIO.
12. JON KI HO -2º SECRETÁRIO.
13. KIM RYON JONG –ESPOSA DO 2º SECRETÁRIO.
14. JO SONG CHOL - 2º SECRETÁRIO.
15. KIM KUM HUI - ESPOSA DO 2º SECRETÁRIO.
16. JO WON RYONG – FILHO DO 2º SECRETÁRIO.
17. SONG CHOL – FUNCIONÁRIO ADMINISTRATIVO.
18. RI YONG GWAN - FUNCIONÁRIO ADMINISTRATIVO.
19. RI YONG IL - FUNCIONÁRIO ADMINISTRATIVO.
20. SO SU OK – ESPOSA DO FUNCIONÁRIO ADMINISTRATIVO.
21. RI JU RYON –FILHA DO FUNCIONÁRIO ADMINISTRATIVO.
22. JANG KUM SUK - ESPOSA DO FUNCIONÁRIO ADMINISTRATIVO.

Luanda aos 27 de Novembro de 2017



REPÚBLICA DE ANGOLA
 MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES
 Direcção Geral do Protocolo do Estado

EMBAIXADA DA REPÚBLICA POPULAR E DEMOCRÁTICA DA COREIA (NORTE)

N.	TITULAR	CATEGORIA	TIPO DE CARTAO	1. MISSAO	2. VIA	PRORROGACAO	DEVOLUCAO
01	KIM HYON IL	EMBAIXADOR	D	03/10/2013			
02	KANG MYONG OK	EMBAIXATRIZ	D	03/10/2013			
03	KIM CHOL SU	CONSELHEIRO	D	06/10/2016			
04	KIM SUN YONG	ESP. CONSELHEIRO	D	06/10/2016			
05	KIM JUNG HYON	FIL. CONSELHEIRO	D	06/10/2016			
06	KIM JUNG GYONG	FIL. CONSELHEIRO	D	06/10/2016			
07	MA KYONG HO	CONSELHEIRO	D	20/10/2016			
08	KIM CHUN HYE	ESP. CONSELHEIRO	D	20/10/2016			
09	MA JU MYONG	FIL. CONSELHEIRO	D	20/10/2016			
10	RI KWANG CHAE	1º SECRETÁRIO	D	12/09/2015			
11	RI OK	ESP. 1º SECRETÁRIO	D	12/09/2015			
12	JON KI HO	2º SECRETÁRIO	D	08/07/2015			
13	KIM RYON JONG	ESP. 2º SECRETÁRIO	D	08/07/2015			
14	JO SONG CHOL	2º SECRETÁRIO	D	23/08/2017			
15	KIM KUM HUI	ESP. 2º SECRETÁRIO	D	23/08/2017			
16	JO WON RYONG	FIL. 2º SECRETÁRIO	D	23/08/2017			

Source: Member State

Annex 23: The Panel's letter to Iran

United Nations  Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017
TEL. : +1 212 963 1055 • FAX : +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE : S/AC.49/2018/PE/OC.359

IR REFERENCE

29 November 2018

Excellency,

I have the honour to write to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#) and [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

According to a Member State, the DPRK has its most lucrative arms-related trade with the Syrian Arab Republic and Iran. The Member State has informed the Panel that two United Nations designated entities, the Korea Mining Development Technology Corporation and Saeng Pi'l (aka Green Pine Associated Corporation) maintain offices in Iran and that these offices are active.

In addition, the Member State informed the Panel that one pattern recently observed is of DPRK nationals on flights between Tehran and Dubai whereby these individuals return to Tehran within 24 hours. The assessment is that these individuals are cash couriers.

In this regard, the Panel recalls the evidence and information derived from airline companies, various Member States and the United Nations Security Council regarding KOMID officials Mr. Kim Yong Chol (passport number 472310168) and Mr. Jang Jong Son (passport number 563110024)¹⁶⁸ (see Annex 1) resident in Iran and accredited as diplomats at the DPRK embassy in Tehran until their removal in 2016, and their frequent visits to Dubai as well as various locations in Pakistan.¹⁶⁹ The Panel's letter to Iran dated 25 November 2015 (S/AC.49/2015/PE/OC.791) noted that these two individuals flew Tehran-Dubai more than 282 times between 21 October 2012 and 5 October 2015, a pattern that continued into 2016.

¹⁶⁸ See Table 8, S/2017/150, p.68-69

¹⁶⁹ See Tables 8 and 9, S/2017/150, p.68-69

The Panel also notes as indications of previous cooperation between Iran and the designated entities KOMID and Green Pine Associated Corporation the visits by KOMID President Kang Myong Chol (see Annex 1 for passport) to Iran from Dubai from 16 to 25 December 2013¹⁷⁰ and Green Pine Association Corporation President Ri Hak Chol between 6 and 10 October 2014.¹⁷¹

As a number of the individuals listed above and featured in Annex 1 together with other KOMID and Green Pine Associated Corporation representatives are known to have acquired new passports and/or false identities, the Panel:

- Kindly reiterates its request contained in its letter of 31 October 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.918) (see Annex 2) requesting names and passport numbers of DPRK diplomats accredited in Iran;
- Kindly reiterates its request contained in its letter of 12 October 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.678) (see Annex 3) requesting immigration and visa checks and information on 78 DPRK nationals and others under investigation by the Panel;
- In light of the lack of a substantive response from Iran on the above matters for more than 12 months and in light of the recent information provided by a Member State, the Panel is now requesting copies of the relevant passport pages of all DPRK diplomats accredited in Iran;
- A full list of all other DPRK nationals residing in, or working in Iran, together with copies of their passports, and
- A full list of DPRK entities and companies operating in Iran, their contracts with Iranian military and/or civilian institutions and entities, para-statal companies and private institutions.

As the Panel intends to report on this case in its next report to the Security Council, we would be most grateful for any information to be supplied within **one month** of the date of this letter. **The Panel may name your country in our reporting and would therefore appreciate a reply from your country in order to consider reflecting your views in our next report.**

Should you wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Hugh Griffiths (email: [REDACTED]) and Mr. Olaf Andrieu ([REDACTED]).

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

¹⁷⁰ Flight and ticket records held on file by the Panel

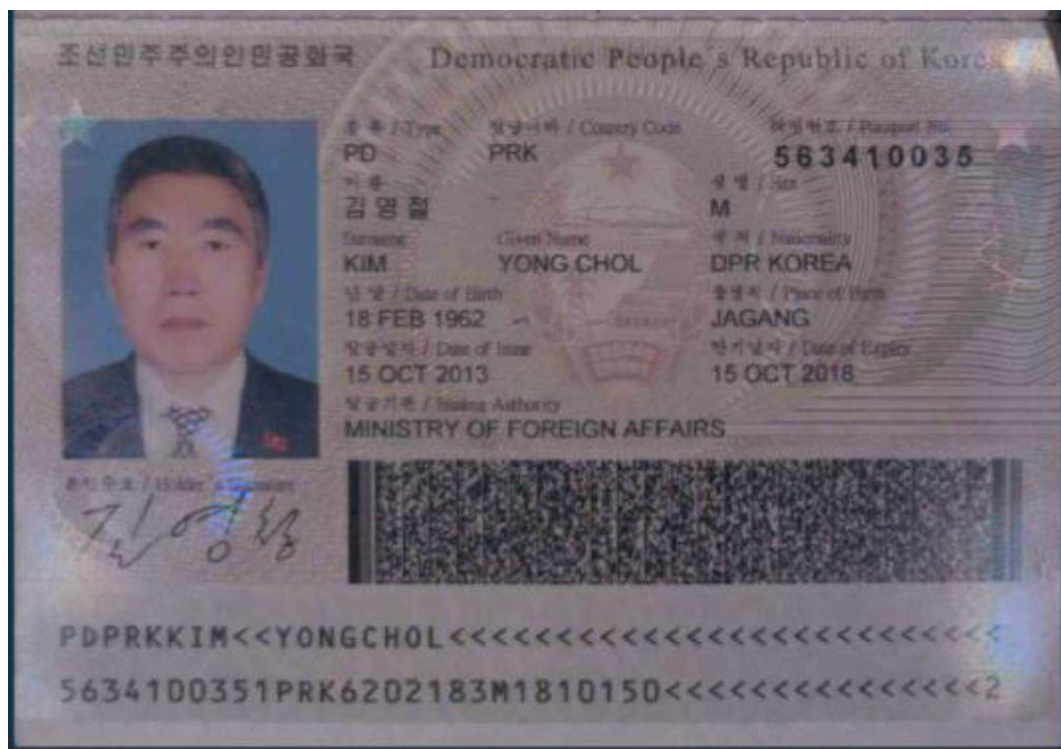
¹⁷¹ In our letter dated 29 August 2016, reference number S/AC.49/2016/PE/OC.659, the Panel wrote to Iran requesting information on Mr. Ri Hak Chol's activities in Tehran between 6-10 October 2014 but received no substantive response.

Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established pursuant
to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex 1: Copies of multiple DPRK diplomatic passports previously used by KOMID and Green Pine Associated Corporation officials while accredited in Iran, travelling to Iran or travelling between Tehran and Dubai

Annex 2: Panel letter of 31 October 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.918), requesting names and passport numbers of DPRK diplomats accredited in Iran

Annex 3: Panel letter of 12 October 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.678), requesting immigration and visa checks and information on 78 DPRK nationals and others under investigation by the Panel.



Annex 24: Iran's reply to the Panel



Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations

622 Third Ave New York, NY 10017 www.Iran-UN.org Tel:+1(212)687-2020 Fax:+1(212)867-7066 E-mail: Iran@un.int

In the name of God, the most Compassionate, the most Merciful

No. 106192

19 December 2018

Dear Sir,

I am writing in response to your letter dated 29 November 2018 (S/AC.49/2018/PE/OC.359) with regard to the information submitted by a Member State to the Panel against the Islamic Republic of Iran in relation to the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016) and 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017).

Contrary to claim of the above-mentioned Member State, there is no military cooperation or arms trade between the Islamic Republic of Iran and the DPRK. In fact, such a baseless allegation is a desperate politically motivated attempt against a founding Member of the Organization, abusing a United Nations mechanism that ought to be impartial and professional.

According to the latest available data and a recently held review, no entity or individual, designated pursuant to the relevant resolutions of the Security Council on the DPRK, is present or active in the Islamic Republic of Iran.

Accordingly, the Korea Mining Development Technology Corporation and Saeng Pi'l (aka Green Pine Associated Corporation) have no office or activity in Iran.

Furthermore, there are no DPRK nationals residing in the Islamic Republic of Iran other than its diplomats.

The activities of the DPRK diplomats accredited to the Islamic Republic of Iran have so far not been in contradiction with the provisions of relevant conventions or resolutions of the Security Council on DPRK.

The Government of the Islamic Republic of Iran strongly advises the Panel of Experts to avoid the inclusion of such unfounded accusations in its report. The Panel, in line with its mandate and the principle of professionalism, is expected to reject any unsubstantiated claim.


Please accept the assurances of my highest consideration.

Eshagh Al Habib

Ambassador
and Charge d'Affaires

Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations New York

Annex 25: Guicopres correspondence



Conakry, le 10 Décembre 2018

A

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS
ESTABLISHED PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

NEW YORK

A l'attention de Monsieur Hugh Griffiths

N° 120/PDG/GUICO/2018

Objet : Votre Courrier Réf S/AC.49/2018/PE/OC.362

Monsieur,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre courrier cité en objet et vous remercions pour les informations. A cet égard, nous vous informons que les coréens ont été sollicités par nous pour l'étude d'avant-projet mais que les travaux de levées topographiques ont été réalisés par les ingénieurs guinéens et français.

Il n'a jamais été question donc d'une collaboration ou d'un partenariat avec Nam Nam sur ce projet, mais plutôt d'une prestation ponctuelle de service payable à la tâche.



Dans le souci du respect de l'embargo des Nations Unies contre la République Démocratique et Populaire de Corée, nous avons pris des dispositions notifiant l'arrêt de toute collaboration avec NAM NAM.




L'entreprise Guicopres respectueuse des Accords internationaux ratifiés par le Gouvernement guinéen, ne dérogera pas aux décisions des Nations Unies auxquelles nous adhérons pleinement

En vous souhaitant par avance bonne réception du présent courrier, le Groupe Guicopres reste à votre disposition pour toute information complémentaire utile à votre compréhension.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Kerfalla CAMARA
Président Directeur Général

GUICOPRES BTP  **KALOU TRAORÉ**  **HAKAN DE IRAMO**  **GMI**

GROUPE GUICOPRES, Société Anonyme au Capital de 500 000 000 GNF RCCM/GC KAL M2/027105/2009
Siège Social : Rue KA003, Almamiyah - Commune de Kaloum - BP 4061 Conakry - République de Guinée
Tél : +224 855 44 00 00 - E-mail : info@groupe-guicopres.com site web : www.groupe-guicopres.com

Translated from French

Groupe Guicopres
Conakry, 10 December 2018
No. 120/PDG/GUICO/2018

Re: Your letter S/AC.49/2018/PE/OC.362

Sir,

We have the honour to acknowledge receipt of your letter and thank you for the information contained therein. In that regard, we wish to inform you that while we commissioned the pilot study from the Koreans, the topographic mapping was carried out by Guinean and French engineers.

At no time, therefore, has there been any form of collaboration or partnership with Nam Nam on this project. Rather, that company was paid for a one-off service.

With a view to ensuring compliance with the United Nations embargo on the Democratic People's Republic of Korea, we have taken steps to notify the cessation of all collaboration with that company.

Guicopres respects the international agreements ratified by the Government of Guinea and has no intention of contravening United Nations decisions, to which we fully subscribe.

Trusting that this letter finds you well, Groupe Guicopres stands ready to provide any further information you may require.

Yours sincerely,

(Signed) Kerfalla Camara
Chief Executive

Mr. Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874
(2009)
New York

De: Olaf-Charles-Robert-Andrieu [mailto:olaf.andrieu@un.org]

Date: mercredi, 12 décembre 2018 16:14

À: Bangoura Djibril <info@groupe-guicopres.com>

Cc: Sierra-Leone-Mission [mailto:slm@un.org], Guinea <guinea@un.org>, Hugh Griffiths [mailto:hugh.griffiths@un.org]

Objet: RE: Outgoing Communication #362 from the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to GUICOPRES

A l'intention de Monsieur Kerfalla Camara

Président-Directeur-Général

Groupe-Guicopres

¶

Monsieur

¶

Le panel d'expert rattaché au comité 1718 du Conseil de Sécurité des Nations Unies vous remercie pour votre réponse (No-120/PDG/GUICO/2018) à sa lettre du 03 décembre 2018 (S/AC.49/2018/oc.362).

¶

J'ai l'honneur de poursuivre cette correspondance comme expert de ce panel que j'ai rejoint au mois de mai 2018 après une longue carrière, pour prendre en charge les problématiques liées à la prolifération des armes et en particulier les Armes de Destruction Massive (Missile, Nucléaire, Biologique, Chimique).

¶

Je vous exprime notre reconnaissance pour les mesures prises par le groupe que vous dirigez pour se mettre en conformité avec les résolutions du Conseil de Sécurité.

¶

Afin de compléter nos informations sur la compagnie Nam Nam Cooperative General Company, nous vous serions aussi reconnaissant de sonder votre personnel sur les questions suivantes et de bien vouloir nous en transmettre les réponses dans la mesure du possible d'ici 14 jours.

¶

1. → Comment, où et quand vos employés ont-ils sollicité la partie coréenne? En particulier cela s'est-il passé à Conakry ou en Sierra Leone?
2. → Pouvez-vous nous communiquer les noms, adresses, numéros de téléphones des Nord-Coréens contactés ainsi que ceux de la société Nam Nam?
3. → Vous mentionnez dans votre réponse que les attentes de votre groupe vis-à-vis de Nam Nam auraient été plutôt «des prestations ponctuelles de service payable à la tâche». En l'occurrence, serait-il possible de nous transmettre les copies des documents relatifs aux offres, contrats éventuels, emails, et autres correspondances en relation avec la partie Nord-Coréenne.

¶

Au nom du coordinateur du Panel Hugh Griffiths, je vous remercie pour votre coopération et vous prie Monsieur le Président-Directeur-General, d'agréer l'expression de ma considération distinguée.

¶

Olaf-Andrieu

Member, Panel of Experts

Established pursuant to resolution 1874 (2009)

United Nations Security Council

Tel: [redacted]



https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718/panel_experts/work_mandate



Conakry, le 20 Décembre 2018

A

MONSIEUR OLAF CHARLES ROBERT ANDRIEU
Member, Panel of Experts
Established pursuant to resolution 1874 (2009)
United Nations Security Council

N° 121/PDG/GUICO/2018

Objet : Votre Courrier du 12 Décembre 2018

Monsieur,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre courrier daté du 12 / 12/2018 sollicitant des détails sur les questions que vous y avez indiquées et vous remercions de bien vouloir noter que :

Nous n'avons contacté les travailleurs coréens qu'à l'occasion de la préparation du dossier de consultation pour la construction du camp de Freetown.

Nous confirmons que ceux-ci n'ont travaillé avec nous que quelques jours dans le cadre des études d'avant-projet puis nos ingénieurs géomètres et topographes ont pris le relai.

Nous réitérons que notre collaboration a pris fin à ce stade.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Kerfalla CAMARA

Président Directeur Général



GROUPE GUICOPRES Société Anonyme au Capital de 500.000.000 GNF RCCM/GC-KAL-M2/027.105/2009
Siège Social : Rue KA003, Almamiyah - Commune de Kalourah - BP - 4663 Conakry - République de Guinée
Tel : +224 655 44 00 00 - E-mail : info@groupe-guicopres.com site web : www.groupe-guicopres.com

1822691E

1

Translated from French

Groupe Guicopres
Société Anonyme au Capital de 500 000 000 GNF RCCM/GC-KAL-M2/027.105/2009
Headquarters: Rue KA003 Almamiyah – Commune of Kaloum, 4063 Conakry, Republic of
Guinea
Tel: +224 655 440000 - E-mail: info@groupe.guicopres.com Website: www.groupe-
guicopres.com

Conakry, 20 December 2018

No. 121/PDG/GUICO/2018

Subject: Your letter of 12 December 2018

Sir,

We have the honour to acknowledge receipt of your letter of 12 December 2018, in which you requested details on various issues, and we ask that you kindly note the following.

We only contacted the Korean workers during the preparation of the consultation file for the construction of the Freetown camp.

We can confirm that they only worked with us for a few days in the context of the pre-feasibility studies, and then our surveyors and topographers took over.

We reiterate that our collaboration ended at that stage.

Please accept, Sir, the assurances of our highest consideration.

(Signed) Kerfalla Camara
Chief Executive Officer

Mr. Olaf Charles Robert Andrieu
Member, Panel of Experts established pursuant to resolution 1874 (2009)
United Nations Security Council

Source: The Panel

Annex 26: The Panel's letter to Sudan

United Nations  Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017
TEL. : +1 212 963 1055 • FAX : +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE : S/AC.49/2018/PE/OC.305

REFERENCE

28 November 2018

Excellency,

I have the honor to write to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyze information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

The Panel is requesting additional information and documentation from Sudan based on the information supplied by Sudan in its 26 November 2018 letter to the 1718 Committee (see Annex 1) and in its National Implementation Report to the Committee dated 27 June 2018 and published on 14 August 2018 (see Annex 2).

In your 26 November 2018 letter to the Committee you state that:

“The Military Industry Cooperation (sic) has never dealt with a company named “KOMID” and has been dealing with a company named “Future Electronic Company (FEC). All deals with the latter were signed and paid in Sudan. The Military Industry Cooperation (MIC) has never received any shipment from North Korea. All shipments were from other countries” (see Annex 1).

In your annex to your 27 June 2018 letter (National Implementation Report) you state:

“Further to inspection and verification, the Government of the Sudan has cancelled the contract between the Future Electronic Company and Sudan Master Technology and brought an end to the companies' cooperation as of 15 July 2017.”

His Excellency
Mr. Omer Dahab Fadl Mohamed
Permanent Representative of the Republic of the Sudan
to the United Nations
New York

In this regard, the Panel kindly requests the following documentation:

- 1) A copy of the contract(s) between the “Future Electronic Company” and “Sudan Master Technology” aka Sudan Master Technology Engineering Corporation;
- 2) A copy of the contract(s) between the “Future Electronic Company (FEC)” and the “Military Industrial Cooperation MIC Sudan” aka Military Industrial Corporation (MIC) of Sudan¹⁷²;
- 3) A copy of the order(s)/decrees/correspondence nullifying the contract(s) with the above-mentioned Sudanese and DPRK entities;
- 4) A list of the staff of the” Future Electronic Company” that includes their names, all known aliases, passport numbers (all passport numbers used by each individual) and copies of their passports (all passports used by each individual together with departure evidence of these persons showing expulsion and final departure from the territory of Sudan¹⁷³;
- 5) Details of the bank account(s) of Future Electronic Company in Sudan together with a list of transfers to and from that bank account for the period 2013 – 2018, including data on foreign account numbers to which funds were transferred;
- 6) All documentation associated with UN designated DPRK entities, or other entities that may have operated as front companies on their behalf, including: Korea Mining Trading Development Corporation (KOMID), Tanchon Commercial Bank (TCB), Future Electronic Company, Chongryong Technology Trading Corporation and Chosun Keumcheong Technology General Trade Corporation that have been the subject of Panel requests to Sudan from December 2015 until November 2018 (see Annex 3);
- 7) Your 26 November 2018 letter states that regarding Future Electronic Corporation “Sudan never received shipments from North Korea. All shipments came from other countries.” The Panel notes that DPRK arms brokering activities, whether the arms originate from the DPRK or not, is prohibited under resolutions 1874 (2009) and clarified further in paragraphs 6 and 7 of resolution 2270 (2016). The Panel kindly requests copies of all documentation for shipments of arms-related goods prohibited by the resolutions that were brokered or transferred to Sudan as part of contracts with Future Electronic Company (FEC) and any other DPRK-related entity irrespective of whether such goods originated from the DPRK or “other countries”.

¹⁷² The spelling of this entity in the 29 November 2018 letter is incorrect. The correct name of the Sudanese military company that has cooperated with the DPRK is the Military Industrial Corporation (MIC) of Sudan with the following website: <http://mic.sd/en/home/homepage>. Please see Panel letters Panel of 2 January 2018 (ref. S/AC.49/2018/PE/OC.01) for additional information on MIC.

¹⁷³ According to the National Implementation Report (NIR) dated 14 August 2018 sent by Sudan to the Security Council 1718 Committee, Sudan stated that “In the light of paragraph 3 above, the Sudanese Government expelled the staff of the aforementioned company and prohibited them from entering the Sudan. The last of the staff members left on 12 August 2017.”

Please note that the Panel is investigating all of the above in an effort to better identify the overseas DPRK-related networks that continue to violate the Security Council resolutions with regard to the DPRK in African and Middle Eastern Member States;

Thank you for clarifying the situation with regard to Mr. Hussein Al-Ali's attempt to offer his services to Military Industry Corporation (MIC). His failed attempt is noted and your information on this individual will be reflected in our next report.

Regarding questions 1-7, as the Panel intends to report on these matters in its next final report to the Security Council, we would be most grateful for any information to be supplied within one month of the date of this letter.

Should you or your designated representative wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Hugh Griffiths (email: [REDACTED]) and Mr. Olaf Andrieu (email: [REDACTED]).

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex 1: Letter from Sudan to the 1718 Committee of 26 November 2018

Annex 2: Extract from Sudan National Implementation Report

Annex 3: Letters from the Panel to Sudan of

- 13 June 2018 (ref. S/AC.49/2018/PE/OC.140)
- 2 January 2018 (ref. S/AC.49/2018/PE/OC.01)
- 17 July 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.324)
- 11 November 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.950)
- 29 September 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.852) and
- 4 December 2015 (ref. S/AC.49/2015/PE/OC.815)

Annex 1: Letter from Sudan to the 1718 Committee of 26 November 2018

Republic of the Sudan

Permanent Mission to the United Nations
New York



جمهورية السودان
البعثة الدائمة لدى الأمم المتحدة
نيويورك

No: SUN/552/18

The Permanent Mission of the Republic of the Sudan to the United Nations presents its compliments to the United Nations Security Council Committee established pursuant to Resolution 1718 (2006) and has the honour to refer to paragraph (75) of the report of the Panel of Experts issued on August 2018, which included a number of inquiries concerning alleged Sudan's dealing with North Korean companies and citizens. In this respect, the Mission has the honour to convey the following:

1. The Military Industry Cooperation MIC (Sudan) has never dealt with a company named "KOMID", and it has been dealing with company named "Future Electronic Company (FEC)". All deals with the latter were signed and paid in Sudan. The Military Industry Cooperation (MIC) Sudan has never received any shipment from North Korea. All shipments were from other countries.

2. Mr. Kim Song Chol entered Sudan in 2013 and in 2016, using different names, and left in May 2017. He has not entered the Sudan since that date due to the travel ban imposed on him by the competent authorities.

3. Mr. Hussein Al-Ali had offered his services in 2008 to MIC (Sudan) but MIC did not meet him or develop any cooperation with him.

4. No documents were found about the name Mr. Kotai Hun and verification is ongoing.

The Permanent Mission of the Republic of the Sudan to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the United Nations Security Council Committee established pursuant to Resolution 1718 (2006) the assurances of its highest consideration.



26 November, 2018

305 EAST 47TH STREET, 4TH FLOOR, NEW YORK, NY 10017 TEL: (212) 573-6033 FAX: (212) 573-6160

Annex 2: Extract from Sudan National Implementation Report

S/AC.49/2018/98

Annex to the letter dated 27 June 2018 from the Permanent Representative of the Sudan to the United Nations addressed to the Chair of the Committee

[Original: Arabic]

Report of the Sudan on the implementation of Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017)

Further to the resolutions of the Security Council concerning the Democratic People's Republic of Korea, namely, resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017), the Government of the Sudan wishes to provide the following information:

1. In its note verbale dated 19 June 2017 addressed to the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006) (S/AC.49/2017/73), the Permanent Mission of the Sudan to the United Nations stated that the Government of the Sudan had informed all relevant governmental authorities and individuals of the provisions of the above-mentioned resolutions, placing particular emphasis on paragraph 40 of Security Council resolution 2270 (2016) and subsequent resolutions prohibiting commercial or military interaction with any entities or bodies affiliated with the Democratic People's Republic of Korea.
2. The Government of the Sudan has established a national team comprising all relevant agencies to follow up on implementation of the Security Council resolutions concerning the Democratic People's Republic of Korea and prepare national implementation reports for submission to the Committee.
3. Following investigation and verification, the Government of the Sudan cancelled the contract between the Future Electronic Company and Sudan Master Technology, and brought an end to the companies' cooperation as of 15 July 2017.
4. In the light of paragraph 3 above, the Sudanese Government expelled the staff of the aforementioned company and prohibited them from entering the Sudan. The last of the staff members left on 12 August 2017.
5. The Government has added the list of banned individuals compiled by the Committee to its no-entry lists. It has circulated those lists to Sudanese embassies and points of entry into the country.
6. The countries do not have resident diplomatic representation. The Sudan covers the Democratic People's Republic of Korea from its embassy in Beijing, while the Democratic People's Republic of Korea covers the Sudan from Addis Ababa.

Annex 27: Sudan's reply to the Panel

Republic of the Sudan

Permanent Mission to the United Nations
New York



جمهورية السودان
البعثة الدائمة لدى الأمم المتحدة
نيويورك

الرقم : س س ن/ ٥٦ / ٢١ / ١

التاريخ : ٢٠١٩ / ٠١ / ٠٢ م

تهدي البعثة الدائمة لجمهورية السودان لدى الأمم المتحدة تحياتها إلى لجنة مجلس الأمن المنشأة عملاً بالقرار ١٧١٨ (٢٠٠٦) الخاص بجمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية وتشير إلى مذكرة اللجنة بالرقم S/AC.49/2018/PE/OC.305 بتاريخ ٢٨ نوفمبر ٢٠١٨ والتي تطلب فيها اللجنة معلومات حول تعامل هيئة التصنيع الحربي السودانية مع شركة Future Electronic Company وترجو الافادة بالاتي:

١. تم توقيع عقد اطاري واحد بين شركة سمت SMT وشركة (FEC) أعقبه توقيع عقدين تنفيذيين لتركيب مكملات لمشروع تطوير 122m وقنابل الطيران ، وقد تم ابطال هذا العقد و توابعه بتاريخ ١٥ يونيو ٢٠١٧ (مرفق صورة من العقد). ولا توجد اي عقود بين هيئة التصنيع الحربي (MIC) و.(FEC)
٢. تؤكد حكومة السودان على انه تم ايقاف كافة الانشطة مع جمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية بموجب القرار الصادر عن رئاسة الجمهورية السودانية بتاريخ ٣١ مايو ٢٠١٧ (مرفق) ، كما قامت هيئة التصنيع الحربي السودانية (MIC) و شركة سمت الهندسية(SMT) باصدار اوامر ادارية تجمد اي أنشطة مع جمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية وتلغي كافة العقود المبرمة معها في مطلع يونيو ٢٠١٧ (مرفق). كما صدر خطاب انذار و ابعاد للسيد KIM CHOL (مرفق).

٣. تم تكوين لجنة وطنية من الجهات ذات الصلة في السودان بتاريخ ٢٩ مايو ٢٠١٧ لمتابعة تنفيذ التزامات الحكومة السودانية بقرارات مجلس الامن المتعلقة بالعقوبات على جمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية.
٤. زار السيد KIM SONG CHOL السودان اول مرة في العام ٢٠١٣ لمتابعة تنفيذ العود الخاصة بتطوير 122m ثم في المرة الثانية ليشرف على بعض المجموعات التي كانت تعمل في تأهيل الرادارات الروسية P15/P12 . ثم زار السودان مرة ثالثة في العام ٢٠١٦ باسم مختلف وجواز سفر جديد وذلك للمطالبة ببعض المستحقات المالية و غادر في مايو ٢٠١٧ و لم يدخل السودان بعدها حيث تم وضع اسمه في قائمة المحظورين من دخول البلاد.
٥. لم يتم اي تعامل بنكي ولم يتم اجراء اي تحويل من خلال حسابات بنكية داخل السودان او خارجة و كانت المعاملات المالية تتم مع FEC عبر الدفع المباشر محليا.
٦. لم تستلم شركة سمت الهندسية SMT اي شحنة من موانئ كوريا الديمقراطية الشعبية وقد كانت الشحنات المستلمة وفقاً لاجراءات التخليص العادية عبارة عن مكملات ومدخلات انتاج وليس هناك منتجات كاملة.
- وتغتنم البعثة الدائمة لجمهورية السودان لدى الأمم المتحدة هذه الفرصة لتجدد تحيتها للجنة مجلس الأمن التابعة للأمم المتحدة المنشأة عملاً بالقرار ١٧١٨ (٢٠٠٦).





السيد السيد

Date: 26/4/2017

Dear Mr. Hong ..

We have been instructed by our high authority to tell you that you are blocked to enter Sudan. This means that you cannot travel to Sudan by using your name or any other name.

This letter will be as official WORKING, accordingly you are asked to leave Sudan within one week.

With best regards

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Amir A. Abdalla', is written over a horizontal line.

Amir A. Abdalla





From : SMT
To : FEC Co.
Date : 15/06/2017

Total Pages: 1/1

Dear Sir,

Subject: Termination of Cooperation

According to the instructions given to us from our high authority we would like to inform you the following:

1. All cooperation between SMT and FEC should be terminated by the 01st of August 2017.
2. All the personnel from your side should quit the country by this date.
We shall be ready to give any assistance for the departure of your staff.
3. The contracts which are now running should be concluded before that date or otherwise should be stopped and a situation report should be made.
4. We are ready to discuss and settle all outstanding issues between us including financial issues.

We are sure that you appreciate our situation and you will cooperate with us to settle down all issues arise from this unexpected termination necessitated by circumstances completely out of our control.

Best regards,

Amir A. Abdalla



Frame contact

This frame contract (contract) is concluded in Khartoum on 27th of January 2013 by and between:

1. Sudan Master Technology Co. Ltd.
A company incorporated under Sudanese law, having its address in SMT Building, Gamhuria Street, Khartoum, Sudan and represented by Eng. Hasan Talha Hasan, hereinafter called (Employer) as First Part.
2. Future Electronic Company (FEC), a company registered under law of P.R. of China, having its address Haidian District, Beijing, China And represented by Mr. Hong Man Bok, passport no. 836288402, hereinafter called (contractor) as the Second Part.

First part and second part collectively called (parties)

The contractor offer his services to Employer in the field of rehabilitation, upgrade, maintenance of eastern Radars, air defense systems, tactical communication, maintenance and spare parts and training.

The Employer accepted the said offer.

Parties agreed their dealings to be governed by terms and conditions of this contract.

1. Subject- matter of the contract:

- a) The parties agreed that detailed services and/or supply in each field will be performed by purchase orders and/or contracts made by the parties.
- a) The price of each service/ good will be agreed upon on the relevant contract/purchase order according to man-hour or cost-plus for services and goods respectively.
- b) All payments will be made inside Sudan by the currency agreed upon between parties.

2. Obligation of the Employer:

The Employer will be responsible for reception of the personnel of the contractor and their stay, visas, accommodation, local (in land) and medical services during their stay.

3. Obligation of the Contractor:

- a) The contractor will undertake to sell, supply, assemble, educate and train (collectively called technical assistance) according to the requirements and conditions of each contract.
- b) The contractor will be responsible for shipping the goods to Sudanese Sea/Air ports and will be responsible for them throughout duration of the contract until final Acceptance by Employer, the Employer will only be responsible for clearance and transportation of goods to the site.

4. Force Majeure:

1. Either party shall be released from the discharge of his obligations towards the other if, by reason of force majeure, he faces such circumstances that make the discharge of his obligations as specified in the contract impossible, provided that this should be not due to his omission.
2. When it becomes impossible to implement the contract within the stated schedule by reason of force majeure, the party, who is under the influence of force majeure, shall have the right to postpone his contractual obligations for a period specified in the contract; in this case the delay in the contract execution shall be deemed to be justified.
3. The party, who is under the influence of force majeure, shall obtain within a maximum period of 15 days as from the occurrence of force majeure an official document issued by the competent authorities in his country and legalized by the Embassy of the other party and the legal Chamber of Commerce, certifying the occurrence and the date of force majeure.
He shall send this document to the other party by registered mail within the stated period, and he has to notify him of the termination of force majeure by the same procedure and within the same periods.
The dates given in the legalized official documents shall be adopted for the determination of the start and end of force majeure.

4. There shall be considered as force majeure sudden circumstances, earthquakes, flood, war, whether declared or not, revolutions, civil war, riots, strikes, insurrection, industrial strike and strike in transport sector if they entail impossibility of execution of the contract or delay in the execution of the contract.
5. Fluctuation in the prices of raw goods, labor, and foreign currency shall not be considered as force majeure.
5. **Confidentiality:**
Parties undertake to keep absolute secrecy as regards the execution of this contract and not to release or give any information on it.
All documents in connection with this contract should be classified as confidential.
6. **Dispute resolution:**
All disputes arising out of interpretation or execution of this contract or detailed contracts shall be settled amicably. failing this within one month recourse should be made to arbitration under Sudanese laws.



For Employer
Eng. Hasan Talha Hasan



For contractor
Mr. Hong Man Bok

Republic of the Sudan
Ministry of Foreign Affairs
The Undersecretary



جمهورية السودان
وزارة الخارجية
الوكيل

التاريخ: 2018/5/29 م

الرقم: و/خ/د/عمومي

أمر تشكيل لجنة تنفيذ التزامات السودان تجاه قرارات مجلس الأمن المتعلقة
بالتدابير المفروضة على جمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية

أخذاً في الاعتبار إلزامية قرارات مجلس الأمن على الدول الأعضاء بالأمم المتحدة وإتساقاً مع مواقف السودان فيما يتصل بمناهضة إنتشار الأسلحة النووية وأسلحة الدمار الشامل، بهذا تقرر تشكيل لجنة لمتابعة تنفيذ السودان لقرارات مجلس الأمن المتصلة بجمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية، وتتشكل اللجنة على النحو التالي :-

1. السيد السفير/ عمر صديق - مدير عام التعاون الدولي والقضايا الدولية - رئيساً
2. السيد السفير/ محمد عيسى إيدام - مدير عام الشؤون الأمريكية والأوروبية - عضواً
3. السيد السفير/ أنس الطيب - مدير إدارة القانون الدولي والمعاهدات - عضواً
4. السيد السفير/ صديق محمد عبد الله - مدير إدارة الشؤون الأمريكية - عضواً
5. السيد السفير/ كمال بشر - مدير إدارة المنظمات الدولية - عضواً ومقررأ
6. السيد ممثل وزارة الدفاع - عضواً
7. السيد ممثل وزارة المالية - عضواً
8. السيد ممثل وزارة الداخلية - عضواً
9. السيد ممثل وزارة التجارة - عضواً
10. السيد ممثل وزارة التعليم العالي - عضواً
11. السيد ممثل وزارة النقل - عضواً
12. السيد ممثل جهاز الأمن والمخابرات الوطني - عضواً
13. السيد ممثل بنك السودان المركزي - عضواً
14. السيد ممثل منظومة الصناعات الدفاعية - عضواً

أ. تختص اللجنة بمتابعة تنفيذ إلتزامات السودان تجاه قرارات مجلس الأمن ذات الصلة بالموضوع.

ب. تتولى اللجنة إعداد التقرير الوطني السنوي الذي يُقدم إلى مجلس الأمن.

ج. للجنة الحق في الإستعانة بمن تراه مناسباً.

د. ترفع اللجنة تقاريرها بصفة دورية لوكيل وزارة الخارجية.

صدرت تحت توقيعى في اليوم ٢٠١٧/٥/٢٩ الموافق ١٣/١٣/١٤٣٩


عبد الغني النعيم عوض الكريم
وكيل وزارة الخارجية

معنون إلى :

- السيد رئيس اللجنة.
- السادة أعضاء اللجنة.

صورة إلى :

- السيد مدير مكتب السيد الوزير.
- السادة مديري مكاتب السادة وزراء الدولة.

Translated from Arabic

[Pages 1 and 2]

Republic of the Sudan

Permanent Mission to the United Nations

New York

Ref.: *sin sin nun/56/21/1*

2 January 2019

The Permanent Mission of the Sudan to the United Nations presents its compliments to the Security Council Committee established pursuant to resolution 1817 (2006) concerning the Democratic People's Republic of Korea and refers to its note S/AC.49/2018/PE/OC.305 of 28 November 2018, by which the Committee requested information regarding the interactions of the Sudanese Military Industry Corporation (MIC) with the Future Electronic Company (FEC). The Permanent Mission of the Sudan wishes to provide the following information:

1. A single framework agreement was signed between the companies SMT and FEC. Two executive contracts were then signed to provide parts for the project to develop 122mm [weapons] and aerial bombs. The contract and its effects were terminated on 15 June 2017. A copy of the contract is enclosed. There are no contracts between MIC and FEC.
2. The Government of the Sudan wishes to state that all activities involving the Democratic People's Republic of Korea have been suspended pursuant to an order issued by the President of the Republic of the Sudan on 31 May 2017 (see enclosure). In early June 2017 (see enclosure), MIC and the engineering company SMT issued administrative orders freezing all activities with the Democratic People's Republic of Korea and cancelled all contracts concluded with that country. A letter giving a warning and notice of expulsion was sent to Mr. Kim Chol (see enclosure).

3. On 29 May 2017, a national committee comprising the competent agencies in the Sudan was established with a view to following up implementation of the Sudanese Government's obligations under the Security Council resolutions concerning sanctions on the Democratic People's Republic of Korea.
4. Mr. Kim Song Chol visited the Sudan for the first time in 2013 to follow up implementation of the contracts regarding the development of 122mm [weapons]. He then visited a second time to oversee some groups that were working to install Russian P12 and P15 radars. He visited the Sudan a third time in 2016 under a different name and a new passport in order to request certain financial dues. He left in May 2017 and has not entered the Sudan since; his name has been placed on a no-entry list.
5. There have been no banking transactions, and no transfers have been processed, through bank accounts within or outside the Sudan. The financial transactions involving FEC consisted of direct payments made locally.
6. SMT did not receive any shipments from ports in the Democratic People's Republic of Korea. The shipments received through regular clearance procedures consisted of components and production parts, not of complete products.

The Permanent Mission of the Sudan to the United Nations takes this opportunity to convey to the Committee the renewed assurances of its highest consideration.

[Pages 8 and 9]

Republic of the Sudan

Ministry of Foreign Affairs

The Under-Secretary

Ref./*waw-kha'ta'-dal*/public

29 May 2018

Order establishing a committee on implementation of the obligations of the Sudan under the Security Council resolutions concerning the sanctions imposed on the Democratic People's Republic of Korea

Given that Security Council resolutions are binding on States Members of the United Nations, and in view of the Sudan's position against the proliferation of nuclear weapons and weapons of mass destruction, a committee is hereby established with a view to following up implementation of the obligations of the Sudan under the Security Council resolutions concerning the sanctions imposed on the Democratic People's Republic of Korea. Its composition shall be as follows:

1. H.E. Umar Siddiq, Director-General for International Cooperation and International Affairs – chair.
2. H.E. Muhammad Isa Idam, Director-General for American and European Affairs – member.
3. H.E. Anas al-Tayyib, Director of the Department of International Law and Treaties – member.
4. H.E. Siddiq Muhammad Abdullah, Director of the Department of American Affairs – member.

5. H.E. Kamal Bashir, Director of the Department for International Organizations – member and rapporteur.
 6. The representative of the Ministry of Defence – member.
 7. The representative of the Ministry of Finance – member.
 8. The representative of the Ministry of the Interior – member.
 9. The representative of the Ministry of Commerce – member.
 10. The representative of the Ministry of Higher Education – member.
 11. The representative of the Ministry of Transport – member.
 12. The representative of the National Intelligence and Security Service – member.
 13. The representative of the Central Bank of the Sudan – member.
 14. The representative of the defence industry network – member.
- (a) The committee shall follow up implementation of the obligations of the Sudan under the relevant Security Council resolutions.
 - (b) The committee shall prepare a national annual report for submission to the Security Council.
 - (c) The committee shall have the right to consult whomever it deems appropriate.
 - (d) The committee shall submit periodic reports to the Under-Secretary of the Ministry of Foreign Affairs.

This order was issued and signed by me today, on 29 May A.D. 2018 (13 Ramadan A.H. 1439).

(Signed) Abdulghani al-Na'im Awad al-Karim

Under-Secretary of the Ministry of Foreign Affairs

Annex 28: Panel's vessel inspection: ship identity laundering to deceive the IMO

1. The Panel investigated a case of ship identity laundering whereby a flag of convenience vessel previously identified by the Panel as having transported prohibited coal shipments removed all identifiers, was provided with new documentation and ships' books for classification and inspection purposes and then applied for and obtained a new, legal vessel number from the International Maritime Organization. The ship in question is the Togo-flagged *Talent Ace* (IMO number: 8793873) which was previously the *Xin Sheng Hai* (IMO number: 9485617). It entered the port of Gunsan on 18 January 2018 and was subsequently detained by the Republic of Korea pursuant to paragraph 9 of resolution 2397 (2017).

2. Inspection of the vessel revealed that a new IMO number had been inserted into the vessel's super-structure (figure I) and a complete set of ship documents had been provided to allow the vessel to appear as a first-time applicant to legally obtain the number. The *Talent Ace*'s engine and generator serial numbers still matched those of the *Xin Sheng Hai*'s (figure II).

Figure I: New legal IMO number



Source: The Panel

Figure II: Engine serial number



Source: The Panel

3. Inspection of the ship's bow revealed that the name "*Talent Ace*" was painted over its former identity (figure III). When informed of the fraud, the International Maritime Organization cancelled the IMO number and merged the false identity with that of the *Xin Sheng Hai*.

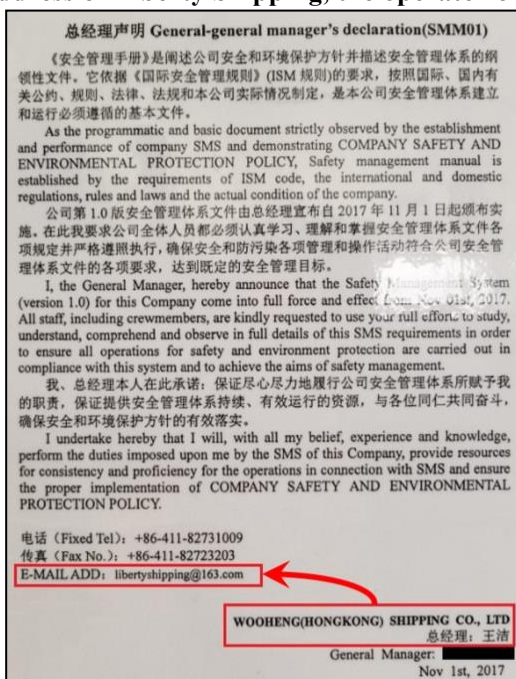
Figure III: “Talent Ace” blacked out and painted over former names



Source: The Panel

4. The *Talent Ace*'s operator Wooheng (Hongkong) Shipping appears to be acting on behalf of the operator of the *Xin Sheng Hai*, Liberty Shipping.¹⁷⁴ The Panel has identified Liberty Shipping as the operator of other designated vessels as well as DPRK-flagged ships, and was itself designated by the United States on 23 February 2018.¹⁷⁵ The Panel found that the IMO registration address for the vessel's owner, Wynn East Import & Export Trading Pte. Ltd., is the same as that of Wooheng (Hongkong) Shipping.¹⁷⁶ The Panel is continuing its investigation.

Figure IV: Document recovered aboard the Talent Ace showing Wooheng using email address of Liberty Shipping, the operator of the Xin Shen Hai



¹⁷⁴ Wooheng (Hongkong) Shipping Co. Ltd uses the email of Liberty Shipping (Libertyshipping@163.com) (see figure IV), which has been identified as the operator of other designated vessels, as well as DPRK-flagged ships.

¹⁷⁵ Liberty Shipping was also the operator of the previously designated *Karo Bright* and the DPRK vessel *Sai Nal 2*

¹⁷⁶ Registered in Singapore (ID: 201412213D) at: 2 Venture Drive, #11-30 Vision Exchange, Singapore (608526)

Annex 29: The Panel's letter to the Syrian Arab Republic



HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017
TEL. : +1 212 963 1055 • FAX : +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE : S/AC.49/2018/PE/OC.361

☞ REFERENCE

3 December 2018

Excellency,

I have the honor to write to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyze information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

The Panel is following up on its letter of 28 June 2018 (ref. S/AC.49/2018/PE/OC.172) (see Annex) to which it has received no reply to date. In addition, the Panel has received information from a Member State that:

- The DPRK is continuing prohibited cooperation with the Scientific Studies Research Centre (SSRC) and the Army Supply Bureau (ASB);
- The DPRK national who replaced Ryu Jin as KOMID representative in the Syrian Arab Republic is known as "Kim". Mr. "Kim" has as his deputy a Mr. Rim Yong Hyok and both these individuals work together with Pak Kwang Il.

In addition, the Panel wishes to follow up on its letters of 1 September 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.378), 5 July 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.308), 21 October 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.904 and 905), 9 June 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.185) and 5 May 2016 (S/AC.49/2016/PE/OC.117) as well as your response letter of 17 August 2017 (see Annex).

His Excellency
Mr. Bashar Ja'afari
Permanent Representative of the Syrian Arab Republic
to the United Nations
New York

The Panel wishes to reiterate its request for **a full list of the activities undertaken by these individuals and all other DPRK nationals in the Syrian Arab Republic, their contracts with Syrian companies and institutions, together with copies of their passports, and other relevant information as requested in our previous communications.**

The Panel would welcome any other information that you might consider relevant to its work as mandated by the Security Council. In addition, the Panel would like to assure you that any information you may consider confidential can be handled accordingly and used solely for the information of the Security Council and the 1718 Committee.

As the Panel intends to report on this matter in its next Final report to the Security Council, we would be most grateful for any information to be supplied within one month of the date of this letter.

Should you or your designated representative wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Hugh Griffiths (email: [REDACTED]) [mailto:\[REDACTED\]](mailto:[REDACTED]) and Mr. Olaf Andrieu (email: [REDACTED]).

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex:

Panel letters of 23 November 2018 (ref: S/AC.49/2018/PE/OC.172), 1 September 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.378), 5 July 2017 (ref. S/AC.49/2017/PE/OC.308), 21 October 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.904 and 905), 9 June 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.185) and 5 May 2016 (S/AC.49/2016/PE/OC/117) and Syrian Arab Republic letter of 17 August 2017



**PERMANENT MISSION OF THE SYRIAN ARAB REPUBLIC TO THE
UNITED NATIONS**

820 Second Ave., 15th Floor, New York, N. Y. 10017
Tel: (212) 661-1313
Fax: (212) 983-4439

MOST URGENT

PM/2017/324

New York, 17 August 2017

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations presents its compliments to Coordinator of Panel Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and with reference to the letter no. S/AC.49/2017/PE/OC.308 dated 5 July 2017, has the honor to inform the following:

1. The Government of the Syrian Arab Republic has no inter-action with the two entities or individuals whose names are mentioned in the letter.
2. There are no DPRK technical companies in Syria, and the only presence of some DPRK individuals are confined in the field of sports under private individual contracts for training in athletics and gymnastics.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations avails itself of its opportunity to renew to Coordinator of Panel Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009), the assurances of its highest consideration.

H.E. Hughs Griffiths
Coordinator of Panel Experts established pursuant to
Security Council Resolution 1874 (2009)



Annex 30: Copy of the passport of Syrian arms trafficker Hussein Al-Ali

رقم جواز N 011095903

وزارة الداخلية - إدارة الهجرة والجوازات
 MINISTRY INTERIOR - DEPARTMENT OF IMMIGRATION AND PASSEPORTS
 LE MINISTRE DE L'INTERIEUR - DEPARTEMENT DE L'IMMIGRATION ET DES PASSEPORTS

مجلس من قاضي محكمة مدعونة السورية من قبلها من مخرج الجواز
 تم إصدار جواز تأشير في مطار دبي الدولية (لندن) مع تأشير السفر
 لمدة ستون يوماً اعتباراً من تاريخ منح التأشير في مطار دبي
 حياض مقرر من قاضي محكمة مدعونة السورية من قبلها من مخرج الجواز
 تم إصدار جواز تأشير في مطار دبي الدولية (لندن) مع تأشير السفر
 لمدة ستون يوماً اعتباراً من تاريخ منح التأشير في مطار دبي

Officer of the Border and Immigration and the passport and other
 authorities may enter the country on behalf of the Syrian Arab
 Government pursuant with the conditions of the visa issued
 by the passport police post which is valid for 60 days
 from the date of issuance in Dubai International Airport
 and the passport may be used for the purpose of visit only.

Les fonctionnaires des Contrôles de Frontière, de l'Immigration
 et des Passeports et les services de l'Immigration et des
 Contrôles de Frontière du Gouvernement Arabe Syrien ont
 autorisé l'entrée dans le territoire national du porteur du
 passeport de l'étranger délivré par la poste à destination
 des États arabes et pour une durée de 60 jours à compter
 de la date de délivrance.

مدير إدارة الهجرة والجوازات
 Directeur de l'Immigration et des
 Passeports
 أو المفوض العام
 ou le Chef du Bureau

السيد حسين
 M. Hussein

الهجرة العامة
 Immigration

رقم الجواز
 N° 011095903

الجنسية
 Nationalité

الاسم
 Nom

تاريخ الميلاد
 Date de naissance

مكان الميلاد
 Lieu de naissance

الجنس
 Sexe

رقم الإصدار
 N° de délivrance: 002-16-L068404

الاسم
 Nom: حسين
 Prénom: HUSSEIN

العائلة
 Famille: AL ALI

أسم الأب
 Nom du père: EBRAHIM

أسم الأم
 Nom de la mère: FATIMA

تاريخ الميلاد
 Date de naissance: 01/01/1942

مكان الميلاد
 Lieu de naissance: HAMA

الجنس
 Sexe: M

عنوان
 Adresse

0110959032SYR4201012H2205142051<20015660<<08

Annex 31: Reply of the Syrian Arab Republic to the Panel



**PERMANENT MISSION OF THE SYRIAN ARAB REPUBLIC TO THE
UNITED NATIONS**

820 Second Ave., 15th Floor, New York, N. Y. 10017
Tel: (212) 661-1313
Fax: (212) 983-4439

MOST URGENT

PM/2019/09

New York, 11 Jan 2019

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations presents its compliments to Coordinator of Panel Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and with reference to its letter, has the honor to inform the following:

1. The existing relations between the Syrian Arab Republic and the Democratic People's Republic of Korea are in harmony with international law and the Charter of the United Nations and, therefore, do not violate Syria's international obligations.
2. Syria believes that the information presented to the Panel of Experts is not objective and cannot be examined, scrutinized or verified by the Syrian Government because it is superficial and based on sources that have no credibility.
3. The diplomatic representation of the Democratic People's Republic of Korea in the Syrian Arab Republic is in conformity with the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations and the provisions of these Conventions.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations avails itself of its opportunity to renew to Coordinator of Panel Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009), the assurances of its highest consideration.

H.E. Mr. Hughs Griffiths

Coordinator of Panel Experts established pursuant to
Security Council Resolution 1874 (2009)

CC. H.E. Mr. Christoph Heusgen
1718 Committee Chair



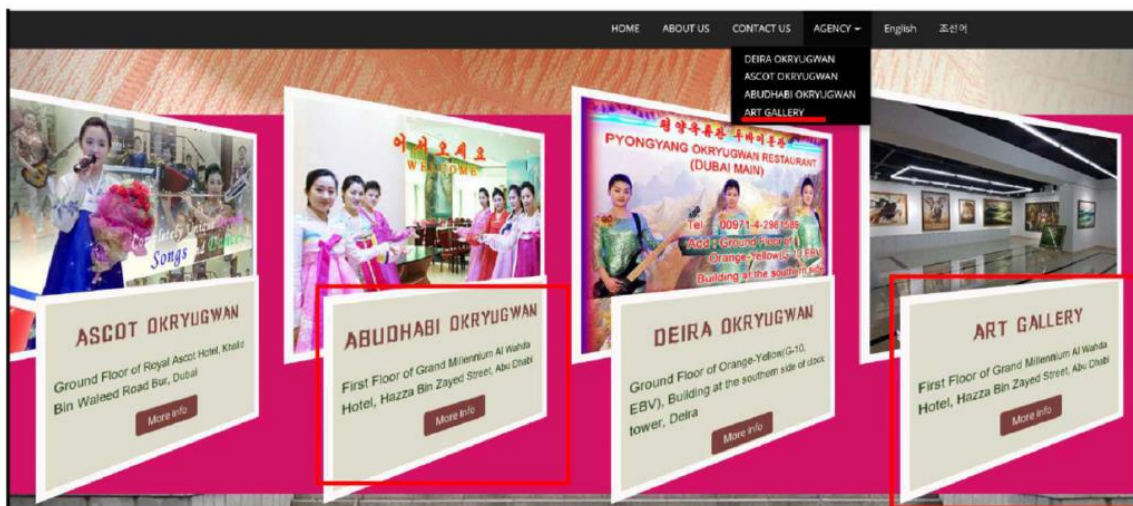
Annex 32: Prime Okryu Gallery website

(1) Example of Mansudae Art Studio works advertised on the website (right: Ri Gyong Nam “Winter in thick forest”. left: An Chang Nam “Thick forest”) (top)



Source: <https://www.okryugwan.net/artgallery> (accessed on 3 May 2018)

(2) Contents showing the affiliation of the gallery (bottom)



Source: <https://www.okryugwan.net/?lang=en> (accessed on 3 May 2018)

Annex 33: Information on DPRK cyberattacks provided to the Panel by a Member State in November 2018 (excerpt)

- Cyberspace is used by the DPRK as an asymmetric means to carry out illicit and undercover operations in the field of cybercrime and sanctions evasion. These operations aim at to acquire funds through a variety of measures in order to circumvent the sanctions.
- • The illicit activities of the DPRK rely on a particular cyber composite ecosystem. Among these well identified illicit activities are online scams and the hacking of the global SWIFT messaging system. The DPRK relies on the expertise of at least four groups of hackers specialized in espionage and sabotage, who carry out, “Advanced Persistent Threats (APT)”.

Annex 34: Excerpt on DPRK cyberwarfare capabilities from “Military and Security Developments Involving the DPRK 2017”, a report to Congress pursuant to the National Defense Authorization Act, Office of the U.S. Secretary of Defense

a variety of anti-ship cruise missiles, torpedoes, and guns. The NKN maintains one of the world's largest, albeit aging, submarine forces, with around 70 attack-, coastal-, and midget-type submarines. In addition, the NKN operates a large fleet of air-cushioned hovercraft and conventional landing craft to support amphibious operations and SOF insertion. The force is divided into East and West Coast Fleets, each operating a variety of patrol craft, guided-missile patrol boats, submarines, and landing craft.

The NKN has displayed some modernization efforts, highlighted by upgrades to selected surface ships and a small-scale program to produce modern, surface, missile-armed patrol boats and corvettes.

North Korea continues to operate and test its GORAE-class ballistic missile-capable submarine as part of its larger high-priority ballistic missile program.

SOF. North Korean SOF personnel are among the most highly trained, well-equipped, best-fed, and highly motivated forces in the KPA.

Strategic SOF units dispersed across North Korea appear designed for rapid offensive operations, internal defense against foreign attacks, or limited attacks against vulnerable targets in the ROK. They operate in specialized units, such as reconnaissance, airborne and seaborne insertion, commando, and other specialty units. All emphasize speed of movement and surprise attack to accomplish their missions. SOF may be airlifted by An-2 Colts or helicopters

(and possibly Civil Air Administration transports), moved by maritime insertion platforms, or travel on foot over land or via suspected underground cross-DMZ tunnels to attack high-value targets, such as command and control nodes or airbases in the ROK.

In 2016, Kim Jong Un publicly unveiled a possible new SOF battalion of KPA Unit 525 that may be tasked with decapitation missions. During a publicized exercise in December 2016, the SOF battalion assaulted a full-scale mockup of the Blue House, the official residence of the President of the Republic of Korea, practicing helicopter insertion, probable abduction of the ROK President, and eventual destruction of the building.

Cyberwarfare Capabilities. North Korea possesses increasingly sophisticated cyber warfare capabilities, including offensive capabilities, which are capable of damaging and disruptive cyberattacks. North Korean cyber effects operations have been implicated in malicious cyber activity since 2009 and challenge widely recognized norms of state behavior in cyberspace. North Korea has invested in developing its cyber capabilities and probably views cyber operations as an appealing, cost-effective, and deniable means by which to collect intelligence and cause disruption against its highly networked adversaries, notably the ROK, Japan, and the United States. North Korea likely believes it can conduct cyber effects operations with little risk of reprisal, in part because its networks are largely separated

from the Internet and disruption of Internet access would have minimal impact on its economy. In November 2014, North Korean cyber actors using the nom de guerre "Guardians of Peace" attacked Sony Pictures Entertainment, shutting down employee access and deleting data. For these types of attacks, North Korea likely uses Internet infrastructure from third-party nations.

Pyongyang probably is increasingly using cybercrime to offset financial losses resulting from international sanctions, especially given stricter Chinese enforcement of these sanctions. For example, North Korea probably was involved in the theft of \$81 million from the Central Bank of Bangladesh in February 2016. North Korean cyber actors also are using malware to blackmail individuals and companies into paying large fees to keep sensitive information (such as personally identifiable information) from being publicly released. In 2017, North Korea carried out the malicious "WannaCry" ransomware attack that spread across the world damaging civilian infrastructure, including the United Kingdom's National Health Service and Chinese firms. North Korea exploited an existing vulnerability that allowed it to encrypt a target's hard drive, then demanded payment in cryptocurrency within a set time period or else the users' data would be wiped. Even individuals and firms which paid the ransom did not recover their data.

Intelligence Services. North Korean intelligence and security services collect

political, military, economic, and technical information through open sources, human intelligence, cyber intrusions, and signals intelligence capabilities. North Korea's primary intelligence collection targets remain the ROK, the United States, and Japan. They likely operate anywhere North Korea has a diplomatic or sizable economic overseas presence.

The **Reconnaissance General Bureau (RGB)** is North Korea's primary foreign intelligence service, responsible for collection and clandestine operations. The RGB comprises six bureaus with compartmented functions, including operations, reconnaissance, technology and cyber capabilities, overseas intelligence, inter-Korean talks, and service support.

The **Ministry of State Security (MSS)** is North Korea's primary counterintelligence service and is an autonomous agency of the North Korean Government reporting directly to Kim Jong Un. The MSS is responsible for operating North Korean prison camps, investigating cases of domestic espionage, repatriating defectors, and conducting overseas counterespionage activities in North Korea's foreign missions.

The **United Front Department (UFD)** overtly attempts to establish pro-North Korean groups in the ROK, such as the Korean Asia-Pacific Committee and the Ethnic Reconciliation Council. The UFD is also the primary department involved in managing inter-Korean dialogue and North Korea's policy toward the ROK.

Source: <https://fas.org/irp/world/dprk/dod-2017.pdf>

Annex 35: Republic of Korea National Police Agency News Release: Results of the Joint Investigation Team of the Republic of Korea Police and Government -- Hacking of Consumer Information of Interpark determined to have be done by DPRK

[Unofficial translation (excerpt); Original follows]

The National Police Agency (Cyber Security Bureau) and the Government Joint Investigation Team, after an initial investigation on the recent hacking of customer information of InterPark and the blackmail to the company, state their assessment that the hacking was conducted by the DPRK's Reconnaissance General Bureau (RGB).¹⁷⁷

As evidence, the joint team pointed out to three main factors:

- 1) the IP addressed used for hacking emails and hacking commands (systematically used before by the DPRK RGB)
- 2) the malware used in the attack (as well as decoding and methods to remove traces of the attack) were similar to those that the DPRK used in past cyber-attacks
- 3) DPRK- style expressions used in black mail/cyber threat emails

This incident shows that North Korea is going beyond attacking basic infrastructure and is now trying to steal national wealth through the criminal acquisition of foreign currency. Considering the seriousness of the issue, the Government of the ROK is closely monitoring the changes in the cyberattack tactics of the DPRK.¹⁷⁸

Source:<http://www.korea.kr/policy/pressReleaseView.do;jsessionid=gyhqXhbdjxKTGwcXCNCQ2BVbcCWKJfVBdKGLGhyMR1cQG4kYq9DB!-1655938029?newsId=156144599&pageIndex=1>

¹⁷⁷경찰청(사이버안전국)과 정부합동조사팀은 인터파크 고객정보 해킹 및 협박 사건 초동수사·조사 결과, 이번 사건이 북 정찰총국 소행인 것으로 판단하고 있다고 밝혔다.

¹⁷⁸이 사건은 북한이 우리의 기반시설 공격을 넘어, 국민의 재산을 탈취하려는 범외적 외화벌이에까지 해킹기술을 이용하고 있는 것이 확인된 최초 사례로서, 정부차원에서도 그 심각성을 인식하고 북한의 사이버공격 전술 변화를 예의 주시하고 있다고 밝혔다.



국민행복

보도일시: 2016. 7. 28.(목) 15:30 이후 사용해 주시기 바랍니다

국민에게 책임을 다하는 희망의 새 경찰

경찰청 브리핑

www.police.go.kr



KOREAN NATIONAL POLICE AGENCY

사이버수사과장 총경 이재승
일반 02-3150-1605, 경비 1605

담당 경정 정석화
일반 02-3150-1459, 경비 1459

2016년 7월 28일

인터파크 개인정보 해킹·공갈, 복 소행으로 판단

- 경찰과 정부 합동조사팀 중간 수사 결과 -

□ 경찰청(사이버안전국)과 정부합동조사팀은 인터파크 고객정보 해킹 및 협박 사건 초동수사·조사 결과, 이번 사건이 북 정찰총국 소행인 것으로 판단하고 있다고 밝혔다.

□ 경찰청(사이버안전국)과 정부합동조사팀은,

○ 이번 사건이 북 해킹소행이라는 판단 근거로

- ① 해킹메일을 발송하거나 해커지령을 수신하기 위한 공격경유지의 IP 등이 북 정찰총국이 대남 사이버공격을 위해 구축·사용해 온 것이며,
- ② 해킹에 이용된 악성코드를 분석한 결과, 디코딩·흔적을 삭제하는 수법이 과거 북한이 사이버테러에 사용했던 악성코드와 상당부분 유사하고,
- ③ 협박메일에는 ‘총적으로 쥐어짜면’ 등의 북한식 표현이 사용된 점을 들었다.

* “총적”은 북한어로 “총체적이며 총괄적인, 또는 그런 것”이라는 의미

- 이 사건은 북한이 우리의 기반시설 공격을 넘어, 국민의 재산을 탈취하려는 범죄적 외화벌이에까지 해킹기술을 이용하고 있는 것이 확인된 최초 사례로서, 정부차원에서도 그 심각성을 인식하고 북한의 사이버공격 전술 변화를 예의 주시하고 있다고 밝혔다.
- 정부는 이번 사고를 계기로 유사한 협박에 대처함은 물론, 북한이 절취한 개인정보를 이용하여 제2, 제3의 또 다른 해킹 및 대국민 심리전을 자행할 것에 대비하여,
 - 국민들께 협박성 메일 수신이나 해킹 징후를 인지한 경우에는 초기에 즉각 대응할 수 있도록 관계기관에 신속히 알려주고 정부차원 합동 대응에 적극적으로 협조해 줄 것을 요청하는 한편,
 - 개인정보를 취급하는 모든 기관과 업체는 개인정보 유출로 국민들이 피해를 받지 않도록 물리적 망분리나 악성코드에 대한 상시적 점검(모니터링) 등으로 개인정보보호 및 사이버보안 대책 강화에 만전을 기해 줄 것을 당부하였으며,
 - 북한의 사이버공격에 대응하기 위해 사이버안보 관련 법률 제정을 서두르겠다고 밝혔다.
- 경찰은 정부 합동조사팀과 긴밀한 공조수사를 진행하고 있으며, 보다 상세한 사항은 수사가 진행되는 대로 추가 발표하겠다고 밝혔다.



이 보도자료와 관련하여 보다 자세한 내용이나 취재를 원하시면 경찰청 사이버수사과 경정 정석화(☎ 02-3150-1459)에게 연락주시기 바랍니다.

Source: <http://www.korea.kr/policy/pressReleaseView.do;jsessionid=gyhqXhbdjxKTGwcXCNCQ2BVbcCWKJfVBdKGLGhyMR1cQG4kYq9DB!-1655938029?newsId=156144599&pageIndex=1>

Annex 36: Wanted by the FBI, PARK JIN HYOK, Conspiracy to Commit Wire Fraud; Conspiracy to Commit Computer-Related Fraud (Computer Intrusion)

 WANTED BY THE FBI	
<h1 style="color: #800000;">PARK JIN HYOK</h1> <p style="color: #800000;">Conspiracy to Commit Wire Fraud; Conspiracy to Commit Computer-Related Fraud (Computer Intrusion)</p>	
	
DESCRIPTION	
Aliases: Pak Jin Hek, Jin Hyok Park	
Place of Birth: Democratic People's Republic of Korea (North Korea)	Hair: Black
Eyes: Brown	Sex: Male
Race: Asian	Languages: English, Korean
REMARKS	
<p>Park attended the Kim Chaek University of Technology in Pyongyang, North Korea. He is a North Korean citizen last known to be in North Korea. Park has traveled to China in the past and conducted legitimate IT work under the front company "Chosun Expo" or the Korea Expo Joint Venture in addition to activities conducted on behalf of North Korea's Reconnaissance General Bureau.</p>	
CAUTION	
<p>Park Jin Hyok is allegedly a North Korean computer programmer who is part of a state-sponsored hacking organization responsible for some of the costliest computer intrusions in history, including the cyber attack on Sony Pictures Entertainment, a series of attacks targeting banks across the world that collectively attempted to steal more than one billion dollars, and the WannaCry ransomware attack that affected tens of thousands of computer systems across the globe.</p>	
<p>Park was alleged to be a participant in a wide-ranging criminal conspiracy undertaken by a group of hackers employed by a company that was operated by the North Korean government. The front company - Chosun Expo Joint Venture, also known as Korea Expo Joint Venture - was affiliated with Lab 110, one of the North Korean government's hacking organizations. That hacking group is what some private cybersecurity researchers have labeled the "Lazarus Group." On June 8, 2018, a federal arrest warrant was issued for Park Jin Hyok in the United States District Court, Central District of California, after he was charged with one count of conspiracy to commit wire fraud and one count of conspiracy to commit computer-related fraud (computer intrusion).</p>	
<p>If you have any information concerning this person, please contact your local FBI office or the nearest American Embassy or Consulate.</p>	
Field Office: Los Angeles	

Source: <https://www.fbi.gov/wanted/cyber/park-jin-hyok>

Annex 37: Open source technical analysis of DPRK state-sponsored cyber activity (FireEye, 3 October 2018)

EXECUTIVE SUMMARY

APT38 is a financially motivated North Korean regime-backed group responsible for conducting destructive attacks against financial institutions, as well as some of the world's largest cyber heists. Based on widely publicized operations alone, the group has attempted to steal more than \$1.1 billion.

Instead of simply obtaining accesses and moving to transfer funds as quickly as possible, APT38 is believed to operate more similarly to an espionage operation, carefully conducting reconnaissance within compromised financial institutions and balancing financially motivated objectives with learning about internal systems.

APT38 shares malware code and other development resources with TEMP.Hermit North Korean cyber espionage activity, although we consider APT38's operations more global and highly specialized for targeting the financial sector.

The group has compromised more than 16 organizations in at least 13 different countries, sometimes simultaneously, since at least 2014.

Since the first observed activity, the group's operations have become increasingly complex and destructive. APT38 has adopted a calculated approach, allowing them to sharpen their tactics, techniques, and procedures (TTPs) over time while evading detection.



Targeting and Mission

Based on observed activity, we judge that APT38's primary mission is targeting financial institutions and manipulating inter-bank financial systems to raise large sums of money for the North Korean regime. Increasingly heavy and pointed international sanctions have been levied on North Korea following the regime's continued weapons development and testing. The pace of APT38 activity probably reflects increasingly desperate efforts to steal funds to pursue state interests, despite growing economic pressure on Pyongyang. Since 2015, APT38 has attempted to steal hundreds of millions of dollars from financial institutions. Some of the publicly reported attempted heists attributable to APT38 include:

- Vietnam TP Bank in December 2015
- Bangladesh Bank in February 2016
- Far Eastern International Bank in Taiwan in October 2017
- Bancomext in January 2018
- Banco de Chile in May 2018

Shared Resources, Motivation

Malware overlaps between APT38 and TEMP.Hermit highlight the shared development resources accessible by multiple operational groups linked to North Korean state-sponsored activity. Although these are disparate operations against different targets and rely on distinct TTPs, the malware tools being used either overlap or exhibit shared characteristics indicating a shared developer or access to the same code repositories. Although APT38 is distinct from other TEMP.Hermit activity, both groups operate consistently within the interests of the North Korean state.

- Malware similarities, including code overlap and shared functions, are a primary connection between APT38 and other operations still attributed to TEMP.Hermit. For additional malware similarity details, please see the preceding section.
- APT38's increasingly aggressive targeting against banks and other financial institutions has paralleled North Korea's worsening financial condition (Figure 4). Similarly, TEMP.Hermit campaigns against U.S. defense contractors and South Korean government offices and companies is consistent with other North Korean objectives.
- The DOJ complaint and [open sources](#) report that Lab 110 operates out of front companies typically based in northeast China. Identified fronts include Chosun Expo Joint Venture in Dalian and Chosun Baeksul Trading Company in Shenyang.
- Firsthand accounts, information provided by a foreign investigative agency, and common IP addresses used to access the company website and associated accounts while connecting to and from North Korea corroborate reports that Chosun Expo was a front company operated by authorities in Pyongyang.
- Similar units reportedly operate in other regions around the world, including Southeast Asia, Eastern Europe, and other parts of China.
- Malware developers and other adversary actors are believed to be recruited out of North Korea's universities and directly into military units, such as Lab 110. Schools reportedly feeding into these units include Kim Chaek University of Technology and Kim Il Sung Military Science University.

Links to North Korean Military Units

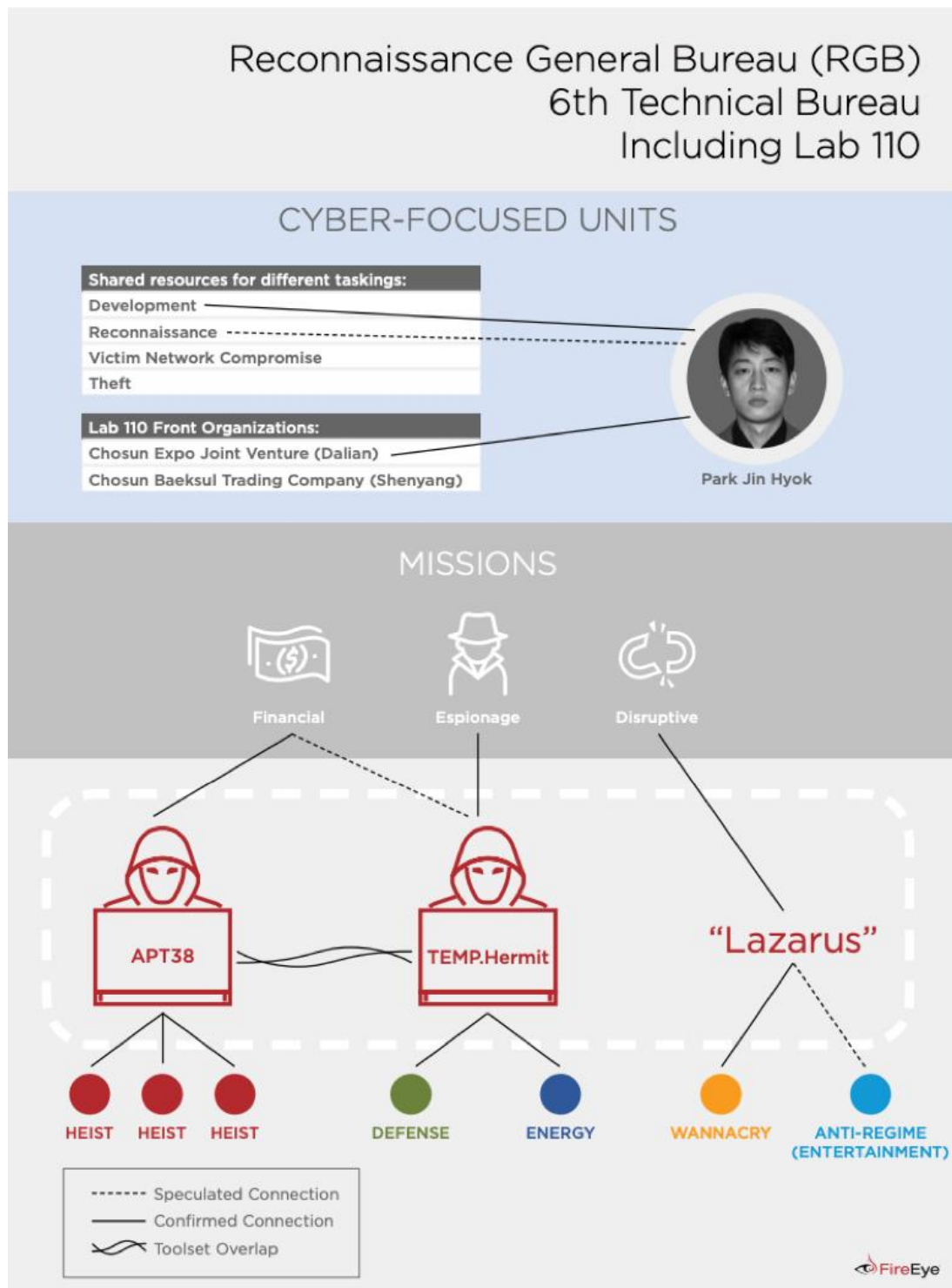
Based on details published in the DOJ complaint against North Korean programmer Park Jin Hyok, we know that APT38 and other cyber operators linked to TEMP.Hermit are associated with Lab 110, an organization subordinate to or synonymous with the 6th Technical Bureau in North Korea's Reconnaissance General Bureau (RGB). The organization is believed to leverage front organizations to mask their activities, including infiltrating networks and gathering intelligence. These relationships are outlined in Figure 3.



Figure 10. Archived website for Chosun Expo Joint Venture (Source: archive.fo)

Source: URL: <https://content.fireeye.com/apt/rpt-apt38>

Annex 38: Depiction of connection between advanced persistent threat (APT) group responsible for cyberattacks on Banco de Chile and Cosmos bank in India to the Reconnaissance General Bureau



Source: <https://content.fireeye.com/apt/rpt-apt38>.

Annex 39: Open source report on attacks on Crypto Exchanges, January 2017-September 2018

SUCCESSFUL ATTACKS ON CRYPTO EXCHANGES 2017-2018

Date	Name of Project	Country	Criminal group	Stolen in cryptocurrency	Stolen in USD
Feb 2017	Bithumb	South Korea	Unknown	-	\$7 mln
Apr 2017	YouBit	South Korea	Unknown	-	\$5,6 mln
Apr 2017	Yapizon	South Korea	Lazarus	3,816 BTC	\$5,3 mln
Apr 2017	Ether Delta	-	Unknown	-	\$266 k
Aug 2017	OKEx	Hong Kong	Unknown	-	\$3 mln
Sept 2017	Coinis	South Korea	Lazarus	-	-
Dec 2017	YouBit	South Korea	Lazarus	17% of assets	-
Jan 2018	Bitstamp	Luxemburg	Unknown	18,000 BTC	\$5 mln
Jan 2018	Coincheck	Japan	Lazarus	523,000,000 NEM	\$534 mln
Feb 2018	Bitgrail	Italy	Unknown	17,000,000 NANO	\$170 mln
Jun 2018	Bithumb	South Korea	Lazarus	-	\$32 mln
Jun 2018	Coinrail	South Korea	Unknown	-	\$37 mln
Jun 2018	Bancor	-	Unknown	-	\$23 mln
Sept 2018	Zaif	Japan	Unknown	-	\$60 mln

TOTAL \$882 mln

Last year we warned that hackers competent enough to carry out a targeted attack might have a new target — cryptocurrency exchanges. In the last couple of years crypto exchanges suffered many attacks. Some of the exchanges went bankrupt after the hacks, i.e. Bitcurex, YouBit, Bitgrail. At the beginning of 2018 hackers' interest in cryptocurrency exchanges ramped up. The most likely cryptocurrency exchange attackers now are Silence, MoneyTaker, and Cobalt.



Dmitry Volkov
Chief Technology Officer and Head of Threat Intelligence at Group-IB

ICO: more than 56% of funds was stolen through phishing attacks

Source: <https://www.group-ib.com/media/gib-crypto-summary/>

Annex 40: Information on the Panel’s investigation of DPRK diplomat formerly posted to Malaysia and supporting documentation

1. The Panel investigated a DPRK diplomat formerly posted to Malaysia, Kim Jong Chol (aka Ri Jong Chol), who operated on behalf of the Korea PongHwa General Trading Company, which according to documents obtained by the Panel is associated with Korea Kumgang Bank.¹⁷⁹
2. The Panel obtained documentation showing that purchases made by PongHwa were being transferred to an account at Kumgang Bank in the name of the Korea General Insurance Company, an alias for the designated Korea National Insurance Company; and that payment for a shipment in 2016 was to be sent by Korea Ponghwa to the North East Asia Bank. The bills of lading for 14 shipments to Korea PongHwa General Trading Company in 2016 and 2017 indicated the shipper as Complant International Transport (Dalian) Co., Ltd, a company mentioned in previous Panel reports as the transhipper for attempted sales of luxury goods (i.e. S-class Mercedes automobiles)¹⁸⁰ (see below). The company’s affiliation to Complant/Comtrans also links it to Hong Kong Complant International Trans, which previously owned the DPRK vessel, the Kum Sung.¹⁸¹
3. The Malaysian company with which Kim Jong Chol conducted some of his business on behalf of Korea PongHwa General Trading Company, provided the Panel with information showing that he operated under the alias Ri Jong Chol and was Deputy Director for another company, “Sinkwang Economic and Trading Group” (see below). That a DPRK individual accredited as a diplomat at the DPRK Embassy in Kuala Lumpur was doing business on behalf of at least two DPRK entities, one of which was affiliated with a DPRK financial institution, reflects patterns previously reported by the Panel.¹⁸² Kim/Ri’s daughter, Ri Yugyong, often served as Ri’s translator and another DPRK individual, Yu Song Chol (aka “Mr. Brighton”), started to make payments to the company by check on behalf of Korea Ponghwa in late 2016. The Panel notes that this practice helped to obscure in bank transaction records starting in late 2016 the origin of the funds, which had previously been transferred into the account by front companies in Hong Kong and China mainland through large, well-known banks.

¹⁷⁹ See S/2018/171, annex 44.

¹⁸⁰ See Doc. S/2017/147, para 177, and page 127, footnote 36; and Doc. S/2012/422 paras. 84-85.

¹⁸¹ See Doc. S/2017/147, page 127, footnote 36.

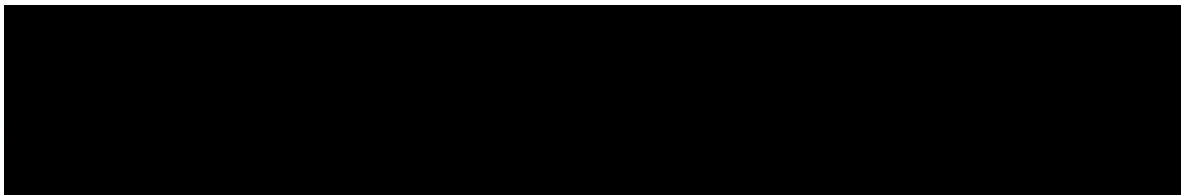
¹⁸² The Panel has previously reported on the use of embassies of the DPRK for the country’s financial operations.

Business cards of Ri Jong Chol (aka Kim Jong Chol) and Yu Song Chol



Source: The Panel

Invitation letter by Malaysian Company to the President of Korea Ponghwa General Trading Corp C-8 Company



Invitation Letter

Date : 01/02/2017

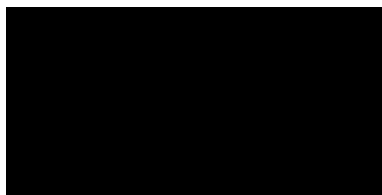
To : Korea Ponghwa General Trading Corp.

C-8 Company, Mr Pak Chol Ung

Address : Jungsongdong, Jung District, Pyongyang City, DPR of Korea

We, [REDACTED] would like to invite Mr Pak Chol Ung, president of Korea Ponghwa General Trading Corp. C-8 Company, and 1 more person in the convenient session of March, 2017 to discuss about the contract of soap noodle and purchases of some palm oil products between [REDACTED] and Korea PongHwa General Trading Corp.

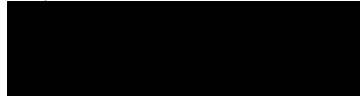
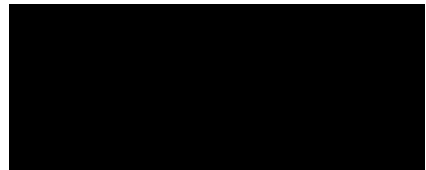
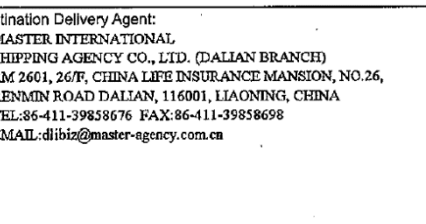
Yours sincerely.



Source: The Panel

Bills of Lading for shipments from Malaysia to Korea Ponghwa General Trading Corp via Complant International Transportation (Dalian) Co. Ltd



BILL OF LADING (Not negotiable unless consigned to order)

Shipper 		Bill of Lading No. BLWDLC1703074/1756	Number of Original B(s)/L (0) ZERO	
Consignee (if 'To Order' so indicate) KOREA PONGHWA GENERAL TRADING CORP C-8 COMPANY JUNGSONGDONG, JUNG DISTRICT, PYONGYANG CITY DPR OF KOREA ATTN : MR. PAK CHOL UNG TEL : +85 02 18652				
Notify Party (No claim shall attach for failure to notify) COMPLANT INTERNATIONAL TRANSPORTATION (DALIAN) CO., LTD. ROOM 1907, TIMES BULD, NO.7, GANGWAN STREET, DALIAN, CHINA PIC : MS. SUNNY TEL : 0086-411-82798179		Destination Delivery Agent: MASTER INTERNATIONAL SHIPPING AGENCY CO., LTD. (DALIAN BRANCH) RM 2601, 26/F, CHINA LIFE INSURANCE MANSION, NO.26, RENMIN ROAD DALIAN, 116001, LIAONING, CHINA TEL:86-411-39838676 FAX:86-411-39858698 EMAIL:dlibiz@master-agency.com.cn		
Pre-Carriage by UNI-PERFECT V.0311-379N	Place of Receipt BELAWAN, INDONESIA			
Ocean Vessel/ Voy. No. EVER URBAN V.0358-132N	Port of Loading BELAWAN, INDONESIA			
Port of Discharge DALIAN, CHINA	Place of Delivery DALIAN, CHINA			Final Destination
Marks & Numbers	No. of Pkgs. or Shipping Units.	Description of Goods & Pkgs.	Gross Weight	Measurement
SOAP NOODLES G2000 TEMU4518760 / EMCCVR3856 DFSU1449514 / EMCCVR3825 DRYU2725935 / EMCCVR3846 TEMU4149209 / EMCCVR3836	3200 BAGS	SHIPPER LOAD, COUNT AND SEAL 4X20'GP STC: 80MT SOAP NOODLES G2000 PACKED IN 3200 BAGS X 25KG FREIGHT COLLECT SHIPPED ON BOARD DATED : 08/03/2017	80,240.000 KGS	100.000 CBM
Total Number of Containers or Packages (in Words) FOUR TWENTY FOOTER CONTAINER(S) ONLY				
Excess Value Declaration: Refer to Clause 6 (4) (B) + (C) on reverse side		RECEIVED by the Carrier the Goods as specified above in apparent good order and condition unless otherwise stated, to be transported to such place as agreed, authorized or permitted herein and subject to all the terms and conditions appearing on the front and reverse of this Bill of Lading to which the Merchant agrees by accepting this Bill of Lading, any local privileges and customs notwithstanding. The particulars given above as stated by the shipper and the weight, measure, quantity, condition, contents and value of the goods are unknown to the carrier. IN WITNESS whereof one (1) original Bill of Lading has been signed. If not otherwise stated above, the same being accomplished the other(s), if any, to be void. If required by the Carrier on (1) original Bill of Lading must be surrendered duly endorsed in exchange for the goods or delivery order.		
Freight petrols, charges etc:		PORT KLANG, 08/03/2017 Place and date of issue _____ By <u>AS AGENTS FOR THE CARRIER</u>		
JURISDICTION AND LAW CLAUSE MALAYSIA		_____		

BL SURRENDERED AT POL

Source: The Panel

BILL OF LADING (Not negotiable, unless consigned to order)

Shipper 		Bill of Lading No. PTPDLCL1703110/1768	Number of Original B(s)/L (0) ZERO	
Consignee (if 'To Order' so indicate) KOREA PONGHWA GENERAL TRADING CORP C-8 COMPANY JUNGSONGDONG, JUNG DISTRICT, PYONGYANG CITY DPR OF KOREA ATTN : MR. PAK CHOL UNG TEL : +85 02 18652		 LINKER LOGISTICS (M) SDN BHD (Company No.: 704634-P) E-mail: info@linker-logistics.com		
Notify Party (No claim shall attach for failure to notify) COMPLANT INTERNATIONAL TRANSPORTATION (DALIAN) CO., LTD. ROOM 1907, TIMES BUILD, NO.7, GANGWAN STREET, DALIAN, CHINA PIC : MS. SUNNY TEL : 0086-411-82798179		Destination Delivery Agent: MASTER INTERNATIONAL SHIPPING AGENCY CO., LTD. (DALIAN BRANCH) RM 2601, 26/F, CHINA LIFE INSURANCE MANSION, NO.26, RENMIN ROAD DALIAN, 116001, LIAONING, CHINA TEL:86-411-39858676 FAX:86-411-39858698 EMAIL:dlbiz@master-agency.com.cn		
Pre-Carriage by THALASSA MANA V.0914-014E	Place of Receipt TANJUNG PELEPAS, MALAYSIA			
Ocean Vessel/ Voy. No. UNI-PROBITY V.0432-240A	Port of Loading TANJUNG PELEPAS, MALAYSIA CY			
Port of Discharge DALIAN, CHINA	Place of Delivery DALIAN, CHINA CY	Final Destination		
Marks & Numbers	No. of Pkgs. or Shipping Units.	Description of Goods & Pkgs.	Gross Weight	Measurement
SOAP NOODLES G2000 BEAU2108809 / EMCDYJ9626 EISU2080854 / EMCDYJ9646 DRYU2669390 / EMCDYJ9656 DRYU2447520 / EMCDYJ8666	3200 BAGS	SHIPPER LOAD, COUNT AND SEAL 4X20'GP STC: 80MT SOAP NOODLES G2000 PACKED IN 3200 BAGS X 25KG FREIGHT COLLECT SHIPPED ON BOARD DATED : 27/03/2017	80,640.000 KGS	100.000 CBM
BL SURRENDERED AT POL				
Total Number of Containers or Packages (in Words)		FOUR TWENTY FOOTER CONTAINER(S) ONLY		
Excess Value Declaration: Refer to Clause 6 (4) (B) + (C) on reverse side		RECEIVED by the Carrier the Goods as specified above in apparent good order and condition unless otherwise stated, to be transported to such place as agreed, authorized or permitted herein and subject to all the terms and conditions appearing on the front and reverse of this Bill of Lading to which the Merchant agrees by accepting this Bill of Lading, any local privileges and customs notwithstanding. The particulars given above as stated by the shipper and the weight, measure, quantity, condition, contents and value of the goods are unknown to the carrier. In WITNESS whereof one (1) original Bill of Lading has been signed if not otherwise stated above, the same being accomplished the other(s), if any, to be void. If required by the Carrier on (1) original Bill of Lading must be surrendered duly endorsed in exchange for the goods or delivery order.		
Freight prepay, charges etc:		TANJUNG PELEPAS, 27/03/2017 Place and date of issue _____		
JURISDICTION AND LAW CLAUSE MALAYSIA		By _____ AS AGENTS FOR THE CARRIER		

Source: The Panel



EVERGREEN LINE

A Joint Service Agreement

BILL OF LADING PROOFREAD NON-NEGOTIABLE

(2) Shipper / Exporter LINKER LOGISTICS (M) SDN BHD 52-1, JALAN MAHOGANI 1, BANDAR BOTANIC, 41200 KLANG SELANGOR, MALAYSIA		(5) Document No. 093700018581
(3) Consignee (complete name and address) KOREA PONGHWA GENERAL TRADING CORP C-8 COMPANY JUNGSONGDONG, JUNG DISTRICT, PYONGYANG CITY DPR OF KOREA ATTN : MR. PAK CHOL UNG **		(6) Export References
(4) Notify Party (complete name and address) COMPLANT INTERNATIONAL TRANSPORTATION (DALIAN) CO., LTD. ROOM 1907, TIMES BULD, NO.7, GANGWAN STREET, DALIAN, CHINA PIC : MS. RUBY KIM *		(7) Forwarding Agent-References
(12) Pre-carriage by WAN HAI 305 N185		(8) Point and Country of Origin (for the Merchant's reference only)
(14) Ocean Vessel/Voy No. EVER URSULA 0351-129N		(9) Also Notify Party (complete name and address)
(16) Port of Discharge DALIAN, CHINA		(10) Onward Inland Routing/Export Instructions (which are contracted separately by Merchants entirely for their own account and risk)
(13) Place of Receipt/Date PASIR GUDANG, MALAYSIA		
(15) Port of Loading PASIR GUDANG, MALAYSIA		
(17) Place of Delivery DALIAN, CHINA		

Particulars furnished by the Merchant			
(18) Container No. And Seal No. Marks & Nos.	(19) Quantity And Kind of Packages	(20) Description of Goods	(21) Measurement (M ³) Gross Weight (KGS)
CONTAINER NO./SEAL NO.			100.000 CBM 80,640.000 KGS
HMCU3005897/20' /EMCDYH8056/ EITU0539568/20' /EMCDYG5946/ EITU0537098/20' /EMCDYG5956/ EITU0535351/20' /EMCDYG5956/ 4 X 20' SOAP NOODLES G2000		800 BAGS 20160.000 KGS 25.0000 CBM 800 BAGS 20160.000 KGS 25.0000 CBM 800 BAGS 20160.000 KGS 25.0000 CBM 800 BAGS 20160.000 KGS 25.0000 CBM SHIPPER LOAD, COUNT AND SEAL 4X20' GP: 80MT SOAP NOODLES G2000 PACKED IN 3200 BAGS X 25KG * TEL:0086-411-82798179 * THE BALANCE OF BILL OF LADING SEE ATTACHED LIST * TOTAL NUMBER OF ATTACHED 1 PAGE "OCEAN FREIGHT COLLECT" SHIPPER'S LOAD & COUNT 3200 BAGS	
(22) TOTAL NUMBER OF CONTAINERS OR PACKAGES (IN WORDS)	FOUR(4) CONTAINERS ONLY		
(24) FREIGHT & CHARGES	Revenue Tons	Rate Per Prepaid	Collect
		AS ARRANGED	
(25) B/L NO. EGLV 093700018581 	(27) Number of Original B(s)/L THREE (3)	(29) Prepaid at	(30) Collect at
(26) Service Type/Mode FCL/FCL O/O 	(28) Place of B(s)/L Issue/Date PASIR GUDANG, MALAYSIA	(31) Exchange Rate	(32) Exchange Rate
(33) Laden on Board ** NOT FINAL **	EVERGREEN MARINE CORP. (MALAYSIA) SDN BHD Please confirm OK within 24 hours. TEL: (07) 223-1559 FAX: (07) 223-1532/221-5762		

Source: The Panel

Annex 41: DPRK bank representatives subject to expulsion under paragraph 33 of resolution 2321 (2016)

Names	Title and activities **	Location **	Passport number / expiry UN Security Council designations where applicable
Jang Bom Su (aka Jang Pom Su, Jang Hyon U) 장범수	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative. Also operates in and travels to Lebanon under various aliases	Syria	22 Feb 1958; Dip PP no. 836110034, exp 1 Jan 2020 UN res 2270 (2016) designated him as “Tanchon Commercial Bank Representative in Syria” on 2 March 2016 (amended 5 Aug. 2017) KPi.016
Jon Myung Guk (a.k.a. Cho’n Myo’ng-kuk, Jon Yong Sang) 전명국 (전영상)	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative in Syria. Also travels to and operates in Lebanon under various aliases.	Syria	25 Aug. 1976 with dip PP number 836110035, expires 1 January 2020
Ryom Huibong (aka Ryo’M Hu’I-Pong) 럼희봉	Representative of Korea Kumgang Group Bank (aka KKG bank, 금강은행 Kumgang Export and Import Bank, 金刚银行)	Dubai, UAE	18 September 1961 PP No.: 745120026 (expires 20 January 2020)
Ri Sun Chol (Aka Ri Song Chol) 리선철 (리성철)	Representative of Korea Kumgang Group Bank Transported money of DPRK laborers in the Middle East to the DPRK	Dubai, UAE	28 March 1964 PP No.:836132137
Kwak Chongchol (Aka Kwak Jong-Chol) 곽정철	Deputy Representative of Korea Kumgang Group Bank	Dubai, UAE	1 January 1975 PP No.: 563220533
Ro Il Gwang 노일광	Korea Kumgang Group Bank	UAE	26 May 1983 PP No.: 836434467
Kim Kyong Il (Aka Kim Kyo'ng-il) 김경일	Foreign Trade Bank Representative. The office opened at least 5 accounts at Banque Internationale Arabe Tunisie (BIAT) in Tunisia. Two of them are in the name of a front company, Kartos. Kim Kyong Il has also been involved in transactions undertaken by Daedong Credit Bank in China.	Libya	1 August 1979; PP No. 836210029 Res 2397 (2017) designated him as “FTB deputy chief representative in Libya” on 22 December (KPi.067)

Choe, Un Hyok 최은혁	Unification Development Bank (or Korea Unification Development Bank, UDB or KUDB) representative. Replaced Ri Un’So’ng. Choe Un Hyok’s KUDB business card with his title of “Representative of KUDB, Moscow Russia” with the same address as the Embassy in Moscow is available in the Panel’s 2017 Final Report, S/2017/150 p. 251. <i>Russia replied in a letter of 25 January 2018 , “We will inform you accordingly in case we receive additional information on the whereabouts of Choe Un Hyok.” The Panel has not received any additional information in reply to its two follow-up letters. .</i>	Moscow, Russia	19 October 1985 PP No.: 83612287 (expires March 2021)
Chu Hyo’k (Aka Ju Hyok) 주혁	Foreign Trade Bank Representative <i>Russia replied Chu Hyo’k is not currently residing in Russia. (see below)</i>		23 Nov. 1986; PP No. 836420186, issued 28 Oct. 2016 (expires 28 Oct 2021) Res 2397 (2017) designated him as an “overseas FTB Representative” on 22 December (KPi.065)
Ri U’n-so’ng (aka Ri Eun Song; Ri Un Song) 리은성	Korea Unification Development Bank representative <i>Russia replied that Ri U’n-so’ng is not currently residing in Russia.</i>		23 July 1969 Res 2397 (2017) designated him as “overseas Korean Unification Development Bank representative” on 22 December (KPi.078)
Han Jang Su (aka Chang-Su Han) 한장수	Chief Representative of the Foreign Trade Bank The Russian Federation replied, Mr. Han Jang Su is the Third Secretary of the Commercial Counsellor’s Section of the Embassy of the Democratic People’s Republic of Korea to the Russian Federation and has been officially accredited by the Russian Ministry of Foreign Affairs. He entered the Russian Federation on 23 June 2017 and is staying in the country legally. No information is available concerning activities that are inconsistent with his official status.	Russian Federation	8 Nov. 1969; PP No.: 745420176 (expires 19 Oct 2020) Designated by Resolution 2371 (2017) as “Chief Representative of the Foreign Trade Bank”
Ku Ja Hyong (aka Ku Cha-hyo’ng) 구자형	Foreign Trade Bank Representative	Libya (also travelled to Tunisia, UAE, and Saudi Arabia 2015-2017)	8 September 1957; PP No.: 563220533; Another PP No.: 654210218 (expires 27 June 2019 - used in July 2016) Res 2397 (2017) designated him as “FTB chief representative in Libya” on 22 December 2017 (Kpi.070)

Ch'oe So'k-min 최석민	Foreign Trade Bank Representative. In 2016, Ch'oe So'k-min was the deputy representative at the FTB branch office in Shenyang. He has been associated with cash transfers from that FTB office to banks affiliated with DPRK special organizations and RGB located overseas. <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang China	25 July 1978 Res 2397(2017) designated him as "overseas FTB Representative" on 22 December (KPi.064)
Kim Tong Chol (aka: Kim Tong-ch'o'l) 김동철	Foreign Trade Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang, China	28 Jan 1966; PP No.: 381337404 (expires 26 Sept 2016) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.068)
Ko Chol Man (aka Ko Ch'o'l-man) 고철만	Foreign Trade Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang, China	30 September 1967; PP No. 472420180 Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.069)
Mun Kyong Hwan (aka Mun Kyo'ng-hwan) 문경환	Bank of East Land Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Dandong, China	22 August 1967; PP No. 381120660 exp. 25 March 2016 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Bank of East Land representative" on 22 December (KPi.071)
Pae Won Uk (aka Pae Wo'n-uk) 배원욱	Korea Daesong Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Beijing, China	22 August 1969; PP No.: 472120208 exp 22 Feb 2017 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Daesong Bank representative" on 22 December (KPi.072)
Pak Bong Nam (aka Lui Wai Ming; Pak Pong Nam; Pak Pong-nam) 박봉남	Ilsim International Bank representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang, China	06 May 1969 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Ilsim International Bank representative" on 22 December 2017 (KPi.073)
Pak Mun Il 박문일	Korea Daesong Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Yanji, China	DPRK / 1 January 1965; PP No.: 563335509 (expires 27/8/2018) Res 2397 (2017) designated him as "overseas official of Korea Daesong

			Bank” on 22 December 2017 (KPi.079)
Ri Chun Hwan (Aka Ri Ch'un-hwan) 리춘환	Foreign Trade Bank Representative <i>China stated, “China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China.”</i>	Zhuhai, China	21 August 1957; PP No: 563233049 (expires 9 May 2018); PP No.: 563233049 (expires 9 May 2018) Res 2397 (2017) designated him as “overseas FTB representative” on 22 December (KPi.074)
Ri Chun Song (Aka Ri Ch'un-so'ng) 리춘성	Foreign Trade Bank Representative. Opened a Euro account at International Arab Bank of Tunisia (BAIT) on 18 July 2012 in the name of “Secretary’s Delegate of the DPRK’s Mission to Tripoli” (closed on 22 August 2013). <i>China stated, “China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China.”</i>	Beijing, China	30 October 1965; PP No. 654133553 (expires 11 March 2019) Res 2397 (2017) designated him as “overseas FTB representative” on 22 December (KPi.075)
Ri Song-hyok (Aka Li Cheng He) 리성혁	Representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank. Reportedly established front companies to procure items and conduct financial transactions on behalf of DPRK <i>China stated, “China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China.”</i>	Beijing, China	19 March 1965 PP No. 654234735 (expires 19 May 2019) Res 2397 (2017) designated him as “overseas representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank” on 22 December (KPi.077)
Pang Su Nam (Aka Pang So-Nam, Pang Sunam) 방수남	Ilsim (ILSIM) International Bank Representative <i>China replied, “The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions.”</i>	Zhuhai, China	1 October 1964; PP No.: 472110138
Cha Sung Jun (Aka Ch'a Su'ng-chun) 차승준	Korea Kumgang Group Bank Representative. Has held several accounts in his name at Chinese banks and is suspected of operating a cover company. <i>China replied, “The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions.”</i>	Beijing, China	4 June 1966; PP No.: 472434355

Kim Kyong Hyok (Aka Kim Kyo'ng-hyo'k) 김경혁	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Bank <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Shanghai, China	5 November 1985; PP No.: 381335989 (expires 14 September 2016)
Pak Ch'o'l-Nam 박철남	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Ban. Opened 6 bank accounts in the name "Great Prince Limited (崇王有限公司)" in banks in Hong Kong and Shenzhen, China" <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Beijing, China	16 June 1971 PP No.: 745420413 (expires 19 November 2020)
Jo Chol Song (Aka Cho Ch'o'l-So'ng) 조철성	Deputy Representative for the Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) Uses false entity names for the KKBC, such as "Good Field Trading Limited (城豐貿易有限公司)" and "Golden Tiger Investment Group (金虎(香港)國際投資集團有限公司)", both registered in Hong Kong. <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Dandong, China	25 September 1984 PP: 654320502 (expires 16 September 2019) Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.058)
Ho Young Il (Aka Ho' Yo'ng-il) 허영일	Hana Bank Representative In 2016, Ho Young Il was associated with a high volume of USD transactions for the FTB. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Dandong China	DPRK/ DOB: 9 September 1968
Kim Mun Chol (Aka Kim Mun-ch'o'l) 김문철	Representative for Korea United Development Bank. Uses false entity names including "Chongryu Technical Company" or "Kyong Un Trading Company" China replied "that as a designated individual he has been blocked from entry and Chinese banks requested the freeze of his assets."	Dandong, China	DOB 25 March 1957 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.060)

Choe Chun Yong (Aka Ch'oe Ch'un- yo'ng) 최천영	Ilsim International Bank Representative		PP no: 654410078 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Ilsim International Bank" on 5 Aug (KPi.054)
Ko Tae Hun (Aka Kim Myong Gi) 고태훈 (or 고대훈) (aka 김명기)	Tanchon Commercial Bank Representative	Transited China, Ethiopia, UAE, visited Sudan ¹⁸³	25 May 1972; PP 563120630 (expires 20 March 2018) UN Res 2270 (2016) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 2 March (KPi.025)
Kang Min 강민	Daesong Bank representative who, in late 2016, held Chinese bank accounts. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Beijing, China	07 May 1980; PP 563132918 (expires 04 February 2018)
Kim Sang Ho 김상호	Representative, Korea Daesong Bank As of 2015, Kim Sangho was an Office 39 official posted as a Korea Daesong Trading Company representative in Yanji, China. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Yanji, China	16 May 1957 PP No.: 563337601 (expires: 26 September 2018)
Kim Jong Man (Aka Kim Cho'ng Man) 김정만	Representative, Korea Unification Development Bank. In 2015, he was an Office 39 official posted to Hong Kong. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Zhuhai, China	16 July 1956; PP No.: 918320780
Kim Hyok Chol (Aka Kim Hyo'k-	Deputy Representative, Korea Unification Development Bank	Zhuhai, China	9 July 1978; PP No.: 472235761 (expires 6 June 2017)

¹⁸³ See S/2017/150, p. 64

Cho'l, Hyok Chol Kim) 김혁철	<i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>		
Ri Ho Nam (aka Ri Ho-nam) 리호남	Ryugyong Commercial Bank branch representative (2014 to present) <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Beijing, China	DOB: 3 January 1967; PP No.: 654120210 (expires 21 February 2019)
Ms. Kim Su Gyong 김수경	Korea United Development Bank (KUDB) Representative. Since 2011 made multiple trips around Europe, especially in France and Italy, with the assistance of her father, Kim Yong Nam, and brother, Kim Su-Gwang, RGB agents who used their status as staff members of international organizations to help her obtain visas. Kim Su-Gwang (Kim Sou Kwang) recently departed Belarus. See: S/2017/742 para 50 and S/2016/15, para 187.	Europe, also transited UAE and the Russian Federation 184	DOB: 16 Jan 1973; PP 745120374
Mun Cho'ng-Ch'o'l 문정철	Tanchon Commercial Bank Representative. Has facilitated transactions for TCB.		Res 2094 (2013) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 7 March (KPi.012)
Choe Song Nam CHOE, Song Nam (aka CH'OE, So'ng-nam) 최성남	Representative of Daesong Bank		DOB: 07 Jan 1979; Passport 563320192 expires 09 Aug 2018
Kim Chol KIM, Chol (a.k.a. KIM, Ch'o'l) 김철	Representative of Korea United Development Bank		DOB 27 Sep 1964

¹⁸⁴ The Russian Federation informed the Panel that unilateral sanctions were "not an argument for suspicion of unlawful activities on Russian territory".

Paek Jong Sam PAEK, Jong Sam (a.k.a. PAEK, Chong-sam) 백종삼	Representative of Kungang Bank		DOB 17 Jan 1964; nationality Korea, North
Ko Il Hwan KO, Il Hwan (a.k.a. KO, Il-hwan) 고일환	Representative of Korea Daesong Bank. According to a Member State, he engaged in transactions for ship-to-ship transfers in 2018 while acting as representative of Daesong Bank in Shenyang.		DOB 28 August 1967 Passport 927220424 expires 12 Jun 2022
Ri Myong Hun RI, Myong Hun (a.k.a. RI, Myo'ng-hun) 리명훈	Representative of Foreign Trade Bank		DOB 14 Mar 1969; Gender Male; Passport 381420089 expires 11 Oct 2016
Kim Nam Ung 김남웅	Representative for Ilsim International Bank, which is affiliated with the DPRK military and has a close relationship with the Korea Kwangson Banking Corporation. Ilsim International Bank has attempted to evade United Nations sanctions.		Passport no.: 654110043 Res 2371(2017) designated him as Representative for Ilsim International Bank
RI, Jong Won (a.k.a. RI, Cho'ng-Wo'n; a.k.a. RI, Jung Won)	The Russian Federation replied, <i>Mr. Ri Jong Won arrived in Russia on 5 February 2018 as an officially accredited member of the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea to the Russian Federation. It is not known what information was used to determine that he is the Moscow-based deputy representative of the Foreign Trade Bank. Moreover, according to the available information, he returned to the DPRK on 8 October 2018.</i>		DOB: 22 Apr 1971; Passport no 654320421 expires 11 Mar 2019

Source: The Panel, Member States, UN documents

Annex 42: Information on DPRK financial institutions with overseas representatives

Names, alias, Korean and Chinese spelling	HQ address / phone / fax/ SWIFT	Security Council designations and information provided to Panel by Member States and United Nations resolutions
<p>Bank of East Land 동방은행 aka: Haedong Bank (해동은행), Dongbang Bank, Tongbang U’Nhaeng, Tongbang Bank, 朝鲜) 东方银行</p>	<p>BEL Building, Jonsung-Dong, Pyongyang Tel: +850 2 18111 Fax: +850 2 3814410</p>	<p>Res 2087 (2013) on 22 January 2013 (KPe.013) Info in UN Panel reports: S/2017/150; pp 76-77 and S/2017/742, para 61. Facilitates weapons-related transactions for, and other support to, arms manufacturer and exporter Green Pine Associated Corporation. Has actively worked with Green Pine to transfer funds in a manner that circumvents sanctions.</p>
<p>Credit Bank of Korea 조선신용은행 aka Korea Credit Bank, International Credit Bank, 朝鲜信用银行</p>	<p>Munsu Street, Central District, Pyongyang +850 2 3818285 +850 2 3817806</p>	
<p>Daedong Credit Bank [JV] 대동신용은행 大同信用银行 Aka Taedong Credit Bank, Dae-Dong Credit Bank, DCB Finance Ltd, Perigrine-Daesong Development Bank</p>	<p>Suite 401, Potonggang Hotel, Ansan-Dong, Pyongchon District, Pyongyang, (b) Ansan-dong, Botonggang Hotel, Pongchon, Pyongyang, +850 2 3814866 SWIFT: DCBK KPPY</p>	<p>Res 2270 (2016) on 2 March 2016 (KPe.023) Representative offices and front companies in China according to Panel: S/2017/150, paras 225-230 and S/2017/742, paras 51-56. Clients include: T Specialist International (Singapore) Ltd, OCN (Singapore) International Distribution Ptd Ltd; Pan Systems; Dalian Daxin Electron Co Ltd, Hongdae International, Yueda International Trading Co, Hing Heng, Korea Sinheung Trading Co, Hana Electronics. Joint venture with Korea Daesong Bank; majority stake acquired by a Chinese company. See current report, paragraphs XX.</p>

<p>Daesong Credit Development Bank [JV] 대성신용개발은행 Koryo Credit Development Bank (고려글로벌신용은행), Koryo Global Trust Bank, Koryo-Global Credit Bank, Korea Credit Investment Company (조선신용투자회사)</p>	<p>Daesong Credit Development Bank [Joint Venture] +850 2 381 4100 +850 2 341 4013</p>	
<p>First Eastern Bank</p>	<p>Rason, DPRK</p>	<p>Affiliated with Cetnral Bank and Unaforte (Italy, Hong Kong). See Panel report S/2017/150 para 221.</p>
<p>Foreign Trade Bank (FTB) 조선무역은행 朝鮮貿易銀行 aka: Mooyokbank, Korea Trade Bank, Mooyokbank</p>	<p>FTB Building, Jungsong dong, Central District, Pyongyang Tel: +850 2 18111 Fax: +850 2 3814467 SWIFT/BIC FTBD KP PY</p>	<p>Res 2371 (2017) on 5 Aug 2017 (KPe.047) State-owned bank which acts as the DPRK's primary foreign exchange bank and has provided key financial support to the Korea Kwangson Banking Corporation. See para X on registered office abroad.</p>
<p>International Consortium Bank (ICB) 국제합영은행 Hi-Fund Bank International Consortium Bank (ICB), Sungri Hi-Fund International Bank, Sungri Economic Group</p>	<p>Sungri Exhibition Hall, Pyongyang</p>	<p>Panel reporting:</p>
<p>Koryo Bank 고려은행 高麗銀行</p>	<p>Koryo Bank Building, Pyongyang, Democratic People's Republic of Korea</p>	<p>Res 2356 (2017) on 2 June 2017 (KPe.045) Associated with Office 38 and Office 39 of the KWP. Operated by Korea Myohyang Economic Group; joint venture partner in Koryo-Global Bank.</p>
<p>Koryo Credit Development Bank / Daesong Credit Development Bank [JV] (Aka. Koryo-Global Credit Bank, Koryo Global Trust Bank)</p>	<p>Yanggakdo International Hotel, Pyongyang Tel: +850 2 381 4100 Fax: +850 2 341 4013</p>	<p>Res 2371 (2017) on 5 August 2017 (KPe.049) Joint venture with Koryo Bank</p>

<p>고려신용개발은행 대성신용개발은행 (aka 고려글로벌신용은행)</p>		
<p>Korea Daesong Bank 대성은행 / 조선 대성은행 大成銀行 aka: Chosun Taesong Unhaeng, Daesong Bank, Taesong Bank According to a Member State, in 2018 the bank has used the following false names when processing transactions for ship-to-ship transfers: 조선녹색산업무역 (<i>Chosun Noksaek Sanop Muyok</i>, Korea Green Industry Trading Company/Corporation 朝鮮綠色產業貿易) and 조선신용투자회사(<i>Chosun Sinyong Tuja Hoesa</i>, Korea Credit Investment Company/Corporation 朝鮮信用投資公司 or 朝鮮信用投資會社).</p>	<p>Segori-dong, Gyongheung Street, Pyongyang Tel +850 2 818221 Fax +850 2 814576 SWIFT/BIC: KDBKKPPY</p>	<p>Res 2321 (2016) on 30 November 2016 (KPe.035) Owned and controlled by Office 39 of the Korea Workers' Party According to a Member State, Ko Il Hwan engaged in transactions on behalf of Korea Daesong Bank from Shenyang for ship-to-ship transfers in 2018.</p>
<p>Korea Kwangson Banking Corporation 조선광선은행 朝鮮光鮮銀行, Korea Kwangson Finance Company, 朝鮮 蔡鮮金金朝朝, Korea Kwangson Finance Company</p>	<p>Jungsong-dong, Sungri Street, Central District, Pyongyang</p>	<p>Res 2370 (2016) on 2 March 2016 Provides financial services in support to Tanchon Commercial Bank and Korea Hyoksin Trading Corporation, a subordinate of the Korea Ryonbong General Corporation. Tanchon has used KKBC to facilitate funds transfers likely amounting to millions of dollars, including transfers involving KOMID-related funds. For more info see PoE report S/2017/150, p. 63.</p>

Korea National Insurance Corporation 조선민족보험총회사 Korea Foreign Insurance Company, 朝鮮民族保險總會社	KNIC Building, Central District Pyongyang +850 2 18111/222 Ext:3418024 +850 2 3814410	See current report paras XX.
Korea Joint Venture Bank 조선합영은행 Korea Joint Bank, Korea Joint Operation Bank, Chosun Joint Operation Bank, Habyong Bank, 朝鮮合營銀行	KJB Building, Ryugyong 1 dong, Pothonggang District, Pyongyang +850 2 381-8151, 850-2-18111-381-8151 +850 2 381-4410	
Ryugyong Commerical Bank (RCB) 류경상업은행/류상은행 Ryusang Bank, 柳京商業銀行, 柳商銀行	Changgwang Hotel, 5th Floor; Beijing, China; Dandong, China	Two ATMs at Pyongyang Airport and one in the lobby of Changgwang Inn. <i>Ryugyong Commercial Bank ATM lists an address in the Changgwang Foreign House, Suite #05-24</i> Joint Venture with OCN Pyongyang Office and Koryo Commerical Bank
Korea Unification (United) Development Bank (조선) 통일발전은행 (朝鮮)統一發展銀行 aka: Myohyangsan Bank, Unification Development Bank, T'ongil Palchon Bank, Korea Tongil Paljon Bank, Korea Reunification Development Bank	KUDB Building, Pyongyang SWIFT/BIC: KUDBKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November 2016 (KPe.033) USA on 16 March 2016 See Panel of Experts report (S/2017/150, p 62)
Hana Banking Corporation 하나은행 aka Korea Kumsong Bank, Kumsong Bank, Single-Minded International Bank,	ISB Building, Pyongyang; Haebangsan Hotel, Jungsong-Dong, Sungri Street, Central	Partial Ownership by Central Bank. Overseas several Bank Card product lines for domestic use

	District, Pyongyang, Dandong, China SWIFT/BIC BRBKKPPIXXX	
Ilsim International Bank 일심국제은행 日心国际银行 aka. Korea Kumsong Bank, Kumsong Bank, Single-Minded International Bank, 日心国际银行	ISB Building, Pyongyang Pyongyang, Democratic People's Republic of Korea SWIFT: ILSIKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November (KPe.034) Affiliated with the DPRK military and has close relationship with Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) and has attempted to evade United Nations sanctions.
First Credit Bank. (JV) or Cheil Credit Bank 제일신용은행 第一信用银行 aka: First Trust Bank Corporation, Jeil Credit Bank, Kyongyong Credit Bank	a) 3-18 Pyongyang Information Center, Potonggang District (as of 2016). b) i Rakrang District, Jongbaek 1- dong Tel: +850 2 433- 1575 (02-433-1575) SWIFT: KYCBKPPYXXX Rakrang Tel: 961-3331, 961-0003	Belongs to Workers Party of Korea. It was established in 2008 as JV venture with Singapore's Miracle Commerce Pte. Ltd., and its CEO William Toh (aka Toh Hwee Howe) who has been involved in trade with the DPRK using his other two companies, I-Tech Intelligence Resources and Sinsar Trading Ltd.
Koryo Commercial Bank 고려상업은행 高丽商业银行 aka Korea Commercial Bank	KCB Building, Taedonggang District, Pyongyang; ; Beijing, China; Shenyang, China; SWIFT/BIC KCBKKPP1	Joint Venture with OCN and Ryugyong Commerical Bank
Tanchon Commercial Bank 단천상업은행 端川商业银行 AKA: Changgwang Credit Bank, (창광신용은행) Korea Changgwang	Saemul 1-Dong Pyongchon District, Pyongyang	Designated by UN on 24 Apr. 2009 (KPe.003) Main DPRK financial entity for sales of conventional arms, ballistic missiles, and goods related to the assembly and manufacture of such weapons. Under Second Economic Committee; financial arm of KOMID.

Credit Bank (조선창광신용은행); Yongaksan Bank (용악산은행), Lyongaksan Bank (룡악산은행)		
Korea United Development Bank (KUDB) 조선통일발전은행 (朝鮮) 统一发展银行 aka: Myohyangsan Bank, Unification Development Bank, T'ongil Palchon Bank, Korea Tongil Paljon Bank, Korea Reunification Development Bank	KUDB Building, Pyongyang SWIFT/BIC: KUDBKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November (KPe.033) Information in UN POE report: S/2017/742, p. 22
Kumgang Group Bank / Kumgang Bank (KKG) Korea Kumgang Bank (조선) 금강은행 金剛銀行 aka: Kumgang Export and Import Bank	Kumgang Bank Building, Central District, Pyongyang (The North East Asia Bank building in Pyongyang became the KKG Bank building)	Associated with Korea Ponghwa General Corporation (under External Economic Committee of the Cabinet) and Korea Pyongyang Trading Company
Kumgyo International Commercial Bank 금교국제상업은행		Affiliated with Korean Chongsong Mining Company and Changgwang Shop. See Panel report S/2017/150 para 220.
Tanchon Commercial Bank 단천상업은행 端川商業銀行 AKA: Changgwang Credit Bank, (창광신용은행) Korea Changgwang Credit Bank (조선창광신용은행);	Saemul 1-Dong Pyongchon District, Pyongyang	Designated by UN on 24 Apr. 2009 (KPe.003) Main DPRK financial entity for sales of conventional arms, ballistic missiles, and goods related to the assembly and manufacture of such weapons. Under Second Economic Committee; financial arm of KOMID.

Yongaksan Bank (용악산은행), Lyongaksan Bank (룡악산은행)		
--	--	--

Source: The Panel, Member States, UN documents

Annex 43: Payment process used in ship-to-ship transfers in 2018

First, foreign national brokers outside the DPRK arranged imports to be facilitated by ship-to-ship transfer. Once the deal was agreed, the DPRK end recipients of the imported products transferred funds internally to a DPRK bank with representatives operating overseas. The bank then instructed one of its overseas representatives to use foreign bank accounts it controls (often attached to front companies), to pay relevant suppliers for the product and shipping costs. The balance between the DPRK bank and the foreign accounts debited was then rectified virtually by ledger. When the actual balance of the accounts at the DPRK bank and those of its overseas representatives diverges too substantially as a result of the regular use of the ledger system, cash couriers address the imbalance by carrying bulk cash across the DPRK border. The Panel notes that this method for processing payments is almost identical to the ledger system used by Glocom for its financial transactions (S/2017/150, para. 225) as well as other DPRK front companies.

Source: Member State

Annex 44: Official registration documents for DPRK Foreign Trade Bank Official Representative Office in Moscow

ВЫПИСКА
ИЗ ГОСУДАРСТВЕННОГО РЕЕСТРА АККРЕДИТОВАННЫХ ФИЛИАЛОВ,
ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВ ИНОСТРАННЫХ ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ

08.01.2019 № 9965190000023

Настоящая выписка содержит сведения о филиале (представительстве)

ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО БАНКА ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР
(полное наименование филиала, представительства)

иностранного юридического лица

БАНК ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР
(полное наименование иностранного юридического лица)

НЗА 20150032826

включенные в государственный реестр аккредитованных филиалов, представительств иностранных юридических лиц по состоянию на 07.01.2019

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Сведения об иностранном юридическом лице		
Наименование		
1	Полное наименование	БАНК ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР
2	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	13.01.2016
Адрес в стране регистрации (инкорпорации)		
3	Код и наименование страны регистрации (инкорпорации)	408, Корейская Народно-Демократическая Республика
4	Адрес в стране регистрации (инкорпорации)	Г. ПХЕНЬЯН, ЦЕНТРАЛЬНЫЙ РАЙОН, КВАРТАЛ ЗУНСОН, ЗДАНИЕ БАНКА ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР КНДР, Г. ПХЕНЬЯН, ЦЕНТРАЛЬНЫЙ РАЙОН, КВАРТАЛ ЗУНСОН, ЗДАНИЕ БАНКА ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР
5	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	13.01.2016
Сведения о регистрации в стране регистрации (инкорпорации)		
6	Наименование регистрирующего органа	ТОРГОВАЯ ПАЛАТА КНДР
7	Регистрационный номер	46
8	Особенности режима регистрации	в специальной экономической зоне

Выписка из РАФП 08.01.2019 16:37 НЗА 20150032826 Страница 1 из 4


Representation of the
Foreign Trade Bank of the
DPRK

Democratic People's
Republic of Korea

25	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	17.11.2017	Information about the head of the branch, representation in the Russian Federation	
Сведения о руководителе филиала, представительства в Российской Федерации				
26	Фамилия	ХАН	Surname: Han First name: Zan Su	
27	Имя	ЗАНСУ		
28	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	13.01.2016	Date information changed. Han Zang Su was likely appointed head of the representation in January 2016. Were someone else to take the position, that field would be updated and the effective date entered in the corresponding box. This does not mean that we don't know anything about the entity from that date and more that we know that they haven't changed those fields since that date.	
Сведения о численности иностранных граждан, являющихся работниками филиала, представительства				
29	Численность иностранных работников	2		Number of foreign workers; 2
30	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	31.03.2015		
Сведения о принятом решении об аккредитации представительства иностранного юридического лица				
31	Дата принятия решения об аккредитации представительства	30.11.2007		
32	Срок действия аккредитации представительства, согласно принятому решению (срок действия документа об аккредитации представительства)	29.11.2016		
33	Наименование органа, представившего сведения	ЦЕНТРАЛЬНЫЙ БАНК РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ (БАНК РОССИИ)		
34	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	31.03.2015		
Сведения о видах экономической деятельности филиала, представительства в Российской Федерации по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)				
Сведения об основном виде экономической деятельности				
35	Код и наименование вида деятельности	70.22 Консультирование по вопросам коммерческой деятельности и управления		
36	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	31.03.2015		

Выписка сформирована с использованием интерактивного сервиса «Государственный реестр аккредитованных филиалов и представительств иностранных юридических лиц», размещенного на официальном сайте ФНС России в сети Интернет по адресу: <https://service.nalog.ru/rafp>

Source: Russian Federation Federal Tax Service State Registry of Accredited Branches, Representative Offices of Foreign Legal Entities (RAFP), extracted from <https://service.nalog.ru/rafp/#> (The webportal can be searched by name, INN, or even just the Russian word for DPRK – КНДР and then scrolling to the FTB entry).


ГОСУДАРСТВЕННЫЙ РЕЕСТР АККРЕДИТОВАННЫХ ФИЛИАЛОВ, ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВ ИНОСТРАННЫХ ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ

[Поиск](#) | [О сервисе](#) | [Вопросы и ответы](#) | [Открытые данные](#)

ВЫ ИСКАЛИ: Дата последней актуализации реестра на сайте: 04.09.2018

Поисковый запрос: 20150032826 **ИЗМЕНИТЬ ПАРАМЕТРЫ ПОИСКА**

РЕЗУЛЬТАТЫ ПОИСКА Найдено записей: 1 (за 0.01 секунд)

Страница: 1 | Элементов на странице: 5 10 25 50 100 **ВЫГРУЗИТЬ**


Сведения о филиале, представительстве иностранного юридического лица

Идентификационные характеристики	Адрес (место нахождения) на территории РФ	Дата аккредитации	Дата прекращения действия аккредитации	
ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО БАНКА ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР NZA: 20150032826 ИНН: 9909086019 КПП: 774751001	111123, МОСКВА ГОРОД, ЭНТУЗИАСТОВ ШОССЕ, ДОМ 31, КОРПУС 2, КВАРТИРА 37	31.03.2015	-	Посмотреть все обособленные подразделения ЮЛ

Страница: 1 | Элементов на странице: 5 10 25 50 100 **ВЫГРУЗИТЬ**

**NZA: 20150032826
 INN: 9909086019
 KPP: 774751001**

**Apartment 37, Building 2
 31 Entuziastov Highway,
 Moscow, 111123**


 Контакт-центр: 8-800-222-2222

© 2005-2018 ФНС России. Версия 1.7.37

По данному телефону можно получать информацию справочного характера о приеме физических и юридических лиц, о порядке рассмотрения обращений, а также о работе интерактивных сервисов.

Создать новое обращение или просмотреть статус направленного обращения в службу технической поддержки.

Source: Russian Federation Federal Tax Service State Registry of Accredited Branches, Representative Offices of Foreign Legal Entities (RAFP), extracted from <https://service.nalog.ru/rafp/#> (The webportal can be searched by name, INN, or even just the Russian word for DPRK – КНДР and then scrolling to the FTB entry).

Summary of relevant information in English:

Name of Russian Branch in English and Russian; Tax ID No. (INN)	Name of Branch English & Russian; Short Name(s) of Foreign Branch	Location Address (English)	Full Names of Associated Individuals; Date Accredited	KPP #; NZA #; and Tax Organ ID	Date of Initial Registration	Document ID; Date of Document	# Foreign Citizens Working
REPRESENTATIVE OFFICE OF THE BANK FOR FOREIGN TRADE DPRK	BANK FOR FOREIGN TRADE DPRK БАНК ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР	Apartment 37, Building 2 31 Entuziastov Highway,	Han Zan Su ХАН ЗАН СУ 2015-03-31	KPP: 774751001 NZA: 20150032826	2008-06-26	Doc. ID: 90716 Date: 2018-10-17	2

ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО БАНКА ВНЕШНЕЙ ТОРГОВЛИ КНДР <u>Tax ID: 9909086019</u>		Moscow, 111123		Tax Organ ID: 7747			
--	--	-------------------	--	-----------------------	--	--	--

Former Address:	MKP Capital LLC Berhd Registered address: 24-B Jalan Landak Off Jalan Pudu KL Business address: Lot 5, Jalan Satu Kawasan Perusahaan Cheras Jaya 43200 Balakong; Selangor Darul Ehsan, Malaysia
Travels	Traveled to Zambia at least twice in 2017
Telephone:	Tel : 603 9076 9678; Fax : 603 9075 9678
Email	<i>enquiries@mkpholdings.com.my</i>
Website :	<i>www.mkpholdings.com.my</i>

Travel Information:

Phone Information

Phone Type	Phone Number	Extension
------------	--------------	-----------

E-Mail Information

Address	ISP Name	ISP Country
---------	----------	-------------

Travel Summary

Travel Date	Processing User	Location	Event Type	Flight/Travel Number	Offloaded/Deportee
01/10/2017	WKMOSES	LUSAKA INTERNATIONAL AIRPORT	Departing	EK714	
16/09/2017	BAARON	LUSAKA INTERNATIONAL AIRPORT	Arriving	EK713	
01/09/2017	PKAFUKANYA	LUSAKA INTERNATIONAL AIRPORT	Departing	EK714	

Vehicles

Vehicle Type	Year	Make	Model	VIN	Color	Country Registered	State/Province Registered	Registration Number	Tag	Flag Country	Radio Frequency (mHz)	Length (meters)
--------------	------	------	-------	-----	-------	--------------------	---------------------------	---------------------	-----	--------------	-----------------------	-----------------

Cargos

Date	Cargo Type	Weight (kg)	Origin	Destination	Description
------	------------	-------------	--------	-------------	-------------

Deportee

Reason for Deportation	Action Taken	Deported From/ To
------------------------	--------------	-------------------

Fingerprint Identity

Forename	Surname	Birth Date
HUNIL	HAN	02/04/1957

Image

Source: Member States

Annex 46: Updated information on the Panel's investigation into MKP activities in Zambia

The Zambian investigation into MKP confirmed that 13 companies incorporated in the country have been linked to MKP Holdings (see section below entitled, Information on MKP companies in Zambia). Information provided by Zambia showed that MKP relies on a semi-devolved corporate model outside of Malaysia; and makes widespread use of foreign facilitators in its corporate structures to create deniability of the control relationship between Han Hun Il and other MKP companies. In particular, an Algerian national, Mohamed Yazid Merzouk, served as a director in most of the MKP Zambia entities, playing a key central management role for the network alongside several Algerian nationals sharing his last name and a small number of Zambian nationals.

Although the Panel was unable to establish the amount being paid to each individual labourer of the Democratic People's Republic of Korea, documents provided by Zambia showed that only 15 per cent of the total amount for each project was paid to the labourers for that project as a whole. MKP indicated to the Panel that, for its earlier projects overseas, labourers from the Democratic People's Republic of Korea were paid 300 dollars a month. Zambia provided the monetary values for a selection of KOGEN/GENCO projects from 2013 to 2015, valued at a total of \$25 million. It did not provide a comprehensive list of the company's activities, nor did it disclose KOGEN/ GENCO contracts post-2015.

Information on MKP companies in Zambia

(For further details and a network chart, see S/2018/171, page. 72. For the most up-to-date registration information, see the end of this Annex)

NHA - MKP ESTATES DEVELOPMENT

Registration number: 120050058683

Incorporated on 29 April 2005.

Registered address: 4668, Annex National Housing Authority

Ownership:

Name	Sex	Nationality	Address
Yazid Mohamed Merzouk	M	Algerian	Villa No. 3Millenium Village, Longacres, Lusaka
Donovan Webster Zyambo	M	Zambian	Plot 9620, Churdleigh. Lusaka
Saviour Konie	M	Zambian	Stand 7351, Nangwenya Rd, Rhodespark, Lusaka
National Housing Authority			

Note: The Panel also notes that NHA-MKP Estate Development Ltd was still active in May 2018, when a court of appeals judge ruled on its lawsuit against the compensation board:

<http://www.judiciaryzambia.com/2018/05/16/appeal-no-44-2017-nha-mkp-estate-development-ltd-v-workers-compensation-fund-control-board-may-2018-justice-makunguja/> In March 2018, a newspaper article quoted a representative of the National Housing Authority as saying that more developments would be coming from MKP: <https://www.dailynation.info/mkp-znbs-offloads-250-housing-units/>

KOREA GENERAL COMPANY FOR EXTERNAL CONSTRUCTION (KOGEN)

Incorporated 15 June 2012

Address: Plot no. 6556, Mumana Road, Olympia, Lusaka.

Nature of business: construction services.

Directors:

Name	Sex	Nationality	Address
Hang Chan Ho	M	Korean	Plot No. 6556, Mumana road, Olympia, Lusaka
Ri Kwanga Song	M	Korean	Plot No. 6556, Mumana road, Olympia, Lusaka
Ri Chun IL	M	Korean	Plot No. 6556, Mumana road, Olympia, Lusaka

The management team of the company comprises eleven (11) DPRK nationals including:

1. Mr. JIN H YOK RI - is on the Board of Directors of KOCEN. He has 10 years of experience in civil engineering.
2. KUM JUN TAE holds a degree in structural engineering from PYONGYANG UNIVERSITY. He has more than 13 years' experience in building industry
3. KIM I SONG - holds a degree in structural engineering from PYONGYANG UNIVERSITY. He has more than 13 years' experience in building industry
4. HONG JONG SON and KIM HAK CHOL — the two hold degrees and diploma in structural design and construction from Pyongyang University
5. JANG YONG NAM and CHA SUN CHOC — the duo hold degree in construction material engineering from Pyongyang University
6. KIM SU JON' RI RYONC HONG IN HO, KIM TAE HWAN they hold degrees in building and civil engineering from Pyongyang University with 1 6 years' experience in building industry

The above-mentioned directors of Korean General Construction (Z) Ltd registered another company called **CHAMMAE CONSTRUCTION LIMITED** whose address and directors are the same as those in Korean General Construction (Z) Ltd, with the addition of one director, Mr. Sam Maurice. The company, whose registration number is 1201 20102839 was also incorporated on 1 5th June 2012.

CHAMMAE CONSTRUCTION LIMITED

Incorporated 15 June 2012

Address: Plot no. 6556, Mumana Road, Olympia, Lusaka.

Registration: 1201 20102839

Directors:

Name	Sex	Nationality	Address
Hang Chan Ho	M	Korean	Plot No. 6556, Mumana road, Olympia, Lusaka
Ri Kwanga Song	M	Korean	Plot No. 6556, Mumana road, Olympia, Lusaka
Ri Chun IL	M	Korean	Plot No. 6556, Mumana road, Olympia, Lusaka
Mr. Sam Maurice	M	Zambian	

MKP TMS HOSPITAL LTDIncorporated 20th April 2006

Address: Plot No. 05, Reed Buck road, Kabulonga, Lusaka

Registration: 120060062028

Chief Executive Officer is a Mr. Han Nun.

Directors:

Name	Sex	Nationality	No. of shares	Address
Yazid Mohamed Merzouk	M	Algerian	2,750	Villa No.3, Millenium village, Longacres, Lusaka

Abdeldjallil Merzouk	M	Algerian		Plot No. 5591, Lusemfwa road, Kalundu, Lusaka
Han Yong	F	Korean	1,500	Hse No. MC72, PHI Chainama, Lusaka
Ho Un Ran	M	Korean	500	Plot No. 5, off Reedbuck road, Kabulonga, Lusaka
Betty Mulongoti	F	Zambian	250	Plot 325, Independence avenue, Lusaka

MKP MOTORS ZAMB'A LTD

Company incorporated on 22nd August 2002. Its registered business address is 2nd Floor Indeco House, Cairo Road, Lusaka. Directors of the company are in the following table:

Name	Sex	Nationality	Address
Han Hun IL	M	Korean	Malungushi Village, Kalundu
Siew KIN Wai	M	Malaysian	Malungushi Village, Kalundu, Lusaka
Yong KOK Yeap	M	Malaysian	Malungushi Village, Kalundu, Lusaka
Philip S.C Mumba	M	Zambian	Plot No.377a?12B, Kabulonga, Lusaka

MKP HOLDINGS LTD

Address: Plot 5591, Lusemfwa Road. Kaiundu

Registration: 12004005417

Nature of business: construction

Ownership:

Name	Sex	Nationality	Address
Yazid Mohamed Merzouk	M	Algerian	Villa No. 3, Millenium village, Longacres, Lusaka
Yon IL	M	Korean	Villa No. 3, Millenium village, Longacres, Lusaka

MKP MINING CORPORATION LTD

Incorporated: 16 August 2006

Registration: 1 20060063279

Address: Plot 7393 Chainda Place, South End, Cairo Road, Lusaka

Ownership:

Name	Sex	Nationality	No. of shares	Address
Yazid Mohamed Merzouk	M	Algerian	125,000	Plot 5591, Lusemfwa road, Kalundu, Lusaka
Dr. Stephen M Kambani	M	Zambian	125,000	A2 Handsworth UNZA, Lusaka
Derrick Munsele	M	Zambian	125,000	Plot No. 2, Simon Mwansa Kapwepwe Road, Avondale, Lusaka
Charles Victor Holland	M	Zambian	125,000	Plot No. 4258 Mbeleshi, Northrise, Ndola Zambia

MKP SECURITY SYSTEMS LTD

Incorporated: 7th November 2006

Registration :1 20060000641 68

Address: Plot No. 7393, Chainda Place, "Jairo Road, Lusaka.

Ownership:

Name	Sex	Nationality	No. of shares	Address
Samson Sakala	M	Zambian	100,000	Godfrey Kangwa road, Nyumba Yanga, Lusaka
Timothy Mazembe	M	Zambian	100,000	Plot 12243, Woodlands, Ext, Chalala, Lusaka
Ngonga Oswald M Goodson Bwalya	M	Zambian	100.000	Plot 16520/1080, Kamwala, South Lusaka

MKP BUILDERS ZAMBIA LTD

Address: plot 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka.

Directors:

Name	Sex	Nationality	No. of Shares	Address
Yazid Mohamed Merzouk	M	Algerian	99.750,000	Villa No.3, Millennium Village, Longacres, Lusaka
Abdeldjallil Merzouk	M	Algerian	5,250,000	Plot No. 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka

MKP CAPITAL ZAMBIA LTD

Address is plot 5591, Lusemfwa Road Kaiundu, Lusaka

Incorporated: 4th February 2011.

Business: construction.

Directors:

Name	Sex	Nationality	No. of Shares	Address
Abdelghani Merzouk	M	Zambian	55,000	Plot 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka
Abdeldjallil Mezouk	M	Algerian	11000000	Plot 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka
Mohamed Yazid Merzouk	M	Algerian	87250000	Plot 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka
Farid Merzouk	M	Algerian	11000000	Plot 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka
Timothy Kazembe	M	Zambian		

MK IREHAB ZAMBIA LTD

Incorporated : 13 November 2011

Business: supplies of medical labs and pharmacy equipment

Address: Plot No. 5 Reed Buck Road, Kabulonga (address for MKP TMS Hospital)

Directors:

Name	Sex	Nationality	No. of Shares	Address
Abdeldjallil Merzouk	M	Algerian		Plot 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka
Mohamed Yazid Merzouk	M	Algerian	2550000	Plot 5591, Lusemfwa Road, Kalundu, Lusaka
Dr. Zelilah Binti Salleh Ghany	M	Zambian	2450000	Plot No. 5, Reed Buck Road, Kabulonga

OMEGA-MKP ZAMBIA LTD

Address: Stand No. 7241, Mukatasha road, industrial area, Lusaka.

Nature of business: security services

Directors:

Name	Sex	Address
Victor Etienne Janse Van Rensbur	M	Plot 7241, Mukatasha Road, Light Industrial Area, Lusaka
Christoffel Ohhanes Roelosfe	M	157 Ezra Road, Die Wilgers, Pretoria, South Africa
Philius Jacobus	M	Lynwoodridge, Pretoria, South Africa, 301, Minesota street
Christoffel Smit	M	Faerie Glen Pretoria, South Africa
Timothy Jim Kazembe	M	No. Tl Los Ageles Road, Lusaka
Christoffel Ohhanes Roelosfe	M	16520/1080, Kamwala South Lusaka

Motor vehicles registered in the names of Chang H Han and Korea General Company for External Construction (Z)

Owner	Registration Mark	Make
Korea General Company for External Construction	ALK9605	DAF Tipper
Korea General Company for External Construction	ALK2843	Volvo Tipper
Korea General Company for External Construction	ABF3391	Volvo
Korea General Company for External Construction	AAX5978	Toyota Dyna
Korea General Company for External Construction	ALJ1391	Toyota Regius
Korea General Company for External Construction	ACH9579ZM	Landcruiser Prado
Chan H Han	ALE7996	Toyota Noah
Chan H Han	ABE321	Toyota Camry
Chan H Han	ABD1517	Toyota Lucida

Source: Member State

Updated information from Patents and Companies Registration Agency –December 2018

NHA-MKP Estates Development, #120050058683 is shown as registered and compliant.

Chammae Construction Limited, #120120102839: is shown as registered and compliant.

MKP TMS Hospital, #120060062028: is shown as registered and compliant.

MKP Motors (Zambia) Ltd, #120010047965: shown as registered, but has some issues with timely paperwork filing....

MKP Holdings Ltd, #120040054717: shown as registered, but doesn't seem to have filed in a while.

MKP Mining Corporation, #120060063279: shown as registered, compliant.
MKP Security Systems Zambia, #120060064168: shown as registered, compliant.
MKP Capital Zambia, #120110090060: shown as registered, compliant.
MKP Builders Zambia, #120070068265: registered, partially compliant.
MKP-Irehab, #120110095546: still registered, partially compliant.
Omega-MKP Zambia, #120100086671: changed its name to Omega Risk Solutions Zambia. Still registered, compliant.

Source: Company Registry

Annex 47: MKP companies in Malaysia as of November 2018

The Panel notes that while Han Hun II's name has been removed from the registration of one company and two other companies on which he served have been dissolved, many MKP companies appear to remain open and active in Malaysia despite the Panel's previous determination that their activity was prohibited.

(This updates the previous table of "MKP companies in Malaysia as of 15 December 2017", S/2018/171 pp. 229-232, Annex 67)

Company Name	Corporate Number	Status	Address	Directors	Shareholders	Start	Notes
M.K.P. PROJECTS SDN. BHD.	1994 48-D	Dissolved	Rm.1 1st. Floor, Lee Rubber Bldg 145, Jalan Tun H.S. Lee Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan	Abdul kodus bin datuk; Lee Kung Wah; Chong ah Kow @ Chong Ching Che; Yong Kok Yeap;	Abdul Kudus Bin Datuk; Yong Kok Yeap; Chong Ah Kow @ Chong Ching Che; Lee Kung Wah	15-Jun-90	
MKP BUILDERS SDN. BHD	3862 07-P	Existing	2-3-11 (3rd Floor)Menara Klh Business Centre 2, Jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shahkuala Lumpurwilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11 cheras, selangor	Han Hun II; Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap, Fang Chee Peng	6-May-96	Han Hun II no longer listed as shareholder (11 May 2018 registration documents listed him as shareholder)
MKP CAPITAL BERHAD	7383 26-V	Winding Up	24-B, Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1kawasan Perindustrian Cheras Jayabatu 11, Batu 9 cheras, selangor	Han Hun II; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Han Hun II	20 June 2006	

MKP CAPITAL LLC BERHAD	9808 01- M	Existin g	24-B Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan	Han Hun II; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Han Hun II	2 March 2012	
MKP CORPORATION BERHAD	6197 41-U	Existin g	24-B Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur, wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11batu 9 Cherasselangor	Han Hun II; Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh; Yong Kok Yeap; Ramanan Ramakrishnan, Dato';	Yong Kok Yeap; Han Hun II	26 June 2003	Previously listed as "winding up" (in 13 Nov 2017 documents)
MKP DYNAMIC ENGINEERING SDN. BHD	7359 10 - W	Existin g	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 Kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11, Batu 9 Cheras Selangor	Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh; Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap; Muhammad Danial Bin Osman;	Karnail Singh Nijhar Amar Singh, Tansri Dato'dr; Yong Kok Yeap; Soh Pui Hoon; Han Hun II; Ramanan Ramakrishnan	31 May 2006	
MKP DYNAMIC SDN. BHD	7799 80 - A	Existin g	2-3-11 (3rd Floor), Menara Klhbusiness Centre, 2, Jalan Kasipillayoff Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11 cheras selangor	Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh; Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap; Ramanan Ramakrishnan; Muhammad Danial Bin Osman @ Mddaud;	Yong Kok Yeap; Soh Pui Hoon; Ramanan Ramakrishnan; Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh	7 July 2012	Han Hun II was never on the paperwork to begin

MKP HOLDINGS SDN. BHD	4644 92 - W	Existin g	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 kaw. Perusahaan Cheras Jayabatu 11 batu 9 Cheras Selangor	Yong Kok Yeap; Han Hun II;	Yong Kok Yeap; Han Hun II	23 June 1998	
MKP SUPPLIES SDN. BHD	1210 818 - M	Existin g	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan	Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Fang Chee Peng	30 Nov 2016	Address change (11 Nov 2017 docs listed address in Puchong Selangor)
MKP -WUI LOONG SYSTEM SCAFFOLDS SDN. BHD	5774 18 - H	Dissolv ed	24 -B Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutua Lot 5 Jalan 1kawasan Perindustrian Cheras Jayabatu 11 Batu 9 Cheras, Selangor	Kong Kam Wang; Han Hun II; Yong Kok Yeap; So Yu Shing;	Wui Loong System Scaffolds Co.Ltd; Mkp Holdings Sdn. Bhd.	17 April 2002	
Nekad Ziplen SDN. BHD	6143 59 - U	Existin g	52 a, Jalan Landak off Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan C/O Lot 5, Jalan 1 kawasan Perindustrian Cheras Jayabatu 11, Batu 9 Cheras Selangor)	Han Hun II; Yong Kok Yeap;	Jusoh Bin Awang; Yong Kok Yeap; Han Hun II; Sumairi Bin Hashim	7-May- 03	

ELEMENT FLASH (M) SDN. BHD.	6585 73 - V	Existin g	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 Jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shahkuala Lumpur Wilayah Persekutuan Lot 5 Jalan Satu kawasan Perusahaan Cheras Jayabalakong Selangor	Yong Kok Yeap; Chua Boon Lain; Tee Eng Soon;	Chua Boon Lain; Yong Kok Yeap; Tee Eng Soon; Fang Chee Peng	6-Jul-04	Han was never on paperwork to begin; new Fang Chee Peng (added sometime after Nov 2018)
SOSIT SDN. BHD.	7493 41-K	Dissolv ed	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 Kaw. Perusahaan Cheras Jaya Batu 11, Batu 9 Cheras Selangor	Yong Kok Yeap; Han Hun II;	Yong Kok Yeap; Han Hun II	3-Oct-06	

Source: Malaysian corporate registry

Annex 48: Korea General Corporation for External Construction (GENCO)'s page on the DPRK's official online portal, Naenara, compared with MKP's website showing same completed projects (red boxes added to highlight construction projects claimed by both organizations)

1116081011/http://www.naenara.com.kp/en/periodic/f_trade/index.php?contents+1645+2011-01+47+3

trade/index.php?contents+1645+2011-01+47+3 Go OCT NOV APR Home Site Map

2010 16 2011 2014

NEWS THE PYONGYANG TIMES KOREA KOREA TODAY FOREIGN TRADE

No. 418 1 Juche 100 2011

First Prev Next Last Contents

Korea General Corporation for External Construction

The Korea General Corporation for External Construction (GENCO) is a professional enterprise for overseas construction.

GENCO has gained a good reputation from many countries around the world as a credible constructor with a long history of 50 years since its inauguration in January 1961.

It has scores of affiliated building enterprises involving a number of designers, building operators and skilled workers as well as foreign languages and other experts.

GENCO has built lots of dwellings and public establishments in Kuwait, and recently completed the 64-storied Al-Fardan Tower, an ordered project, in a short span of time in Qatar.

GENCO is looking forward to contracts for construction projects such as dwelling houses, public buildings, metros, tunnels, bridges, airports, harbours and stadiums in different countries in diverse forms such as the whole construction work and dispatch of skilled workers.

Add: Taedonggang District, Pyongyang, DPR Korea
 Tel: 850-2-18111-8090
 Fax: 850-2-381-4427/4410
 E-mail: gen122@co.chesin.com

First Prev Next Last Contents

©The Foreign Trade Publishing House ISSN 1727-916X
 Address: Sochon-dong, Sosong District, Pyongyang, DPRK E-mail: fiph@star-co.net.kp fiph@star-co.net.kp

Source:

https://web.archive.org/web/20111116081011/http://www.naenara.com.kp/en/periodic/f_trade/index.php?contents+1645+2011-01+47+3

https://archive.li/82wX1

COMMERCE EXTERIEUR

No. 4 (291) year 93 of Juche 2005

First page | Previous page | Next page | Last page | Summary

Korean General Company for Overseas Construction

Founded in January of year 50 of Juche (1961), it remains always a reliable company in the construction.

With its tens of thousands of engineers, specialists and skilled workers, it is responsible for all construction work abroad since the development of plans and the start of the project until its completion .

In addition to subcontracting, she is responsible for technical services, including assistance or cooperation in this area.

In the past, she has built innumerable buildings such as public institutions, hospitals, schools, gymnasiums, housing, underground structures and dikes in many countries including Russia, the United Arab Emirates, Kuwait, Yemen, Libya and Mongolia.

Renowned under the name of Genco, this company is equipped with state-of-the-art equipment and construction machinery.

Those who want to trade with her, please contact :

Central District, Pyongyang, DPRK
Phone : 850-2-18111-381-8090
Fax : 850-2-381-4611
E-mail : gen122@co.chesin.com

First page | Previous page | Next page | Last page | Summary

Foreign Trade Editions

Sources: <https://archive.li/82wX1> and https://web.archive.org/web/20051119182017/http://www.kcckp.net/fr/periodic/f_trade/index.php?contents+234+2004-04+8+24

Korean General Company for Overseas Construction



Founded in January of year 50 of Juche (1961), it remains always a reliable company in the construction.

With its tens of thousands of engineers, specialists and skilled workers, it is responsible for all



construction work abroad since the development of plans and the start of the project until its completion.



In addition to subcontracting, she is responsible for technical services, including assistance or cooperation in this area.



In the past, she has built innumerable buildings such as public institutions, hospitals, schools, gymnasiums, housing, underground structures and dikes in many countries including Russia, the United Arab Emirates, Kuwait, Yemen, Libya and Mongolia.



Renowned under the name of Genco, this company is equipped with state-of-the-art equipment and construction machinery.



Those who want to trade with her, please contact :

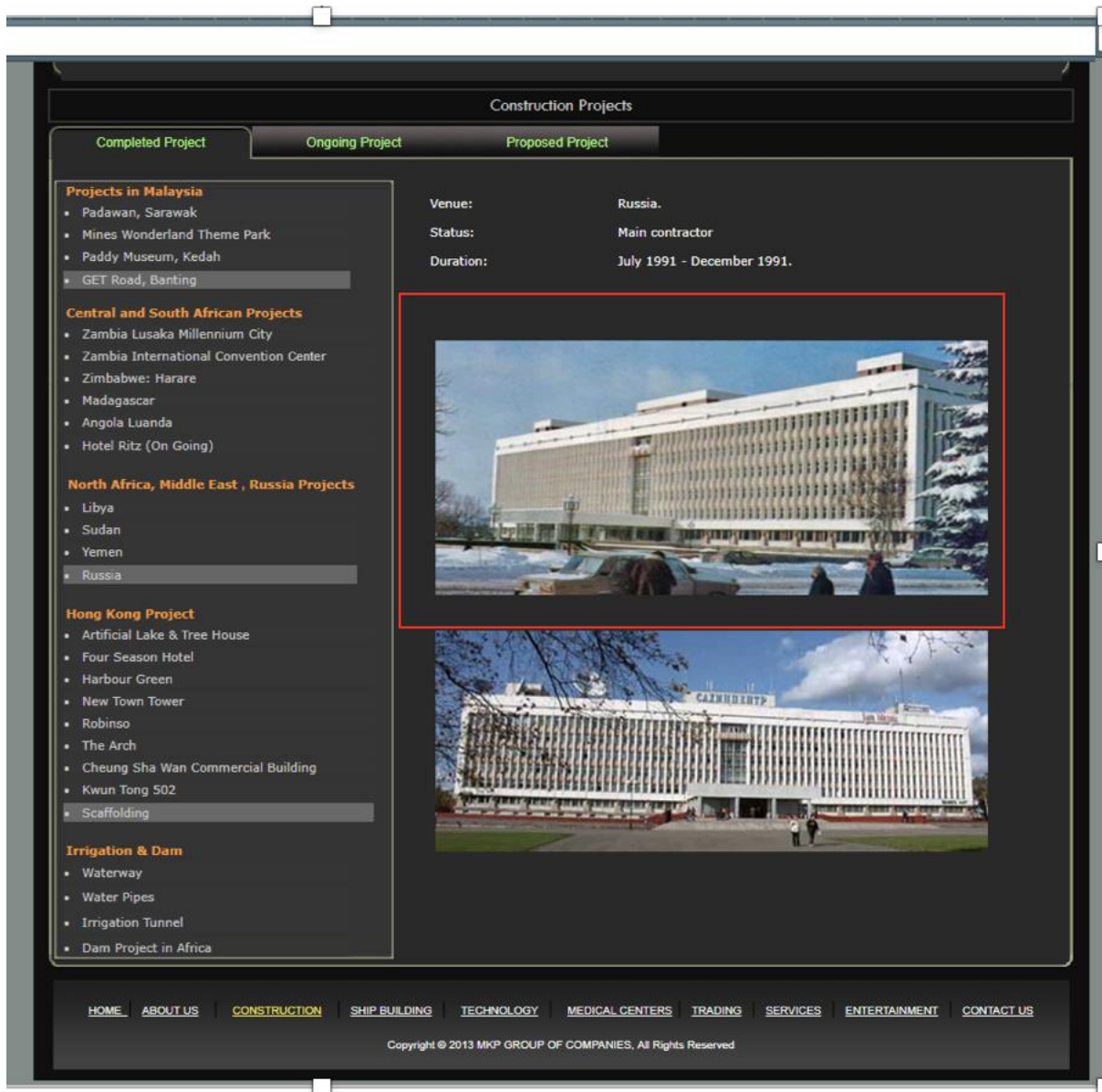
Central District, Pyongyang, DPRK

Phone : 850-2-18111-381-8090

Fax : 850-2-381-4611

E-mail : gen122@co.chesin.com

Annex 49: MKP website showing same completed projects (red boxes added to highlight construction projects claimed by both organizations)



Source: <http://www.mkpholdings.com.my/construction.php> accessed on 9 January 2019. Red box highlights the shared claim.



Construction Projects

Completed Project
Ongoing Project
Proposed Project

Projects in Malaysia

- Padawan, Sarawak
- Mines Wonderland Theme Park
- Paddy Museum, Kedah
- GET Road, Banting

Central and South African Projects

- Zambia Lusaka Millennium City
- Zambia International Convention Center
- Zimbabwe: Harare
- Madagascar
- Angola Luanda
- Hotel Ritz (On Going)

North Africa, Middle East , Russia Projects

- Libya
- Sudan
- Yemen
- Russia

Hong Kong Project

- Artificial Lake & Tree House
- Four Season Hotel
- Harbour Green
- New Town Tower
- Robinso
- The Arch
- Cheung Sha Wan Commercial Building
- Kwun Tong 502
- Scaffolding


Irrigation & Dam

- Waterway
- Water Pipes
- Irrigation Tunnel
- Dam Project in Africa


Venue: Tarabuls, Susya of Libya.

Status: Main contractor

Duration: 1982 Year



Apartments in Tarabuls



Recreation Center in Susya

[HOME](#)
[ABOUT US](#)
[CONSTRUCTION](#)
[SHIP BUILDING](#)
[TECHNOLOGY](#)
[MEDICAL CENTERS](#)
[TRADING](#)
[SERVICES](#)
[ENTERTAINMENT](#)
[CONTACT US](#)

Copyright © 2013 MKP GROUP OF COMPANIES, All Rights Reserved

Source : www.mkphodings.com.my/construction.php

Annex 50: Archived page for GENCO/KOGEN (originally in French; Google-translated) showing images of buildings which it claims to have constructed which are also listed on the MKP website as buildings which MKP claims to have constructed.

● NEWS ● THE PYONGYANG TIMES ● KOREA ● KOREA TODAY ● FOREIGN TRADE

FOREIGN TRADE
OF THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA
A QUARTERLY JOURNAL

No. 418
1
Juche 100
2011

[First](#) | [Prev](#) | [Next](#) | [Last](#) | [Contents](#)

Korea General Corporation for External Construction

The Korea General Corporation for External Construction (GENCO) is a professional enterprise for overseas construction.

GENCO has gained a good reputation from many countries around the world as a credible constructor with a long history of 50 years since its inauguration in January 1961.

It has scores of affiliated building enterprises involving a number of designers, building operators and skilled workers as well as foreign languages and other experts.

GENCO has built lots of dwellings and public establishments in Kuwait, and recently completed the 64-storied Al-Fardan Tower, an ordered project, in a short span of time in Qatar.

GENCO is looking forward to contracts for construction projects such as dwelling houses, public buildings, metros, tunnels, bridges, airports, harbours and stadiums in different countries in diverse forms such as the whole construction work and dispatch of skilled workers.

Add: Taedonggang District, Pyongyang, DPR Korea

Tel: 850-2-18111-8090

Fax: 850-2-381-4427/4410

E-mail: gen122@co.chesin.com

[First](#) | [Prev](#) | [Next](#) | [Last](#) | [Contents](#)

©The Foreign Trade Publishing House ISSN 1727-916X
Address: Sochon-dong, Sosong District, Pyongyang, DPRK E-mail: flph@star-co.net.kpflph@star-co.net.kp

[Home] [Politics] [Tourism] [Foreign Trade] [Arts] [Press] [IT Industry]
[History] [Korea Is One] [Site Map]

Copyright © 2003 - 2011 Korea Computer Center in DPR Korea
Tel : 850-2-18111EXP8456 Fax : 850-2-3814598

Source:

https://web.archive.org/web/20111116081011/http://www.naenara.com.kp/en/periodic/f_trade/index.php?contents+1645+2011-01+47+3

Compagnie Générale Coréenne pour la Construction d'outre-mer



Fondée en janvier de l'an 50 du Juche (1961), elle reste toujours une société digne de confiance dans la construction.

Avec ses dizaines de milliers d'ingénieurs, de spécialistes et d'ouvriers qualifiés, elle se charge de l'ensemble des travaux de construction à l'étranger depuis l'élaboration des plans et la mise en chantier du projet jusqu'à son achèvement.



Outre la sous-traitance, elle s'occupe des services techniques, notamment l'aide ou la coopération en la matière.



Dans le passé, elle a réalisé d'innombrables constructions telles que , établissements publics, hôpitaux, écoles, gymnases, logements, ouvrages sous-terrains et digues dans de nombreux pays dont la Russie, l'Etat des Emirats Arabes Unis, le Koweït, l'Yémen, la Libye et la Mongolie.

Renommée sous l'appellation de Genco, cette compagnie est munie d'équipements et machines de construction ultramodernes.



Ceux qui veulent commercer avec elle, sont priés de s'adresser à:

Arrondissement Central, Pyongyang, RPDC

Tél.: 850-2-18111-381-8090

Fax: 850-2-381-4611

E-mail: gen122@co.chesin.com

Source:

https://web.archive.org/web/20070930050305/http://www.kcckp.net/fr/periodic/f_trade/index.php?contents+234+2004-04+8+24

Annex 51: MKP claim to a construction project which a Member State informed the Panel was constructed by KOGEN (Mulungushi International Convention Center)

Not secure | www.mkpholdings.com.my/construction.php

Construction Projects

Completed Project Ongoing Project Proposed Project

Projects in Malaysia

- Padawan, Sarawak
- Mines Wonderland Theme Park
- Paddy Museum, Kedah
- GET Road, Banking

Central and South African Projects

- Zambia Lusaka Millennium City
- **Zambia International Convention Center**
- Zimbabwe: Harare
- Madagascar
- Angola Luanda
- Hotel Ritz (On Going)

North Africa, Middle East, Russia Projects

- Libya
- Sudan
- Yemen
- Russia

Hong Kong Project

- Artificial Lake & Tree House
- Four Season Hotel
- Harbour Green
- New Town Tower
- Robinso
- The Arch
- Cheung Sha Wan Commercial Building
- Kwun Tong 502
- Scaffolding


Irrigation & Dam

- Waterway
- Water Pipes
- Irrigation Tunnel
- Dam Project in Africa


Venue: Mulungushi International Convention Center, Zambia

Status: Main contractor


Duration: January 2001 - July 2001




Front View



Auditorium



Monument of AU Unity



Interior

HOME ABOUT US CONSTRUCTION SHIP BUILDING TECHNOLOGY MEDICAL CENTERS TRADING SERVICES ENTERTAINMENT CONTACT US

Copyright © 2013 MKP GROUP OF COMPANIES. All Rights Reserved

Accessed at <http://www.mkpholdings.com.my/construction.php> on 9 January 2019

Annex 52: List of DPRK workers working in Zambia, including Han Hun Il (RGB) and Yazid Merzouk (Algerian national)

**NORTH KOREANS WORKING IN ZAMBIA
AT KOREA GENERAL COMPANY FOR EXTERNAL CONSTRUCTION**

NAME	PASSPORT NO.	PROJECT
1. KWANG MYONG CHOE	65413075	ANGLICAN DIOCESE
2. CHANG JUN RI	836131680	ANGLICAN DIOCESE
3. CHOL MIN KIM	472434386	ANGLICAN DIOCESE
4. JIN HYON JU	563434859	ANGLICAN DIOCESE
5. KIM CHOL KIM	472336384	ANGLICAN DIOCESE
6. SONG GUK KIM	472237752	ANGLICAN DIOCESE
7. JON WON R	563431653	ANGLICAN DIOCESE
8. SONG NAM JANG	563335550	ANGLICAN DIOCESE
9. CHON KANG	745334987	ANGLICAN DIOCESE
10. SONG ILJONG	654130233	ANGLICAN DIOCESE
11. KIM RYUL	745334957	ANGLICAN DIOCESE
12. KIM HAK CHOL	745231548	ANGLICAN DIOCESE
13. JO JONG SIK	5633331039	ANGLICAN DIOCESE
14. PAK KYONG NAM	563335551	ANGLICAN DIOCESE
15. CHA SONG HWAN	563337914	ANGLICAN DIOCESE
16. HAM YONG NAM	563433402	ANGLICAN DIOCESE
17. OM SONGHO	472334756	ANGLICAN DIOCESE
18. KIM YONG CHUN	563436057	ANGLICAN DIOCESE
19. RI SONG IL	563430759	ANGLICAN DIOCESE
20. KIM MYONG JIM	5633436035	ANGLICAN DIOCESE
1. HANHUN IL	836134879	MKP CAPITAL/TMS HOSPITAL
2. YAZID MERZOUK	02141496	MKP CAPITAL/TMS HOSPITAL
3. SONGHUI JI	381335622	MKP CAPITAL/TMS HOSPITAL
4. YONG GWON KIM	927132832	MKP CAPITAL/TMS HOSPITAL
5. KIM IL KYONG	654133930	MKP CAPITAL/TMS HOSPITAL
6. KIM AE MYONG	745230207	MKP CAPITAL/TMS HOSPITAL
7. KWANG CHOL JONG	745234558	MKP CAPITAL/TMS HOSPITAL

Source: Member State

Annex 53: Information showing that Kwang Song Ri served as the DPRK Counsellor in China (리광선 aliases: RI, Kwang-Son, RI, Kwangson)

THOMSON REUTERS

WORLD-CHECK ONE

WORLD-CHECK MATCH DETAILS REPORT STRICTLY CONFIDENTIAL

CASE AND COMPARISON DATA

	Client/Submitted Data	World-Check Data
Name	✗ Kwang Song Ri	Kwang Son RI
Gender	✓ Male	Male
Nationality	✗	KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF
Country Location	✗	CHINA
Place of Birth		

KEY DATA

Source Type	PEP OB	
Category	Diplomat	
Name	Kwang Son RI	
Gender	Male	
Nationality	KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF	
Country Location(s)	CHINA (CHN)	
	Location 1	
	City	Beijing
	Region	Beijing
	KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF (PRK)	
	Location 1	
	City	Pyongyang



Source: Thomson Reuters World Check

	Region	Pyongyang
Position	Embassy or Consular Staff	
Entered Date	02-Mar-2018	
Updated Date	22-Mar-2018	
Update Categorization	C2	

ALIASES

Aliases	RI,Kwang-Son RI,Kwangson
Native Character Names	리광선

KEYWORDS

World-Check Keyword(s)		
Keyword	Description	Country
PEP N	PEP - National Government	
DPRK-WC	INTERNATIONAL - DPRK-WC - North Korea - Relevant World-Check Data	UNKNOWN

BIOGRAPHY

Details	<p>BIOGRAPHY Counsellor to China (reported Sep 2013).</p> <p>REPORTS Mar 2018 - no further information reported.</p> <p>IDENTIFICATION Song Sun Rim (spouse).</p>
Sub-Category	PEP N

CONNECTIONS / RELATIONSHIPS

Linked companies		
Linked individuals	Song Sun RIM	Individual

Source: Thomson Reuters World Check

Annex 54: Open source information showing that Kwang Song Ri served as a Counsellor (参赞) at the DPRK Embassy in Beijing under the name 李光先 (리광선 aliases: RI, Kwang-Son, RI, Kwangson)



检索 高级 首页 > 服务 > 礼宾服务 > 驻华外交官名单

驻华使馆礼宾指南(中、英、法三种文本)
电子政务
证件办理
免税退税
通信管理
车辆管理
其它外交特权与豁免
驻华外交官名单
外国驻华领事官名单
国际组织驻华官员名单
相关资料

(DPRK)朝鲜民主主义人民共和国大使馆

(最近更新时间: 2013年9月22日)

朝鲜民主主义人民共和国驻华大使馆
Embassy of the Democratic People's Republic Of Korea

办公处及住宅: 建国门外日坛北路
Chancery and Residence: Ri Tan Bei Lu, Jian Guo Men Wai
电话: 65321186 (值班) 65321154 (政务处) 65325018 (经济处) 65324308 (商务处)

李光先
李光先夫人 (林成顺)
Mr.Ri Kwang Son ,Counsellor
Mrs.Rim Song Sun

参赞

English translation

Embassy of the Democratic People's Republic of Korea in China

Embassy of the Democratic People's Republic of Korea

(Last updated: September 22, 2013)

Office and Residence: Ritan North Road, Jianguomenwai
Chancery and Residence: Ri Tan Bei Lu, Jian Guo Men Wai
Tel: 65321186 (on duty) 65321154 (Government Office)
65325018 (Economic Office) 65324308 (Business Office)

Counsellor Li Guangxian
Mrs. Li Guangxian (Lin Chengshun)
Mr. Ri Kwang Son, Counsellor
Mrs. Rim Song Sun

Source: Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China website
http://www.mfa.gov.cn/chn/pds/fw/lbfw/zhwjgmd_lbfw/t527236.htm; archived version: <https://archive.fo/CDCwJ>.

Annex 55: Information showing that Kwang Song Ri served as a diplomat in Cairo, Egypt

THOMSON REUTERS

WORLD-CHECK ONE

WORLD-CHECK MATCH DETAILS REPORT

STRICTLY CONFIDENTIAL

CASE AND COMPARISON DATA

	Client/Submitted Data	World-Check Data
Name	✓ Kwang Song Ri	Kwang Song RI
Gender	✓ Male	Male
Nationality	×	KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF
Country Location	×	EGYPT
Place of Birth		

KEY DATA

Source Type	PEP OB	
Category	Diplomat	
Name	Kwang Song RI	
Gender	Male	
Nationality	KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF	
Country Location(s)	EGYPT (EGY)	
	Location 1	
	City	Cairo
	Region	Al Qahirah
	KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF (PRK)	
	Location 1	
	City	Pyongyang



THOMSON REUTERS™

Source: Thomson Reuters World Check

	Region	Pyongyang
Position	Embassy or Consular Staff	
Entered Date	21-Feb-2018	
Updated Date	23-Mar-2018	
Update Categorization	C2	

ALIASES

Aliases	RI,Kwang-Song RI,Kwangsong
Native Character Names	리광송

KEYWORDS

World-Check Keyword(s)

Keyword	Description	Country
PEP N	PEP - National Government	
DPRK-WC	INTERNATIONAL - DPRK-WC - North Korea - Relevant World-Check Data	UNKNOWN

BIOGRAPHY

Details

BIOGRAPHY

First Secretary of North Korea Embassy in Egypt (reported Dec 2017).

REPORTS

To be determined.

IDENTIFICATION

To be determined.

Sub-Category

PEP N

Information/External Sources

<http://nkinfo.unikorea.go.kr/nkp/pblicitn/pblicitnList.do?originCd=OC0003>

Source: Thomson Reuters World Check

Annex 56: Information from a 26 January 2018 report by the Republic of Korea Ministry of Unification on key DPRK personnel figures (2018 북한 주요인사 인물정보) which includes DPRK diplomatic personnel worldwide.

In a publication by the Republic of Korea on key DPRK personnel, pages 809-831 contain a list of DPRK diplomatic personnel worldwide. In the original Korean document, Kwang Song Ri's name can be found under "Egypt" on page 814, item number 13, third line, first name (Egypt's entire entry listed here in the original)

Entry in Korean:

(13) 이집트(에집트)

대 사 마동희

참 사 관 박성도

1 등서기관 리광송 최강 최기영

Entry translated into English:

13. Egypt

- a. Ambassador- Ma Dong Hee
- b. Councilor- Park Sung Do
- c. First Office- Ri Kwang Song, Choi Kang, Choi Gee Yong



Source: <http://nkinfo.unikorea.go.kr/nkp/pblicitn/pblicitnList.do?originCd=OC0003#>

Annex 57: UAE Company 1 Website on establishment of KOGEN UAE JV

The screenshot shows a web browser window with a 'Not Secure' warning and a URL ending in '.html'. The website has a dark navigation bar with links for 'Home', 'Corporate Information', 'Group Divisions', 'Career', and 'Contact Us'. Below the navigation is a large image of construction workers in hard hats and safety vests. A section titled 'Construction & Transport' features a small image of a yellow bulldozer and several lines of redacted text. A 'Quick Links' sidebar on the right lists 'Construction & Transport', 'Retail', and 'Services'. A red-bordered box highlights a paragraph of text: '... was established in 2001. It is a joint venture between ... and GENCO, a Korean Government company. ... was set up to manage and execute major construction projects such as highrise buildings, dams and bridges requiring sophisticated engineering techniques and technology.' The footer contains 'Copyright © 2012' followed by redacted text.

Source: UAE Company 1 website, accessed 9 November 2018.

Annex 58: Page from UAE Company 1 brochure outlining project work

Engineering & Construction

█ is enjoying significant growth in the UAE market as a result of the overall expansion of the real estate sector and construction industry in the region. Robust growth is taking place in the UAE and other Gulf countries, as seen by numerous key indicators and research studies. The transactions in real estate are reaching trillion dollars with number of building permits continuously increasing due to the continued commitment from the international community in terms of their investment in the region.

Our structural engineering projects include Residential Buildings and Estates, Commercial and Industrial Facilities, Shopping Centers and Business Parks, Office and Commercial Buildings, Hotels, Banks, Multi-storey Car Parks, Cinema Complexes, Sports Facilities, Sheds, Warehouses and Production Facilities, Public Buildings, Hospitals and large housing developments.

<p>Dubai Recent Projects:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Meydan Business Park - Nakheel Waterfront Villas - Al Mushrif Reservoir - Cube Tower - Falcon Training Building - HH Sheikh Hamdan Bin Mohammad Bin Rashid Al Maktoum Stadium, Nad Al Sheba 	<p>Abu Dhabi Recent Projects:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 488 Royal Group Villas in Yas Island - 48 Royal Group Villas in Mohamed Bin Zayed City - Landmark 4-Star Hotel - Civil Defence Training Academy - Hamad Al Mansouri Tower - Mubarak Al Mansouri Tower - Al Wadha Mall Extension
--	--

Our Mission

Our mission is to contribute to the evolution of the fast-growing construction industry in the region and the welfare of customers through the performance of its business.

10

Source: UAE Company 1 website, accessed 13 December 2018.

Annex 59: Corporate information on Chammae Construction Limited

120120102839

 **Patents and Companies Registration Agency**
Computer Printout - Local Company

Local Company	CHAMMAE CONSTRUCTION LIMITED	Registration Number	120120102839
Date of Incorporation	15 day of June 2012	Date of FY End	29/12/2018
Registered Office	378a/b/3774, ALONG SIMON MWANSA KAPWEPWE, AVONDALE, LUSAKA, LUSAKA PROVINCE, ZAMBIA		
Postal Address	LUSAKA, LUSAKA PROVINCE, ZAMBIA		
Town / City	AVONDALE		
Country	ZAMBIA		
Certificate Signed By	Lloyd Thole		
Phone	+260973314930		
Email	kogen@yahoo.com		
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 10000		
Number of Shares	10000		
Liability	Normal Company		
Articles Filed Date	15/06/2012		
Amended Articles Filed Date	04/02/2013		
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			

Nature of Business

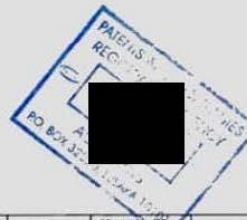
Sector
4799. Other retail sale not in stores, stalls or markets


* - Information in this report can change any time.

7490. Other professional, scientific and technical activities n.e.c.
4100. Construction of buildings

Annual return

Year	Date Delivered	
2017	05/01/2018	
2016	01/02/2017	
2015	21/01/2016	
2014	15/01/2015	
2013	14/08/2013	
Class of Shares	Number authorised	Par value Per share
Ordinary	10,000.00	1.00



Individuals


Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
KWANG CHON		745334987 KOREA	BUSINESSMAN		Yes			
KIM YONG SIK		836232923 KOREA	BUSINESSMAN	Yes				
HAN CHANG HO		381337615 KOREA	DIRECTOR			Yes	4,500.00	Ordinary
SAM MAURICE MBEWE		296387/74/1 ZAMBIAN	BUSINESSMAN	Yes				
RI KWANGA SONG		381131855 KOREA	DIRECTOR			Yes	1,000.00	Ordinary
RI CHUN IL		472436302 KOREA	DIRECTOR	Yes		Yes	4,500.00	Ordinary

* - Information in this report can change any time.

Source: Patents and Companies Registration Agency, Zambia


Annex 60: Corporate information on GENCO Nigeria

Not Secure | publicsearch.cac.gov.ng/comsearch/index.php

 Corporate Affairs Commission

Company Search

Search Record by Name:

I'm not a robot  reCAPTCHA
Privacy - Terms

Search

RC NUMBER	COMPANY NAME	ADDRESS	DATE OF REGISTRATION
334702	KOREA GENERAL COMPANY FOR EXTERNAL CONSTR.GENCO(NIG)L	OPP.AP FILLING STATION NEAR APO VILLAGE, ABUJA, F.C.T.	1998-05-05

Source: Nigerian Corporate Affairs Commission, <http://publicsearch.cac.gov.ng/comsearch/index.php>

NAME OF COMPANY: KOREA GEN. CO. FOR EXT. CONSTRUCTION
GENCO (NIG) LIMITED
TYPE OF COMPANY: Limited Liability
COMPANY REGISTRATION NO: 334702
DATE OF INCORPORATION: 5/5/1998
BORROWING POWER: CAMA 1990 adopted
COMPANY SECRETARY: Nil
SHARE CAPITAL AT INCORP: 20,000,000.00
CURRENT SHARE CAPITAL: 20,000,000.00
CLASS OF SHARE: Ordinary Share
PAID UP SHARE CAPITAL: 20,000,000.00
REG. ADDRESS OF COMPANY: Opposite AP filing Station, near APO Village.
Abuja FCT.

1. FIRST NATURE OF BUSINESS:

To carry on the business of construction services of every description.

2. LIST OF SUBSCRIBERS OF KOREA GENERAL COMPANY FOR EXTERNAL CONSTRUCTION GENCO (NIGERIA) LIMITED 5/5/1998

NAMES	ADDRESS	NO. OF SHARES TAKEN
Korea General Co. for External Construction Genco	Opposite AP filling station, near Apo Village, Abuja FCT	19,900,000.00
Kim Yong Sik	Opposite AP filling station, near Apo Village, Abuja FCT	50,000.00
Kim Yong Hwan	Opposite AP filling station, near Apo Village, Abuja FCT	50,000.00

4. LIST OF DIRECTORS OF KOREA GENERAL COMPANY FOR EXTERNAL CONSTRUCTION GENCO (NIGERIA) LIMITED 5/5/1998

NAMES	ADDRESS
Kim Yong Sik	Opposite AP filling station, near Apo Village, Abuja FCT
Kim Yong Hwan	Opposite AP filling station, near Apo Village, Abuja FCT

Source: Nigerian corporate registry

Annex 61: African Union's InterAfrican Bureau for Animal Resources lists KOGEN GE S.L. as its implementing partner for a project

**AFRICAN UNION
INTERAFRICAN BUREAU
FOR ANIMAL RESOURCES**

Home About Strategic Plans Programmes and Projects Tools Media Events Library search...

Project Overview > en > Programmes and Projects > Current Programmes and Projects > Fish > Inventory Projects > Tuesday, 30 October 2018
African Union Member States > Central Africa Region

Current Programmes and Projects

2014 - 2017 FishTRADE 2018 - 2019 RAFIP

Central Africa Region

On 20 September 2015.

Congo Brazaville

Project Title	Main Objectives/Scope	Timelines	Coverage	Financial Partners	Implementing Agencies/Partners
Programme d'appui au développement des filières agricoles	Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et pisciculteurs) et créer des emplois durables ou les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes, à travers un appui au développement des filières porteuses	2012-2016	Nationale	F I D A	Pour les activités de pêche et de pisciculture, la mise en oeuvre est faite par le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture (MPA)
Projet d'appui à l'amélioration de la gestion des pêcheries crevettières en République du Congo	Mettre en place de manière participative un plan de gestion de la pêche crevettière au Congo, en prenant en compte non seulement les ressources ciblées et les ressources accessoires, mais aussi l'écosystème dans son ensemble	12 mois à compter de Juin 2015	Nationale	FAO	Direction générale de la pêche maritime

Replublique Democratique du Congo

Project Title	Main Objectives/Scope	Timelines	Coverage	Financial Partners	Implementing Agencies/Partners
PRODAP	Gestion durable des ressources halieutiques Protection de l'écosystème du Lac Tanganyika	2009-2014 et 2015 début du PRODAP II	Régionale	BAD	ALT
Lakes Edouard and Albert Fisheries (LEAF)	Protection de l'écosystème des Lacs Edouard et Albert Gestion durable des ressources halieutiques des deux lacs	5 ans 2015-2020	Régionale	BAD	NELSAP
Pêcherie crevettière	Planification et Aménagement des pêcheries crevettières dans l'estuaire et l'embouchure du fleuve Congo	16 mois Début juillet 2015	Nationale	EAF-NANSEN	FAO
Projet des Pêches et de L'Aquaculture au Katanga (PRODEPAK)	Production et amélioration des alevins	Clôturé en 2014, attente phase 2	Nationale	CTB	CTB

Guinee Equatoriale

Project Title	Main Objectives/Scope	Timelines	Coverage	Financial Partners	Implementing Agencies/Partners
Propuesta para la Implementación de la Producción Avanzada de la Piscicultura en la Región Continental Provincia de Kie-Ntem (Ebibeyin)	Cubrir la gran demanda de consumo de pescado fresco entre la población y generar otra actividad de apoyo a la pesca artesanal.	2015-2019	EI Proyecto tiene una cobertura Nacional.	EI Gobierno de Guinea Ecuatorial	Corea General Construcción S.L. (KOGEN GE S.L.)

Funded by the European Union

L4LP Menu

- Background
- Objectives
- Project Overview**
- Outcomes
- Project Partners
- Project Contacts
- Steering Committees
- Achievements
- Promotional and Visibility Materials
- Stories of Change
- Frequently Asked Questions
- Reports and Documents

Opportunities

- Jobs
- Consultancies
- Procurement

Source: InterAfrican Bureau for Animal Resources, African Union, <http://www.au-ibar.org/2012-10-01-13-08-42/news/450-en/programmes-and-projects/current-programmes-and-projects/fish/inventory-projects/820-african-union-member-states-by-region>

Annex 62: Funding documentation for the Rebola Municipal Stadium in Equatorial Guinea

Not Secure | www.minhacienda.gob.gq/wp-content/uploads/2018/05/LPGE_-2017.pdf



Línea	Nombre del Proyecto	Costo Total	Total Pagos	Saldo por Pagar	PIP 2017	Recursos Externos
907	Salud para todos	266.307	145.206	121.104	31.716	12.309
908	Juventud y Deportes	47.169	41.131	6.038	2.134	0
909	Infraestructuras	47.169	41.131	6.038	2.134	0
910	2919011-0 Remodelación y adaptación del estadio de fútbol de Mongomo	6.000	5.400	600	172	0
911	2919011-1 Control y supervisión nuevo estadio de Mongomo	460	405	55	8	0
912	2919012-0 Remodelación y adaptación del estadio de fútbol de Ebebiyín	6.000	5.400	600	172	0
913	2919012-1 Control y supervisión del nuevo estadio de Ebebiyín	460	428	32	32	0
914	2919014-0 Construcción de dos Campos de entrenamiento de 500 plazas para la CAN 2012 en la comunidad de Bikuy II (Bata) y en el municipio de Machinda	3.500	3.150	350	100	0
915	2919016-0 Construcción de un campo de entrenamiento de 500 plazas para la CAN 2012 en el municipio de Bidjadjian	1.750	1.575	175	50	0
916	2919017-0 Construcción de un campo de entrenamiento de 500 plazas para la CAN 2012 en la ciudad de Ebebiyín	1.750	1.575	175	50	0
917	2919018-0 Construcción de un campo de entrenamiento de 500 plazas para la CAN 2012 en el municipio de Mejomeyen	1.750	1.575	175	50	0
918	2919020-0 Construcción del vallado del campo de fútbol del antiguo estadio de Bata	324	292	32	32	0
919	2919024-0 Obra de rehabilitación del Estadio de Libertad de Bata	711	604	107	31	0
920	2919033-0 Rehabilitación del estadio de Bidjadjian	898	509	389	111	0
921	2919041-0 Complemento sistema de imágenes, video-marcaadores voz, etc. estadios Malabo y Bata	1.848	1.830	18	18	0
922	2919008-0 Construcción del estadio municipal de Rebola	11.000	9.900	1.100	632	0
923	2919013-0 Construcción, vallado, parking, VIP e instalación sdnier en el estadio Nkuantoma y acceso provisional al estadio de Alep	2.122	2.100	22	22	0
924	2919021-0 Instalación de luz en el antiguo estadio de Bata	275	248	28	28	0
925	2919009-0 Urbanización y construcción de edificios anexos del estadio de Rebola: sala de máquinas y control, agua potable, acceso parking...etc.	8.249	6.074	2.175	622	0

Source: Ministry of Treasury, Economy, and Planning, http://www.minhacienda.gob.gq/wp-content/uploads/2018/05/LPGE_-2017.pdf

Not Secure | www.diariorombe.es/wp-content/uploads/2015/10/Lista-de-Obras-Primera-Parte.pdf

NUM			
592	INGENIERIA Y CONSTRUCCION SA(empresa cubana)	Construcción del Centro de Reeduación de Menores de Riaba.	9.786.646.155
593	INGENIERIA Y CONSTRUCCION SA(empresa cubana)	Construcción del Centro de Reeduación de Menores de Atom (Teguete)	8.605.366.535
594	INPROSA	Control y supervisión de las obras de ampliación del Cuartel Central de Bata.	194.600.000
595	INPROSA	Control y supervisión de las obras de ampliación del Cuartel 3 de Agosto de Bata.	298.941.744
596	INSTITUTO CALDERON DE FORMACION PROFESIONAL (ICAF)	Obras de rehabilitación, mobiliario, equipamiento de talleres e informática y gestión del profesorado durante 10 años y una formación técnica profesional de 2 años	21.129.426.349
597	INTERCOMIVES	Rehabilitación y ampliación de la casa Sacerdotal del Obispado de Bata	3.500.000.000
598	INTERCOMIVES	Rehabilitación de la Iglesia, casa Sacerdotal y la urbanización de la iglesia de Ayene	3.124.470.088
599	INTERCOMIVES	Rehabilitación y ampliación de la Iglesia y Colegio Claret de Luba	7.040.478.931
600	INTERCOMIVES	Rehabilitación de la Cámara de los Representantes de Pueblo en la Ciudad de Bata.	1.349.843.393
601	IPX GE	Control de entrada, barreras y supervisión de acceso al ministerio de defensa nacional	1.375.457.323
602	Jacinta Mbang Nguema Obono.	Rehabilitación del instituto de Enseñanza Secundaria Básica José NSUGA ANGUE de Bidjadjian.	177.807.812
603	JLD FINANCIAR SERVICES	Construcción de un inmueble de tres plantas destinados para aulas de estudios del colegio de las misioneras de la Inmaculada Concepción en Sampaca.	441.119.114
604	JOLL GE	Construcción de 46 viviendas sociales tipo A pareadas de 76m2 útiles en la fase 2A de Buena Esperanza, incluido el saneamiento, fontanería y electricidad de cada edificación	1.196.000.000
605	JPC	Control y Supervisión de las obras de ampliación del edificio del Parlamento en Malabo (Makinen)	240.000.000
606	JPC	Control y supervisión de las obras de rehabilitación de las calles de Malabo, ejecutada por Sogeco	578.669.818
607	JUBROCO	Suministro de mobiliario y equipamiento en la residencia del Delegado de Gobierno de Mbini.	55.000.000
608	JUBROCO	Proyecto de construcción de la residencia del Delegado de Gobierno del distrito de Mbini	132.090.750
609	JUBROCO	Urbanización de la residencia del Delegado de Gobierno de Mbini	300.000.000
610	JUMMA WORK	Control y supervisión de la red de abastecimiento de agua potable, saneamiento y acometidas domiciliarias de la Ciudad de Mbini	55.000.000
611	K WATER	Mantenimiento de la planta de tratamiento y abastecimiento de agua potable de la Ciudad de Mongomo	4.401.471.477
612	KOGEN	Construcción del Estadio de Rebola	11.000.000.000
613	KOGEN	Construcción de edificios anexos del estadio de Rebola	6.749.401.148
614	LA COSTA S.L	Canalización y acondicionamiento del Río Andeme de 3,0 Km en la Ciudad de Mongomo.	12.550.000.000
615	LIMAYCONS	Mantenimiento periódico del Paseo Marítimo desde la entrada del hospital La Paz- Sala de recepción "Domo"	600.000.000
616	LIMPSI G.E	Instalación de contenedores soterrados para el servicio de limpieza y recogida de basura en Sipopo y Malabo II	1.583.225.500
617	LYNX-INTER	Construcción de la Delegación de Gobierno de Niefang.	520.357.500
618	LYNX-INTER	Urbanización de la Delegación de Gobierno de Niefang	300.000.000
619	M.K.H	Construcción y ampliación de las aulas del Colegio Internado de Basile	1.466.032.903
620	M.K.H	Construcción del Colegio Internado de Basile	3.000.000.000
621	MACONSA	Urbanización de la Residencia del Delegado de Gobierno adjunto del Distrito Urbano nº1 de Bata	300.000.000
622	MACONSA	Proyecto de construcción de la residencia del Delegado de Gobierno Adjunto del distrito urbano nº1 de Bata	112.077.000
623	MAECI (Americano de Origen Camerunés, amigo personal de OBIANG)	Electrificación de la Isla de Annobon mediante tecnología solar fotovoltaica de 5 MVA. Incluyendo las acometidas y contadores.	23.155.282.100

Source: Rombe Diary, GE Proyectos, <http://www.diariorombe.es/wp-content/uploads/2015/10/Lista-de-Obras-Primera-Parte.pdf>

Annex 63: Registry documents for LLC "VITAL", LLC "PRESTIZHSTROI", and LLC "SAKO KONTRAKSHN"

ЕДИНЫЙ ГОСУДАРСТВЕННЫЙ РЕЕСТР ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ

Сведения о юридическом лице

ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ВИТАЛ"

ОГРН 1036500601213

ИНН/КПП 6501038711/650101001

по состоянию на 01.11.2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Наименование		
1	Полное наименование	ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ВИТАЛ"
2	Сокращенное наименование	ООО "ВИТАЛ"
3	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1036500601213 05.01.2003
Адрес (место нахождения)		
4	Почтовый индекс	693000
5	Субъект Российской Федерации	ОБЛАСТЬ САХАЛИНСКАЯ
6	Город (волость и т.п.)	ГОРОД ЮЖНО-САХАЛИНСК
7	Улица (проспект, переулок и т.д.)	УЛИЦА ПОЛЕВАЯ
8	Дом (владение и т.п.)	8
9	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2036500609055 24.04.2003
Сведения о регистрации		
10	Способ образования	Создание юридического лица до 01.07.2002
11	ОГРН	1036500601213
12	Дата присвоения ОГРН	05.01.2003
13	Регистрационный номер, присвоенный до 1 июля 2002 года	350
14	Дата регистрации до 1 июля 2002 года	03.08.1995
15	Наименование органа, зарегистрировавшего юридическое лицо до 1 июля 2002 года	Администрация г.Южно-Сахалинска
16	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1036500601213 05.01.2003
Сведения о регистрирующем органе по месту нахождения юридического лица		
17	Наименование регистрирующего органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
18	Адрес регистрирующего органа	,693020,,,Южно-Сахалинск г.,Ленина ул,105,А,
19	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1036500601213 05.01.2003
Сведения об учете в налоговом органе		
20	ИНН	6501038711
21	КПП	650101001

LLC "Vital"

693000,
Oblast
Sakhalinskaya,
City of Yuzhno-
Sakhalinsk,
Ulitsa Polevaya
8

22	Дата постановки на учет	08.08.1995
23	Наименование налогового органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
24	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2056500685272 26.09.2005
Сведения о регистрации в качестве страхователя в территориальном органе Пенсионного фонда Российской Федерации		
25	Регистрационный номер	074001002912
26	Дата регистрации	08.08.1995
27	Наименование территориального органа Пенсионного фонда	Государственное учреждение - Управление Пенсионного фонда Российской Федерации в г. Южно-Сахалинске Сахалинской области
28	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2066501073440 10.05.2006
Сведения о регистрации в качестве страхователя в исполнительном органе Фонда социального страхования Российской Федерации		
29	Регистрационный номер	650017018665001
30	Дата регистрации	01.01.2001
31	Наименование исполнительного органа Фонда социального страхования	Государственное учреждение - Сахалинское региональное отделение Фонда социального страхования Российской Федерации
32	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	01.10.2004
Сведения о лице, имеющем право без доверенности действовать от имени юридического лица		
33	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1036500601213 05.01.2003
34	Фамилия	СОН
35	Имя	ЕН СУК
36	ИНН	650101058679
37	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2116501040467 16.05.2011
38	Должность	ДИРЕКТОР
39	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2116501040467 16.05.2011
Сведения об учредителях (участниках) юридического лица		
40	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2036500609055 24.04.2003
41	Фамилия	СОН
42	Имя	ЕН СУК
43	ИНН	650101058679
44	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2116501040467 16.05.2011
45	Номинальная стоимость доли (в рублях)	25000

46	Размер доли (в процентах)	100
47	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2116501040467 16.05.2011
Сведения о видах экономической деятельности по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)		
<i>Сведения об основном виде деятельности</i>		
48	Код и наименование вида деятельности	41.20 Строительство жилых и нежилых зданий
49	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2066501083548 02.06.2006
<i>Сведения о дополнительных видах деятельности</i>		
1		
50	Код и наименование вида деятельности	01.13.1 Выращивание овощей
51	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2146501062190 21.07.2014
2		
52	Код и наименование вида деятельности	01.13.3 Выращивание столовых корнеплодных и клубнеплодных культур с высоким содержанием крахмала или инулина
53	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2146501062190 21.07.2014
3		
54	Код и наименование вида деятельности	10.13 Производство продукции из мяса убойных животных и мяса птицы
55	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2166501120300 17.03.2016
4		
56	Код и наименование вида деятельности	10.39.1 Переработка и консервирование овощей (кроме картофеля) и грибов
57	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2146501062190 21.07.2014
5		
58	Код и наименование вида деятельности	10.71 Производство хлеба и мучных кондитерских изделий, тортов и пирожных недлительного хранения
59	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2166501120300 17.03.2016
6		
60	Код и наименование вида деятельности	10.72 Производство сухарей, печенья и прочих сахарных хлебобулочных изделий, производство мучных кондитерских изделий, тортов, пирожных, пирогов и бисквитов, предназначенных для длительного хранения
61	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2166501120300 17.03.2016
7		
62	Код и наименование вида деятельности	10.89 Производство прочих пищевых продуктов, не включенных в другие группировки

Source: Unified State Register of Legal Entities, <https://egrul.nalog.ru>

ЕДИНЫЙ ГОСУДАРСТВЕННЫЙ РЕЕСТР ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ

Сведения о юридическом лице

ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ПРЕСТИЖСТРОЙ"

ОГРН 1106501003730

ИНН/КПП 6501218344/650101001

по состоянию на 01.11.2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Наименование		
1	Полное наименование	ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ПРЕСТИЖСТРОЙ"
2	Сокращенное наименование	ООО "ПРЕСТИЖСТРОЙ"
3	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
Адрес (место нахождения)		
4	Почтовый индекс	693000
5	Субъект Российской Федерации	ОБЛАСТЬ САХАЛИНСКАЯ
6	Город (волость и т.п.)	ГОРОД ЮЖНО-САХАЛИНСК
7	Улица (проспект, переулок и т.д.)	УЛИЦА ПОЛЕВАЯ
8	Дом (владение и т.п.)	10
9	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
Сведения о регистрации		
10	Способ образования	Создание юридического лица
11	ОГРН	1106501003730
12	Дата регистрации	14.05.2010
13	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
Сведения о регистрирующем органе по месту нахождения юридического лица		
14	Наименование регистрирующего органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
15	Адрес регистрирующего органа	,693020,,Южно-Сахалинск г.,Ленина ул,105,А,
16	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
Сведения об учете в налоговом органе		
17	ИНН	6501218344
18	КПП	650101001
19	Дата постановки на учет	14.05.2010
20	Наименование налогового органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области

LLC "PrestizhStroi"

693000,
Oblast
Sakhalinskaya,
City of Yuzhno-
Sakhalinsk,
Ulitsa Polevaya
10

21	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2106501069607 14.05.2010
Сведения о регистрации в качестве страхователя в территориальном органе Пенсионного фонда Российской Федерации		
22	Регистрационный номер	074001056976
23	Дата регистрации	19.05.2010
24	Наименование территориального органа Пенсионного фонда	Государственное учреждение - Управление Пенсионного фонда Российской Федерации в г. Южно-Сахалинске Сахалинской области
25	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2106501076890 24.05.2010
Сведения о регистрации в качестве страхователя в исполнительном органе Фонда социального страхования Российской Федерации		
26	Регистрационный номер	650020240765001
27	Дата регистрации	18.05.2010
28	Наименование исполнительного органа Фонда социального страхования	Государственное учреждение - Сахалинское региональное отделение фонда социального страхования Российской Федерации
29	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2106501077087 24.05.2010
Сведения об уставном капитале (складочном капитале, уставном фонде, паевых взносах)		
30	Вид	УСТАВНЫЙ КАПИТАЛ
31	Размер (в рублях)	10000
32	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
Сведения о лице, имеющем право без доверенности действовать от имени юридического лица		
33	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1106501003730 14.05.2010
34	Фамилия	СИН
35	Имя	ВАЛЕРИЙ
36	Отчество	СЕОКУВИЧ
37	ИНН	650301082950
38	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
39	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи об исправлении технической ошибки в указанных сведениях	2106501084370 07.06.2010
40	Должность	Директор
41	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
Сведения об учредителях (участниках) юридического лица		
42	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2166501138461 07.04.2016
43	Фамилия	СОН
44	Имя	ОК СУН

45	ИНН	650101473918
46	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2166501138461 07.04.2016
47	Номинальная стоимость доли (в рублях)	10000
48	Размер доли (в процентах)	100
49	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2166501138461 07.04.2016
Сведения о видах экономической деятельности по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)		
<i>Сведения об основном виде деятельности</i>		
50	Код и наименование вида деятельности	49.41 Деятельность автомобильного грузового транспорта
51	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2176501073483 03.04.2017
<i>Сведения о дополнительных видах деятельности</i>		
1		
52	Код и наименование вида деятельности	41.2 Строительство жилых и нежилых зданий
53	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
2		
54	Код и наименование вида деятельности	43.12 Подготовка строительной площадки
55	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2176501073483 03.04.2017
3		
56	Код и наименование вида деятельности	43.2 Производство электромонтажных, санитарно-технических и прочих строительно-монтажных работ
57	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
4		
58	Код и наименование вида деятельности	43.3 Работы строительные отделочные
59	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
5		
60	Код и наименование вида деятельности	43.99 Работы строительные специализированные прочие, не включенные в другие группировки
61	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1106501003730 14.05.2010
6		
62	Код и наименование вида деятельности	45.20 Техническое обслуживание и ремонт автотранспортных средств
63	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2176501037667 23.01.2017

ЕДИНЫЙ ГОСУДАРСТВЕННЫЙ РЕЕСТР ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ

Сведения о юридическом лице

ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "САКО КОНТРАКШН"

ОГРН 1046500617690

ИНН/КПП 6501149002/650101001

по состоянию на 01.11.2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Наименование		
1	Полное наименование	ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "САКО КОНТРАКШН"
2	Сокращенное наименование	ООО "САКО КОНТРАКШН"
3	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1046500617690 29.04.2004
Адрес (место нахождения)		
4	Почтовый индекс	693000
5	Субъект Российской Федерации	ОБЛАСТЬ САХАЛИНСКАЯ
6	Город (волость и т.п.)	ГОРОД ЮЖНО-САХАЛИНСК
7	Улица (проспект, переулок и т.д.)	УЛИЦА ПОЛЕВАЯ
8	Дом (владение и т.п.)	10
9	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1046500617690 29.04.2004
Сведения о регистрации		
10	Способ образования	Создание юридического лица
11	ОГРН	1046500617690
12	Дата регистрации	29.04.2004
13	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1046500617690 29.04.2004
Сведения о регистрирующем органе по месту нахождения юридического лица		
14	Наименование регистрирующего органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
15	Адрес регистрирующего органа	,693020,,Южно-Сахалинск г.,Ленина ул,105,А,
16	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1046500617690 29.04.2004
Сведения об учете в налоговом органе		
17	ИНН	6501149002
18	КПП	650101001
19	Дата постановки на учет	07.05.2004
20	Наименование налогового органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области

LLC "Sako Kontrakshn"

693000,
Oblast
Sakhalinskaya,
City of Yuzhno-
Sakhalinsk,
Ulitsa Polevaya
10

21	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	07.05.2004
Сведения о регистрации в качестве страхователя в территориальном органе Пенсионного фонда Российской Федерации		
22	Регистрационный номер	074001091194
23	Дата регистрации	21.07.2004
24	Наименование территориального органа Пенсионного фонда	Государственное учреждение - Управление Пенсионного фонда Российской Федерации в г. Южно-Сахалинске Сахалинской области
25	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	02.10.2004
Сведения о регистрации в качестве страхователя в исполнительном органе Фонда социального страхования Российской Федерации		
26	Регистрационный номер	650015078065001
27	Дата регистрации	19.07.2004
28	Наименование исполнительного органа Фонда социального страхования	Государственное учреждение - Сахалинское региональное отделение Фонда социального страхования Российской Федерации
29	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	02.10.2004
Сведения об уставном капитале (складочном капитале, уставном фонде, паевых взносах)		
30	Вид	УСТАВНЫЙ КАПИТАЛ
31	Размер (в рублях)	10000
32	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1046500617690 29.04.2004
Сведения о лице, имеющем право без доверенности действовать от имени юридического лица		
33	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2096501041041 27.03.2009
34	Фамилия	КИМ
35	Имя	ЕН Э
36	ИНН	650101131600
37	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2146501091273 17.10.2014
38	Должность	ДИРЕКТОР
39	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2146501091273 17.10.2014
Сведения об учредителях (участниках) юридического лица		
1		
40	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1046500617690 29.04.2004
41	Фамилия	КИМ
42	Имя	ЕН Э
43	ИНН	650101131600
44	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2146501091273 17.10.2014

45	Поминальная стоимость доли (в рублях)	2000
46	Размер доли (в процентах)	20
47	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2146501091273 17.10.2014
2		
48	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1046500617690 29.04.2004
49	Фамилия	СОН
50	Имя	ЧАН ДИН
51	ИНН	650109976889
52	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2186501096043 12.04.2018
53	Номинальная стоимость доли (в рублях)	8000
54	Размер доли (в процентах)	80
55	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2136501104023 18.10.2013
Сведения о видах экономической деятельности по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)		
Сведения об основном виде деятельности		
56	Код и наименование вида деятельности	42.11 Строительство автомобильных дорог и автомагистралей
57	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2176501068049 24.03.2017
Сведения о дополнительных видах деятельности		
1		
58	Код и наименование вида деятельности	41.20 Строительство жилых и нежилых зданий
59	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2176501068049 24.03.2017
2		
60	Код и наименование вида деятельности	42.21 Строительство инженерных коммуникаций для водоснабжения и водоотведения, газоснабжения
61	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2176501068049 24.03.2017
3		
62	Код и наименование вида деятельности	43.12 Подготовка строительной площадки
63	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2176501068049 24.03.2017
4		
64	Код и наименование вида деятельности	46.73 Торговля оптовая лесоматериалами, строительными материалами и санитарно-техническим оборудованием
65	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1046500617690 29.04.2004

Surname: Son
Name: Chan Din
Tax ID: 650109976889

Source: Unified State Register of Legal Entities, <https://egrul.nalog.ru>

Annex 64: Additional information linking LLC “SAKORENMA” to LLC “VITAL”, LLC “PRESTIZHSTROI”, and LLC “SAKO KONTRAKSHN”

LLC Construction Company SakoRenma → Общество с ограниченной ответственностью Строительная фирма Сакоренма

sakorenma@yandex.ru

Вакансии компании [Посмотреть все вакансии компании](#)

[Производство](#) (3)

[Строительство, ремонт, стройматериалы, недвижимость](#) (6)

Роструд Минтруд России Федеральний портал управленческих кадров Онлайнинспекция.рф
Соотечественники Торгово-промышленная палата РФ Роспотребнадзор
Государственная служба занятости Республики Беларусь

© Федеральная служба по труду и занятости — rostrud.ru
При копировании информации — ссылка на trudvsem.ru обязательна.

Меры безопасности Техническая поддержка

Source: Federal state information system of the Federal Service for Labor and Employment, <https://trudvsem.ru>

https://trudvsem.ru/company/1036500601213

Меню

Деловые люди в соцсети skillsnet Присоединяйся!

Работа в России
Общероссийская база вакансий
TRUDVSEM.RU

Версия для слабовидящих

г. Москва

Соискатель Работодатель

Войти

LLC "Vital" → Общество с ограниченной ответственностью "Витал"

sakorenma@yandex.ru

Вакансии компании [Посмотреть все вакансии компании](#)

[Производство \(6\)](#)

[Строительство, ремонт, стройматериалы, недвижимость \(11\)](#)

[Роструд](#) [Минтруд России](#) [Федеральный портал управленческих кадров](#) [Онлайнинспекция.рф](#)

[Соотечественники](#) [Торгово-промышленная палата РФ](#) [Роспотребнадзор](#)

[Государственная служба занятости Республики Беларусь](#)

© Федеральная служба по труду и занятости — rostrud.ru
При копировании информации — ссылка на trudvsem.ru обязательна

Меры безопасности [Техническая поддержка](#)

Source: Federal state information system of the Federal Service for Labor and Employment,
<https://trudvsem.ru>

The screenshot shows a web browser window with the URL <https://trudvsem.ru/company/1106501003730>. The page header includes a menu, a navigation bar with 'Деловые люди в соцсети', 'skillsnet', and 'Присоединяйся!', and a logo for 'Работа в России' (Russia's Job Market). The main content area features a red-bordered box containing the text 'Общество с ограниченной ответственностью "ПрестижСтрой"' (Limited Liability Company "PrestizhStroi"). To the left of this box is a smaller box with 'LLC "PrestizhStroi"' and an arrow pointing to the main box. To the right is a box with the email address 'sakorenma@yandex.ru'. Below the main content, there is a section titled 'Вакансии компании' (Company Vacancies) with the text 'Вакансии компании не добавлены' (Company vacancies not added).

The footer contains the Russian coat of arms logo on the left. To its right are several links: 'Роструд', 'Минтруд России', 'Федеральный портал управленческих кадров', and 'Онлайн-инспекция рф'. Below these are 'Соотечественники', 'Торгово-промышленная палата РФ', and 'Роспотребнадзор'. A line with the Russian flag and 'Государственная служба занятости Республики Беларусь' follows. At the bottom, there is copyright information: '© Федеральная служба по труду и занятости — rostrud.ru' and 'При копировании информации — ссылка на trudvsem.ru обязательна.' On the right side of the footer, there are links for 'Меры безопасности' and 'Техническая поддержка'.

Source: Federal state information system of the Federal Service for Labor and Employment, <https://trudvsem.ru>

The screenshot shows a web browser window with the URL <https://trudvsem.ru/company/1046500617690>. The page header includes a navigation menu, a 'Деловые люди в соцсети' section with a 'skillsnet' logo, and a 'Присоединяйся!' button. The main content area features the 'Работа в России' logo, a location filter for 'г. Москва', and buttons for 'Соискатель' and 'Работодатель'. A 'Войти' button is also present. The company name 'Общество с ограниченной ответственностью "Сако Контракшн"' is highlighted in a red box, with an arrow pointing to a smaller red box containing 'LLC "Sako Kontrakshn"'. Below the company name, the email address 'sakorenma@yandex.ru' is also highlighted in a red box.

Вакансии компании [Посмотреть все вакансии компании](#)

[Строительство, ремонт, стройматериалы, недвижимость \(17\)](#)

The footer contains the Russian coat of arms logo on the left. To its right are several links: 'Роструд', 'Минтруд России', 'Федеральный портал управленческих кадров', and 'Онлайнинспекция.рф'. Below these are 'Соотечественники', 'Торгово-промышленная палата РФ', and 'Роспотребнадзор'. A line with the Russian flag and 'Государственная служба занятости Республики Беларусь' follows. At the bottom, there is a copyright notice for '© Федеральная служба по труду и занятости — rostrud.ru', a disclaimer 'При копировании информации — ссылка на trudvsem.ru обязательна.', and links for 'Меры безопасности' and 'Техническая поддержка'.

Source: Federal state information system of the Federal Service for Labor and Employment, <https://trudvsem.ru>

Annex 65: Registry documents for two GENCO Representative Offices in the Russian Federation and relevant Court documents

1. Registry documents for GENCO Representative office in Vladivostok

**ВЫПИСКА
ИЗ ГОСУДАРСТВЕННОГО РЕЕСТРА АККРЕДИТОВАННЫХ ФИЛИАЛОВ,
ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВ ИНОСТРАННЫХ ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ**

26.10.2018

№ 99651800036654

Настоящая выписка содержит сведения о филиале (представительстве)

ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО КОРЕЙСКОГО ГЕНЕРАЛЬНОГО ОБЩЕСТВА ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА
РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" (КНДР), Г. ВЛАДИВОСТОК

(полное наименование филиала, представительства)

иностранного юридического лица

КОРЕЙСКОЕ ГЕНЕРАЛЬНОЕ ОБЩЕСТВО ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО"
(КНДР)

(полное наименование иностранного юридического лица)

НЗА 20150022387

включенные в государственный реестр аккредитованных филиалов, представительств иностранных юридических лиц по состоянию на 26.10.2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Сведения об иностранном юридическом лице		
Наименование		
1	Полное наименование	КОРЕЙСКОЕ ГЕНЕРАЛЬНОЕ ОБЩЕСТВО ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" (КНДР)
2	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017
Адрес в стране регистрации (инкорпорации)		
3	Код и наименование страны регистрации (инкорпорации)	408, Корейская Народно-Демократическая Республика
4	Адрес в стране регистрации (инкорпорации)	КНДР, Г. ПХЕНЬЯН, Р-ОН ТЭДОНГАН, КВАРТАЛ РЫНРА
5	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017
Сведения о регистрации в стране регистрации (инкорпорации)		
6	Наименование регистрирующего органа	КОМИТЕТ ПО СОДЕЙСТВИЮ МЕЖДУНАРОДНОЙ ТОРГОВЛЕ КНДР
7	Регистрационный номер	61-35

Korean General Corporation for Construction Abroad "ZENKO" (DPRK)

408, Democratic People's Republic of Korea

DPRK, City of Pyongyang, Taedonggang District, Rungra Neighborhood

8	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017
Сведения о коде налогоплательщика в стране регистрации (инкорпорации)		
9	Код налогоплательщика или его аналог	S-022
10	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017
Сведения об уставном капитале		
11	Размер (код валюты)	1 263 782 895 000.00 (408 - Северокорейская вона)
12	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017
Сведения о филиале, представительстве иностранного юридического лица на территории Российской Федерации		
13	Вид обособленного подразделения	2, Представительство иностранного юридического лица
Наименование		
14	Полное наименование	ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО КОРЕЙСКОГО ГЕНЕРАЛЬНОГО ОБЩЕСТВА ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" (КНДР), Г. ВЛАДИВОСТОК
15	Сокращенное наименование	ПКГО "ЗЕНКО" (КНДР), Г. ВЛАДИВОСТОК
16	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017
Адрес (место нахождения) на территории Российской Федерации		
17	Сведения об адресе (месте нахождения)	690910, ПРИМОРСКИЙ КРАЙ, ВЛАДИВОСТОК ГОРОД, ТРУДОВОЕ ПОСЕЛОК, ПОРТ-АРТУРСКАЯ УЛИЦА, ДОМ 76
18	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017
Сведения об аккредитации филиала, представительства		
19	Номер записи об аккредитации (НЗА)	20150022387
20	Дата аккредитации (внесения сведений об аккредитации в РАФП)	24.03.2015
21	Налоговый орган, уполномоченный на аккредитацию филиалов, представительств иностранных юридических лиц	7747, Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 47 по г.Москве

690910,
Primorski Krai,
Vladivostok
City, Trudovoe
Village, Port-
Arturskaya
ulitsa, house 76

22	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	24.03.2015	
Сведения об учете в налоговом органе			
23	Идентификационный номер налогоплательщика (ИНН)	9909159891	
24	Код причины постановки на учет (КПП)	254392001	
25	Дата постановки на учет	02.06.2017	
26	Наименование налогового органа	2543, Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 12 по Приморскому краю	
27	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	07.06.2017	
Сведения о руководителе филиала, представительства в Российской Федерации			
28	Фамилия	КО	Surname: Ko Name: Yongil
29	Имя	ЫОНГИЛЬ	
30	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017	
Сведения о численности иностранных граждан, являющихся работниками филиала, представительства			
31	Численность иностранных работников	12	Number of foreign workers: 12
32	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	06.02.2018	
Сведения о видах экономической деятельности филиала, представительства в Российской Федерации по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)			
Сведения об основном виде экономической деятельности			
33	Код и наименование вида деятельности	73.20 Исследование конъюнктуры рынка и изучение общественного мнения	
34	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	02.06.2017	

Выписка сформирована с использованием интерактивного сервиса «Государственный реестр аккредитованных филиалов и представительств иностранных юридических лиц», размещенного на официальном сайте ФНС России в сети Интернет по адресу: <https://service.nalog.ru/rafp>

2. Registry documents for GENCO Representative office in Khasan

**ВЫПИСКА
ИЗ ГОСУДАРСТВЕННОГО РЕЕСТРА АККРЕДИТОВАННЫХ ФИЛИАЛОВ,
ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВ ИНОСТРАННЫХ ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ**

26.10.2018

№ 99651800036655

Настоящая выписка содержит сведения о филиале (представительстве)

**ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО КОРЕЙСКОГО ГЕНЕРАЛЬНОГО ОБЩЕСТВА ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА
РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" (КНДР), П.ХАСАН, ПРИМОРСКИЙ КРАЙ**

(полное наименование филиала, представительства)

иностранного юридического лица

**КОРЕЙСКОЕ ГЕНЕРАЛЬНОЕ ОБЩЕСТВО ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО"
(КНДР)**

(полное наименование иностранного юридического лица)

НЗА 20150028184

включенные в государственный реестр аккредитованных филиалов, представительств иностранных юридических лиц по состоянию на 26.10.2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Сведения об иностранном юридическом лице		
Наименование		
1	Полное наименование	КОРЕЙСКОЕ ГЕНЕРАЛЬНОЕ ОБЩЕСТВО ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" (КНДР)
2	Сокращенное наименование	КГО "ЗЕНКО"
3	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Адрес в стране регистрации (инкорпорации)		
4	Код и наименование страны регистрации (инкорпорации)	408, Корейская Народно-Демократическая Республика
5	Адрес в стране регистрации (инкорпорации)	КНДР, Г. ПХЕНЬЯН, Р-ОН ТЭДОНГАН, КВАРТАЛ РЫНРА
6	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Сведения о регистрации в стране регистрации (инкорпорации)		
7	Наименование регистрирующего органа	КОМИТЕТ ПО СОДЕЙСТВИЮ МЕЖДУНАРОДНОЙ ТОРГОВЛЕ КНДР
8	Регистрационный номер	61-35

Korean General Corporation for Construction Abroad "ZENKO" (DPRK)

408, Democratic People's Republic of Korea

DPRK, City of Pyongyang, Taedonggang District, Rungra Neighborhood

Выписка из РАФП
26.10.2018 22:50

НЗА 20150028184

Страница 1 из 4

9	Особенности режима регистрации	НЕ ИМЕЕТСЯ
10	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Сведения о коде налогоплательщика в стране регистрации (инкорпорации)		
11	Код налогоплательщика или его аналог	S-022
12	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Сведения об уставном капитале		
13	Размер (код валюты)	1 263 782 895 000.00 (408 - Северокорейская вона)
14	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Сведения о филиале, представительстве иностранного юридического лица на территории Российской Федерации		
15	Вид обособленного подразделения	2, Представительство иностранного юридического лица
Наименование		
16	Полное наименование	ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО КОРЕЙСКОГО ГЕНЕРАЛЬНОГО ОБЩЕСТВА ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" (КНДР), П.ХАСАН, ПРИМОРСКИЙ КРАЙ
17	Сокращенное наименование	ПКГО "ЗЕНКО" (КНДР), П. ХАСАН, ПРИМОРСКИЙ КРАЙ
18	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Адрес (место нахождения) на территории Российской Федерации		
19	Сведения об адресе (месте нахождения)	692730, ПРИМОРСКИЙ КРАЙ, ХАСАНСКИЙ РАЙОН, ХАСАН ПОСЕЛОК ГОРОДСКОГО ТИПА, ЛИНЕЙНАЯ УЛИЦА, ДОМ 2
20	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	22.08.2017
Сведения об аккредитации филиала, представительства		
21	Номер записи об аккредитации (НЗА)	20150028184
22	Дата аккредитации (внесения сведений об аккредитации в РАФП)	26.03.2015

692730,
Primorski Krai,
Khasanski
Region, Khasan
Village of the
urban type,
Lineinaya
ulitsa, house 2

23	Налоговый орган, уполномоченный на аккредитацию филиалов, представительств иностранных юридических лиц	7747, Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 47 по г.Москве
24	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	26.03.2015
Сведения об учете в налоговом органе		
25	Идентификационный номер налогоплательщика (ИНН)	9909159891
26	Код причины постановки на учет (КПП)	253151001
27	Дата постановки на учет	29.10.2007
28	Наименование налогового органа	2502, Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 10 по Приморскому краю
29	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	15.06.2016
Сведения о руководителе филиала, представительства в Российской Федерации		
30	Фамилия	ЧВЭ
31	Имя	СОН ИР
32	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	22.08.2017
Сведения о численности иностранных граждан, являющихся работниками филиала, представительства		
33	Численность иностранных работников	5
34	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Сведения о видах экономической деятельности филиала, представительства в Российской Федерации по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)		
Сведения об основном виде экономической деятельности		
35	Код и наименование вида деятельности	73.20 Исследование конъюнктуры рынка и изучение общественного мнения
36	Дата внесения в РАФП записи, содержащей указанные сведения	05.10.2016
Сведения об иных видах экономической деятельности		
1		

Surname: Chve
Name: Son Ir

Number of
foreign workers: 5

3. Official court documents from the Russian Federation referencing the head of a representative office for GENCO in Russia by the initials K.Y. These correspond to those of Ko Yongil, the registered director of GENCO's representation in Vladivostok.

АРТЕМОВСКИЙ ГОРОДСКОЙ СУД
ПРИМОРСКОГО КРАЯ

созводство - ТЕРРИТОРИАЛЬНАЯ ПОДСУБЪЕКТНОСТЬ - КАЛЬКУЛЯТОР ГОСПОШЛИНЫ -

ДЕЛА В ПРОИЗВОДСТВЕ СУДА

Список дел, назначенных к слушанию на 14.01.2018 Показать

Поиск информации по делу

Вернуться к списку дел

Уголовные дела

ДЕЛО № 1-418/2018

...

- 42 402 (сорок две тысячи четыреста два) доллара США - передать главе представительства Корейского генерального общества по строительству за рубежом «<данные изъяты>» (КНДР) К.Ы. (для возвращения законным владельцам).

- 42402 (forty-two thousand four hundred and two) US dollars – transfer to head of the representative office of the Korean General Corporation for Construction Abroad <data removed> (DPRK) K.Y. (for

2006-2018 «Государственная автоматизированная система Российской Федерации «Правосудие»

Source: Artemovski City Court of Primorski Krai, https://artemovskiy-prm.sudrf.ru/modules.php?name=sud_delo&name_op=case&_id=148809085&_deloId=1540006&_caseType=0&_new=0&srv_num=1

Annex 66: Company information for entities registered with the Russian translation for GENCO ('ZENKO') and are owned—in whole or in part—by DPRK nationals, and have received authorization to employ DPRK nationals

Company name	Tax identification number	Registered Address	Associated individuals	Contact information
LLC "ZENKO" (OOO "ЗЕНКО")	7204162965	24A ulitsa Svetlaya, Tyumen, Tyumenskaya Oblast, Russia	<p>Pak Gvan Min (ПАК ГВАН МИН)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: director - Nationality: unknown - Tax identification number: 723020846617 <p>Kim Gvan Ir (КИМ ГВАН ИР)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: owner - Nationality: DPRK - Tax identification number: unknown <p>Kim Men Kho (КИМ МЕН ХО)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: contact on job posting - Nationality: unknown - Tax identification number: unknown 	<p><u>Telephone numbers</u></p> <p>+7 (345) 2757212 +7 (345) 2297166 +7 (345) 2699249 +7 (982) 9477543</p> <p><u>Email addresses</u></p> <p>genco-37@list.ru 4bkb@bk.ru</p>
LLC "ZENKO-15" (OOO "ЗЕНКО-15")	2536133013	Office 411, 1 ulitsa Pionerskaya, Vladivostok, Primorski Krai, Russia	<p>Kim Sen Guk (КИМ СЕН ГУК)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: director - Nationality: unknown - Tax identification number: 253614442780 <p>Kim Tong O (КИМ ТОНГ О)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: owner - Nationality: DPRK - Tax identification number: unknown <p>Pak Chen Sik (ПАК ЧЕН СИК)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: contact on job posting - Nationality: unknown - Tax identification number unknown 	<p><u>Telephone numbers</u></p> <p>+7 (914) 7350156 +7 (423) 2762279 +7 (423) 2716707</p> <p><u>Email addresses</u></p> <p>pa.stroy@mail.ru e.gutman@vdc.ru</p>
LLC "ZENKO-39" (OOO "ЗЕНКО-39")	2308160794	2/1 ulitsa im Bogdana Khmel'nitskogo, Krasndar, Krasnodarski Krai, Russia	<p>Ryu Chkhun Ren (РЮ ЧХУН РЁН)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: director - Nationality: unknown - Tax identification number: 231133389520 <p>Chan Chin Men (ЧАН ЧИН МЕН)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: co-owner - Nationality: DPRK - Tax identification number: unknown <p>Chen Gen Cher (ЧЕН ГЕН ЧЕР)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: co-owner - Nationality: DPRK - Tax identification number: unknown 	<p><u>Telephone numbers</u></p> <p>+7 (861) 5866425 +7 (861) 8862992 +7 (905) 4953597 +7 (961) 5866425 +7 (918) 1383996</p> <p><u>Email addresses</u></p> <p>genco39@mail.ru</p>
LLC "ZENKO-21" (OOO "ЗЕНКО-21")	2508064689	13A ulitsa Malinovskogo, Nakhodka, Primorski Krai, Russia	<p>Kan Sen Kho (КАН СЕН ХО)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: director - Nationality: unknown - Tax identification number: 250821723134 <p>Kim Sen Khvan (КИМ СЕН ХВАН)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Role: co-owner - Nationality: DPRK 	<p><u>Telephone numbers</u></p> <p>+7 (423) 6642332 +7 (902) 0606907 +7 (4236) 712327</p> <p><u>Email addresses</u></p> <p>zerou333@gmail.com</p>

			<ul style="list-style-type: none">- Tax identification number: unknown Kim Cher Min (КИМ ЧЕР МИН) <ul style="list-style-type: none">- Role: co-owner- Nationality: DPRK <ul style="list-style-type: none">- Tax identification number: unknown Li Syn Ir (ЛИ СЫН ИР) <ul style="list-style-type: none">- Role: co-owner- Nationality: DPRK <ul style="list-style-type: none">- Tax identification number: unknown	
--	--	--	---	--

Source: Unified State Register of Legal Entities; SPARK; Trudvsem

Annex 67: Documents showing LLC “ZENKO”, LLC “ZENKO-15”, LLC “ZENKO-39”, and LLC “ZENKO-21” to be owned by DPRK nationals



OOO "ZENKO" (INN 7204162965 · OGRN TI07232043490), 14/11/2018 23:25 MSK

Shareholders, EGRUL

EGRUL

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
Kim Gvan Ir	—	15 000	100.00	10.03.2016

History of changes

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
Kim Gvan Ir	—	10 000	66.67	04.04.2012
Pak Ton Gyun	—	5 000	33.33	04.04.2012
Kim Gvan Ir	—	10 000	66.67	12.10.2011
Kim Chkhun Ik	—	5 000	33.33	14.12.2010
Kim Gvan Ir	—	5 000	33.33	14.12.2010

Rosstat

Last updated on : 06.08.2018

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %
INOSTR.GRAZHDANIN (1)	—	15 000	100.00

History of changes

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Last updated on
Grazhdane Korei	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	15 000	100.00	06.04.2012
Grazhdanin Korei	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	10 000	100.00	26.03.2012
Kim Gvan Ir	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	10 000	100.00	13.10.2011
Kim Chkhun Ik	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	5 000	50.00	01.01.2011
Kim Gvan Ir	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	5 000	50.00	01.01.2011

Shareholders, EGRUL

EGRUL

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
Kim Tong O	—	25 000	100.00	13.06.2018

History of changes

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
Pak Chen Sik	—	25 000	100.00	22.11.2016
Kim Yn Khek	—	12 500	50.00	17.06.2015
Pak Chen Sik	—	12 500	50.00	17.06.2015
Yu En Nam	—	10 000	50.00	27.04.2012
Kim Cher En	—	10 000	50.00	26.04.2011
Li San Cher	—	10 000	50.00	25.08.2009
Tsoi In Guk	—	10 000	50.00	25.08.2009
Khvan En Gi	—	10 000	50.00	09.04.2009
Kim Sen Nam	—	—	—	12.05.2006
Lim En Nam	—	—	—	12.05.2006
Kim Sen Nam	—	10 000	50.00	28.03.2003
Lim En Nam	—	10 000	50.00	28.03.2003

Rosstat

Last updated on : 29.10.2018

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %
GRAZHDANIN KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA^KOREISKAYA NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA (1)	—	25 000	100.00

History of changes

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Last updated on
Grazhdane KNDR (2)	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	20 000	100.00	31.01.2013
Grazhdani KNDR (2)	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	20 000	100.00	05.12.2011
LI SUN CHER	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA	10 000	50.00	30.06.2009



Shareholders, EGRUL

EGRUL

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
Chan Chin Men	—	5 000	50.00	14.04.2010
Chen Gen Cher	—	5 000	50.00	14.04.2010

Rosstat

Last updated on : 24.10.2018

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %
Citizens of Russia (1)	—	5 000	50.00
GRAZHDANIN KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA^KOREISKAYA NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA (1)	—	5 000	50.00

History of changes

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Last updated on
Citizens of Russia, имеющий постоянное местожительство за границей	—	5 000	50.00	16.09.2016
GRAZHDANIN ROSSII, IMEYUSHCHI POSTOYANNOE MESTOZHITELSTVO ZA GRANITSEI (1)	—	5 000	50.00	05.05.2016
Grazhdanin Korei	KNDR	5 000	50.00	16.04.2015
Grazhdanin Rossii, postoyanno prozhivayushchie za granitsej	—	5 000	50.00	16.04.2015
Grazhdane Korei (2)	KNDR	10 000	100.00	23.10.2013
Grazhdane (2) - KITAI	KITAI	10 000	100.00	30.11.2012
Chan Chin Men	KITAI	5 000	50.00	30.09.2009
Chen Gen Cher	KITAI	5 000	50.00	30.09.2009

Shareholders, EGRUL

EGRUL

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
Li Syn Ir	—	9 000	47.40	24.11.2009
Kim Cher Min	—	5 000	26.30	24.11.2009
Kim Sen Khvan	—	5 000	26.30	24.11.2009

History of changes

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
Kim Khun	—	9 000	47.37	12.09.2008
Tsoi Bon Chkhor	—	5 000	26.32	12.09.2008
Tsoi Chen Gir	—	5 000	26.32	12.09.2008
Kim Khun	—	19 000	100.00	20.07.2004

Rosstat

Last updated on : 06.08.2018

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %
GRAZHDANE KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA^KOREISKAYA NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA (3)	—	19 000	100.00

History of changes

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Last updated on
GRAZHDANE KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA^KOREISKAYA NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA (3)	—	19 000	50.00	29.03.2016
GRAZHDANIN KITAI^KITAISKAYA NARODNAYA RESPUBLIKA (1)	—	19 000	50.00	29.03.2016
Grazhdane Korei (5)	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	29 000	100.00	19.11.2012
Grazhdane Korei (3)	KOREYA, NARODNO-DEMOKRATICHESKAYA RESPUBLIKA	19 000	100.00	20.01.2012

Annex 68: Authorizations to hire DPRK laborers awarded to LLC “ZENKO”, LLC “ZENKO-15”, LLC “ZENKO-39”, and LLC “ZENKO-21” in 2018

						Number of foreign workers		Country code
ООО Зенко	625056, Тюменская область, г. Тюмень, ул. Светлая 24/а	7204162965	43.99	Бетонщик	11196	8	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко	625056, Тюменская область, г. Тюмень, ул. Светлая 24/а	7204162965	43.39	Каменщик	12680	5	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко	625056, Тюменская область, г. Тюмень, ул. Светлая 24/а	7204162965	41.20	Штукатур	19727	28	Корея, народно-демократическая республика	408

Korea, Democratic People's Republic

Source: Russian Ministry of Labor, <https://rosmintrud.ru/docs/mintrud/orders/1330>

ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Арматурищик	11122	2	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Бетонщик	11196	4	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Каменщик	12680	2	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Облицовщик-плиточник	15220	1	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Плотник	16671	1	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Штукатур	19727	1	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Переводчик	25531	1	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Производитель работ (прораб) (в строительстве)	25865	1	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-15	г. Владивосток, ул. Жариковская, д.13	2536133013	41.20	Руководитель группы (специализированной в прочих отраслях)	26151	1	Корея, народно-демократическая республика	408

Source: Russian Ministry of Labor, <https://rosmintrud.ru/docs/mintrud/orders/1330>

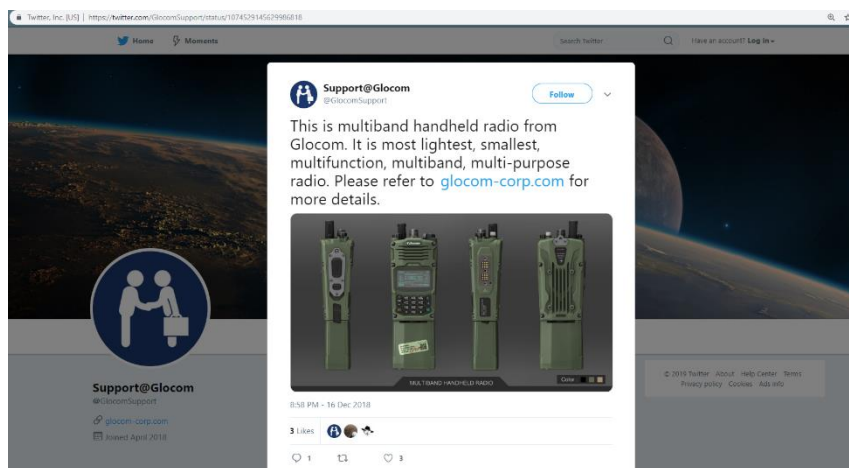
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Арматурищик	11121	26	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Бетонщик	11196	23	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Каменщик	12680	51	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Маляр	13450	23	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Облицовщик-плиточник	15220	11	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Шпаклевщик	19690	15	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Штукатур	19727	21	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО Зенко-39	350005, г. Краснодар, ул. Богдана Хмельницкого д.2 корпус 1	2308160794	41.20	Начальник бригады	24432	2	Корея, народно-демократическая республика	408

Source: Russian Ministry of Labor, <https://rosmintrud.ru/docs/mintrud/orders/1330>

ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Арматурщик	11121	20	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Бетонщик	11196	20	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Каменщик	12680	10	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Облицовщик-плиточник	15220	10	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Плотник	16671	6	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Штукатур	19727	6	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Переводчик технической литературы	25535	1	Корея, народно-демократическая республика	408
ООО ЗЕНКО-21	Приморский край г. Находка, ул. Малиновского 13 а	2508064689	41	Производитель работ (прораб) (в строительстве)	25865	1	Корея, народно-демократическая республика	408

Source: Russian Ministry of Labor, <https://rosmintrud.ru/docs/mintrud/orders/1330>

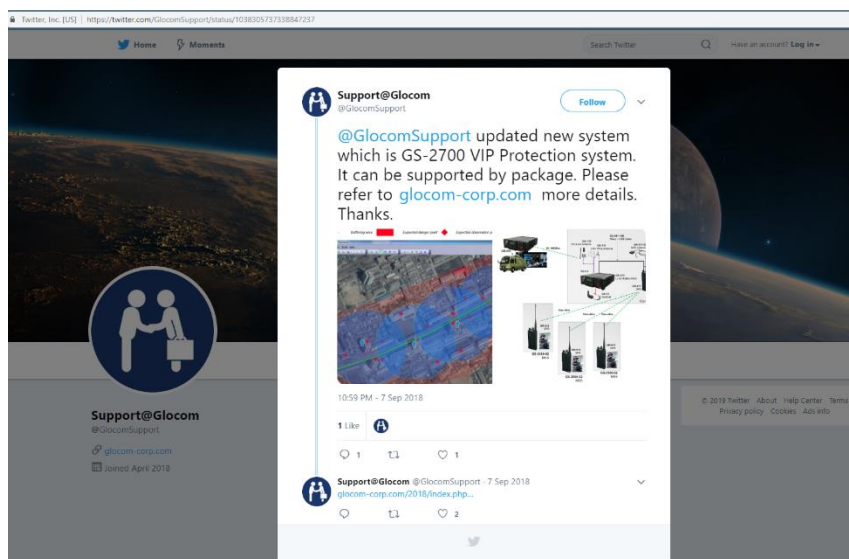
Annex 69: Online Glocom advertisements in 2018 (Twitter and Glocom website)



Tweet from 16 December 2018. Accessed on 10 January 2019 at <https://twitter.com/GlocomSupport/status/1074529145629986818>

Archived version available at:

<https://web.archive.org/save/https://twitter.com/GlocomSupport/status/1074529145629986818>



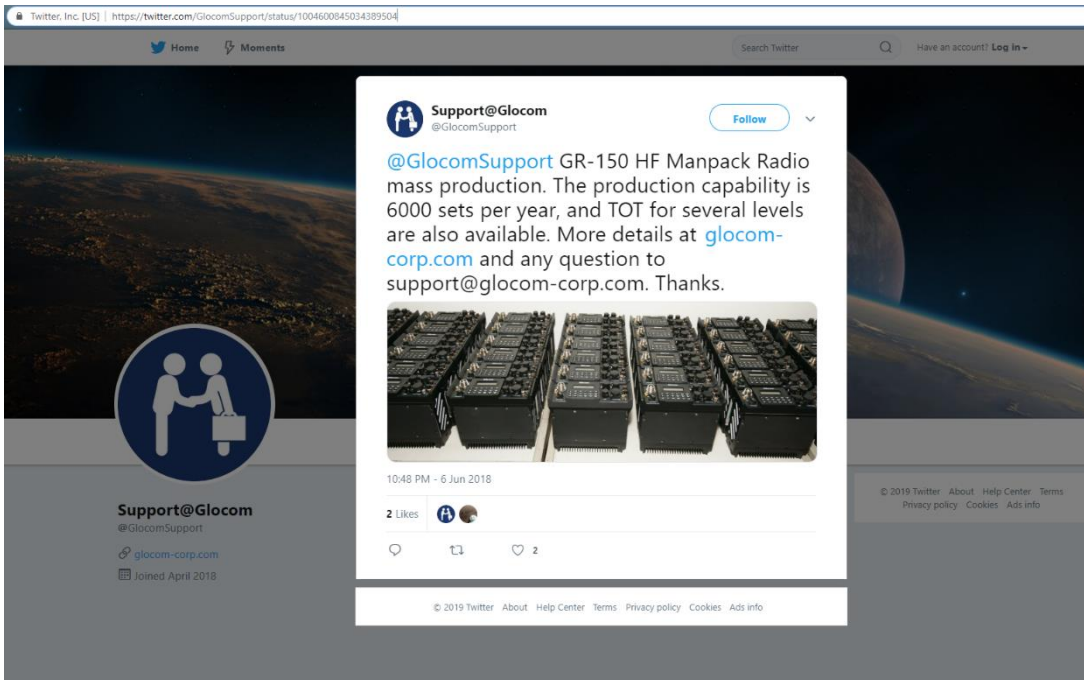
Tweet from 7 September 2018. Accessed at <https://twitter.com/GlocomSupport/status/1038305737338847237> on 10 January 2019.

Archived version available at

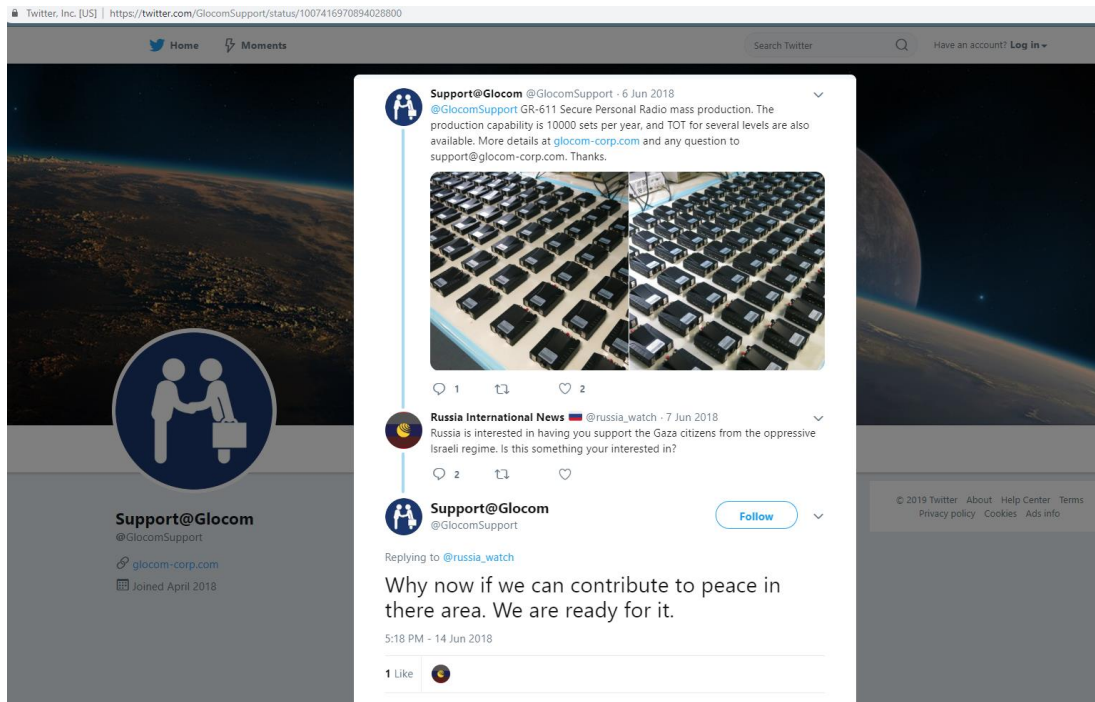
<https://web.archive.org/web/20190110205253/https://twitter.com/GlocomSupport/status/1038305737338847237>



Accessed at <http://www.glocom-corp.com/2018/> on 13 January 2019

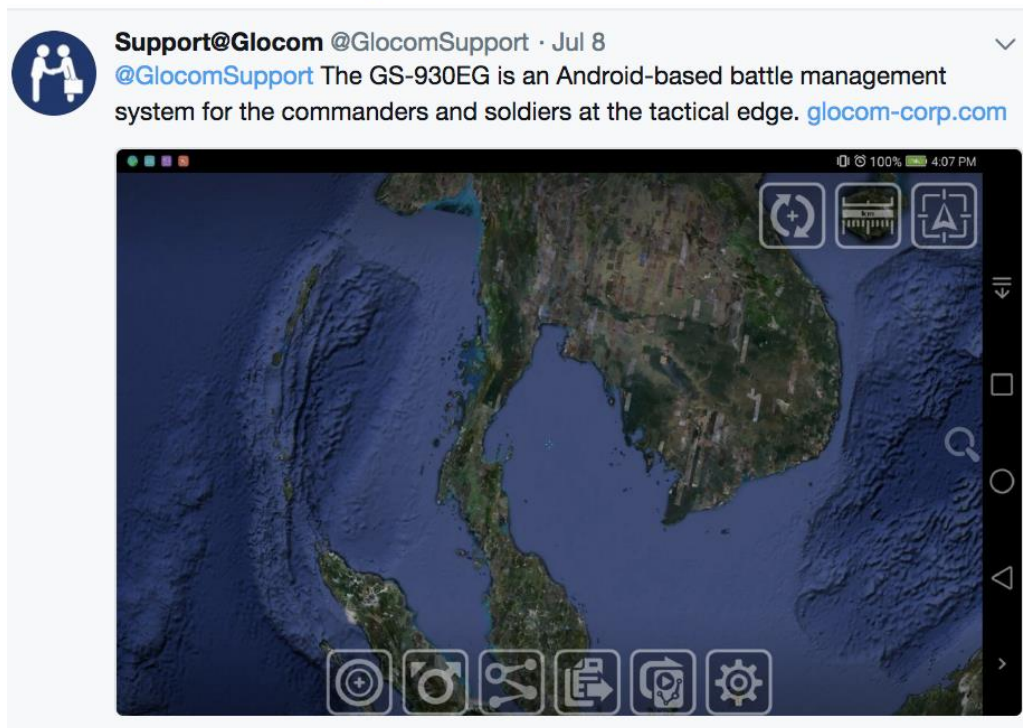


Tweet from 6 June 2018. Accessed at <https://twitter.com/GlocomSupport/status/1004600845034389504> on 10 January 2019.
Archived version at <https://web.archive.org/save/https://twitter.com/GlocomSupport/status/1004600845034389504>



Tweet from 6 June 2018. Accessed at <https://twitter.com/GlocomSupport/status/1007416970894028800> on 10 January 2019. Archived version at <https://web.archive.org/save/https://twitter.com/GlocomSupport/status/1007416970894028800>

Tweets Tweets & replies Media





Support@Glocom @GlocomSupport · May 24
[@GlocomSupport](#) GS-2200 C4I Mobile System, [glocom-corp.com](#)



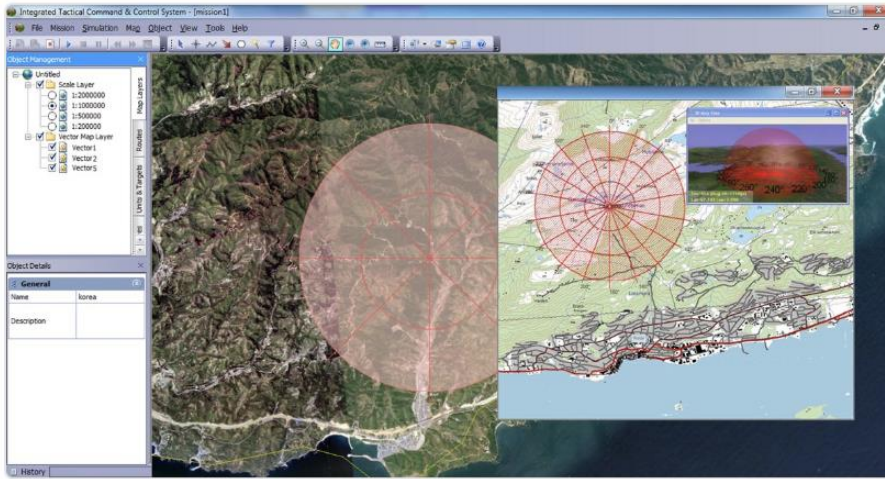
Support@Glocom @GlocomSupport · Jun 7
The modernized soldier who is equipped with [@GlocomSupport](#) radios. The GS-2500 soldier system includes GR-150 HF Manpack Radio and GR-611 Secure Soldier Radio. More details at [glocom-corp.com](#) and any question at [support@glocom-corp.com](#). Thanks.





Support@Glocom @GlocomSupport · Jul 8

[@GlocomSupport](#) The GS-930HQ-CS is a C2 Information System designed to support operational staff in planning and executing missions. glocom-corp.com



Support@Glocom @GlocomSupport · Jun 15

[@GlocomSupport](#) GD-200 Battlefield Surveillance Radar, Range 4~10Km. Man portable radio. Suitable for border control and battlefield surveillance. Refer to glocom-corp.com for more details.



Source: @GlocomSupport twitter feed

Annex 70: Advertisement for GR-611 Secure Personal Radio”, the “GR-8600M”



Search for easy dinners, fashion, etc.



Visit

GR-8600M Multiband Handheld Radio
More information



Source: Pinterest <https://www.pinterest.ca/pin/594404850793634523/>

Annex 71: Information on shared addresses between Li Zhengang’s company, Dandong Zhongrui Petrochemical Co., Ltd., an individual and an entity previously identified in association to DPRK shipping activities which have violated the resolutions

On Chinese business registry filings, Dandong Zhongrui Petrochemical Co., Ltd. lists the same registered address as a second Chinese company Dandong Jingao Trading Co., Ltd. (丹东京奥贸易有限公司). Until 14 March 2017, a Hong Kong-registered company Jingao Dalin Trading Co., Ltd. (京奥達林貿易有限公司) used an identical English and Chinese name to Dandong Jingao Trading Co., Ltd. The Hong Kong-registered company lists one and the same director and shareholder, Sun Chengguo (孫成國; simplified 孙成国), whose name is identical to that of the legal representative of Dandong Jingao Trading Co., Ltd.

On Hong Kong registry documents of Jingao Dalin Trading Co., Ltd, Sun Chengguo lists a residential address at Room 916, DL1504, Youhao Building, 158 Youhao Road, Zhongshan District, Dalian, China. Sun Chengguo’s residential address is nearly identical to that of at least one other Chinese national whom the Panel has previously identified in association with illicit DPRK shipping operations:

PAN WEICHAO (潘衛朝) lists Room 916, DL, Youhao Building, 158 Youhao Road, Zhongshan District, Dalian, China, on the 2016 Annual Return for Pantech Shipping Limited (泛科海運有限公司). The Panel noted in S/2017/150 paragraph 67 footnote 74 that PAN WEICHAO acted as an emergency contact for K-Brothers—the Marshall Islands-based operator of the *Jie Shun* (IMO 8518780).

In addition, this same address: Room 916, DL1504, Youhao Building, 158 Youhao Road, Zhongshan District, Dalian, China is also the address listed for a United Nations designated entity, Chang An Shipping & Technology Ltd ((長安海運技術有限公司) in the Hong Kong business registry

Ship ownership records indicate that Chang An Shipping & Technology Limited was the ship manager, commercial manager, and registered owner of the *Hua Fu* (IMO 90200003). The director of the company is GU BAOFU (顧寶富). Both Chang An Shipping & Technology Limited and the *Hua Fu* were designated by the 1718 Committee on 30 March 2018.¹⁸⁵

Source: Corporate Registry documents of Hong Kong and China mainland

¹⁸⁵ Security Council 1718 Sanctions Committee Adds 22 Entries to Its Sanctions List, Designates 27 Vessels, UN Press Release, 30 March 2018, <https://www.un.org/press/en/2018/sc13272.doc.htm>

Annex 72: Panel findings in OCN / T Specialist case investigation since 2018 Panel final report (S/2018/171, paras 179-188)

OCN previously stated to the Panel that it stopped shipping products to the DPRK as of late 2012, shifting its business into China in 2013 through Wang Zhi Guo and his company, Pinnacle Offshore Trading. OCN also said that it shipped goods to Dalian as the destination port for distribution in China and had “no knowledge of the authenticity of the sale of goods in DPRK as included in your letter and no knowledge of how any such goods ended up in DPRK.” However, when pressed on the business justification for shifting its sales to China of the same goods previously sold in the DPRK (including Singapore-distributed items made by Yamaha, Seiko, Montblanc and the like, which all have distributors in China), OCN admitted prior knowledge that the DPRK was the ultimate destination of their goods, stating “ T Specialist International (S) Pte Ltd would sell the goods to China via the buyer of the goods, Longsheng Weida. The buyers in China at the Chinese customs will approve the goods before receiving them and allowing them to be transhipped to DPRK. Before the good were sent out, the Chinese parties will do the clearance of the goods. Our Client do not receive the receipts of the transactions between the Chinese parties to DPRK.”

The company provided the Panel with multiple invoices for sales to Tianjin Longshengweida Import & Export Co, Ltd and Changzhou Jesinson Trading Co., both of which appear to be international freight forwarding companies. The Panel also launched an investigation into the role of the German company Müller + Partner in the provision of logistics for the above-mentioned companies, but still has not received answers to its inquiries dating from December 2017.

With regard to the T Specialist-owned and distributed brands, Fresh F and Watari, which have been on sale in the DPRK Bugsae / Pothonggang Ryugyong stores through at least July 2017, T Specialist stated: “It is prudent to note that the said products were originally also intended to be shipped and sold to Cyprus. However, these products were not saleable in Cyprus, hence, our Chinese counterparty suggested that we sell the products in DPRK.”

OCN-Pyongyang manager simultaneously employed by OCN Singapore

OCN Singapore’s relationship with Ri Ik dates back to his first visit to Singapore in 1991, at which time he was employed as a trading manager by the original Bugsae Shop. According to OCN, around 2004, Ri Ik was made an employee of OCN Singapore to “assist in the sale of products to the DPRK”. OCN has not provided his full terms of reference as requested by the Panel, stating that they are under the custody of Singapore investigative agencies.¹⁸⁶ OCN did however admit that Ri Ik had remained employed throughout most of 2017, providing a copy of the revocation dated 29 January 2018 of his Singaporean employment pass. Regarding the Panel’s request for salary information, OCN stated: “Mr. Ri Ik did not draw a salary, and the value of his work done was used to off-set the sums that were due and payable to our Clients.” OCN/ T Specialist Singapore stated that it had no control or interests in OCN Pyongyang, despite the fact that it was under the full control of one of its long-term employees and to which it sold a substantial amount of goods. The way in which OCN Pyongyang operated

¹⁸⁶ OCN stated, “Our Clients also do not have in their power, custody and/or possession, any "contract" or "communications, contracts, agreements and other forms of documentation with Ri'. The said documents, if any, have been under the custody of the investigation agencies in Singapore since 6 December 2017, and our Clients do not have copies of it, and are not able to provide you of the same.”

relatively independently of OCN Singapore is common DPRK practice as already seen in the Panel's investigation of Pan Systems Singapore and Pan Systems Pyongyang.

The Panel notes, however, that Ri Ik would not have been able to set up a foreign currency account in Pyongyang without OCN Singapore's paperwork and tacit consent. Indeed, OCN Singapore ensured that the daily transactions of the account were fully managed by Ri Ik so that it could ensure plausible deniability. Ri Ik used that account to transfer payments back to OCN Singapore for items sold in the DPRK. Given the difficulty of any DPRK banks to engage in open global transactions, at least eight Hong Kong-based front companies transferred the payments into OCN Singapore's account in Singapore, including the following: Pan Ocean Investments, Hongdae International, Yun King International, Albion Commercial Ventures, Highweal Trading, Headsoon Trading, Sama Industrial, and Heping Industrial. The Panel notes that the use of multiple front companies to pay for the purchase of its goods and the break-down of payments into several series of *smaller* transactions, as done in this case, are well-known sanctions evasion tactic.

Annex 73 Information provided to the Panel by Singapore on Wang Zhi Guo (王志国) and Li Ik (aka Ri Ik).

A. Wang Zhi Guo

China Passport Number: E2548653
Date of Birth: 11 July 1962
Date of expiry: 10 September 2023
Place of issue: Tianjin, China



Current Address and Status in Singapore

- Wang Zhiguo is a Singapore Permanent Resident. His address is 500F Marine Parade Road, #04-23, Singapore 449289. He is currently in Singapore.
- Wang Zhiguo is a Chinese national and Singapore Permanent Resident (SPR). Wang was first issued an Employment Pass in 1995 and obtained his SPR on 14 February 2003. His Re-Entry Permit is valid until 19 July 2022.

Dates moved to Singapore

- Wang Zhiguo was first issued a Singapore Employment Pass in 1995.

Travel

- Wang Zhiguo is currently in Singapore.
- Our authorities have impounded Wang Zhiguo’s passport since 6 December 2018

B. Li Ik (aka Ri Ik)

Date of Birth: 11 February 1963
DPRK Passport No. 745420357
Expiry: 11 November 2020

**Current Address and Status in Singapore**

- Li Ik departed Singapore on 8 June 2017 and has not returned since. Li Ik's Employment Pass was revoked in January 2018. Li Ik is not a Singapore Permanent Resident.
- Before his pass was revoked, his job title had been "Regional Business Development Manager" for OCN (Singapore) Ltd
- Li Ik first obtained his Singapore Employment Pass on 12 April 2004.
- The Singaporean authorities informed the Panel that they do not have Li Ik's employment contracts and/or assigned tasks.. His annual salary package from 2012 to 2015 was between S\$92,462.75 to S\$113,384.19.

Travel

- According to travel records, Li Ik traveled in and out of Singapore frequently over the past five years (in some years averaging one trip per month).
- Li Ik departed Singapore on 8 June 2017 and Singapore has not received any visa application from him to re-enter the country. All DPRK nationals require a visa to enter Singapore. Singapore informed the Panel that it does not have knowledge of Li Ik's whereabouts since then.

Personal details for Mr. Li Ik provided to obtain his Singapore Employment Pass:**I. Education Certificates at all levels**

- 1) Sep. 1969 -Aug 1973 Pyongyang Sanghung Primary School
- 2) Sep. 1973 - Aug 1979 Pyongyang Jangsan Senior Middle School

- 3) Sep 1979-Aug 1981 Serve in the Korean Peoples Army
- 4) Sep 1981-Nov 1986 Kim Il Song's University D.P.R. of Korea

2. Curriculum Vitae (CV) of working experiences from time after leaving school

- 1) Dec 1986 -Dec 1990. Manager of Daesong General Corporation D.P.R. of Korea
- 2) Jan 1991 -Apr 1992 Manager of Korea Asia Trading Company
- 3) May 1992-Jul 1994 Section Chief Manager of Korea Duty-free Company
- 4) Aug 1994 - Chief Manager of OCN (Singapore) PTE LTD Pyongyang Office

3. Home address

Potonggang-dong 27, 3-2, Potonggang District Pyongyang D.P.R. of Korea

4. Passport number: S 190220613

Date of Birth: 11-Feb-1963

Country of issue: D.P.R. of Korea

Place of issue: Ministry of Foreign Affairs D.P.R. of Korea

Date of issue: 28-Apr-2000

Expiry date: 5 years (28-Apr-2005)

5. Religion - Atheist

Married to: Ms Ju Myong Suk

Date of Birth: 7 Dec 1963

Source: Member State

Annex 74 Cooperative entities and joint ventures and other companies investigated by the Panel: Argentina, Australia, Cambodia, China, Japan, Laos, Malaysia, Malta, Poland, the Russian Federation, Singapore, Thailand, Uganda, Vietnam and Zambia

Argentina

Argentina indicated to the Panel that searches for the firm Sonbong-Promotra JV Co. yielded no positive data in their search of financial databases nor any additional data on any links between the firm and Argentina. Argentina also stated that no nationals of the DPRK have been registered since 2004 as migrant workers.

Source: Member State

Australia

In its reply to the Panel 's letter on Sonbong Kost J.V. Company (a.k.a Samhung Kost J.V. Company, Sam Hung KOAST Joint Venture Pyongyang, 선봉코스트합영회사 , Australia cooperated with the Panel by providing detailed information on the company's operational status, current officers, business activities, bank account information in an Asian country, ownership, and business history. Australia also informed the Panel that it was investigating the matter and provided the Panel with its detailed confidential initial findings. It further stated that it places the highest priority on implementing UNSC resolutions, and takes appropriate action to respond to potential breaches of sanctions. It further clarified that pursuant to UN Security Council sanctions, Australian law prohibits the establishment, maintenance, or operation of a joint venture or cooperative entity (however described) with a DPRK person or entity, a person or entity acting on behalf of or at the direction of a DPRK person or entity, or an entity owned or controlled by a DPRK person or entity. Australia also indicated that it was assessing whether available information suggests that any of the funds, financial assets and economic resources of Koast Group Pty Ltd are owned or controlled. directly or indirectly, by designated individuals or entities; or the Government of the DPRK or the Workers Party of Korea.

Source: Corporate registry, Member State

Cambodia

Business name (Eng)	Location
Pyongyang (Koryo) Restaurant / Pyongyang Traditional Restaurant	400 Preah Monivong Blvd (93), Phnom Penh, Cambodia
Pyongyang Arirang Restaurant	215, 32 Jawaharlal Nehru Blvd (215), Phnom Penh, Cambodia
Pyongyang Unhasu Restaurant	#10A, Street 315, Sangkat Beung Kok I, Khan Toulkork, Phnom Penh, Cambodia, Phnom Penh 12000, Cambodia In addition to providing food services, this company is also registered as engaged in “other financial service activities, except insurance and pension funding activities,” in addition to various other activities that are unusual for a restaurant to be engaged in.

Source: Open source information

China

English Name	City	Eng Address
Dae Dong Gang North Korean Cuisine	Beijing	North Tucheng East Road, Yuan Dadu Heritage Park, No. 6
Pyongyang Hae Dang Hwa - Landao Branch	Beijing	Chaoyang Menwai Dajie 12, Kunming Mall 2 (Landao Building West)
Pyongyang Mo Ran Bong - Yizhuang Branch	Beijing	Yizhuang Economic and Technological Development Zone, Ronghua Road 10, Yicheng International Center Q102
Pyongyang Rungrado - Baofusi Branch	Beijing	Zhongguancun Baofusi Bridge 81 (opposite of the Institute of Computing and Technology)
Sin Dae Jong Kim Gang Won Restaurant and Performance Hall	Beijing	1st Floor, Xinzhai Hotel, No.58 Maidian Street
Pyongyang Restaurant Mo Ran Bong North Korea Performance Hotel	Changchun	Intersection of Liberty Road and Linhe Street
	Dalian	Xinghai Square, Area E, 46
Pyongyang Restaurant	Dalian	No.94 Xinglin Street, Zhongshan District, Dalian 116001, China

Pyongyang Jindal Chae Restaurant	Dandong	Building 2 198 Donggang S Rd, Donggang Shi, Dandong Shi, Liaoning Sheng, China, 118300
Pyongyang Koryo Restaurant	Dandong	Binjiang Middle Rd, Zhenxing Qu, Dandong Shi, Liaoning Sheng, China
Pyongyang Koryo Restaurant	Dandong	8th Latitude Rd, Zhenxing Qu, Dandong Shi, Liaoning Sheng, China, 118000
Liuqing Hotel	Dandong	1-2F, Jiadi Plaza, Binjiang Middle Road
Xin'an Dongge Hotel	Dandong	No.98 Jinjiang Street
Pyongyang Koryo Restaurant	Harbin	202 Gogol Street, Harbin, China
Pyongyang Mo Ran Bong - Altay Branch	Hohhot	Xing'an North Road, Caoyuan City
Pyongyang Seol Kyung Restaurant	Hohhot	Olympic Hotel, Floor 2
Jindal North Korean Restaurant	Kunming	Luyou Dujia Qu, Xigong Matou 2 Dong
Pyongyang North Korean Restaurant	Nanchang	1515 Nanjing East Road, Aixi Lake
Myo Hyang San Restaurant	Qinhuangdao	Yingbin Road 298, Haigang District, Qinhuangdao, Hebei, China
Pyongyang Koryo Restaurant -- Gu North Road	Shanghai	GuBei Road 1088 2 Floor, Shanghai, China
Pyongyang Arirang	Shanghai	1050 Wuzhong Rd, Minhang Qu, Shanghai Shi, China, 201103
Pyongyang Koryo Restaurant - Tongmao Branch	Shanghai	First Floor 357 Songlin Rd, Pudong Xinqu, Shanghai Shi, China, 200000
Pyongyang Myo Hyang Restaurant - Putuo Branch	Shanghai	555 Caoyang Rd, Putuo Qu, Shanghai Shi, China, 200063
Pyongyang Oak Ryu Restaurant	Shanghai	439 Caoxi N Rd, XuJiaHui, Xuhui Qu, Shanghai Shi, China, 200000
Pyongyang Restaurant	Shanghai	3rd Floor, Western District, Binggu Cultural Leisure Plaza, 341 Tianshan Road
Chilbosan Hotel	Shenyang	No.79-81 Shiyiwei Road, Helping District, Shenyang 110003, China

Pyongyang Dong Myo Hyang San	Shenyang	85 Tumen Road, Shenyang, China
Pyongyang Friendship Dongmyung Restaurant	Shenyang	Antu St, XiTa HanGuo FengQing Jie, Heping Qu, Shenyang Shi, Liaoning Sheng, China, 110000
Pyongyang Mo Ran Bong Hotel	Shenyang	43 Harbin Road, Shenyang, China
Pyongyang Restaurant	Shenyang	106 Shifu Rd, XiTa HanGuo FengQing Jie, Heping Qu, Shenyang Shi, Liaoning Sheng, China, 110002
Moranbong	Shenyang	93 Xita Road
You Kyung Kim Dal Chae	Shijiazhuang	ChangAn District GuangAn Main Street 16, MeiDong International 2 Floor, Shijiazhuang, China
North Korea Pyongyang Eun Ban Restaurant	Taiyuan	Binhe Donglu and Xuefu Street, Shizi Southwest Corner, Luohe Park, No. 2 Parking Lot
Hongqing Hotel - Hongqiao Branch	Wuxi	889 Hongqiao Road (Shenzhou Building)
Liuqing Hotel	Yanji	124 Xinxing St, Yanji Shi, Yanbian Chaoxianzuzhizhou, Jilin Sheng, China, 133000

Source: The Panel, Member State, open source research

MINISO

The Panel also investigated a possible joint venture between a Hong Kong company and a DPRK company which operates a commodity chain in Pyongyang.¹⁸⁷ In May 2018, the company stated that Chinese Headquarters of MINISO was in charge of the international business partnership, and that the products sold to the DPRK were made in China. MINISO further stated that the international agency contract to open the Pyongyang branch was agreed between MINISO International Hong Kong Limited and “Korea Jinhwa joint corporation”¹⁸⁸ represented by a DPRK national Nam Song Il¹⁸⁹, but that contract was terminated on 15 August 2017. Supporting documents were provided. While MINISO claimed that products stopped being supplied in May 2017, the Panel obtained information that as of July 2018, the shop is still open with the original MINISO interior, but with the label “Jinhwa”, and products of several foreign brands have been sold. The Panel requested

¹⁸⁷ See S/2018/171 para. 147

¹⁸⁸ Original name shown in the documents is “朝鲜进化合作会社”

¹⁸⁹ Chinese character: 南誠一, A.k.a Nan Chengyi. DPRK Passport Number: PO 836337346. DOB 22 January 1955.

information but has yet to receive a reply from the companies (figure). The Panel recommends that the relevant Member State comply with paragraph 18 of resolution 2375 (2017).

(Figure) MINISO brand displayed in Pyongyang branch in April 2018



Source: NK Pro

Source: The Panel, open source

Japan

Japan replied “So far [the Government of Japan] “could not confirm any information that indicates the joint ventures and cooperative entities pointed out by the Panel exist or currently operate in Japan, or information that shows relationships between the partner companies identified by the Panel and the North Korean joint ventures.” Japan also stated that it went further by prohibiting all exports to and imports from the DPRK and transactions with the DPRK.

Source: Member State

Laos

Business name (Eng.)	Owner	Manager	Business type
Representative Office of Korea Dongyang 5 Trading Corporation	Ms. SOWON SOOB	Mr. SOWON SOOB	Investment Analyst on road, bridge, irrigation construction and trade
Representative Office of SK Architect and Construction	Mr. CIIM CHAE JOON	Mr. CIIM CHAE JOON	Investment analyst on hydro power
Pyongyang Friendship Restaurant	Ms. WANG ANHULI	Ms WANG ANHULI	Restaurant

Korea K Choeng Bong Trading Corporation	Mr. CHANGSONG KIM	Mr. CHANSONG KIM	Program design consultant
Western Restaurant	Mr. BONGJO YUN	M R. BONGJO YUN	Restaurant
Better Life Tomorrow Lao Ltd. Co	Mr. Jaekook Sin		Pharmaceutical

Source: Member State, open source

Malaysia

Business Name	Number	Address	Directors	Shareholders	Start
MKP BUILDERS SDN. BHD	386207-P	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2, Jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpurwilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11 cheras, selangor	Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap; Han Hun Il	Yong Kok Yeap	6 May 1996
MKP CAPITAL LLC BERHAD	980801-M	24-B Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan	Han Hun Il; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	2 March 2012
MKP DYNAMIC ENGINEERING SDN. BHD	735910-W	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 Kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11, Batu 9 Cheras Selangor	Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh; Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap; Muhammad Danial Bin Osman;	Karnail Singh Nijhar Amar Singh, Tansri Dato'dr; Yong Kok Yeap; Soh Pui Hoon; Han Hun Il; Ramanan Ramakrishnan	31 May 2006

MKP HOLDINGS SDN. BHD	464492-W	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 kaw. Perusahaan Cheras Jayabatu 11 batu 9 Cheras Selangor	Yong Kok Yeap; Han Hun Il;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	23 June 1998
Nekad ZipleM SDN. BHD	614359-U	52 a, Jalan Landak off Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan C/O Lot 5, Jalan 1 kawasan Perindustrian Cheras Jayabatu 11, Batu 9 Cheras Selangor)	Han Hun Il; Yong Kok Yeap;	Jusoh Bin Awang; Yong Kok Yeap; Han Hun Il; Sumairi Bin Hashim	7 May 2003

Source: Corporate registry, open source information

Malta

According to open source information, Kormal Import and Export Company was founded 17 November 2011. "C 54431" is its corporate registration number. Kormal does not appear to have a website or a public profile beyond its appearance in various corporate registry databases. It is an "active" corporation according to Open Corporates and Malta's Registry of Companies. According to Malta's Registry of Companies and it has filed documents as recently as 2 March 2018.

- In Malta's Registry of Companies the Director of the company is Song Hui Song, with the registered address in the DPRK. According to the registry she is the sole shareholder. Kormal's secretary, Kuk Chol Jo, has the same registered DPRK address as Song Hui Song. The company's corporate registry documents list its auditor as a non-DPRK foreign national, however it is unclear whether a Maltese auditor's involvement would qualify this entity as a JV.
- According to documents on Malta's Registry of Companies, Kormal has been filing documents regularly since its inception in 2011 except for a two-year period directly after its inception until 2013. Its most recent documents are from 2 March 2018.

Source: Corporate registry and open source information

Poland

Business name	Name (other languages)	Location in DPRK	Name of partner company	DPRK nationals involved & other info	Partner HQ location
Wonye Sp. Z o.o.			Ms. Cecylia Kowalska	Mr. Jo Chol Yong (DPRK national) is President of the Board, shareholder; Mr. Kang Hong Gu, Vice President of the Board	Ul. Marynarki Polskiej 96, 80-557 Gdańsk, Poland
Redshield Sp. Z o. o.				Mr. Pak Jong Ho, President of the Board	Ul. Stołczyńska 100 D, 71-869 Szczecin, Poland

Source: Corporate registry, Member State, open source information

Russian Federation

Russian Federation communication of 8 January 2019 stated the following

В связи с запросами группы экспертов относительно деятельности на территории России совместных с КНДР предприятий сообщаем следующее.

Пунктом 18 резолюции СБ 2375 устанавливается запрет на открытие новых и дальнейшее функционирование уже существующих совместных с КНДР предприятий и кооперативных организаций. При этом в нашем прочтении под данными организационными формами предпринимательской деятельности понимаются юрлица, создаваемые на основе совместно внесенной собственности участниками из разных стран (в данном случае — из России и КНДР) при их совместном управлении предприятием и совместном распределении прибыли и рисков (при том, что в российском законодательстве такие формы организации юрлиц, как СП или кооперативные предприятия, не существуют в принципе).

В этой связи исходим из того, что деятельность представительств северокорейских компаний не регулируется международным санкционным режимом в отношении КНДР, поскольку они являются обособленными подразделениями легально функционирующих северокорейских компаний, расположенными вне места нахождения последних и представляющими исключительно интересы данных юрлиц. Согласно статье 55 Гражданского кодекса Российской Федерации представительства иностранных компаний на территории России не признаются юридическими лицами в силу того, что они «наделяются имуществом создавшими их юридическими лицами и действуют на основании утвержденных ими положений».

Более того, иностранные представительства в России проходят специальную процедуру регистрации при Торгово-промышленной палате Российской Федерации, не ведут коммерческой деятельности, не получают доходов и не платят налогов (кроме операционных - на недвижимость и т.п.). Поэтому они в принципе не могут служить источником финансирования запрещенных ракетно-ядерных программ КНДР, на пресечение которых,

собственно, и направлены действующие санкции СБ ООН в отношении КНДР.

С учетом вышеизложенного в случаях, когда на территории России функционируют официально зарегистрированные представительства не листированных по линии комитета СБ 1718 северокорейских компаний, нарушений пункта 18 резолюции 2375 мы не усматриваем.

Аналогичная ситуация наблюдается и применительно к ряду российских компаний, единственным учредителем которых является гражданин КНДР. Подобного рода предприятия зарегистрированы в качестве сугубо российских обществ с ограниченной ответственностью (а не совместных предприятий или кооперативов), что делает их российскими юридическими лицами со всеми вытекающими из этого правовыми последствиями. Ни по смыслу пункта 18 резолюции СБ 2375, ни по действующему российскому законодательству они не подпадают под категорию предприятий, на которые могут распространяться рестрикции СБ ООН в отношении КНДР.

По мере дальнейшей межведомственной проработки обращения экспертов и поступления дополнительных сведений имеем в виду соответствующим образом информировать группу.

В будущем были бы также признательны экспертам Комитета за следование сложившейся практике и направление подобного рода запросов не напрямую частным компаниям, а через постпредство. Тем более что в большинстве случаев указанные в реестрах адреса предприятий являются их юридическим, а не фактическим адресом нахождения, вследствие чего направленные таким образом обращения до адресатов попросту не доходят.

Source: Member State

English Translation

We wish to inform you of the following in connection with the inquiry made by the Panel of Experts of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006) concerning the activity in Russia of joint ventures involving the Democratic People's Republic of Korea.

Paragraph 18 of Security Council resolution 2375 (2017) prohibits the operation of new, or the maintenance of existing, joint ventures or cooperative entities involving the Democratic People's Republic of Korea. It is our understanding that under the resolution such organizational entities are legal persons established through the joint contribution of resources by participants from different countries, in this case Russia and the Democratic People's Republic of Korea, who jointly manage the venture, and share its profits and risks. Legal persons structured in this manner cannot exist under Russian law.

On that basis, we do not view the activities of the representative offices of North Korean companies as being covered by the international sanctions regime for the Democratic People's Republic of Korea, since they are independent divisions of legally operating North Korean companies, situated in a different location and representing solely the interests of those legal persons. Under article 55 of the Civil Code of the Russian Federation, representative offices of foreign companies in Russia do not have the status of legal persons, because they are allocated assets by the legal persons establishing them and engage in activity as directed by those legal persons.

Furthermore, foreign representative offices in Russia are subject to special registration rules with the national Chamber of Commerce, may not engage in commercial activity, earn no revenue and pay no taxes, except on operating expenses, including for real estate. Therefore, they could not be a source of funding for the prohibited nuclear or ballistic missile programmes of the Democratic People's Republic of Korea, which the Security Council has sought to halt by imposing sanctions against that country.

In view of the foregoing, we do not consider the activity in Russia of officially registered representative offices of North Korean companies that have not been placed on the United Nations Security Council sanctions list by the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006) to be in violation of paragraph 18 of Security Council resolution 2375 (2017).

Similarly, in the case of Russian companies having a sole founder who is a citizen of the Democratic People's Republic of Korea, such companies are registered strictly as Russian limited liability companies, rather than joint ventures or cooperative entities, making them Russian legal persons with all the legal consequences that follow therefrom. Such companies are not considered subject to the restrictions imposed on the Democratic People's Republic of Korea by the Security Council under paragraph 18 of Security Council resolution 2375 (2017) or under current Russian law.

We shall keep the Panel of Experts informed as queries received from the Panel of Experts undergo the interagency review process and additional information becomes available.

In future, the Russian Federation would appreciate it if the Panel could follow established practice by directing its queries to the Russian Permanent Mission, rather than to the private companies. This is particularly important given that, in most cases, the company addresses indicated in the registries are that of their registered offices, rather than their actual physical address, and letters sent to the former address simply do not reach the addressees.

The Russian Federation provided the Panel with a list of companies which, after investigation, it found were closed as of January 2019. Those companies have not been included in the list below regardless of their current status in the corporate registry or whether they were in operation at some point in 2018. The list below does not include entities which corporate registration documents have listed as dissolved in 2018 including those that were in operation at some time in 2018. In the course of 2018, four companies changed their registration to being only Russian-owned.

There are no representative offices of DPRK entities in this list.

Name and Company Tax Id	Location Address	Names of DPRK Nationals and/or DPRK companies involved	Other Nationals Involved	Additional info	Type of Company
ООО "ПИОНЕР" (LLC "PIONER") Tax ID: 2502047408	12A ulitsa Nevskaya, Vladivosto k, Russia, 690018	Owner is DPRK national Kim Khe Son (Ким Хе Сон) with tax identification number 254300252564.	Director is Russian national [REDACTED] with tax identification number [REDACTED]	Registered to the same address as the DPRK Consulate General in Vladivostok.	Renting and operating of real estate; construction; operation of restaurants and bars in railway cars and on ships
ООО "ПРИМАГРОСОЯ" (LLC "PRIMAGROSOYA") Tax ID: 2508110960	Office 3, 38V ulitsa Pogranichn aya, Nakhodka, Russia, 692922	Jointly owned by a Russian company, LLC "KNYAZHEVSKOE" (tax identification number 2506109736) and a DPRK entity, Korea Kungang General Corporation.	Director is Russian national [REDACTED] for it with tax identification number [REDACTED]		Growing of cereals (except rice), leguminous crops and oil seeds
ООО "САКОРЕНМА" (LLC "SAKORENMA") Tax ID: 6501104474	8 ulitsa Polevaya, Yuzhno- Sakhalinsk ,	Co-owned by the Korea General Corporation for External Construction (GENCO).	Co-owner and director is Russian national [REDACTED] with tax		Construction

			also the company's director.		
ООО "ЗАБАЙКАЛИНВЕСТСТРОЙ" (LLC "ZABAİKALINVESTSTROI") Tax ID: 0326028065	32 proezd Energostroitelei, Chita, Russia, 672022	Owner is DPRK Li Yn Sok (Ли Ын Сок) with tax identification number 753626113575.	Director is Russian national [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].	The company was previously named LLC "Cholsan". The same director-owner team control LLC "Chkholsan" (ООО "ЧХОЛСАН"; Tax ID 7536112799) and LLC Construction Company "RAI" (ООО СК "РАЙ"; Tax ID 7536132178)	Construction
ООО "СК"РАЙ" (LLC Construction Company "RAI") Tax ID: 1328002427	43 shosse Aleksandr ovskoe, Saransk, Russia, 430006	Co-owner is DPRK national Kim Tkhe En (Ким Тхэ Ен), for whom a tax identification number is not specified.	Director is Russian national [REDACTED] with tax identification number is [REDACTED].		Construction
ООО с иностранными инвестициями СП	94 ulitsa Russkaya,	This company is a joint venture between the DPRK Ministry of	Director is Russian national [REDACTED]		Silviculture

<p>"ТИСРИМОБ" (LLC JV "TISRIMOB") Tax ID: 2539069310</p>	<p>Vladivostok, Russia</p>	<p>Forestry and a Russian company, LLC "TIS", whose tax identification number is 2528004046.</p>	<p>[REDACTED] with tax identification number [REDACTED].</p>		
<p>ООО "ОРЮН" (LLC "ORYUN") Tax ID: 2540176852</p>	<p>10 ulitsa Krylova, Vladivostok, Russia, 690014</p>	<p>Owner is DPRK national Kim Khe Son (Ким Хе Сон), for whom a tax identification number is not specified.</p>	<p>Director is Russian national [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].</p>	<p>A DPRK restaurant named Kymgansan (Russian: КЫМГАНСАН) operates at the address registered to this company (https://www.vl.ru/kymgynsan). Open source information claims that its workers are DPRK nationals, from the chef to the waitresses to the restaurant owners (https://www.news1.ru/vlad/2017/09/22/163230/).</p>	<p>Restaurants and mobile food service activities</p>
<p>ООО "ПХЕНЬЯН-МОРАНБОН" (LLC "PKENYAN-MORANBON") Tax ID: 2703086887</p>	<p>Room 1009, 15 prospekt Pervostroit elei, Komsomol sk-Na-Amure, Russia, 681003</p>	<p>This company's name is a russification of Pyongyang-Moranbong. It is jointly owned by a DPRK company ostensibly called Korean Trading Company "Eighth of March" and a Russian company, LLC "FOLANG". The</p>	<p>Director is Russian national [REDACTED], with tax identification number [REDACTED].</p>		<p>Restaurants and mobile food service activities</p>

		Russian company's tax identification number is 2726008652.			
ООО "МЁХЯН" (LLC "MEKHYAN") Tax ID: 4101167437	Apt. 58, 2 ulitsa Tushkanov a, Petrovavlo vsk- Kamchatsk i, Russia, 683031	Owner is DPRK national Li San Cher (Ли Сан Чер) with the tax identification number 410126524634.	Director is Russian national [REDACTED] [REDACTED]) with tax identification number [REDACTED].	'MEKHYAN' is the Russian rendering of Myohyang.	Restaurants and mobile food service activities
ООО "АК-СТРОЙ" (LLC "AK-STROI") Tax ID: 4205255751	Room 6, Structure 6А, ulitsa Krasnoarm eiskaya, Kemerovo, Russia, 650021	Co-owner is DPRK national Kim Sen Bok (Ким Сен Бок) with tax identification number 420555220832. This construction company is also co- owned by a Russian company, LLC "ELEKTRON- MAGAZIN", with tax identification number 4205194474.	Director is Russian national [REDACTED] [REDACTED]) with tax identification number [REDACTED].		Plastering
ООО "КАНСОН- ТЕКСТИЛЬ" (LLC "KANSON- ТЕКСТИЛ") Tax ID: 5018186644	Office 9, Floor 3, 34 prospekt Zavodskoi, Golitsyno, raion Odintsovsk i, oblast Moskovsk	Owner is DPRK national Sim Li Khyan (Сим Ли Хян) with tax identification number 502730623502.	Director is Kim Son Khi (Ким Сон Хи) of an unspecified nationality with tax identification number [REDACTED].		Manufacture of outerwear

	aya, Russia, 143041				
ООО "СК "ДЭСОН" (LLC Construction Company "DESON") Tax ID: 5027185855	8 ulitsa Initsiativna ya, Lyubertsy, Russia, 140000	Co-owner is DPRK national Kim Li Sen (Ким Ли Сен).	Co-owner and director is Russian national [REDACTED] [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].		Site preparation
ООО "ЭМА" (LLC "EMA") Tax ID: 6501196130	57 ulitsa Kryukova D.N., Yuzhno- Sakhalinsk , Russia, 693020	Jointly owned by a DPRK entity, Korea Aprokgang Technical Development Corporation and a Russian company, LLC Private Security Company "FINEKO- ROSA-2" with the tax identification number 6501160630.	Director is Russian national [REDACTED] [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].		Manufacture of computers and peripheral equipment
ООО СП "РОСАЮМА" (LLC "ROSAYUMA") Tax ID: 6501253740	104 ulitsa Tikhaya, Yuzhno- Sakhalinsk , Russia, 693005	Jointly owned by the Russian company, LLC "YUVESTA KOMPANI" with the tax identification number 6501151347 and a DPRK entity, Korea Paekma Trading Corporation.	Director is Russian national [REDACTED] [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].		Sawmilling and planing of wood
ООО СП "ФИТОН" (LLC JV "FITON") Tax ID: 7536033674	7 ulitsa Ugdanskay a, Chita,	This company is formally registered as a joint venture. Its DPRK	Director is Russian national [REDACTED]		Pharmaceutical company

	Russia, 672000	shareholder's name, translated from Russian, is roughly 'Management for the Manufacturing of Cortex Preparations' (Russian: УПРАВЛЕНИЕ ПО ПРОИЗВОДСТВУ КОРЕПРЕПАРАТОВ МИНИСТЕРСТВА ЗДРАВООХРАНЕНИЯ КНДР).	<p>[REDACTED] with tax identification number [REDACTED].</p> <p>The Russian shareholders are the Zabaikalskaya Kraya Department of State Property and Land Issues (tax identification number [REDACTED]) and Russian national [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].</p>		
ООО "ЧХОЛСАН" (LLC "CHKHOLSAN") Tax ID: 7536112799	32 proezd Energostro itelei, Chita, Russia, 672022	Owner is DPRK Li Yn Sok (Ли Ын Сок) with tax identification number 753626113575.	Director is Russian national [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].		Construction

<p>ООО СК "РАЙ" (LLC Construction Company "RAI") Tax ID: 7536132178</p>	<p>Room 4, 132 ulitsa Chkalova, Chita, Russia, 672039</p>	<p>Owner is DPRK Li Yn Sok (Ли Ын Сок) with tax identification number 753626113575.</p>	<p>Director is Russian national [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].</p>		<p>Construction</p>
<p>ООО "РКК ФАРТ" (LLC "RKK FART") Tax ID: 3808221510</p>	<p>17 Aleksandra Nevskogo ulitsa, Irkutsk, Russia, 664047</p>	<p>Owner is DPRK national Lee Chong Nam (Ли Чен Нам), for whom a tax identification number is not specified.</p>	<p>Director is Russian national [REDACTED] with tax identification number [REDACTED].</p>	<p>According to open source reporting, RKK Fart" LLC "owns Korean restaurant "Pyongyang" at the same address in Irkutsk.</p>	<p>Restaurants and mobile food service activities</p>

On 21 January 2019, the Russian Federation requested the Panel not to publish information about companies still being investigated on the basis of the requests from the Panel, as this could violate the confidentiality of the ongoing investigations and adversely affect their outcome.

Name (Eng)	Name (Korean and/or original script)	Location in DPRK/Russia	Name of Partner Company where applicable	Partner HQ /Restaurant location
Koryo Restaurant	Ресторан «Корё»	Moscow	-	Ordzhonikidze Ulitsa, 11, bld.- . 9, Moscow, Russia, 115419
Pyongyang Restaurant	Ресторан «Пхеньян»	Vladivostok	-	Ulitsa Verkhneportovaya, 68 B, Vladivostok, Primorsky kray, Russia, 690003
Pyongyang Restaurant	Ресторан «Пхеньян»	Irkutsk	ООО «РКК ФАРТ» (LLC “RKK FART”), Учредитель (owner) – Ли Чен Нам (see Annex 1 and 3)	17 Aleksandra Nevskogo ul., Irkutsk, Irkutskaya oblast, Russia, 664047
Rungrado Restaurant	Ресторан «Рынрадо»	Moscow	-	29/1 Lomonosovsky Prospekt, Moscow, Russia, 119192
Koryo Restaurant	Ресторан «Корё»	Vladivostok	-	20 A Prospekt Ocean, District "Center," Vladivostok, Primorsky kray, Russia, 690091
Rus'-Moran Restaurant	Ресторан «Русь-Моран»	Blagoveshchensk	-	Ulitsa Lenina, 108A, Blagoveshchensk, Amurskaya oblast, Russia, 675000

Source: Official State Registration Data according to SPARK system, <http://www.spark-interfax.ru/en>;
Unified State Register of Legal Entities, <https://egrul.nalog.ru>

Singapore

Singapore informed the Panel that a Singapore company, Lucky Greenbird Pte. Ltd's joint venture with Ryugyong Corporation "Taesong BAT" JV, the JV was terminated on 1 January 2018 and provided the termination notice to the Panel.¹⁹⁰ Singapore further stated, "Our checks have not uncovered any evidence that its funds, financial assets, and economic resources are owned or controlled by designated individuals or entities, the DPRK Government, the Worker's Party of Korea, individuals or entities acting on behalf or at their direction, and/or entities owned or controlled by them. If we find any evidence that Lucky Greenbird Pte Ltd, or any other entity, has contravened the UNSCRs and/or our laws, we will not hesitate to take the necessary action. As stated in our National Implementation Report for UNSCR 2397, there are no DPRK nationals with work passes in Singapore. Singapore has revoked the work passes of all DPRK nationals earning income in Singapore and will not grant new work passes to DPRK nationals.

Source: open source, Member State

Thailand

With regard to **Star Joint Venture Company** (aka Star JV a.k.a. Northeast Asia Telephone and Telecommunications Co., Ltd. (NEAT &T)) it informed the Panel that Loxley Pacific Co., Ltd. changed its name into Loxpac (Thailand) Co., Ltd. in 2013, that it had withdrawn its investment in Loxpac (Thailand) Co., Ltd. in 2015 and that it had connection with NEAT&T. It stated that Loxpac (Thailand) Co., Ltd ceased all of its business in the DPRK, including its operation via NEAT&T, since January 2018.

Source: Member State, open source

Name	Name (Korean or in original script)	Name of Partner Company where applicable	Partner HQ/Restaurant location
Pyongyang Okryu Restaurant	ร้านเพียงของ อ็อกริว	-	Between Sukhumvit Soi 25-27, next to Radisson Blu hotel, Ekkamai Rd., Bangkok, Thailand

¹⁹⁰ The termination notice dated 22 November 2017, a copy of which was provided to the Panel, cited paragraph 18 of Security Council resolution 2375 (2017) adopted on 11 September 2017.

Pyongyang Haemaji Restaurant	-	-	83, Soi 26 Sukumvit, Khlongtoi, Bangkok 10110, Thailand
Mokran Korean Restaurant		Magnolias Pattaya Boutique Resort	4/6 M.9 Maprachan Reservoir, Tambon Pong, Amphoe Banglamung, 20150 Chonburi, Thailand

Uganda

The Ugandan Government replied on 6 July 2018 to the Panel's request for further information on MKP's operations in Uganda. It acknowledged having formed a joint venture between the National Housing and Construction Company (NHCC) and MKP Builders SDN BHD, called NH-MKP Builders Limited. As part of one project, the NHCC paid out \$3,627,762 as an advanced payment to MKP Builders. Uganda claims this business relationship ceased at the beginning of 2014, when it became clear that MKP Builders SDN BHD was unable to complete the construction contract. The Ugandan Government has since been involved in a series of ongoing lawsuits with MKP and its insurance companies to recover the payment, and insists that it cannot dissolve MKP Builders SDN BHD or MKP Capital Berhad while litigation continues.

Uganda's reply also included information about Vidas Engineering Services Limited, which it acknowledged having contracted to for several government-funded projects. However, it firmly denied any relationship between the firm and MKP, citing Vidas' company incorporation documents. Uganda and Vidas did not provide an explanation for the appearance of the firm's mailing address, registered office address, email address and trading name on the corporate registry documents for MKP Capital and MKP Builders in Uganda. The Panel notes that in order to mask DPRK connections, DPRK companies commonly use foreign national facilitators to avoid putting its own nationals on incorporation paperwork, leverages business contacts to facilitate the establishment of in-country presences, and embeds within foreign firms. Uganda did not respond to the Panel's inquiries pertaining to its recent promotion of foreign investment opportunities in a high-value MKP Holdings project at the Moroto Marble Mine.

No	Business name (Eng.)	Other names	Name of partner company (where applicable)	DPRK & Uganda nationals involved & other info
1.	NH MKP Builders Ltd	MKP Builders SDN	Ugandan National Housing & Construction Company Ltd.	Choi Da Hwan (identified as Korean), Ms Jane Bilek Langoya, Mhanmed A. Benomran (likely an alternate spelling of Muhamed A. Banomaran) and Henry Majoh Mukisa.
2.	MKP Builders San BHD	Vidas Engineering Services Co. Limited	Uganda's Ministry of Water and Environment ; National Housing and Construction Company (NHCC)	Yong Kyong Kin, Ms Jane Lukonga Bilan and Mr. Muhamed A. Banomaran, listed as Directors.
3.	MKP Capital Bernard Co. Limited	Vidas Engineering Services Co. Limited	National Housing and Construction Company (NHCC)	Yong Kyong and Edward Han are both listed as directors and shareholders, with nationalities as Korean. Henry Mukisa and Asa Mugenyi (both Ugandans), are also listed as directors and shareholders.

Source: Corporate registry, open source

Vietnam

Koryo restaurant / formerly Ryu Gyong Restaurant (Nhà Hàng Ryu Gyong Triều Tiên; 조선 류경 식당)	Ho Chi Minh City Registered As Công Ty TNHH Thương Mại Phan Minh Fmc-V.N.	30 Le Quy Don, Ward 7, District 3, Ho Chi Minh City, Vietnam
Koryo restaurant	Hanoi	No.61 Trung Hoa City, Trung Yen Urban Area, Phuong Trung Hoa, Cau Giang Paper, Hanoi Previous Address: No.7, Lot 13b, Trung Hoa City, Trung Yen Urban Area, Phuong Trung Hoa, Cau Giang Paper, Hanoi
Binh Nhuong (Pyongyang) restaurant	Hanoi	No. 28, Nguyen Thi Dinh Street, Tung Hoa Commune, Cau Giay District, Ha Noi

Source: Member State, Corporate registry and open source

Zambia

See Annex 46 on MKP companies in Zambia. Zambia replied to the Panel that it had undertaken a full investigation into the companies listed by the Panel and that it had confirmed that several DPRK and Malaysian nationals were acting as directors in MKP Holdings, and that one of the recommendations from Zambia's investigation of the network was that authorities consider repatriating DPRK nationals working in the country, in accordance with resolution 2397 (2017), including a list of 13 DPRK nationals. It is unclear to the Panel whether this covers all of DPRK nationals working in Zambia.¹⁹¹

Source : Corporate registry, Member State

¹⁹¹ Yazid Merzouk informed the Panel that as of January 2018, there were seven DPRK nationals employed in MKP TMS Hospital alone, with appropriate work permits duly issued by the Zambian Immigration authorities.

Annex 75 Information on economic activities being undertaken by OOO "ПИОНЕР" (LLC "PIONER"), a JV owned by a DPRK national registered to the same address as the DPRK consulate in Vladivostok, Russian Federation

Name (Eng)	OBSHCHESTVO S OGRANICHENNOI OTVETSTVENNOSTYU "PIONER"
Name in Russian	ООО "ПИОНЕР"
Legal address	690018, Primorski kr, g. Vladivostok, ul. Nevskaya, d. 12 korp. A
Phone no	+7 (953) 2197535
Registration date	20.06.2013
OGRN	1132502001664
INN	2502047408
OKOPF	Limited liability companies
Main type of activity	Renting and operating of own or leased non-residential real estate
Manager	[REDACTED] generalny direktor

Economic Activities

Sector affiliation by OKVED (KDES Ed. 2)

Name, description	OKVED
Renting and operating of own or leased non-residential real estate (Main - EGRPO GMC Rosstat, EGRUL)	68.20.2
Construction of residential and non-residential buildings	41.20
Demolition	43.11
Performance of excavation works	43.12.3
Restaurants and mobile food service activities	56.10
Restaurants and cafes with full restaurant service, cafeterias, fast food restaurants and buffet restaurants	56.10.1
Operation of restaurants and bars in railway cars and on ships	56.10.3

Sector affiliation by OKVED

Name, description	OKVED
Restaurants and caf?s (Main - Financial Statements GMC Rosstat)	55.30
Letting of own nonresidential real estate (Main - EGRPO GMC Rosstat, EGRUL)	70.20.2
Demolition and wrecking of buildings; earth moving	45.11
General construction of buildings and civil engineering works	45.21
Restaurants	55.3

Source: Official State Registration Data according to SPARK system, <http://www.spark-interfax.ru/en>

Name changes

Change history

Changes to names and legal status

Address	Relevance date
Primorski krai, g. Artem, ul. Kirova, d. 64 A	14.09.2015

Registration procedures in the Federal Tax Service (FNS)

Registration date	Deregistration date	Registering authority
11.09.2015		Mezhraionnaya inspektsiya Federalnoi nalogovoi sluzhby N 12 po Primorskemu krayu
20.06.2013		Mezhraionnaya inspektsiya Federalnoi nalogovoi sluzhby N 10 po Primorskemu krayu

Registering authority

Date of changes	Registering authority
20.02.2017	Inspektsiya Federalnoi nalogovoi sluzhby po Leninskomu raionu g. Vladivostoka
17.09.2015	Mezhraionnaya inspektsiya Federalnoi nalogovoi sluzhby N 12 po Primorskemu krayu
11.09.2015	Mezhraionnaya inspektsiya Federalnoi nalogovoi sluzhby N 10 po Primorskemu krayu

Source: Official State Registration Data according to SPARK system, <http://www.spark-interfax.ru/en>

Registry document for "ПИОНЕР" (LLC "PIONER") dated 13 August 2018

ЕДИНЫЙ ГОСУДАРСТВЕННЫЙ РЕЕСТР ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ

Сведения о юридическом лице

ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ПИОНЕР"

ОГРН 1132502001664

ИНН/КПП 2502047408/254301001

по состоянию на 13.08.2018

As of 13 August 2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Наименование		
1	Полное наименование	ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "ПИОНЕР"
2	Сокращенное наименование	ООО "ПИОНЕР"
3	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1132502001664 20.06.2013
Адрес (место нахождения)		
4	Почтовый индекс	690018
5	Субъект Российской Федерации	КРАЙ ПРИМОРСКИЙ
6	Город (волость и т.п.)	ГОРОД ВЛАДИВОСТОК
7	Улица (проспект, переулок и т.д.)	УЛИЦА НЕВСКАЯ
8	Дом (владение и т.п.)	ДОМ 12
9	Корпус (строение и т.п.)	КОРПУС А
10	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502055594 11.09.2015
Сведения о регистрации		
11	Способ образования	Создание юридического лица
12	ОГРН	1132502001664
13	Дата регистрации	20.06.2013
14	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1132502001664 20.06.2013
Сведения о регистрирующем органе по месту нахождения юридического лица		
15	Наименование регистрирующего органа	Инспекция Федеральной налоговой службы по Ленинскому району г. Владивостока
16	Адрес регистрирующего органа	690091,,Владивосток г.,Океанский пр-кт,40,,
17	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2162543312149 07.02.2016
Сведения об учете в налоговом органе		
18	ИНН	2502047408
19	КПП	254301001
20	Дата постановки на учет	11.09.2015
21	Наименование налогового органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 12 по Приморскому краю
22	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502055671 11.09.2015

LLC "PIONER"

690018
Krai Primorski
City of Vladivostok
Ulitsa Nevskaya
House 12
Building A

Tax ID: 2502047408

Сведения о регистрации в качестве страхователя в территориальном органе Пенсионного фонда Российской Федерации		
23	Регистрационный номер	035006064000
24	Дата регистрации	14.09.2015
25	Наименование территориального органа Пенсионного фонда	Государственное учреждение-Управление Пенсионного фонда Российской Федерации по Первореченскому району г.Владивостока Приморского края
26	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152543281196 17.09.2015
Сведения о регистрации в качестве страхователя в исполнительном органе Фонда социального страхования Российской Федерации		
27	Регистрационный номер	250241015925031
28	Дата регистрации	12.09.2015
29	Наименование исполнительного органа Фонда социального страхования	Филиал №3 г. Владивосток Государственное учреждение - Приморское региональное отделение Фонда социального страхования Российской Федерации
30	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152543280822 17.09.2015
Сведения об уставном капитале (складочном капитале, уставном фонде, паевых взносах)		
31	Вид	УСТАВНЫЙ КАПИТАЛ
32	Размер (в рублях)	10000
33	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1132502001664 20.06.2013
Сведения о лице, имеющем право без доверенности действовать от имени юридического лица		
34	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1132502001664 20.06.2013
35	Фамилия	ДАНИЛЯК
36	Имя	ЕЛЕНА
37	Отчество	НИКОЛАЕВНА
38	ИНН	650102300001
39	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1132502001664 20.06.2013
40	Должность	Генеральный директор
41	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1132502001664 20.06.2013
Сведения об учредителях (участниках) юридического лица		
42	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	1132502001664 20.06.2013
43	Фамилия	КИМ
44	Имя	ХЕ СОН
45	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1132502001664 20.06.2013
46	Номинальная стоимость доли (в рублях)	10000

Surname: Danilyak
Name: Elena
Patronymic: Nikolaevna
Tax ID: 650102300001

Surname: Kim
Name: Khe Son

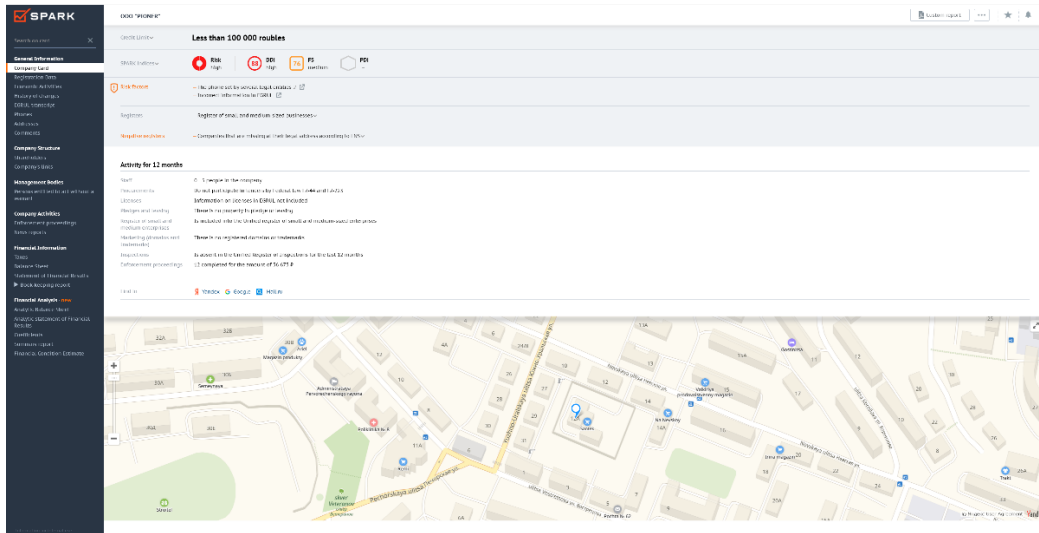
47	Размер доли (в процентах)	100
48	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1132502001664 20.06.2013
Сведения о видах экономической деятельности по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)		
<i>Сведения об основном виде деятельности</i>		
49	Код и наименование вида деятельности	68.20.2 Аренда и управление собственным или арендованным нежилым недвижимым имуществом
50	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502039149 05.05.2015
<i>Сведения о дополнительных видах деятельности</i>		
1		
51	Код и наименование вида деятельности	41.20 Строительство жилых и нежилых зданий
52	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502039149 05.05.2015
2		
53	Код и наименование вида деятельности	43.11 Разборка и снос зданий
54	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502039149 05.05.2015
3		
55	Код и наименование вида деятельности	43.12.3 Производство земляных работ
56	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502039149 05.05.2015
4		
57	Код и наименование вида деятельности	56.10 Деятельность ресторанов и услуги по доставке продуктов питания
58	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502039149 05.05.2015
5		
59	Код и наименование вида деятельности	56.10.1 Деятельность ресторанов и кафе с полным ресторанным обслуживанием, кафетериев, ресторанов быстрого питания и самообслуживания
60	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502039149 05.05.2015
6		
61	Код и наименование вида деятельности	56.10.3 Деятельность ресторанов и баров по обеспечению питанием в железнодорожных вагонах, ресторанах и на судах
62	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2152502039149 05.05.2015
Сведения о записях, внесенных в Единый государственный реестр юридических лиц		
1		
63	ГРН и дата внесения записи в ЕГРЮЛ	1132502001664 20.06.2013
64	Причина внесения записи в ЕГРЮЛ	(P11001) Создание ЮЛ

Source: Unified State Register of Legal Entities, <https://egrul.nalog.ru>

Map data showing LLC PIONER address and DPRK Embassy in Vladivostock address

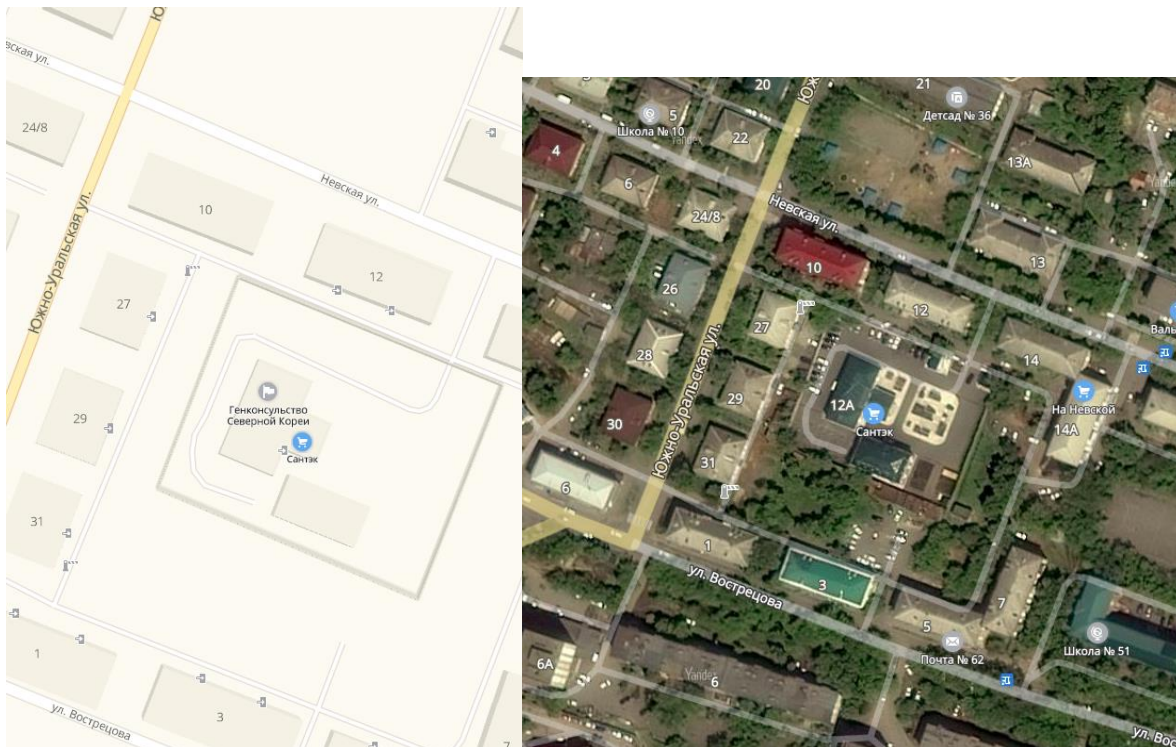
The below screenshot from the corporate registry document places PIONER's location as the same as the DPRK consulate in Vladivostok, shown on screenshots from Yandex maps. In all instances, the divide between the consulate and the surrounding buildings is either noted on the map or visible from satellite imagery.

PIONER screenshot with location map from SPARK:



Source: SPARK, <http://spark-interfax.ru>

Screenshot from Yandex maps for 12A ulitsa Nevskaya, Vladivostok:



Source: Yandex maps, <https://yandex.com/maps/>

Address of the DPRK consulate in Vladivostok

<https://vladivostok.mid.ru/predstavitelstva-inostrannyh-gosudarstv>

ГЛАВНАЯ О ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВЕ УСЛУГИ СВЯЗИ РЕГИОНА ПОЛЕЗНАЯ ИНФОРМАЦИЯ ОБРАЩЕНИЯ ГРАЖДАН КОНТАКТЫ


General Consulate of the Democratic People's Republic of Korea

Адрес: г.Владивосток, ул.Невская, д.12 «А»

Тел./факс: 8(423)233-34-30, 236-25-94

E-mail: gcdprk@mail.ru

ГЕНЕРАЛЬНОЕ КОНСУЛЬСТВО
КОРЕЙСКОЙ НАРОДНО – ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ



Консульский округ: Приморский край, Хабаровский край, Республика Саха (Якутия), Камчатский край, Забайкальский край, Республика Бурятия, Амурская, Сахалинская, Иркутская, Магаданская области, Еврейская автономная область, Чукотский автономный округ.

Source: Representation of the Russian Ministry of Foreign Affairs in Vladivostok, <https://vladivostok.mid.ru/>

Annex 76: Documents showing GENCO's partial ownership of LLC "SAKORENMA"

ЕДИНЫЙ ГОСУДАРСТВЕННЫЙ РЕЕСТР ЮРИДИЧЕСКИХ ЛИЦ

Сведения о юридическом лице

ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "СТРОИТЕЛЬНАЯ ФИРМА
САКОРЕНМА"

ОГРН 1036500601642

ИНН/КПП 6501104474/650101001

по состоянию на 01.11.2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Наименование		
1	Полное наименование	ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "СТРОИТЕЛЬНАЯ ФИРМА САКОРЕНМА"
2	Сокращенное наименование	ООО "САКОРЕНМА"
3	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2186501135159 29.06.2018
Адрес (место нахождения)		
4	Субъект Российской Федерации	ОБЛАСТЬ САХАЛИНСКАЯ
5	Город (волость и т.п.)	ГОРОД ЮЖНО-САХАЛИНСК
6	Улица (проспект, переулок и т.д.)	УЛИЦА ПОЛЕВАЯ
7	Дом (владение и т.п.)	8
8	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2036500609066 24.04.2003
Сведения о регистрации		
9	Способ образования	Создание юридического лица до 01.07.2002
10	ОГРН	1036500601642
11	Дата присвоения ОГРН	05.01.2003
12	Регистрационный номер, присвоенный до 1 июля 2002 года	408
13	Дата регистрации до 1 июля 2002 года	11.01.2000
14	Наименование органа, зарегистрировавшего юридическое лицо до 1 июля 2002 года	Администрация г.Южно-Сахалинска
15	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1036500601642 05.01.2003
Сведения о регистрирующем органе по месту нахождения юридического лица		
16	Наименование регистрирующего органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
17	Адрес регистрирующего органа	,693020,,Южно-Сахалинск г.,Ленина ул,105,А,
18	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	1036500601642 05.01.2003
Сведения об учете в налоговом органе		
19	ИНН	6501104474

Oblast Sakhalinskaya
City of Yuzhno-Sakhalinsk
Ulitsa Polevaya
8

20	КПП	650101001
21	Дата постановки на учет	21.01.2000
22	Наименование налогового органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
23	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2056500686251 26.09.2005
Сведения о регистрации в качестве страхователя в территориальном органе Пенсионного фонда Российской Федерации		
24	Регистрационный номер	074001013749
25	Дата регистрации	26.01.2000
26	Наименование территориального органа Пенсионного фонда	Государственное учреждение - Управление Пенсионного фонда Российской Федерации в г. Южно-Сахалинске Сахалинской области
27	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2056500780081 13.12.2005
Сведения о регистрации в качестве страхователя в исполнительном органе Фонда социального страхования Российской Федерации		
28	Регистрационный номер	650021014565001
29	Дата регистрации	30.03.2000
30	Наименование исполнительного органа Фонда социального страхования	Государственное учреждение - Сахалинское региональное отделение Фонда социального страхования Российской Федерации
31	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	01.10.2004
Сведения о лице, имеющем право без доверенности действовать от имени юридического лица		
32	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2066501083757 05.06.2006
33	Фамилия	СОН
34	Имя	ЧАН ДИН
35	ИНН	650109976889
36	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2186501096054 12.04.2018
37	Должность	ГЕНЕРАЛЬНЫЙ ДИРЕКТОР
38	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2186501096054 12.04.2018
Сведения об учредителях (участниках) юридического лица		
1		
39	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2036500609066 24.04.2003
40	Полное наименование	ГЕНЕРАЛЬНОЕ ОБЩЕСТВО ПО СТРОИТЕЛЬСТВУ ЗА РУБЕЖОМ "ЗЕНКО" КНДР
41	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2106501002012 13.01.2010
42	Страна происхождения	КОРЕЯ (КНДР)

Surname: Son
Name: Chan Din
Tax ID: 650109975889

General Corporation for
Construction Abroad
"ZENKO" of the DPRK

43	Дата регистрации	22.06.1962
44	Регистрационный номер	61-35
45	Наименование регистрирующего органа	КНДР КОМИТЕТ ВНЕШНЕЙ ЭКОНОМИКИ
46	Адрес (место нахождения) в стране происхождения	Г.ПХЕНЬЯН, ЦЕНТРАЛЬНЫЙ РАЙОН, УЛ.СЫНРИ, 25
47	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2106501002012 13.01.2010
2		
48	Номинальная стоимость доли (в рублях)	16800
49	Размер доли (в процентах)	20
50	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2106501002012 13.01.2010
2		
51	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ сведений о данном лице	2036500609066 24.04.2003
2		
52	Фамилия	СОН
53	Имя	ЧАН ДИН
54	ИНН	650109976889
55	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2186501096054 12.04.2018
2		
56	Номинальная стоимость доли (в рублях)	67200
57	Размер доли (в процентах)	80
58	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2136501104090 18.10.2013
Сведения о видах экономической деятельности по Общероссийскому классификатору видов экономической деятельности (ОКВЭД ОК 029-2014 КДЕС. Ред. 2)		
Сведения об основном виде деятельности		
59	Код и наименование вида деятельности	41.20 Строительство жилых и нежилых зданий
60	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2066501083757 05.06.2006
Сведения о дополнительных видах деятельности		
1		
61	Код и наименование вида деятельности	43.21 Производство электромонтажных работ
62	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2086501077287 28.05.2008
2		
63	Код и наименование вида деятельности	43.31 Производство штукатурных работ
64	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2086501077287 28.05.2008
3		
65	Код и наименование вида деятельности	43.32 Работы столярные и плотничные
66	ГРН и дата внесения в ЕГРЮЛ записи, содержащей указанные сведения	2086501077287 28.05.2008

Surname: Son
Name: Chan Din
Tax ID: 650109975889

Source: Unified State Register of Legal Entities, <https://egrul.nalog.ru>

Registry documents of LLC "SAKORENMA", partially owned by DPRK company GENCO (Korea General Company for External Construction)



LIMITED LIABILITY COMPANY "JOINT VENTURE SAKO RYONMA", 14/02/2018 21:59 MSK

Shareholders

EGRUL

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
[REDACTED]		67 200	80.00	13.01.2010
GENERALNOE OBSHCHESTVO PO STROITELSTVU ZA RUBEZHOM "ZENKO"	G.PKHENYAN, TSENTRALNY RAION, KNDR	16 800	20.00	13.01.2010

History of changes

Name, description	Address	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Date entered in EGRUL
[REDACTED]		42 840	51.00	17.01.2003
GENERALNOE OBSHCHESTVO PO STROITELSTVU ZA RUBEZHOM "ZENKO" KNDR		41 160	49.00	04.01.2003

Rosstat

Last updated on : 18.09.2017

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %
Citizens of Russia(1)		67 200	80.00
Gen, obshchestvo po stroitelstvu za rubezhom "Zenko"	Koreiskaya narodno-demokraticeskaya respublika	16 800	20.00

History of changes

Name, description	Address / Comment	Share in charter capital, rubles	Share in charter capital, %	Last updated on
GEN. OBSHCHESTVO PO STROITELSTVU ZA RUBEZHOM "Z"		16 800	20.00	01.02.2006
KOREISKOE GENERALNOE OBSHCHESTVO "ZENKO"		16 800	20.00	31.08.2005

Source: OKVED / SPARK

Document showing nationality for Director of Sakorenma

ЕДИНЫЙ ГОСУДАРСТВЕННЫЙ РЕЕСТР ИНДИВИДУАЛЬНЫХ ПРЕДПРИИМАТЕЛЕЙ

Сведения об индивидуальном предпринимателе

СОН ЧАД ДИП

ОГРНИП 314650120400028

Tax ID: 650109975889

ИНН 650109976889

по состоянию на 14.11.2018

№ п/п	Наименование показателя	Значение показателя
1	2	3
Фамилия, имя, отчество (при наличии) индивидуального предпринимателя		
1	Фамилия	СОН
2	Имя	ЧАД ДИП
3	Пол	мужской
4	ГРН и дата внесения в ЕГРИП записи, содержащей указанные сведения	314650120400028 23.07.2014
Сведения о гражданстве		
5	Гражданство	гражданин Российской Федерации
6	ГРН и дата внесения в ЕГРИП записи, содержащей указанные сведения	314650120400028 23.07.2014
Сведения о регистрации индивидуального предпринимателя		
7	ОГРНИП	314650120400028
8	Дата регистрации	23.07.2014
Сведения о регистрирующем органе по месту жительства индивидуального предпринимателя		
9	Наименование регистрирующего органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
10	Адрес регистрирующего органа	,693020,,Южно-Сахалинск г.,Ленина ул,105,А,
11	ГРН и дата внесения в ЕГРИП записи, содержащей указанные сведения	314650120400028 23.07.2014
Сведения об учете в налоговом органе		
12	Идентификационный номер налогоплательщика (ИНН)	650109976889
13	Дата постановки на учет	23.07.2014
14	Наименование налогового органа	Межрайонная инспекция Федеральной налоговой службы № 1 по Сахалинской области
15	ГРН и дата внесения в ЕГРИП записи, содержащей указанные сведения	414650120400025 23.07.2014
Сведения о регистрации в качестве страхователя в территориальном органе Пенсионного фонда Российской Федерации		
16	Регистрационный номер	074001065807
17	Дата регистрации	23.07.2014

Surname: Son
Name: Chan Din

Citizen of the
Russian Federation


Сведения с сайта ФНС России
14.11.2018 19:59

ОГРНИП 314650120400028

Страница 1 из 5

Source: Unified State Register of Legal Entities, <https://egrul.nalog.ru>

Annex 77: Documents Information on LLC “SAKORENMA” name change



Search on card ×

General Information

Company Card

Registration Data

Economic Activities

History of changes

EGRUL transcript

Phones

Addresses

Comments

Company Structure

Shareholders

Branches, affiliates

Company's links

Management Bodies

Persons entitled to act without a warrant

Company Activities

Counterparts

Competitors

Licenses

Vacancies

Contracts (contractor)

Bank guarantees

Legal cases

Inspections

News reports

Financial Information

Taxes

Balance Sheet

Financial Statement

▶ Book-keeping report

▶ Financial Analysis

Information for internal use

LIMITED LIABILITY COMPANY 'JOIN...

Current section ... ★ 🔔

Change history

+ Add to report

Changes to names and legal status

Name, description	INN	OGRN	Legal form	Date of changes
ОБЩЕСТВО С ОГРАНИЧЕННОЙ ОТВЕТСТВЕННОСТЬЮ "СОВМЕСТНОЕ РОССИЙСКО-КОРЕЙСКОЕ ПРЕДПРИЯТИЕ САКО РЕНМА"	6501104474	1036500601642	Limited liability companies	12.04.2018

History of address changes

Address	Relevance date
Sakhalinskaya obl., g. Yuzhno-Sakhalinsk, ul. Sakhalinskaya, d. 48	05.01.2005

Registering authority

Change date	Registering authority
29.06.2018	MEZHRAIONNAYA INSPEKTSIYA FEDERALNOI NALOGOVOI SLUZHBY N 1 PO SAKHALINSKOI OBLASTI
02.12.2014	Mezhraionnaya Inspeksiya Ministerstva Rossijskoi Federatsii po nalogam i sboram N 1 po Sakhalinskoj oblasti

Registration actions with Federal Tax Service (FNS)

GRN	Change date	Change type	Additional information
2186501135159	29.06.2018	Alteration of legal entity data, contained in EGRUL, related to the alteration of constituent documents, on an application	Company name - OBSHCHESTVO S OGRANICHENNOI OTVETSTVENNOSTYU "STROITELNAYA FIRMA SAKORENMA"
2186501096054	12.04.2018	Entry to the Unified state register of legal entities (EGRUL) of the information, provided by the bodies, implementing issuing and replacement of identity documents of Russian citizen in Russia	A person entitled to act without a warrant - <i>Son Chan Din</i> , Generalny direktor, Shareholder - <i>Son Chan Din</i> , nominalnaya stoimost 67200 rub., dolya 80%
2146501103351	02.12.2014	Concession of license data entry to EGRUL	License - N 65-B/00039 ot 20.11.2014
2136501103990	18.10.2013	Entry to the Unified state register of legal entities (EGRUL) of the information, provided by the bodies, implementing issuing and replacement of identity documents of Russian citizen in Russia	
2136501104090	18.10.2013	Entry to the Unified state register of legal entities (EGRUL) of the information, provided by the bodies, implementing issuing and replacement of identity documents of Russian citizen in Russia	Shareholder - <i>Son Chan Din</i> , nominalnaya stoimost 67200 rub., dolya 80%
2116501021591	18.03.2011	Alteration of legal entity data, contained in EGRUL, related to the alteration of constituent documents, on an application	
2106501096073	30.06.2010	Legal entity bank accounts data entry to EGRUL	
2106501002012	13.01.2010	Alteration of legal entity data, contained in EGRUL, related to the adjustment of a limited liability company statute in accordance with the Federal law as of 30.12.2008 № 312-FZ	Shareholder - GENERALNOE OBSHCHESTVO PO STROITELSTVU ZA RUBEZHOM "ZENKO" KNDR, nominalnaya stoimost 16800 rub., dolya 20%
2086501156278	10.11.2008	Concession of license data entry to EGRUL	
2086501139228	28.10.2008	Concession of license data entry to EGRUL	
2086501099441	28.07.2008	Legal entity bank accounts data entry to EGRUL	
2086501077287	28.05.2008	Alteration of legal entity data, contained in EGRUL, related to the alteration of constituent documents, on an application	
2076501110343	25.09.2007	Concession of license data entry to EGRUL	
2066501083757	05.06.2006	Alteration of legal entity data, contained in EGRUL, not related to the alteration of constituent documents, on an application	A person entitled to act without a warrant - <i>Son Chan Din</i> , Generalny direktor
2066501083537	02.06.2006	Alteration of legal entity data, contained in EGRUL, related to errors made by the applicant in documents presented during the state registration of a legal entity earlier	
2056500780081	13.12.2005	Registration of a legal entity as an insured in	

LLC "Joint Russian-Korean Enterprise Sako Renma"

Source: SPARK, <https://spark-interfax.ru/>



ИНФОРМАЦИЯ О КОНТРАКТЕ № 3650128177018000025

Размещено 10.07.2018 14:24 (МСК+8 (UTC+11) GMT+11:00)
По местному времени заказчика

ИНФОРМАЦИЯ О КОНТРАКТЕ	ИНФОРМАЦИЯ О ПЛАТЕЖАХ И ОБЪЕКТЕ ЗАКУПКИ	ДОКУМЕНТЫ	ЖУРНАЛ СОБЫТИЙ
------------------------	---	-----------	----------------

ОБЩАЯ ИНФОРМАЦИЯ

Регистрационный номер контракта	365012817701800025
Статус контракта	Исполнение
Номер извещения об осуществлении закупки	016130000018000812
Идентификационный код закупки (ИКС)	18365012817706501010010044014221000
Уникальный номер позиции плана-графика	20180361600001000000050000
Способ определения поставщика (подработка, исполнитель)	Электронный аукцион
Дата подписания результатов определения поставщика (подработка, исполнитель)	26.06.2018
Дата размещения (по местному времени)	10.07.2018 14:24 (МСК+8)
Реquisite документа, подтверждающего основание заключения контракта	Протокол подписания итогов электронного аукциона № 016130000018000812-3 от 26.06.2018.016130000018000812-3

ИНФОРМАЦИЯ О ЗАКАЗЧИКЕ

Полное наименование заказчика	МУНИЦИПАЛЬНОЕ КАЗЕННОЕ ПРЕДПРИЯТИЕ "ГОРОДСКОЙ ВОДОКАНАЛ"
Сокращенное наименование заказчика	МКП "ГОРОДСКОЙ ВОДОКАНАЛ"
Дата постановки на учет в налоговом органе	29.02.2016
Идентификационный код заказчика	36501281770650101001
ИНН	6501281770
КПП	650101001
Код организационно-правовой формы	65143
Код ОКПО	0034534
Наименование внебюджетных средств	80 - Средства государственных (муниципальных) унитарных предприятий

ОБЩИЕ ДАННЫЕ

Дата заключения контракта	09.07.2018
Номер контракта	351/МКП-2018
Способ указания цены контракта	Цена контракта
Цена контракта	3 054 730,96
Валюта контракта	Российский рубль (RUB)
Дата начала исполнения контракта	09.07.2018
Дата окончания исполнения контракта	07.09.2018
Размер обеспечения исполнения контракта	164 232,85 в российских рублях
В том числе НДС	465 976,91 в российских рублях
Срок, на который предоставляется гарантия	

ИНФОРМАЦИЯ О ПОСТАВЩИКАХ

ОРГАНИЗАЦИЯ	СТРАНА, КОД	АДРЕС В СТРАНЕ РЕГИСТРАЦИИ	АДРЕС МЕСТА НАХОЖДЕНИЯ	ПОЧТОВЫЙ АДРЕС	ТЕЛЕФОН, ЭЛЕКТРОННАЯ ПОЧТА	СТАТУС
12300 Общество с ограниченной ответственностью "Совместное российско-корейское предприятие Сако Рема" (ООО "САКО РЕНМА")			693000, Российская Федерация, Сахалинская область, Южно-Сахалинск, Полевая, 8	693000, Российская Федерация, Сахалинская область, Южно-Сахалинск, Полевая, 8	7-4242-776539 zakorenma@yandex.ru	субъект малого предпринимательства
Код по ОКПО	52997801					
ИНН	6501104474					
КПП, дата постановки на учет	650101001 04.01.2003					

Organization:
LLC
Construction
Company
"SAKORENMA"
OKPO Code:
52997801
Tax ID:
6501104474

Address, locations: 693000, Russian Federation,
Sakhalinskaya Oblast, Yuzhno-Sakhalinsk, Poelvaya, 8

Postal Address: 693000, Russian Federation,
Sakhalinskaya, Yuzhno-Sakhalinsk, Poelvaya, 8

Telephone, Email: 7-4242-776539,
sakorenma@yandex.ru

Source: Unified Information System in the Sphere of Procurement, <http://zakupki.gov.ru/>

Версия для слабовидящих



ИНФОРМАЦИЯ О КОНТРАКТЕ № 3650128177018000023

Размещено 10.07.2018 14:12 (МСК+8) (ПТС+1) (GMT+11:00)
По местному времени заказчика

ИНФОРМАЦИЯ О КОНТРАКТЕ	ИНФОРМАЦИЯ О ПЛАТЕЖАХ И ОБЪЕКТЕ ЗАКУПКИ	ДОКУМЕНТЫ	ЖУРНАЛ СОБЫТИЙ
------------------------	---	-----------	----------------

ОБЩАЯ ИНФОРМАЦИЯ	
Регистровый номер контракта	3650128177018000023
Статус контракта	Исполнение
Номер наращения об осуществлении закупки	016130000118000808
Идентификационный код закупки (ИКС)	1836501281770501010010043004221000
Уникальный номер позиции плана-графика	70182061600001002000492001
Способ определения поставщика (подрядчика, исполнителя)	Электронный аукцион
Дата подведения результатов определения поставщика (подрядчика, исполнителя)	27.06.2018
Дата размещения (по местному времени)	10.07.2018 14:12 (МСК+8)
Основание заключения контракта с единственным поставщиком	Закупка вследствие признания несостоявшимся электронного аукциона в соответствии с частями 1 – 31 статьи 71 Федерального закона «О порядке осуществления закупок у единственного поставщика (подрядчика, исполнителя)»
Результаты документа, подтверждающего основание заключения контракта	Протокол подведения итогов электронного аукциона № 016130000118000808-3 от 27.06.2018 01:01:30:0000118000808-3

ИНФОРМАЦИЯ О ЗАКАЗЧИКЕ	
Полное наименование заказчика	МУНИЦИПАЛЬНОЕ КАЗЕННОЕ ПРЕДПРИЯТИЕ "ГОРОДСКОЙ ВОДОКАНАЛ"
Сокращенное наименование заказчика	МКП "ГОРОДСКОЙ ВОДОКАНАЛ"
Дата постановки на учет в налоговом органе	29.02.2016
Идентификационный код заказчика	3650128177050101001
ИНН	6501281770
КПП	650101001
Код организационно-правовой формы	65143
Код ОКПО	00034524
Наименование внебюджетных средств	80 - Средства государственными (муниципальными) унитарных предприятий

ОБЩИЕ ДАННЫЕ	
Дата заключения контракта	09.07.2018
Номер контракта	352/МКП-2018
Способ указания цены контракта	Цена контракта
Цена контракта	8 435 626,01
Валюта контракта	Российский рубль (RUB)
Дата начала исполнения контракта	09.07.2018
Дата окончания исполнения контракта	07.09.2018
Размер обеспечения исполнения контракта	500 302,90 в российских рублях
В том числе НДС	1 289 941,26 в российских рублях
Срок, на который предоставляется гарантия	

ИНФОРМАЦИЯ О ПОСТАВЩИКАХ						
ОРГАНИЗАЦИЯ	СТРАНА, КОД	АДРЕС В СТРАНЕ РЕГИСТРАЦИИ	АДРЕС МЕСТА НАХОЖДЕНИЯ	ПОЧТОВЫЙ АДРЕС	ТЕЛЕФОН, ЭЛЕКТРОННАЯ ПОЧТА	СТАТУС
12300 Общество с ограниченной ответственностью "Общество с ограниченной ответственностью "Совместное российско-иорданское предприятие Сабо Рема" (ООО "СРП") Код по ОКПО: 52997801 ИНН: 6501104474 КПП, дата постановки на учет: 650101001 04.01.2003			693000, Российская Федерация, Сахалинская область, Южно-Сахалинск, Полевая, 8	693000, Российская Федерация, Сахалинская область, Южно-Сахалинск, Полевая, 8	7-4242-776539 zakorenma@yandex.ru	субъект малого предпринимательства


Organization:
LLC Construction Company "SAKORENMA"
OKPO Code: 52997801
Tax ID: 6501104474

Address, locations: 693000, Russian Federation, Sakhalinskaya Oblast, Yuzhno-Sakhalinsk, Poelvaya, 8
Postal Address: 693000, Russian Federation, Sakhalinskaya, Yuzhno-Sakhalinsk, Poelvaya, 8
Telephone, Email: 7-4242-776539, sakorenma@yandex.ru

Source: Unified Information System in the Sphere of Procurement, <http://zakupki.gov.ru/>

2018 Government contracts awarded to Russian JV owned by the DPRK company, GENCO (Google translated into English)

(Each contract has an embedded link to the official procurement website of the Russian Federation on which the contracts are listed)



The Organization Entrepreneurs About us Data sources

[Home](#) > [LLC "Sakorenma"](#) > Government Procurement

ООО "Sakorenma"

Date from before Status Amount

Role Counterparty

Information about the concluded contracts

07/09/2018	3650128177018000023	44-FZ
Amount: 8,455,626.01 р		
Status: Execution		
Role: Supplier		
Counterparty: MCP "Urban Vodokanal"		
The subject of procurement:		
<ul style="list-style-type: none"> • Execution of works on the project: "Overhaul of water supply networks of Mira Ave. - ul. Frontier » 		
on the website of the State procurement		
07/09/2018	3650128177018000025	44-FZ
Amount: 3,054,730.96 р		
Status: Execution		
Role: Supplier		
Counterparty: MCP "Urban Vodokanal"		
The subject of procurement:		
<ul style="list-style-type: none"> • Execution of works on the object: "Overhaul of water supply networks of Pobedy Ave." 		
on the website of the State procurement		
05/03/2018	3650129452118000008	44-FZ
Amount: 98,489,397.00 р		
Status: Execution		
Role: Supplier		
Counterparty: MKU "UDHIB"		
The subject of procurement:		
<ul style="list-style-type: none"> • Performance of works on the object "Major repairs and repair of yard territories and driveways to the courtyards of MKD" 		
on the website of the State procurement		
01/09/2018	3650123897517000113	44-FZ
Amount: 186 000 000.00 р		
Status: Discontinued		
Role: Supplier		
Counterparty: MKU "UKS" Cities of Yuzhno-Sakhalinsk		
The subject of procurement:		
<ul style="list-style-type: none"> • performance of works on the objects: "Major repairs and repair of yard territories and driveways to the courtyards of MKD" 		
on the website of the State procurement		

Source: <https://www.rusprofile.ru/gz/2893948>

Information on Government contracts from a Russian official business registry aggregator

The screenshot shows the website interface for kartoteka.ru. The main content area is divided into two columns. The left column contains 'Basic information' (Основная информация) which is mostly redacted with a black box. Below this are buttons for 'Export to EGRUL' and 'Export to RMCSP'. The right column is titled 'Essential facts' (Существенные факты) and contains a list of various legal and financial indicators. One item, 'Government contracts' (Государственные контракты), is highlighted with a red box and has a count of 39. A red arrow points from the text 'Government contracts: 39' to this item.

Category	Count
Вносимые изменения в ЕГРЮЛ	(23)
Наличие связи с адресом (местом нахождения) указанным в ЕГРЮЛ	(0)
Лицензии	(1)
Интеллектуальная собственность (патенты, изобретения и прочее)	(0)
Адрес массовой регистрации	(8)
Отсутствует в реестре ЮЛ, не предоставляющих отчетность более года	(0)
Отсутствует в реестре ЮЛ, имеющих задолженность по уплате налогов	(0)
Сообщения о ликвидации, реорганизации	(0)
Сообщения о банкротстве	(0)
Сообщения об отмене доверенностей	(0)
Арбитражная практика	(38)
Истец: xxxx на сумму xxxx	
Ответчик: xxxx на сумму xxxx	
Третье лицо: xxxx на сумму xxxx	
Исполнительные производства	(0)
Плановые и проведенные проверки юридического лица гос. органами	(1)
Информация о залогах	(0)
Информация о лизинге (финансовой аренде)	(0)
Сообщения эмитента	(0)
Банковские гарантии	(5)
Обеспечение xxxx контрактов на сумму xxxx руб.	
Участие в государственных закупках	(61)
Допущен: xxxx на сумму xxxx руб.	
Не допущен: xxxx на сумму xxxx руб.	
Реестр опубликованных заказов (тендеры)	(0)
Государственные контракты	(39)
В качестве заказчика: xxxx на сумму xxxx руб.	
В качестве исполнителя: xxxx на сумму xxxx руб.	
Сообщения компании	(0)
Реестр недобросовестных поставщиков	(0)
Реестр операторов, осуществляющих обработку персональных данных	(0)
Реестр административной ответственности за незаконное вознаграждение	(0)
Реестр надёжных партнёров	(0)
Реестр микрофинансовых организаций	(0)
Участник ВЭД с признаками незаконного вывода денежных средств	(0)
Адреса мест осуществления деятельности	(0)
Разрешение на перевозки такси	(0)
Единый реестр субъектов малого и среднего предпринимательства	(1)
Экспресс-анализ	(0)
Сводная отчетность	(0)
Бухгалтерская отчетность	(0)

Source: https://www.kartoteka.ru/card/6503378623b837e00e8ff4b9bc1f9b27/#path_Main_Html

Annex 79: Bank details for LLC “SAKORENMA”

МК на выполнение работ по объекту «Капитальный ремонт и ремонт дворовых территорий и проездов к дворовым территориям МКД»

Контракта сообщения Сторона, получившая его, обязана направить ответ на это сообщение.

14.4. В случае если ответ на сообщение не будет получен направившей сообщением Стороной по истечении срока, указанного в п. 14.3. Контракта либо если Стороны не придут к соглашению по возникшим разногласиям, спор подлежит передаче на рассмотрение в арбитражный суд Сахалинской области.

15. ПРОЧИЕ УСЛОВИЯ.

15.1. Во всем остальном, не предусмотренном настоящим Контрактом, стороны руководствуются действующим законодательством РФ.

15.2. В качестве неотъемлемой части к настоящему контракту прилагаются:

1. Техническое задание (Приложение № 1);

2. Смета (Приложение № 2);

3. Документ, предусмотренный законодательством РФ для обеспечения исполнения контракта (Приложение № 3).

16. АДРЕСА И БАНКОВСКИЕ РЕКВИЗИТЫ СТОРОН

16.1 ЗАКАЗЧИК:

Муниципальное казенное учреждение городского округа «Город Южно-Сахалинск» «Управление дорожного хозяйства и благоустройства» юридический адрес: 693000, Сахалинская область, г. Южно-Сахалинск, ул. Хабаровская 49; почтовый адрес: 693000, Сахалинская область, г. Южно-Сахалинск, пр. Победы, 62 А; тел. 8 (4242) 300-971 (доб.13), факс 8 (4242) 300-831; e-mail udhib@yuzhno-sakh.ru; ИНН/КПП: 6501294521/650101001; УФК по Сахалинской области (ДФ администрации г.Ю-Сахалинска, МКУ «Управление дорожного хозяйства и благоустройства» л/с 03902000140); Отделение Южно-Сахалинск г.Южно-Сахалинск; БИК 046401001; р/с: 40204810200010000021; ОГРН 1176501008254

16.2. ПОДРЯДЧИК:

Общество с ограниченной ответственностью «Совместное российско-корейское предприятие СаКо Ренма» юридический/почтовый адрес: 693000, Российская Федерация, Сахалинская область, Южно-Сахалинск, Полевая, 8; Телефон: 7 (4242) 776-539, факс: 7 (4242) 771-949, E-Mail: sakorenma@yandex.ru; ИНН/КПП: 6501104474/650101001; Банковские реквизиты: [REDACTED] БИК: 040813713; Рас/с: 40702810908560002335; Кор/с: 30101810708130000713.

Limited Liability Corporation “Joint Russian-Korean Enterprise SaKo Renma”, Legal Address: 693000, Russian Federation, Sakhalinskaya Oblast, Yuzhno-Sakhalinsk, Polevaya, 8; Telephone: 7 (4242) 776-539, fax: 7 (4242) 771-949, E-Mail: sakorenma@yandex.ru; Tax ID/KPP: 6501104474/650101001; Bank details: BIK: 040813713; Checking account: 40702810908560002335; Correspondent account: 30101810708130000713.

ПОДПИСИ СТОРОН

Настоящий контракт подписан электронной цифровой подписью:

Лица, имеющего право подписи от имени ЗАКАЗЧИКА

Лица, имеющего право подписи от имени ПОДРЯДЧИКА

Начальник

_____ Е.С.Кулик

Генеральный директор

_____ Сон Чан Дин

Source: Municipal Contract No. 027-003-18, accessed via Unified Information System in the Sphere of Procurement, <http://zakupki.gov.ru/>

Annex 80: Yongbyon 5MW (e) Reactor and Light Water Reactor



Map No. 4592.1 UNITED NATIONS
January 2019

Office of Information and Communications Technology (OICT)
Geospatial Information Section

Annex 81: Yongbyon Steam Plant



Map No. 4589.2 United Nations
August 2018

Department of Field Support
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

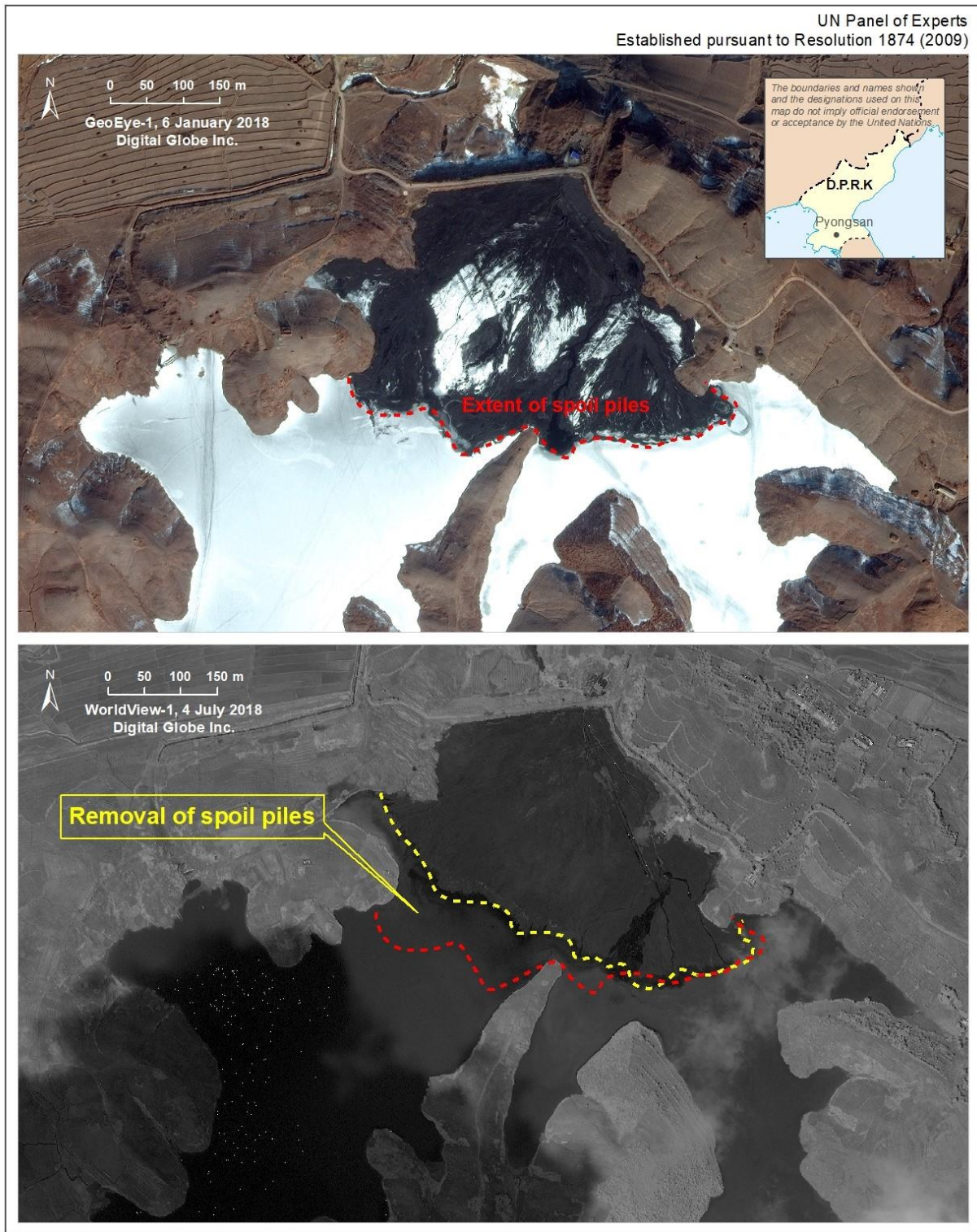
Annex 82: Punggye-ri Nuclear Test Site



Map No. 4592.2 UNITED NATIONS
January 2019

Office of Information and Communications Technology
Geospatial Information Section

Annex 83: Pyongsan Uranium Mine and Concentration Plant



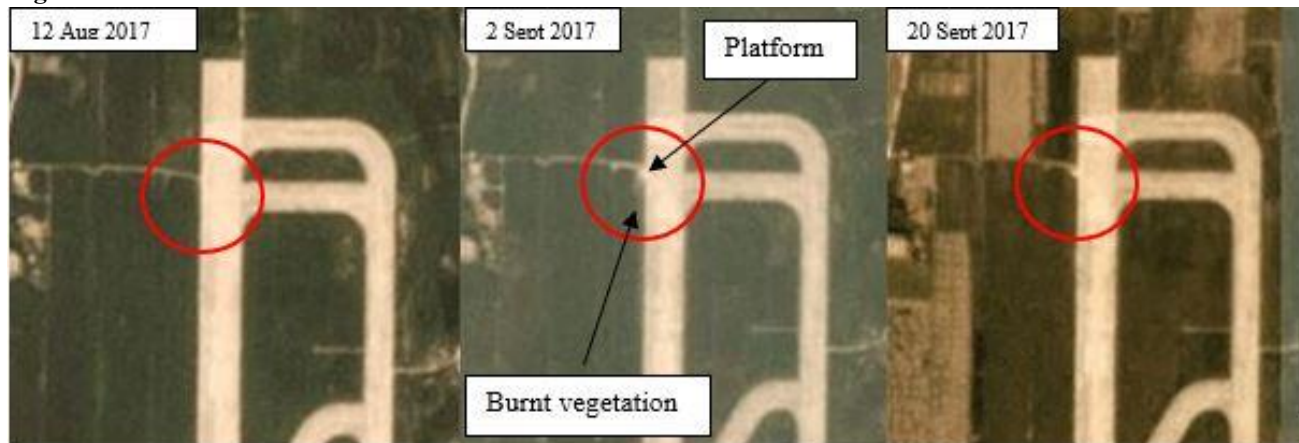
Map No. 4592.3 UNITED NATIONS
January 2019

Office of Information and Communications Technology
Geospatial Information Section

Annex 84: Ballistic missile infrastructure and parade imagery

1. The Panel identified a then newly-constructed concrete launch pad¹⁹² used for the 29 August intermediate range Hwasong-12 launch at Pyongyang Sunan International Airport (see figure I) It was built sometime after the last available Planet Lab image of 12 August 2017 (left). Planet Lab imagery dated 2 September shows vegetation burnt as a result of the 29 August launch (centre). Planet Lab imagery dated 20 September shows vegetation burnt as a result of the 29 August launch (right).

Figure I



Source: Images courtesy of Planet Labs, Inc

Figure II: Images showing the newly constructed launch pad at Pyongyang Sunan International Airport on 29 August 2017



Source: Korea Central News Agency

¹⁹² Location of the launch pad: (39°15'40.96"N 125°40'32.79"E)

2. A Member State confirmed the imagery analysis of the Panel concerning the partial dismantlement of Sohae (Tongchang-ri) satellite rocket launch site¹⁹³ and of the vertical missile-engine test stand¹⁹⁴ (figure III). Dismantlement may be reversed as only light or moveable parts, such as the metal superstructure, were dismantled.

Figure III

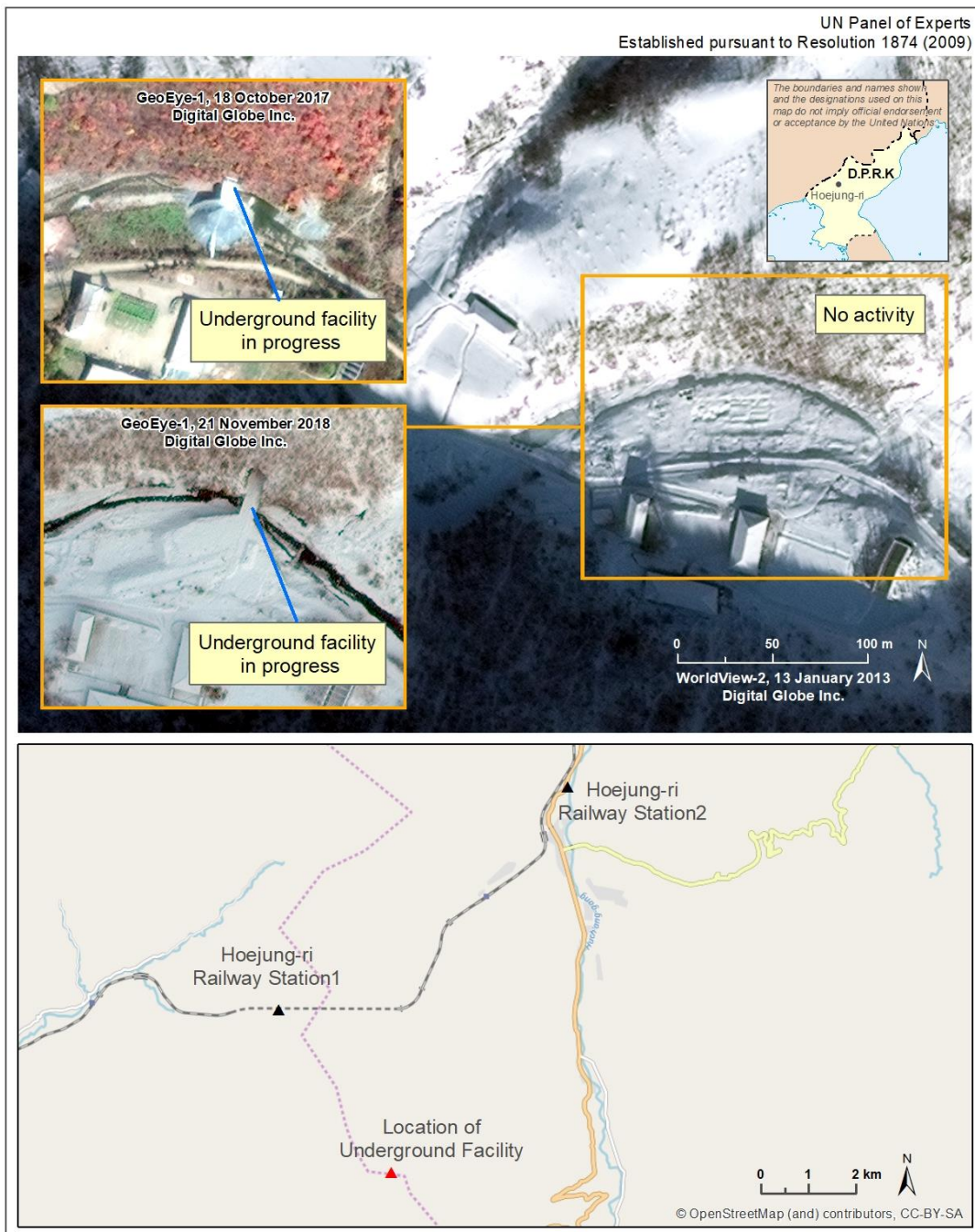


¹⁹³ Location of the rocket launch pad: 39°39'36.22"N 124°42'19.27"E;

¹⁹⁴ Location of the engine test stand: 39°39'11.32"N 124°42'51.30"E;

3. The Panel monitored developments at the Hoejung-ni Missile Operating base and the railway station¹⁹⁵

Figure IV



Map No. 4592.6 UNITED NATIONS
January 2019

Office of Information and Communications Technology
Geospatial Information Section

¹⁹⁵ Location of the underground facility: 41°21'56.17"N 126°55'42.32"E and rail station, 41°23'6.65"N 126°54'28.58"E

4. A new type of short-range ballistic missile¹⁹⁶ was unveiled at the military parade of 8 February 2018 celebrating the seventieth anniversary of the founding of the Korean People’s Army. Furthermore, the parading of four Hwasong-15 missiles mounted on transporter erector launchers demonstrated the intercontinental strike capability and the mobility of the weapon system (see figure V) as well as the three ICBM Hwasong-14. The 12 ballistic missile systems, consisting of six Pukguksong-2 and six Hwasong-12, were also displayed.

Figure V: New type of short-range ballistic missile (top left and right); Hwasong-15 (bottom)



Source: Korean Central Television screengrab, courtesy of Martyn Williams.

¹⁹⁶ On 15 April 2017, military parade of the Democratic People’s Republic of Korea.

5. A Member State informed the Panel that the Pukguksong-2 casing is built from a new composite casing which was exhibited during a military parade and during a test launch of Pukguksong-2, as well as during the 23 August 2017 visit of Chairman Kim Jong Un to the Chemical Material Institute (CMI) at Hamhung¹⁹⁷ :

Figure VI



Source: Member State - KCNA

¹⁹⁷ Located at 39°57'27.01" N 127°33'22.88"E, in new building, 250 m to the east of the older CMI structures. The materials are wound from composite fibers.

Annex 85: The Panel's assessment of humanitarian consequences of UN Security Council sanctions for the civilian population of the DPRK

1. Impartial humanitarian operations are a critical lifeline for millions of civilians in the Democratic People's Republic of Korea. Severe humanitarian needs persist including high levels of food insecurity and malnutrition, and lack of access to essential health services, clean water and sanitation. More than 40 per cent of the population (10.3 million people) is undernourished¹⁹⁸ and one in five children is stunted.¹⁹⁹ Over nine million people have limited access to essential health services.²⁰⁰ A severe shortage of basic drugs persists. Over one-third of household drinking water is contaminated. One in ten children suffers from diarrhea.²⁰¹

2. According to paragraph 25 of resolution 2397 (2017), sanctions measures are “not intended to have adverse humanitarian consequences for the civilian population of the DPRK” or “to affect negatively the work of international and non-governmental organizations carrying out assistance and relief activities in the DPRK for the benefit of the civilian population of the DPRK”. To assess the situation, the Panel gathered information from various sources including close to 20 non-governmental organizations and all UN agencies operating in the country on how humanitarian operations have been affected by the process for applying for humanitarian exemptions, the sectoral sanctions and the lack of a viable banking channel (annexes 86 and 87). The Panel notes that the implementation of sectoral sanctions in particular has had an impact on the activities of international humanitarian agencies working to address chronic humanitarian needs in the country.

3. Pursuant to paragraph 25 of resolution 2397 (2017), the Committee has broad authority to grant exemptions on a case-by-case basis, inter alia, to facilitate humanitarian assistance in the DPRK. To strengthen the mechanism for humanitarian exemptions, in August 2018 the Committee adopted Implementation Assistance Notice (IAN) No. 7: “Guidelines for Obtaining Exemptions to Deliver Humanitarian Assistance to the DPRK”, offering recommendations to Member States and international and non-governmental organizations regarding the exemption request procedures. While the Committee received and reviewed exemption requests for humanitarian assistance before the adoption of the IAN No. 7, its adoption was a welcome step towards streamlining and expediting the processing of exemption requests, and raising expectations that this would significantly improve the Committee's review and approval process for exemption requests.

4. Based on an initial assessment of the practice for the first five months since the adoption of the IAN No. 7, humanitarian agencies have experienced various challenges. Among others, the process requires a very generous lead time in planning shipments of humanitarian goods, including locating suppliers and financial agents willing to bid or contract for the provision of goods and services before an exemption is obtained. Any changes to planned suppliers, shipping routes, item specifications, or quantities between those indicated in the approved exemption request and at the time of the actual shipment may render the exemption invalid. The long lead time perceived to be necessary for the exemption approval process could also make it difficult for humanitarian agencies to respond effectively to contingencies such as a natural disaster or an outbreak of disease.

5. The Committee has received 25 humanitarian exemption requests during the reporting period. Two requests were withdrawn, 16 requests were approved, while seven requests remain under consideration by the Committee.²⁰²

6. Expediting the review and approval by the Committee of exemption requests for humanitarian programs, starting with requests currently before the Committee, will help to alleviate the suffering of hundreds of thousands of civilians. Furthermore, the Committee should consider ways to allow more flexibility with regard to the requirement of exemption requests being submitted every six months, which causes additional delays and prolongs the already lengthy six to eight months' lead time required for offshore procurement.

¹⁹⁸ 2018 Needs and Priorities Plan

¹⁹⁹ 2017 DPR Korea Multiple Indicator Cluster Survey (MICS) Findings Report; <https://www.unicef.org/press-releases/better-indicators-children-dpr-korea-challenges-persist-new-data-situation-children>

²⁰⁰ 2018 Needs and Priorities Plan

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>

²⁰¹ 2017 DPR Korea Multiple Indicator Cluster Survey (MICS) Findings Report; <https://www.unicef.org/press-releases/better-indicators-children-dpr-korea-challenges-persist-new-data-situation-children>

²⁰² Information about the exemptions approved by the Committee are posted on the website:

<https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718/exemptions-measures/humanitarian-exemption-requests>.

Sectoral sanctions

7. The sectoral sanctions imposed pursuant to paragraph 7 of resolution 2397 (2017) include prohibition of the transfer to the DPRK of “all industrial machinery (HS codes 84 and 85), transportation vehicles (HS codes 86 through 89), and iron, steel, and other metals (HS codes 72 through 83)”, also affecting a number of humanitarian-sensitive items (see annex 87). This paragraph does not include any direct mention of humanitarian exceptions, other than civilian passenger aircraft spare parts. The Committee must, therefore, consider requests for humanitarian exemptions to these sanctions, based on paragraph 25 of resolution 2397 (2017), which allows the Committee to “on a case-by-case basis, exempt any activity from the measures imposed by these resolutions.”

8. Paragraph 7 of resolution 2397 (2017) covers several goods which are vital to agriculture or public health programs, including a variety of agricultural machinery and medical equipment (annex 87). Prohibited goods include machinery and parts for food processing factories; pumps, filters, pipes, and drilling equipment necessary to address critical humanitarian needs, such as providing clean water to prevent diarrhea, one of the main killers of children in the DPRK, and food security to reduce high malnutrition rates.

9. It should be noted that obtaining exemption requests from the Committee is but one stage of the process of importing relief items into the DPRK. For example, non-governmental organizations’ submissions can be subject to delays with Member States before they reach the Committee. Non-governmental organizations have little visibility and no control over when the Member State submits their request to the Committee. The continued risk adverse approach taken by suppliers and some transit countries’ authorities also continues to cause delays to the delivery of life-saving humanitarian assistance.

Breakdown of the Banking Channel

10. Paragraph 33 of resolution 2270 (2016) prohibits the establishment or maintenance of correspondent accounts with DPRK financial institutions unless approved by the Committee. In August 2016, the Committee approved an exemption for Russia-based Bank Sputnik CJSC to maintain a correspondent relationship with the DPRK’s Foreign Trade Bank (FTB) in order to facilitate transactions for United Nations agencies in the country.²⁰³ Given that most of the operational transactions occur outside the DPRK when procuring materials and paying expatriate staff salaries, only 10 per cent of program funds are used within the country to cover on-site operational expenses such as fuel and local staff salaries.²⁰⁴

11. The Committee’s action of 11 August 2016²⁰⁵ enabled a mechanism whereby the UN Secretariat in New York could transfer U.S. Dollars to Commerzbank AG in Germany, which would convert the Dollars to Euros and remit payment in Rubles to Bank Sputnik in the Russian Federation. Bank Sputnik would then hold the payment in the FTB correspondent account, and – lacking an electronic payment clearing system with the FTB – remit cash to Pyongyang for deposit and use by United Nations agencies. However, since September 2017, when Commerzbank cancelled its participation in DPRK-related transactions no alternative arrangements have been found, effectively closing the humanitarian banking channel.²⁰⁶ This collapse of the banking channel resulted in a shortage of cash in-country, and will make it difficult for United Nations agencies to implement activities. United Nations agencies and non-governmental organizations have increasingly had to rely on staff carrying large amounts of cash on their person when traveling to the DPRK.²⁰⁷

²⁰³ See: <https://www.un.org/sc/suborg/en/correspondent-account-approvals>.

²⁰⁴ Letter from the UN Country team to the Panel on the Impact of Sanctions on Humanitarian Operations in DPRK, 14 December 2018.

²⁰⁵ Information about the correspondent accounts approved by the Committee are posted on the website:

<https://www.un.org/securitycouncil/content/correspondent-account-approvals>

²⁰⁶ Section 208(d) of the DPRK Policy and Sanctions Enhancement Act of 2016 (22 USC 9228) delegates authority to the executive branch to facilitate a humanitarian banking channel to the DPRK; however, it does not appear that this authority has been used. Additionally, the U.S. government cannot compel a financial institution to service any particular market as banks make their own compliance and risk-related decisions.

²⁰⁷ Letter from the UN Country team to the Panel of Experts on the Impact of Sanctions on Humanitarian Operations in DPRK, 14 December 2018.

12. The challenges to aid agencies posed by UN financial sanctions have been compounded by de-risking – the phenomenon by which financial institutions and other private-sector actors categorically reject all transactions tied to a high-risk jurisdiction. This has been spurred by the threat of secondary sanctions by various Member States. Disaggregating the specific impact of UN financial sanctions on humanitarian organizations operating in the DPRK from that of unilateral sanctions measures and regulations can be difficult.

Annex 86: Examples of impact of sanctions on the implementation of humanitarian activities in the DPRK

	Sector	UN agency or NGO or both	Items impacted	Status	Impact of delay/denial
1	Water and Sanitation	Both			For the WASH sector as a whole, from the planned 367,618 people to receive clean water in 2018, at least 229,235 people, including an estimated 16,000 under-five children will not receive clean drinking water due to delays resulting from need to obtain exemptions and funding shortfalls. This places children at risk of diarrhoea, one of the main killers of children, which is caused by consumption of unsafe drinking water, poor hygiene practices and inadequate health services.
2	Water and Sanitation	UN	This included some essential supplies required for four gravity-fed water systems (which were part of a larger procurement).	Exemption request approved by the Committee with significant delay on 18 January 2019. The exemption request was submitted to the Committee on 31 August 2018.	Significant delay in agency being able to complete four gravity-fed water systems, placing 61,284 people, including an estimated 4,300 under-five children, at risk of diarrheal death associated with drinking contaminated water.
3	Water and Sanitation	NGO	Spare parts for mobile drilling rig, drill bits (6" and 8"), sludge pump, and others.	Exemption request submitted to Member State 17 May 2018; still pending.	Unable to complete installation of 35 wells with handpumps, to provide communities with access to safe water. The majority of these wells were due to supply rural kindergartens, schools and health centres with clean water.
4	Health	UN	Emergency Reproductive Health kits 6A & 12	Exemption request pending submission to the Committee.	Delay in implementation of emergency response project, as a result 150,000 pregnant women who are due to deliver during the project period will not have access to safe delivery, and about 22,000 of the pregnancies who are likely to face complications during delivery will not have access to blood transfusions if required. These may result in a negative impact on the maternal mortality ratio that now stands at 58 per 100,000 live births.
5	Health	UN	Heaters for immunization clinics	Exemption request submitted to the Committee on 24 January 2019. Under consideration.	Fast tracking exemptions to facilitate the humanitarian response to DPRK's harsh winter impact is critical. Delays may inadvertently contribute to children undressing for immunization in temperatures that go as low as minus 20 degrees Celsius. Moreover, vaccines are

					rendered ineffective when they freeze due to the lack of heaters.
6	Health	UN	9 units of ambulance vehicles. Spare parts of vehicles used to distribute TB and malaria supplies, and to conduct monitoring and supervision visits	Exemption request approved with significant delay on 18 January 2019. The exemption request was submitted to the Committee on 31 August 2018.	<p>9 units of ambulance vehicles. Spare parts are required to ensure regular maintenance of the five vehicles previously allocated to MoPH for the implementation of the tuberculosis (TB) and malaria programs.</p> <p>These vehicles have been used exclusively for the distribution by MoPH of TB and malaria program supplies from central to lower level health facilities, and for supervision and monitoring of activities in the field. Without these vehicles there will be serious challenges to implement the programs.</p> <p>DPRK is one of the 30 TB high burden countries in the world. In 2017, there were a total of 100,553 TB cases (5,211 children under 15, i.e. 5% of all cases).</p> <p>Only 14 % of TB cases are tested for drug resistance due to lack of diagnostic resources in-country. Multi-drug-resistant (MDR) TB is a very severe type of TB with substantial risk to transform curable TB into incurable (with increased mortality and massive public transmission of the disease by non-cured patients) and the affordable TB treatment into unaffordable in resource-limited settings. The likelihood of ongoing MDR transmission is very high.</p>
7	Health	UN	Refrigerators	Exemption request approved by the Committee with significant delay on 19 October 2018. The exemption request was submitted to the Committee on 31 August 2018.	<p>The delays caused by the exemption process is resulting in additional financial burdens for agencies.</p> <p>For example, purchase orders cannot be issued before the Committee's approval and sometimes grants may expire before such approval is granted.</p> <p>In May 2018, an agency placed an offshore procurement through its supply division for refrigerators using grants expiring in December 2018. The exemption for these items was received on 19 October 2018. By this time the cost had increased from \$2,400 per unit to \$2,994 per unit, and the agency had to reduce the number of refrigerators purchased for its health program from 20 to 16.</p>

8	Health	UN	Medical equipment for maternal and neonatal emergencies	Exemption request approved by the Committee with significant delay on 19 October 2018. The exemption request was submitted to the Committee on 31 August 2018.	<p>Non-availability of program supplies resulting in delays for the referral of emergency cases to health facilities. This will result in increased mortality.</p> <p>Because requests for exemptions can only be submitted once every 6 months, offshore procurement can only be initiated then and not before. Considering that lead time for offshore procurement is 6-8 months, it can take up to 9 to fully equip the maternity wards.</p>
9	Health	NGO	Assistive and mobility devices (wheelchairs, crutches, walking stick, walker, hearing aid and glasses)	Exemption request approved by the Committee on 30 January 2019. The exemption request was submitted to a Member State on 12 October 2018 and to the Committee with significant delay on 3 January 2019.	People living with disabilities identified as requiring assistive and mobility devices have been waiting more than 10 months for these items.
10	Food security and agriculture	UN	Irrigation equipment	Exemption request pending submission to the Committee.	As agricultural activities are time-bound, the implementation will be delayed by at least one cropping season with impacts on the food security and food diversity of the affected population, raising the risk of increased rates of undernutrition, especially amongst the most vulnerable people.
11	Food security and agriculture	UN	Agricultural equipment (2-WT, corn thresher, mini rice mill)	Exemption request pending submission to the Committee.	As agricultural activities are time-bound, the implementation will be delayed by at least one cropping season. This will affect the ability to achieve the increase in food production which is needed to address need for food security and food diversity. Without access to suitable amounts and

					diversity of food, vulnerable people are at increased risk of malnutrition.
12	Food security and agriculture	UN	Sea buckthorn processing equipment	Exemption request pending submission to the Committee.	As agricultural activities are time-bound, the implementation will be delayed by at least one cropping season. This will affect the ability to achieve the increase in food production which is needed to address need for food security and food diversity. Without access to suitable amounts and diversity of food, vulnerable people are at increased risk of malnutrition.
13	Food security and agriculture	NGO	<ul style="list-style-type: none"> • Plastic round arc type greenhouses • Potato storage systems • Ventilation system • Diesel generator 	Exemption request submitted to Member State in May 2018; still pending.	<p>This will result in an inability to produce vegetable seeds during the winter period to be used during the 2019 early vegetable production in 2019 season. This will result in farmers being unable to produce thousands of kilograms of vegetables which are vital for people's food security and dietary diversity to prevent higher rates of malnutrition.</p> <p>Lack of appropriate storage for seed potatoes, or for vegetable, legume and grass seeds.</p> <p>Lack of electricity means unable to run the seed machinery that has been installed.</p>
14	Food security and agriculture	NGO	Six bio-digester sets	Exemption request submitted to Member State in May 2018; still pending.	<p>Unable to complete energy production project without bio-digester.</p> <p>The biogas digesters properly treat animal and human waste generated in the facilities. A benefit of the digesters is the production of methane-rich biogas, which is to be used for cooking especially during the winter. They are used to produce food for people and animals; negative impacts on the health of livestock will have serious consequences on the nutritional status of the most vulnerable people, further limiting their dietary intake and diversity.</p>
15	Food security and agriculture	NGO	Iron bar, Gabion wire (3t), Electrical Welder and others	Exemption request submitted to Member State in May 2018; still pending.	Unable to complete project that would protect 2,140 square meters of agricultural land against flooding. During past five years, 95 people died, 4,054 houses were destroyed, 450 buildings demolished, 20,000 ha arable land damaged due to flooding in these areas. Without these activities the lives of thousands of people are at risk, as well as their ability to produce sufficient food due to the negative impacts of floods on agricultural land.
16	Food security and agriculture	NGO	Veterinarian kits	Exemption request approved by Committee on 29 January	Due to delays in receiving the kits, veterinarians will lack essential medicine and equipment for spring 2019, which is a

				2019. The exemption request was initially submitted to a Member State on 20 October 2018 and was submitted to the Committee with significant delay on 15 January 2019.	particularly sensitive period for goats' health (parasites, diarrhea...) Livestock morbidity and mortality has severe impacts on the nutritional status of vulnerable people, especially children. Without this source of essential protein they risk increased levels of malnutrition and other health concerns.
17	Food security and agriculture	NGO	Distribution and consumption equipment, including bowls, cups, tricycles, stainless steel churns, hygiene tools, water tanks	Exemption request approved by Committee on 29 January 2019. The exemption request was initially submitted to a Member State on 20 October 2018 and was submitted to the Committee with significant delay on 15 January 2019.	Without this equipment, children will not have access to yoghurt and other milk products that is essential for their dietary diversity. The lack of dietary diversity in DPRK, including lack of protein and essential vitamins and minerals, contributes to high rates of malnutrition. Projects such as this that provide children with supplementary foods are essential to prevent more children becoming malnourished.
18	Food security and agriculture	NGO	Greenhouses and gardening equipment, including tunnel greenhouses, gardening tools, sprayers, seeds	Exemption request submitted to a Member State on 20 October 2018; still pending.	Without these items, kindergartens will not be able to grow and harvest vegetables, which are essential to provide children with an adequate diet during the lean season. Young children rely on food provided at kindergarten; without this they risk not receiving adequate nutrition and face the risk of malnutrition due to lack of adequate, nutritious food.
19	Food security and agriculture	NGO	Equipment and tools for the micro-scale project for people living with disabilities.	Exemption request approved by the Committee on 30 January 2019. The exemption request was submitted to Member State on 12 October 2018 and to the Committee with significant delay on 3 January 2019.	The activity is delayed by more than nine months. Self-help group of people living with disabilities are waiting to start their livelihood activities.

20	Nutrition	NGO	Milk processing equipment including pasteurizer, cream separator, butter machine, storage tank, lactoscan, lab equipment, stainless steel tools and churns, detergent, gloves and clothes.	Exemption request approved by the Committee on 24 July 2018. The exemption request was initially submitted to a Member State on 20 April 2018 and submitted to the Committee on 12 June 2018.	Materials delivered end of November 2018, a delay of six months. Milk processing activities will not begin until 2019, with impacts on the nutrition status of affected children who rely on the supplementary milk to increase their dietary diversity and prevent malnutrition.
21	Disaster Risk Reduction	NGO	Raw material (cement, doors, iron rod, sanitary ware, poly propylene pipe, Hollow iron rod for hand rail, water tap and window etc.) for the refurbishment of community building (safe shelter)	Exemption request approved by the Committee on 30 January 2019. The exemption request was submitted to Member State on 12 October 2018 and to the Committee with significant delay on 3 January 2019.	The activity is delayed by more than nine months. Community is not well equipped to mitigate impacts of future disasters as do not have access to community safe shelter
22	Disaster Risk Reduction	NGO	Raw material (cement and gabions) for the rehabilitation of canal embankment	Request for exemption submitted to Member State on 12 October 2018; application is under review.	The proposed canal embankment rehabilitation would mitigate the impact of future natural hazards (flood) and save the life of persons with disabilities and community. Without this project, vulnerable people are at risk of future floods.

Source: Letter from the UN Country team to the Panel of Experts on the Impact of Sanctions on Humanitarian Operations in DPRK, 14 December 2018; updated on 31 January 2019.

Annex 87: Humanitarian-sensitive items prohibited under sectoral sanctions in resolution 2397 (2017)

Category	HS Code	Comment
Hand-tools for agriculture (shovels, hoes, spades, etc...) ²⁰⁸	HS 8201	
Blades for agricultural, horticultural or forestry machines	HS 820840	
Dryers for agricultural products	HS 841931	
Agricultural spraying machines	HS 842449	
Irrigation equipment	HS 842482	
Agricultural machinery for soil preparation (ploughs, seeders, etc...)	HS 8432	
Harvesting and threshing machinery	HS 8433	
Presses, crushers for fruit juices etc...	HS 8435	
Miscellaneous agricultural equipment	HS 8436	
Machines for cleaning and sorting grains and legumes	HS 8437	
Misc. machines for industrial processing of food and drink	HS 8438, excluding HS 843840 (brewery machinery)	This category includes machinery and spare parts for NGO-supported food processing factories.
Tractors & spare tractor parts	HS 8701 for tractors, multiple categories for spare parts	Tractors and spare parts are not only needed for general agricultural support activities, but also for food security efforts at medical clinics and schools.
Agricultural trailers, farm wagons, and carts	HS 8716, multiple subheadings	
Prefabricated greenhouses, animal sheds	HS 940690	Several NGOs have supported the use of greenhouses in the DPRK for private crop cultivation and for food security/nutritional enhancement at medical facilities and schools serving vulnerable populations.

²⁰⁸ Agriculture helps with diversifying diet and thus contributes to alleviating food insecurity, high malnutrition and stunting rates.

Category	HS Code	Comment
Nail clippers	HS 821420	A U.S. NGO shipment of hygiene kits to DPRK medical facilities was seized at customs in transit due to the presence of nail clippers in the kits; it was released after six weeks.
Sterilizers for medical use	HS 841920	
Portable sprayers	HS 842441	Used for malaria control.
UV lamps for disinfection	HS 853939	Used for infection control.
Ambulances	HS 8703, not separately categorized from other vehicles	Needed by many medical care centers due to very poor transportation networks and infrastructure.
Carriages for disabled persons	HS 8713	Several NGOs have worked to provide support for persons with disabilities in the DPRK.
Medical appliances, including ultrasound and cardiograph machines, syringes, needles, catheters, dental and ophthalmic equipment, etc...	HS 9018	Essential to the delivery of medical care.
Mechano-therapy appliances, such as artificial respiration machines	HS 9019	
Orthopedic appliances for persons with disabilities	HS 9021	Several NGOs have worked to provide support for persons with disabilities in the DPRK.
X-ray machines	HS 9022	Essential for TB diagnosis and general medical support. Accessories supporting digitization of images is essential to affordability/sustainability.
Medical, surgical, dental, or veterinary furniture (ie operating tables, hospital beds)	HS 9402	Critical to providing basic care for patients.

Category	HS Code	Comment
Metal water tanks	HS 7309, HS 7310, HS 7611	
Pumps for liquids, including pumps for household water systems	HS 8413	Necessary for providing clean water to households, clinics, etc..., as well as for agricultural purposes.
Water heaters	HS 841911 (gas), 841919 (solar), HS 851610 (electric)	

Machinery for filtering or purifying water	HS 842121, HS 842199 (for parts)	Lack of clean water is a major contributing factor to persistent high rates of diarrhea and malnutrition among vulnerable populations.
Machinery for water well drilling	HS 843049	Critical to long-term sustainable clean-water interventions.

Category	HS Code	Comment
Metal tubes, pipes, pipe fittings, etc...	HS 7303-7307 (iron and steel); separate HS codes for copper, aluminum, lead etc...	Used for the provision of clean water.
Roofing, siding, flooring, roof drainage equipment	Included in HS 730890 (sheet metal) and HS 761090 (aluminum)	After Typhoon Lionrock hit the DPRK in 2016, several NGOs responded by providing roofing materials to help rebuild schools, clinics, etc...
Screws, bolts, nails, staples, etc...	HS 7317-7318	These are common items which are often components of humanitarian-sensitive goods, or part of the packaging thereof
Stoves, ranges, grates, cookers, barbecues, etc...	HS 7321, HS 851660	Clean cook stoves provide significant health and environmental benefits, compared to cooking over open fires.
Iron, steel, or aluminum wire	HS 732620, HS 7605	Has numerous agricultural applications.
Aluminum foil	HS 7607	Has medical/laboratory uses.
Refrigerating and Freezing Equipment	HS 8418, as well as other categories for refrigerated trucks.	Refrigeration and refrigerated trucks are essential for the storage and transportation of certain health-related goods such as vaccines, diagnostic reagents, etc....
Generators	HS 8502	Generators are important as a primary or back-up power supply to medical clinics, etc... which require a steady energy supply.
Electric transformers and inductors	HS 8504	Necessary for the steady supply of electricity to medical and laboratory equipment, as well as for agricultural functions.
Electric storage batteries	HS 8507	Necessary component to storing energy from solar panels and other off-grid energy sources, and used in many humanitarian applications.
Centrifuges and centrifugal dryers	HS 8421	Items in this category are used for medical laboratory diagnostics (including for TB and MDR-TB) as well as water purification. This category also includes biosafety cabinets and HEPA filters, which have important medical applications.

Electrical apparatus (ie switches, relays, fuses, surge protectors)	HS 8536	Necessary for the steady supply of electricity to medical and laboratory equipment.
Solar panels	HS 854140	Important source for off-grid or backup energy supply, including in medical clinics etc...
Insulated wires, cables	HS 8544	Necessary for the steady supply of electricity to medical and laboratory equipment.
Microscopes	HS 9011-9012	Important for medical laboratory diagnostics.
Miscellaneous office supplies (printers and print cartridges, flash drives, barcode scanners, staplers, scissors, binders, paper clips, etc...)	Multiple HS categories	Humanitarian agencies have previously supplied local partners with basic office supplies and equipment to assist with administration, data collection, and patient record-keeping.

Sources: Humanitarian organizations

Note on methodology: The above tables identify humanitarian goods which are prohibited for export to the DPRK under paragraph 7 of resolution 2397 (2017) including those strictly humanitarian in nature, as well as those serving a broader array of purposes including humanitarian (such as electrical equipment necessary for hospitals and clinics). The tables are not intended to be comprehensive.

While these items align with certain categories of goods with the Harmonized System (HS) codes administered by the World Customs Organization, which are referenced in Resolution 2397, there is not always a straightforward correlation between the lay categorization of certain goods and the HS code system. In some cases, even the most specific (six digit) HS codes may still be so broad as to lump humanitarian-sensitive goods together with other types of goods. For example, machinery for water well drilling is included in the same general category as all “boring and sinking machinery.” In other cases, a certain category of humanitarian-sensitive good – spare parts for tractors, for example – may be spread across multiple HS categories.

Additionally, although resolution 2397 (2017) only refers to goods categorized under HS chapters 72-89, a number of humanitarian-sensitive goods that are categorized outside of this range nonetheless contain prohibited components. For example, X-ray machines are categorized under HS 9022, but also incorporate various types of metal and electronic components which could be categorized under HS chapters 72-89. In October 2018, the Committee provided an exemption allowing UNICEF to ship X-ray machines into the DPRK, implying that the Committee would otherwise consider shipment of such devices as prohibited.

Finally, it is noteworthy that some of the IT and communications equipment prohibited for export to the DPRK by paragraph 7 of resolution 2397 (2017) may also have humanitarian uses, including such as USB flash drives, portable media players, mobile phones, radios, etc.

Annex 88: Member States yet to submit implementation reports pursuant to paragraph 17 of resolution 2397 (2017)

<p><u>Africa</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Algeria 2. Angola 3. Benin 4. Botswana 5. Burkina Faso 6. Burundi 7. Cabo Verde 8. Cameroon 9. Central African Republic 10. Chad 11. Comoros 12. Congo 13. Côte d'Ivoire (<i>UNSC non-permanent member 2018-2019</i>) 14. Democratic Republic of the Congo 15. Djibouti 16. Kingdom of Eswatini 17. Ethiopia (<i>UNSC non-permanent member 2017-2018</i>) 18. Gabon 19. Gambia 20. Ghana 21. Guinea 22. Guinea-Bissau 23. Kenya 24. Lesotho 25. Liberia 26. Libya 27. Madagascar 28. Malawi 29. Mali 30. Mauritania 31. Mauritius 32. Morocco 33. Mozambique 34. Namibia 35. Niger 36. Nigeria 37. Rwanda 38. Sao Tome and Principe 39. Senegal 40. Seychelles 41. Sierra Leone 42. Somalia 43. South Africa (<i>UNSC non-permanent member 2019-2020</i>) 44. South Sudan 	<p><u>Americas</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 50. Antigua and Barbuda 51. Bahamas 52. Barbados 53. Belize 54. Bolivia (<i>UNSC non-permanent member 2017-2018</i>) 55. Brazil 56. Costa Rica 57. Cuba 58. Dominica 59. Ecuador 60. El Salvador 61. Grenada 62. Guyana 63. Haiti 64. Honduras 65. Jamaica 66. Nicaragua 67. Paraguay 68. Peru (<i>UNSC non-permanent member 2018-2019</i>) 69. Saint Kitts and Nevis 70. Saint Lucia 71. Saint Vincent and the Grenadines 72. Suriname 73. Trinidad and Tobago 74. Uruguay 75. Venezuela <p><u>Asia</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 76. Afghanistan 77. Bahrain 78. Bangladesh 79. Bhutan 80. Brunei Darussalam 81. Cambodia 82. Indonesia (<i>UNSC non-permanent member 2019-2020</i>) 83. Iran 84. Jordan 85. Kazakhstan (<i>UNSC non-permanent member 2017-2018</i>) 86. Kuwait (<i>UNSC non-permanent member 2018-2019</i>) 87. Kyrgyzstan 	<ol style="list-style-type: none"> 94. Saudi Arabia 95. Syria 96. Timor-Leste 97. Turkmenistan 98. Uzbekistan 99. Yemen <p><u>Europe</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 100. Andorra 101. Azerbaijan 102. Bosnia and Herzegovina 103. Croatia 104. Iceland 105. Ireland 106. Luxembourg 107. Republic of Moldova 108. San Marino 109. Slovenia 110. The former Yugoslav Republic of Macedonia <p><u>Oceania</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 111. Australia 112. Fiji 113. Kiribati 114. Marshall Islands 115. Micronesia 116. Nauru 117. Palau 118. Papua New Guinea 119. Samoa 120. Solomon Islands 121. Tonga 122. Tuvalu 123. Vanuatu
--	--	---

45. Tanzania	88. Lebanon	
46. Tunisia	89. Malaysia	
47. Uganda	90. Maldives	
48. Zambia	91. Myanmar	
49. Zimbabwe	92. Nepal	
	93. Oman	

Source: The Panel

Annex 89: Recommendations

To the Security Council:

1. The Panel recommends that future Security Council resolutions stipulate the unit of measurement to be used by Member States in their reporting to the Committee.
2. The Panel recommends that the Security Council, when drafting future financial sanctions measures, take account of DPRK cyberattacks to circumvent the resolutions by illegally generating revenue for the DPRK.
3. The United Nations Secretary-General should request the Secretariat to carry out an assessment of the humanitarian impact of sanctions in the DPRK.

To the 1718 Committee:

4. The Panel recommends that the Committee designate the following vessels for illicit transfers of petroleum products in violation of paragraph 5 of resolution 2397 (2017):

Myong Ryu 1 (IMO number: 8532413), DPRK flag
 Song Won (IMO number: 8613360), DPRK flag
 Jin Yang 36 (金洋 36), flag unknown
 Xing Ming Yang 888 (IMO number 8410847), Sierra Leone

5. The Panel reiterates its recommendation for the designation of Han Hun Il (Edward Han) and also recommends the designation of Yong Kok Yeap and Yazid Merzouk of MKP Malaysia and MKP Zambia.
6. The Panel reiterates its previous recommendations for the designation of Pan Systems²⁰⁹ to be accompanied by the names of all of its front companies (including Glocom, International Golden Services, International Global System) as aliases, for involvement in the financing and sales of arms and related materiel.

Name:	Pan Systems Pte. Ltd. (Pyongyang branch)
A.k.a.:	Wonbang Trading Co., Glocom, International Golden Services, International Global System
Address:	Room 818, Pothonggang Hotel, Ansan-Dong, Pyongchon district, Pyongyang, Democratic People's Republic of Korea
Director:	Ryang Su Nyo
Employees:	Pyon Won Gun, Pae Won Chol, Ri Sin Song, Kim Sung Su, Kim Chang Hyok and Kim Pyong Chol
Telephone:	+850-218-111 (ext. 8636)

7. The Panel reiterates its previous recommendation to designate: Ri Ik (Li Ik), Wang Zhi Guo and Ri Ho Nam
8. Information about cyberattacks conducted by RGB as a means to evade financial sanctions and to gain foreign currency should be added to the RGB's entry on the 1718 Sanctions List.

²⁰⁹ See S/2017/742, para. 62 and S/2018/171, page 77 (Recommendation 1).

9. The Panel recommends that the Committee clarify the definition of joint ventures and cooperative entities contained within paragraph 18 of resolution 2375 (2017).

10. The Panel recommends that the Committee include the provision in paragraph 11 of resolution 2375 (2017) to the vessel designation criteria and incorporate it into the existing lists of designated vessels as appropriate.

11. The Panel recommends that the Committee amend the delisting procedure to allow Member States to request delisting on behalf of a vessel owner (for the Panel's proposal for amended procedure for delisting for vessels, see annex 20).

12. In order to allow more effective due diligence by flag States, other Member States and the maritime-related industries, the Committee should consider consolidating the designated vessels in one document. Information provided on the vessels should include the measures obligated under the relevant resolutions such as asset freeze, denial of port entry, and cancellation of registration or vessel services. Incidents of deregistration reported to the Committee should also be reflected to prevent inadvertent re-registration.

13. The Panel recommends that discussions in the Committee on humanitarian exemption requests be time-bound and that focus groups within the Committee meet on a regular basis to examine humanitarian issues with a view to expediting the processing of such requests.

14. In order to alleviate unnecessary burdens on Member States, United Nations agencies and humanitarian organizations, the Committee should publish a whitelist of certain non-sensitive items used in humanitarian operations that fall under the broad categories of items subject to the sectoral sanctions in paragraph 7 of resolution 2397 (2017) requiring an exemption for humanitarian shipment into the DPRK.

15. The Committee should continue to seek feedback from Member States, United Nations agencies and humanitarian organizations applying for exemptions under the terms of the IAN No. 7 guidelines and work to streamline and simplify the application process to the extent possible, including by providing greater flexibility regarding the technical specifications of planned shipments, the parties involved, and the frequency of requests/submissions.

To Member States:

16. Flag States should inform the Committee and the Panel of vessels that they deregister.

17. Flag States should monitor the AIS of their vessels and those illegally sailing under their flag to better ensure implementation of the resolutions.

18. Member States should consider introducing a regulatory requirement for P&I insurance and re-insurance companies to include AIS screening and an "AIS switch off" clause in their contracts for at-risk vessels operating in the relevant regions.

19. Member States should consider introducing a regulatory requirement for petroleum product trading, refining and producing companies to include end-use delivery verification measures and AIS screening clause as well as an "AIS switch-off" clause in their contracts.

-
20. Member States of the International Maritime Organization (IMO) should consider measures to improve information-sharing and maritime regulation enforcement by flag States and other interested parties.
21. Member States should consider introducing legislation to ensure that global and regional banks operating in their jurisdiction introduce AIS screening and vessel due diligence risk assessment clauses into letters of credit, loans and other financial instruments for global and regional commodity traders and brokers trading in oil and petroleum products in higher risk Free on Board (FoB) markets in the affected areas.
22. Member States and relevant international organizations should ensure that the global and regional commodity trading companies and tanker fleets operating under their jurisdictions and in those at-risk segments of the Free on Board (FoB) market and/or engaging in ship-to-ship transfer in the affected international waters adopt contractual language that includes an effective end use delivery verification mechanism.
23. Member States and relevant international organizations should ensure that the global and regional commodity trading companies and tanker fleets operating under their jurisdictions and those segments of the affected Free on Board (FoB) markets assess the AIS history of all vessels they intend to supply with products banned under the resolutions.
24. Member States should ensure that the provisions on financial sanctions in the resolutions take account of DPRK cyberattacks to circumvent the resolutions by illegally generating revenue for the DPRK.
25. Member States should enhance their ability to facilitate robust information exchange on the DPRK's cyberattacks with other governments and with their own financial institutions, to detect and prevent attempts by the DPRK to employ its cyber capabilities for sanctions evasion.
26. Given the pervasive use of accounts in the names of family members to evade sanctions, the Panel recommends that governments provide their financial institutions with a list not only of accredited diplomats, but of their family members to ensure that diplomats do not establish additional bank accounts in their names.
27. The Panel recommends that Member States issue guidance for a single bank to be identified as the only bank that can hold accounts for the DPRK embassy and diplomats and that all others are advised not to hold accounts for DPRK diplomats or their family members.
28. The Panel recommends that Member States advise their financial institutions not to open accounts for DPRK diplomats not accredited to their country and to share information on the financial activities of DPRK diplomats with other Member States where records show there has been financial activity to avoid cross-border circumvention of sanctions.
29. Member States should advise their financial institutions that only closing bank accounts (as opposed to freezing) does not meet the requirements of the resolutions, which stipulate that they must freeze all assets controlled by designated individuals or entities, those operating on their behalf, as well as of any members of the DPRK Government that are engaged in violating or evading of any of the provisions of the resolutions.
30. Member States should offer technical assistance to other Member States to help them strengthen their legal frameworks and related mechanisms to implement the financial provisions in the resolutions, as appropriate and in line with Article 49 of the UN Charter.

31. As part of their implementation of paragraph 18 of resolution 2375 (2017), Member States should request their corporate registries to extract the details of all companies with DPRK national director or shareholders (which de facto violates the ban).

32. Given that joint ventures have violated other provisions of the resolution in addition to paragraph 18 of resolution 2375 (2017), the names of those directors and shareholders should be shared with investigation agencies, financial intelligence units and financial institutions.

33. The Panel recommends that Member States clarify with their national agencies that insurance providers are financial institutions and therefore subject to all of the relevant financial provisions in the resolutions, including the need to freeze assets under the resolutions.
